

Jean-Paul Picaper
Gilles Dubois

2012

QUITTE OU DOUBLE !

FRANCE GERMANOPHOBES
POPULISME SARKOZY
LIBERALISME
GOUVERNANCE NOTATIONS MERKOZY
BCE EURO GAUCHE DROITE
NEO-MARXISME PRESIDENT LEGISLATIVE POLITIQUE
MERKEL PRESIDENTIELLE
ELECTEURS BULLETINS
EUROPHOBES EUROZONE
CRISE
FSF/EMS
ALLEMAGNE
FRANCO-ALLEMAND



La Bourdonnaye

Edition numérique

Jean-Paul Picaper
Gilles Dubois

2012

QUITTE OU DOUBLE !

FRANCE GERMANOPHOBES
POPULISME SARKOZY
LIBERALISME
GOUVERNANCE
NOTATIONS MERKOZY
GAUCHE DROITE
LEGISLATIVE POLITIQUE
BCE EURO
NEO-MARXISME
PRESIDENT
VOTE
PRESIDENTIELLE
BULLETINS
MERKEL
ELECTEURS
EUROPHOBES
EUROZONE
CRISE
FSF/EMS
ALLEMAGNE
FRANCO-ALLEMAND



La Bourdonnaye

Edition numérique

La Bourdonnaye - Édition numérique
<http://www.labourdonnaye.com>
contact@labourdonnaye.com

Illustrations : © La Bourdonnaye

TEXTE INTÉGRAL

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivant du Code de la propriété intellectuelle.

@ La Bourdonnaye - Édition numérique, Copyright Avril 2012
ISBN PDF : 978-2-824-20080-4

LES AUTEURS

Jean-Paul Picaper, Français domicilié à Berlin où il avait fait également son service militaire dans les forces françaises. Après des études de germanistique et de science politique à Bordeaux, Berlin et Paris, il a été maître-assistant puis professeur de sciences politiques à l'université de Berlin-Ouest pendant 13 ans puis correspondant du « *Figaro* » en Allemagne pendant 26 ans. Il est membre des rédactions de « *Politique internationale* » (Paris), de la « *Preußische Allgemeine Zeitung* » (Hamburg) et collabore à divers autres magazines et revues dont « *Historia* ». Picaper a publié plus d'une vingtaine de livres. Derniers parus, « *Berlin-Stasi* » (Syrtes, 2009), « *Angela Merkel* » (Gawsewitch, 2010), « *Opération Walkyrie. La Résistance allemande contre Hitler* » (L'Archipel, 2009), « *Nicolas Sarkozy und die Beschleunigung der Politik* » (Gollenstein, 2008) et « *Le nouveau défi européen. Conversations avec Otto de Habsbourg* » (Fayard, 2007). Avec « *Enfants maudits* » et « *Le Crime d'aimer* », il avait posé le problème des enfants de l'ennemi (enfants d'occupants, de prisonniers de guerre et de STO) dans la relation franco-allemande. Prix du journalisme franco-allemand. Décoré du Mérite européen (Luxembourg) et de la Croix fédérale allemande. Il édite depuis 2002 le magazine Internet franco-allemand www.eurbag.eu.

Gilles Dubois, Français résidant à Francfort, avocat international, licencié ès lettres, membre du Conseil d'Analyse Économique franco-allemand (CAEFA), Conseiller du Commerce Extérieur de la France (CCEF), chargé d'enseignement à la Faculté de Droit de l'université de Münster. Ancien Associé de CMS Bureau Francis Lefebvre, responsable des bureaux allemands de Düsseldorf et Berlin. Décoré du Mérite Européen (Luxembourg), Chevalier de la Légion d'honneur.

2012 : Quitte ou double !

Voter en temps de crise, pas facile ! Ça passe ou ça casse. Mais les Français doivent mettre leur bulletin dans l'urne.

Or, depuis les débuts de la IV^{ème} puis de la V^{ème} République, jamais une crise internationale aussi violente n'avait heurté la France et l'Europe. Un an à peine après avoir accédé à la présidence, Nicolas Sarkozy a dû avec les siens se vouer à réparer les dégâts.

La France s'en est mieux tirée que d'autres, amorçant aussi des avancées européennes et internationales considérables. Elle est en bonne voie.

Beaucoup reste encore à faire pour celui qui a l'ambition d'une France forte dans une Europe puissante.

« La coopération franco-allemande a toujours été un élément fondamental pour l'Europe. Tout s'est toujours ramené à la question de savoir comment nous deux, Allemagne et France, allions coopérer et comment nous pourrions intégrer les autres États membres dans notre action ».

Helmut Kohl, chancelier de la République fédérale d'Allemagne de 1982 à 1998, président pendant vingt-cinq ans du Parti Chrétien-Démocrate allemand CDU, Interview parue dans le magazine « *Le Pont de l'Europe* (Strasbourg) » en janvier 2012.

« La nouveauté, ce gisement d'idées nouvelles qui doit réveiller le débat politique dans cette campagne 2012, tient au fait que ce sera la première véritable campagne du XXIème siècle, la première où l'on verra le monde extérieur s'inviter dans le débat national, comme jamais il ne l'avait fait avant ».

Nicolas Sarkozy, président de la République française, donnant à la presse les derniers vœux de son premier quinquennat 2007-2012, le 31 janvier 2012 au Palais de l'Élysée.

SOMMAIRE

COUVERTURE

TITRE

CRÉDITS 02

LES AUTEURS 04

2012 - QUITTE OU DOUBLE ! 05

SOMMAIRE 08

AVANT-PROPOS DES AUTEURS 10

INTRODUCTION 13

La France à l'heure de son clocher ? 13

PREMIÈRE PARTIE : LA TENTATION GERMANOPHOBE 19

Chapitre 1 : Le « Spiegel » invente un pacte anti-Hollande 20

Chapitre 2 : Un modèle très idéalisé 27

Chapitre 3 : Pour une action concertée 31

Chapitre 4 : La petite musique germanophobe 37

Chapitre 5 : Des socialistes franchissent la ligne rouge 44

Chapitre 6 : Brève visite chez le camarade allemand 49

DEUXIÈME PARTIE : DIVISER POUR MIEUX RÉGNER 57

Chapitre 1 : L'insécable noyau dur franco-allemand 58

Chapitre 2 : La revanche tardive des post-marxistes 64

Chapitre 3 : La persistance des métastases 72

Chapitre 4 : Deux façons de critiquer 77

Chapitre 5 : L'Amérique diffuse des gaz toxiques 85

Chapitre 6 : La guerre des notes est déclarée 91

Chapitre 7 : Beaucoup de bruit pour rien 99

Chapitre 8 : Les pyromanes craquent une allumette 103

TROISIÈME PARTIE : DE L'ISOLATIONNISME À LA DÉMOLITION	110
Chapitre 1 : Croient-ils vraiment en sa victoire ?	111
Chapitre 2 : Divergences programmées avec l'Allemagne	115
Chapitre 3 : Isolement, étiolement, risque mortel	121
Chapitre 4 : Allez voter à France-intox	127
Chapitre 5 : Victimisme et dolorisme, les deux mamelles de la gauche	131
Chapitre 6 : La stratégie de la démolition	136
QUATRIÈME PARTIE : ÉLOGE DU CAPITALISME	
ALLEMAND	141
Chapitre 1 : Le marché, clé du succès allemand	142
Chapitre 2 : Ce candidat qui voulait taxer les riches	149
Chapitre 3 : La très imminente et plus qu'improbable crise finale	154
Chapitre 4 : Le changement climatique de 2012	160
Chapitre 5 : Pris à la gorge par la dette	166
CONCLUSION	172
Sarko sous le feu des médias	172
Un peu de politique-fiction	180
QUATRIÈME DE COUVERTURE	186

AVANT-PROPOS DES AUTEURS

La crise économique et financière que nous avons traversée et dont nous ne sommes pas encore entièrement sortis a eu deux conséquences en apparence contradictoires. L'une a été la revalorisation du rôle des États qui ont été à un moment donné les ultimes distributeurs de confiance. L'autre est la certitude qu'il n'existe pas d'alternative à l'économie sociale de marché, garante de démocratie et de pluralisme des idées, d'ouverture sur l'avenir. L'action efficace et coordonnée des États membres de l'UE et du G20 a fait la différence en effet entre la crise de 2008-2011 et celle de 1929-30. Elle a permis la survie de nos régimes politiques et économiques. Paradoxalement, ce succès a démenti ceux qui prétendaient revenir à l'économie planifiée du XX^{ème} siècle. L'économie de marché a survécu à la crise, nous évitant de retomber dans les errements du passé. Ainsi a-t-elle pu prouver une fois de plus en ce début du XXI^{ème} siècle son aptitude à se régénérer.

Nous avons pris la plume pour le dire à ceux qui n'ont pas retenu les leçons de l'histoire. Nous vivons tous deux au cœur de l'Europe, dans son « noyau dur » franco-allemand. Nous avons passé outre-Rhin la majeure partie de nos vies, devenus bilingues et capables de « penser allemand » comme de « penser français ». Nous constatons en ces deux années électorales, en 2012 en France, en 2013 en Allemagne, que pour la première fois, les destins mêlés de l'Europe et de l'international interagissent avec les politiques nationales. La crise a accéléré et accentué cette évolution. Or nous n'avons pas la même approche de cette crise. Inspiré par la pensée libérale, Gilles Dubois défend la libre entreprise et la banque privée. Avocat international, il a étudié le droit des entreprises, le droit commercial, le droit privé à Strasbourg et à Francfort. Pour lui, la mauvaise politique et non pas la mauvaise économie fut le déclencheur de la crise. Politologue et journaliste, passé par la section Service public de Science-Po/Paris, Jean-Paul Picaper estime que les lois du marché ne peuvent à elles seules ramener la prospérité. Confiée des hommes et des femmes expérimentés et dévoués à la chose publique, la politique doit s'exprimer face aux difficultés.

Seulement, la crise passée, il faut libérer les énergies individuelles au lieu de placer la France et l'Europe sous un maillage administratif qui peut devenir une chape de plomb comme on l'a vu dans les pays qui se disaient « socialistes ». Car nous estimons, à la lumière du passé, que la dépossession des avoirs des particuliers et le freinage de l'ambition individuelle sont le premier pas vers la dictature, vers l'égalisation vers le bas, la fin du progrès. Que, sans la liberté d'entreprendre, il ne peut y avoir de liberté politique ! Nous pensons

aussi qu'au-delà du minimum vital, l'État ne peut savoir ce dont les citoyens ont besoin. Que c'est à eux de choisir ce qui fait leur bonheur dans l'offre de l'industrie et des services ! Et qu'enfin, il faut tirer les leçons du tsunami économique et financier que nous venons de vivre. Si l'étatisme semble dominer parfois dans ces pages, c'est simplement pour reconnaître les mérites des capitaines courageux qui ont tenu la barre et gardé le cap dans la tempête. L'océan est encore agité. Il ne faut pas débarquer prématurément ceux qui ont fait leurs preuves. Surtout si leur contrat est à durée limitée.¹

L'histoire n'a pas un but ultime qui serait le Royaume de Dame Tartine rebaptisé communisme ou socialisme. Si Dieu lui-même ne sait peut-être pas où va le monde, comment les prophètes inspirés Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, pour ne pas parler de l'inénarrable Éva Joly et du professoral François Bayrou, ou de Nathalie Arthaud l'idéologue, le sauraient-ils ? Tous ces gens, y compris le socialiste François Hollande, veulent imposer aux gens leur conduite. Ceux qui aspirent à un socialisme collectiviste ou à un communautarisme hypernationaliste veulent faire le bonheur des gens malgré eux. Pour cela, il faudrait, disent-ils, « sortir du système ». Or, les révolutions et les putschs ont généralement tourné au drame, engendré des systèmes iniques et cruels, dont l'élimination nécessaire, si l'on excepte l'épisode de 1989-91,² a coûté des milliers, des millions de vies humaines. Nous n'avons vraiment pas envie de « changer de république ».

Face à la crise économique et financière, la politique doit avoir le dernier mot. Mais de là à instrumentaliser la prétendue « crise de l'euro » à des fins politiques et partisanes et maintenant électorales, il y a loin. Il faut éviter que la crise économique ne dégénère en crise politique. Nous n'avons pas besoin d'idéologues, mais de praticiens réalistes et indépendants. Et aussi de consensus. La campagne électorale n'y a pas contribué. Dans notre pays qui n'a pas exorcisé ses préjugés, ses atavismes et ses fantasmes, la gauche française n'a pas voulu s'accorder avec la droite sur les sacrifices nécessaires, à la différence du Parti socialiste espagnol, du Parti social-démocrate allemand, voire du Labour britannique. Certains éprouvent un tel désir de s'asseoir dans le fauteuil présidentiel à la place d'un autre qu'ils casseraient tout pour y parvenir.

¹ Nicolas Sarkozy a limité à deux quinquennats la fonction présidentielle. Il ne peut donc être réélu que pour cinq ans, de 2012 à 2017, à la différence de son challenger qui pourrait accomplir, quant à lui, deux mandats de cinq ans. Angela Merkel, de son côté, se présentera aux législatives allemandes en septembre 2013 pour briguer un troisième mandat de quatre ans. Pour le moment, les chances de réélection de la chancelière sont totales. De sorte que les nouveaux mandats des deux principaux dirigeants de l'Union Européenne expireraient la même année, en 2017.

² La chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989 que Gorbatchev a laissé faire sans intervention de l'armée soviétique, et la dissolution de l'URSS le 21 décembre 1991.

Le président candidat a indiqué qu'il quitterait la politique s'il perdait cette élection. On peut le comprendre si les Français lui témoignaient une telle ingratitude. Nous avons osé espérer dans ce livre qu'il doublerait son mandat dans le délai que lui accorde encore la constitution (voir note 1 ci-avant). Notre titre devrait donc se lire « *Plutôt double que quitte* ». Lui qui n'a pas réalisé moins de 931 réformes s'est vu taxer de présenter un « *bilan négatif* » et d'être le responsable d'une crise venue de l'extérieur. « *En cinq ans, il a fait plus que Giscard en sept et encore plus que Chirac qui n'a rien fait en douze* », a constaté Alain Minc. Il a fait preuve d'un immense courage et déployé une énorme énergie pour défendre les acquis de la France face à l'ouragan de la crise. Les Français n'ont vu ni leurs salaires, ni leurs minima sociaux, ni leurs pensions baisser contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays européens. On lui a reproché l'augmentation du chômage. Mais le recul de l'économie mondiale n'est pas de sa faute. Au contraire il a mieux limité la casse sur le marché du travail que les Américains et que la plupart des autres pays européens et n'a pas gaspillé d'argent improductif en assistantat et dépannage à court terme, comme l'auraient fait les socialistes. On lui a reproché d'avoir aidé les banques. Mais les petits épargnants auraient perdu leurs économies et les PME n'auraient plus été financées s'il ne l'avait fait. On lui a reproché d'être le président des riches. Mais il a été le premier de nos présidents à avoir pris des mesures égalitaires importantes. Il a de plus fortement augmenté les taxes sur le capital afin de les hausser au même niveau et même bientôt au-dessus de celles sur le travail. Nous sommes frappés par la fragilité des accusations qu'on lui jette sans cesse à la figure. Ces critiques sont superficielles, inconsistantes et futiles. Les journalistes ressassent sa soirée au Fouquet's après sa victoire de 2007, ses réparties en langage trop populaire, ses liens avec les grands patrons, son franc-parler, sa petite taille, son goût des belles lunettes et des montres de prix ou d'autres pacotilles qui flattent quelqu'un qui a grandi dans le dénuement d'un quartier de Paris qui affichait son luxe. Passons sur d'autres balivernes d'une sottise incommensurable qui en disent long sur ceux qui les profèrent. Peut-être lui en veut-on en réalité parce qu'il a osé pénétrer sur le terrain que les médias occupaient depuis 1968 et qu'il a contesté des idées sacralisées de la gauche bien-pensante dans le langage décomplexé qui lui est propre et qui fait son charme.

G.D./J.-P. P.

INTRODUCTION

La France à l'heure de son clocher ?

Comme s'il n'arrivait jamais rien au-delà des Pyrénées, de la Méditerranée, des Alpes, du Rhin, de la Manche et de l'Atlantique, les Français ont débattu tout au long de la campagne électorale de 2012 des retraites des « vieux » et de l'imposition des « riches », du nombre des « ronds de cuir » et de la rémunération des « profs », de la TVA antidélocalisation et du chômage de longue durée, du pouvoir d'achat et du logement, ainsi que des hôpitaux et des écoles, de la marginalité des « quartiers » et de la viande « halal ». Sans compter quelques aberrations typiquement françaises comme l'âge de la retraite à 60 ans et le règlement global du temps de travail par décret souverain. Après les assassinats de Toulouse et Montauban par un islamiste fanatisé, des sondages sont venus à la rescousse pour prouver que la sécurité intérieure et extérieure n'était malgré cela que l'avant-dernier souci des Français, essentiellement préoccupés par l'emploi et le pouvoir d'achat. Pourtant, quelques jours plus tôt, ils succombaient presque à une psychose sécuritaire, redoutant la présence d'un tueur à chaque coin de rue. Pourquoi avoir occulté le reste du continent et de la planète et ne pas avoir dit clairement aux électeurs que ce qui se passe au-delà des frontières de l'Hexagone a des répercussions chez nous ? D'autant que, pour la première fois, l'International et l'Europe se sont invités dans un scrutin national français. Aussi, nos voisins allemands et européens ont-ils suivi de très près ces élections françaises, appréhendant qu'un changement de chevaux au milieu du gué ne renverse l'attelage et n'affaiblisse l'économie française. L'avenir de l'Union européenne et sa place dans le monde en dépendent. Nos voisins considèrent cette élection comme décisive, à la différence des précédentes. Alors pourquoi cette myopie ? Pourquoi a-t-on caché aux Français que les périls qui nous guettent sont extérieurs à l'Hexagone et même extra-européens ?

Parce qu'il fallait que le « président sortant », comme ils l'appellent, soit seul responsable de ce qui venait de se produire. Les adversaires du candidat-président étaient même si persuadés que le meurtrier en série avait cru sur l'humus de la « Sarkozie » que les deux François, Hollande et Bayrou, notamment, tombèrent dans le piège de la légèreté et de la précipitation, ne pouvant s'empêcher d'exploiter la tragédie par quelques allusions au « *climat délétère* » créé au cours du quinquennat qui s'achevait et en évoquant dans le contexte de la tuerie l'image falsifiée et diffamatoire que les médias et la gauche donnent depuis cinq ans du président de la République, celle d'un homme

emporté, vulgaire, extrémiste, voire raciste, créateur donc d'un terrain favorable à ce genre d'actes. En d'autres termes, le crime proliférait chez l'homme du Fouquet's, mû par les vils instincts inhérents à la droite au lieu de belles pensées de l'intellectuel humaniste du Café de Flore qui est le Fouquet's de la gauche. Mais, catastrophe, on apprit le lendemain que le tueur, Mohamed Merah, était un islamiste formé au Pakistan et en Afghanistan et non pas un Anders Behring Breivik français d'extrême droite. Ce fut alors à gauche un silence assourdissant. Comme il n'y avait plus rien à dire, on dut se contenter de critiquer les policiers du RAID, coupables d'avoir « exécuté » intempestivement cette victime d'une société qui avait manqué à ses devoirs d'intégration. Et quand Mohamed Benalel Merah, le père du meurtrier, parti en Algérie après cinq ans de réclusion pour trafic de drogue sans se soucier le moins du monde de sa famille, voulut tenter un procès à la France pour avoir tué son fils, le porte-parole du Front de Gauche, Pierre Laurent, communiste, déclara que « *la détresse du père, on pouvait peut-être la comprendre aussi* ». « *Mais évidemment, c'est une affaire qui le regarde, je veux dire*, poursuivit-il. *Bon, moi je n'ai pas de commentaire particulier à faire sur la détresse du père de ce jeune homme* ». Des propos plutôt déphasés vu la gravité de l'affaire et l'intensité des instincts meurtriers du fils du père en question ; Ce qui n'était pas sans rappeler ce mot inouï d'un journaliste de la 1^{ère} chaîne allemande ARD, qui accusait le 3 mai 2011 sur les ondes, les Américains d'avoir « tué un père de famille », en l'occurrence Oussama Ben Laden.

Mieux aurait valu parler des dérives fondamentalistes qui fermentent sur les rives de la Méditerranée et essaient jusque chez nous. Un problème international qui n'a rien à voir avec le climat social ou moral en France. Il fallait donc escamoter ces implications internationales qui n'étaient pas payantes électoralement. Peut-être en dénonçant le financement opaque des campagnes de la droite ? Forcément de la droite bien entendu. Ou en découvrant de l'espionnage de salariés chez IKEA (oh, l'affreux capitalisme suédois !). Ou en épinglant la réussite professionnelle et matérielle des frères Sarkozy et surtout de l'un d'entre eux. À la différence des Américains, des Britanniques, des Allemands, des Scandinaves, des Chinois, des Indiens, des... , de tous ou presque, les Hexagons n'aiment pas ceux qui réussissent dans la vie. Cela, c'est une vraie exception française. C'est pourquoi les socialistes français se serrent démonstrativement la ceinture quand ils ne portent pas le cilice pour faire pleurer dans les chaumières. Bref, on ne manque jamais de poudre aux yeux. Malgré le coup de filet opéré à Paris, Nantes et Toulouse puis à Roubaix, Pau et Marseille, contre des membres du groupuscule radical salafiste Forsane Alizza (« les cavaliers de la fierté »), on put vite tourner la page pour revenir au franco-français basique, à l'identitaire viscéral, laissant aux révolutionnaires libyens d'acclamer Nicolas Sarkozy pour avoir sauvé leur liberté et aux imams fondamentalistes d'Égypte ou d'Algérie de le haïr pour avoir interdit le port de

la burqa.³ La campagne s'est déroulée comme si nos compatriotes ne pouvaient jeter un œil par-dessus le rebord de leur assiette pour voir quelle cuisine pratiquait le reste du monde et comme si l'affaire Mohamed Merah n'était qu'un épisode sans hier ni demain ni, surtout, sans connexions hors frontières. Merah, « un Français »...

Comme si depuis des années, on ne parlait pas de mondialisation et de changement climatique, de faim dans le monde et de terrorisme international, de criminalité transfrontalière et de matières premières importées, de déforestation tropicale et de fonte des calottes polaires ! Seuls les écolos semblent s'en soucier, mais, en axant leur offensive sur l'impureté de l'air et les plantes transgéniques, résultantes obligées du capitalisme, ils sont eux aussi, en somme, plutôt réducteurs. Sans contester l'importance des problèmes nationaux pour l'électeur moyen, on peut se demander si la population française ne sera pas éternellement nombriliste, égocentrique et penchée sur ses préoccupations immédiates. Certes, les élections françaises de 2012 se jouent en France. Entre Français. Les élections allemandes de 2013 se joueront en Allemagne. Entre Allemands. Les Britanniques collent à leur île, les Espagnols, les Italiens, les Grecs, les Danois, et Suédois à leurs péninsules et tous les autres à leurs intérêts. Chacun voit midi à sa porte. Il y va de l'emploi, du pouvoir d'achat, de l'industrie, de l'agriculture et des services, des loyers et de l'éducation, de la santé et des soins à domicile dans chaque pays d'Europe. On parle même d'une « renationalisation » des pays européens, particulièrement sensible en Europe centrale et de l'Est, depuis que s'est effacée en 1989-91 la menace soviétique. Chez les uns, à l'Ouest, parce qu'ils n'ont plus peur et oublient qu'on s'était serré les coudes face au danger, chez les autres, à l'Est, parce qu'on a recouvré l'autodétermination après des décennies d'aliénation sous l'œil de Moscou. Seulement, la crise mondiale est intervenue. Elle a frappé l'Europe et les États-Unis plus durement encore que les autres régions du monde. Alors là, quand même, on ne pouvait plus pratiquer la politique de l'autruche. Du coup, nos préoccupations n'étaient plus, ne devaient plus être en tout cas exclusivement hexagonales pour nous ni germano-centriques pour nos principaux voisins.

Il semble bien que l'opposition de gauche ait senti tourner le vent. Elle a tenté de masquer l'absence du Parti socialiste sur ces théâtres d'opérations. Quand on mit sous le nez de François Hollande les avancées de notre pays en matière européenne et internationale, il ne put nier leur nécessité, mais le candidat du PS adressa sur Internet aux 2,5 millions de Français de l'étranger qu'il qualifia d'« *ambassadeurs de la France dans le monde* », le message

³ Le projet de loi qui interdit le port du voile intégral dans l'espace public, adopté le 13 juillet 2010 par 335 voix contre une à l'Assemblée nationale. L'UMP et le Nouveau centre ayant voté pour, tout comme les radicaux de gauche. Les socialistes, les communistes et les Verts ont boycotté le scrutin.

suisant signé de sa main : « *Vous avez souffert, peut-être plus que d'autres, de la dégradation de l'image de la France, abîmée par la politique conduite depuis cinq ans ; vous qui êtes dépositaires des principes et des valeurs de notre pays à travers le monde, vous avez souffert de l'absence d'une Présidence qui les illustre pleinement* ». Mais non, Monsieur Hollande, nous n'avons pas souffert ! Au contraire, par rapport à ce qu'elle était sous les prédécesseurs de Nicolas Sarkozy, la présence de la France dans le monde, son dynamisme reconnu, ses initiatives innombrables, la reprise du dialogue avec les grandes puissances ont fortement progressé au cours des dernières cinq années. Vous ne pouvez ressasser des contre-vérités pour en faire des vérités. Les Français ne sont pas si sots qu'on leur fasse prendre des vessies pour des lanternes.

Le président candidat n'a pourtant pas joué la carte internationale autant qu'il l'aurait pu. Il aurait pu dire qu'en Libye, des parents donnent son nom comme prénom à leurs enfants nouveau-nés. Il aurait pu se targuer d'avoir contenu à deux reprises, à l'automne 2008 et à l'automne 2011, avec l'aide de sa partenaire allemande, la crise venue d'outre-Atlantique ; d'avoir institué une sorte de coordination économique et financière mondiale en créant le G20 avec le soutien du président américain ; d'avoir conservé pour la France et pour l'Europe la présidence du Fonds Monétaire International après le scandale Strauss-Kahn ; d'avoir normalisé les relations de la France avec l'OTAN, en panne depuis plus de quarante ans ; d'avoir imposé à l'Allemagne et à ses partenaires de l'UE l'Union de la Méditerranée puis la gouvernance européenne ; d'avoir sauvé la Géorgie du rouleau compresseur soviétique qui l'aurait anéantie ; d'avoir rendu son honneur à l'Arménie ; d'avoir extrait Ingrid Betancourt et maint autre otage des griffes de ses ravisseurs ; d'avoir sauvé la Libye et la Côte d'Ivoire de l'oppression et du massacre par des potentats sanguinaires. Or Sarkozy lui-même n'a guère joué dans sa campagne la carte de sa politique internationale qui, pourtant, avait été très active au cours de son premier quinquennat. Ne voulait-il ne pas se voir reprocher de détourner l'attention des problèmes de la France qui lui demandait de rendre compte de son action au service de ses électeurs ? Jugeait-il imprudent de sortir des sentiers battus par ses si « franchouillards » prédécesseurs ?

L'opposition quant à elle a vite saisi qu'il lui fallait occulter l'action du président à l'étranger. Elle ne s'est pas privée d'insister que le caractère « français » des scrutins de 2012, tant aux présidentielles qu'aux législatives, même si elle militait en même temps pour le droit de vote des étrangers en France, ce qui n'était pas une mince contradiction. Bref, les Français et ceux qui ont représenté au cours de la campagne les différents courants politiques, ne se sont guère souciés de ce qui se passait à quelques kilomètres ou à quelques milliers de kilomètres de chez eux. Des courants isolationnistes se sont au contraire exprimés par les voix de Jean-Luc Mélenchon (Front de Gauche), de

Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République), et tout particulièrement de Marine Le Pen (Front National), mais aussi dans certains slogans de François Bayrou (Modem) qui conseillait de « *produire français* ». Les opposants demandaient de fermer les écoutilles et les écluses, d'ériger des barrières autour d'une France vivant en autarcie. Au contraire, l'UMP conseillait, dans la ligne du G20, de « *favoriser l'investissement et les échanges commerciaux indispensables à la reprise économique qui constituait une nécessité vitale* ». ⁴ Bravant les critiques de l'Allemagne qui accuse souvent la France de privilégier les grosses entreprises au détriment des petites, le parti de Sarkozy et de Fillon souhaitait que « *l'Europe n'entrave plus la constitution de champions européens de l'industrie et des services* » et que l'on nomme « *un commissaire européen commun à la concurrence et à la politique industrielle* » qui veillerait à ce qu'on « *tienne compte de l'intérêt pour l'Europe de disposer de champions de taille mondiale* ». Non sans insister en faveur d'un « *renforcement de l'intervention de la Banque européenne d'investissement (la BEI) en faveur des PME* ». ⁵

L'essentiel de ce que nous avons vécu au cours des dernières années s'est passé dans le secteur international. Quand tout craquait dans les métiers du crédit à l'automne 2008 et quand la confiance dans l'argent fondait comme neige au printemps au long de l'été 2011, les États membres de l'Union Européenne et les « Grands » du G20 s'étaient réunis pour forger un outil impalpable, mais vital : la confiance, et pour la concrétiser par des mesures d'urgence. S'ajoute que les États européens sont restés soudés les uns aux autres par l'euro, y compris ceux qui ne l'avaient pas encore adopté, mais qui réagissaient désormais en fonction de lui. La politique à la barre de la zone euro a ramené le collectif dans l'individuel, la solidarité dans l'égoïsme et l'international dans le national, car on ne pouvait résister à la tempête qu'en faisant équipe. Un monde nouveau s'est ouvert. C'est ainsi que la politique internationale et européenne s'est infiltrée dans le débat national et électoral. Douteurs et conservateurs comme ils le sont, les Français ont feint d'ignorer ce changement de logiciel. Naturellement, étant responsable des relations extérieures de la France, le président en titre aurait eu un gros avantage sur son challenger si la politique internationale avait été plus présente dans le débat. Certes, l'Europe n'était plus un objet de contestation interpartis, comme en 1992 quand Philippe Seguin menait l'arrière-garde gaulliste dans la bataille contre la monnaie unique, ou comme en 2005 quand Laurent Fabius et Jean-Pierre Chevènement battirent le rappel des socialistes contre la Constitution européenne. Seuls le « Front national » et le « Front de Gauche », ainsi que, subsidiairement, le petit groupement « Debout la République » brandissaient encore la bannière souverainiste et antieuropéenne. Mais les deux principaux

⁴ « *Le magazine de l'Union* », n° 55, 4^{ème} trimestre 2011. Cahier 1, p. 5.

⁵ Ibidem, Cahier 2, p. 19.

challengers de la campagne, le candidat de l'UMP et celui du PS, n'en furent pas moins contraints de s'affronter quelque peu sur ce terrain-là. Et cela, bien malgré eux, en tout cas pour François Hollande qui s'en serait bien passé.

Alors le PS chercha à faire diversion. Le comble, venant du parti de François Mitterrand et de Jacques Delors, fut la campagne de germanophobie déclenchée à l'automne 2011 par des membres éminents du Parti socialiste français devenus tout à coup nostalgiques du temps où Paul Déroulède et Maurice Barrès cultivaient la haine de « l'ennemi héréditaire » allemand. Cette recherche du bouc émissaire germanique fut très surprenante. Alors que l'alliance franco-allemande a seule permis de juguler la crise qui assaillait l'Europe. Alors que les dangers émanaient d'une crise économique et financière mondiale sans précédent. Et que les nuées de la mondialisation obscurcissaient le ciel depuis longtemps déjà. Et enfin que l'Europe et le monde subissaient une mutation profonde, un réagencement des pouvoirs sur la planète. Malgré ce changement du décor mondial, la France allait-elle se recroqueviller autour de ses cimetières et vivre à l'heure de son clocher ? Ou bien opterait-elle pour l'horloge universelle ? Avons-nous encore le choix ? Nous avons un président qui a fait la preuve de sa réactivité devant les crises nationales et internationales. Or, la France et l'Europe ne sont pas encore sorties de la zone des turbulences. Nous votons encore en temps de crise. À vous de choisir...

PREMIÈRE PARTIE

La tentation germanophobe

CHAPITRE 1

Le « Spiegel » invente un pacte anti-Hollande

« Et le combat finit faute de combattants ». Ce vers de Corneille aurait pu s'appliquer à la campagne électorale de 2012. Tout au moins sur le champ de bataille de la politique étrangère. Sarkozy n'avait pas grand-chose à dire en effet contre la politique européenne de François Hollande. Qu'avait fait jusqu'alors le député de la Corrèze en matière d'Europe et d'international ? Rien. Le président de la République, en revanche, avait travaillé d'arrache-pied à rebâtir l'Europe nouvelle avec sa partenaire allemande, Angela Merkel, et à rendre la France présente dans les conciles internationaux qu'il avait en partie créés. Sarkozy avait remporté des succès incontestables dans des opérations diplomatiques ou militaires.

Au début de la campagne, les Français n'étaient pas encore prêts à penser « continental » ou « international ». Visiblement, certains milieux ont compris avant les autres, mais, dans un premier temps, le reste de la société française n'a vu que les côtés négatifs de la planétarisation de l'économie, la création de chômage par suite de délocalisations d'entreprises et en raison des fermetures d'usines françaises par des racheteurs étrangers. Mais dans ce monde qui changeait, on a compris que la France ne pouvait échapper à l'étreinte extérieure et qu'aucun gouvernement, même pas le gouvernement français, n'avait à lui seul la panacée miracle. Il était donc plus efficace de faire face à vingt-sept que seul. Il s'est avéré que la France ne pouvait pas se replier sur elle-même. Sans renier son âme, elle devait s'adapter.

Or le ralliement à l'euro a créé une nouvelle forme de politique. Des plaisantins ont surnommé la nouvelle puissance émergente « Merkelzy » puis « Merkozy ». ⁶ Faite de rencontres bilatérales et d'incessants compromis avant d'entrer dans le multilatéral de l'Eurozone, la relation Merkel-Sarkozy s'est avérée efficace. Elle a produit des résultats et nous a sortis de situations épineuses. Une modification de son agencement serait fatale, car, si la crise financière est en voie de règlement, la crise économique ne l'est pas encore. Raison pour laquelle ni les experts français de l'Europe ne souhaitent le départ de Mme la chancelière, ni leurs collègues allemands celui de l'actuel président

⁶ Les Allemands disaient plutôt « *Merkelzy* » et les Français « *Merkozy* ». Finalement, « *Merkozy* » s'est imposé.

français. En l'occurrence, le candidat de l'opposition française s'est tiré une balle dans le pied en annonçant qu'il renégocierait le Traité européen que la France et l'Allemagne avaient préparé et que la plupart des nations européennes – moins la Grande-Bretagne et la République tchèque – avaient approuvé, et qu'il remettrait à plat le pacte fiscal européen ainsi que le statut de la Banque Centrale Européenne. Défaire ce qui a été fait, déconstruire ce qui a été construit, cela donne des cauchemars à nos voisins allemands et c'est, à leurs yeux, du dilettantisme typiquement latin. Le sens de la responsabilité et de la continuité, en un mot la fiabilité, sont devenus pour les Allemands d'aujourd'hui un article de foi. Si Hollande leur demandait de renégocier le Traité de gouvernance européenne, ils feraient alors cette Union Nordique sans la France et sans les États du Club Med,⁷ telle que leur recommandait un ancien président du patronat allemand, Hans Olaf Henkel, plutôt que de confier leur patrimoine à un fanfaron. Car ils craignent d'avoir à faire à des casseurs si Sarkozy était battu. Devant le danger imminent, ils ont vite et clairement tranché.

Le samedi 28 janvier 2012, Angela Merkel, chrétienne-démocrate CDU, faisait annoncer par le secrétaire général de son parti, Hermann Gröhe, qu'elle allait soutenir la candidature de Nicolas Sarkozy et participerait à des meetings avec lui. Pour que la chancelière envisage une initiative aussi inattendue et sans précédent, il fallait que l'affaire soit jugée grave. Les milieux dirigeants allemands, à droite comme à gauche, avaient lu les sondages qui donnaient Hollande largement gagnant. Ils avaient étudié quelques jours durant l'homme et son programme. « *Nicolas Sarkozy est la bonne personne à l'Élysée et il le sera aussi à l'avenir* », déclara Gröhe. « *La France a besoin d'une France forte et d'un président fort à sa tête, et c'est ce qu'incarne Nicolas Sarkozy* », souligna l'émissaire de la chancelière. Et d'insister : « *L'UMP et la France sont entre de bonnes mains avec Nicolas Sarkozy, qui a su faire preuve de clairvoyance* », en souhaitant « *bonne chance* » au chef de l'État pour l'élection à venir. Le bras droit d'Angela Merkel décocha aussi à François Hollande quelques flèches qui n'étaient pas aussi tendres que celles de Cupidon. Les socialistes français, indiqua-t-il, étaient « *empêtrés dans leurs rêves d'hier* » et leurs « *concepts poussiéreux* ». « *Le cavalier seul d'un homme ou le refus de faire des réformes difficiles, comme sur l'âge de la retraite, affaibliraient la compétitivité de nos nations* », fit-il, indiquant ainsi que Hollande serait isolé en Europe. Et pour finir, ce fut l'uppercut : « *Monsieur Hollande, aucune de vos vagues déclarations n'apporte de réponses aux problèmes urgents de notre époque !* » Un haut fonctionnaire proche de la chancelière et tenu à l'anonymat nous avait maillés le 27 janvier de Berlin que, si Hollande appliquait en tant que président

⁷ Cette formule qui vise les États riverains de la Méditerranée avait été inventée par Theo Waigel, ministre des Finances d'Helmut Kohl et père de l'euro.

le programme qu'il venait de publier, la relation franco-allemande subirait un dommage irréparable et que l'euro entrerait pour de bon en crise.

Cette admonestation n'arrangea pas les affaires de Hollande. Pincé, le candidat de la gauche fit savoir que « *ce n'était pas parce que Mme Merkel ferait campagne pour M. Nicolas Sarkozy que, si j'étais choisi par les Français au mois de mai, je ne travaillerais pas en bonne intelligence avec Mme Merkel* ». Le 4 février 2012, selon nos informations, le directeur de campagne de François Hollande, Pierre Moscovici, comme nous le présumons, téléphonait à la chancellerie fédérale à Berlin, pour suggérer à Mme Merkel d'afficher un peu de retenue, sinon cela plomberait la future relation de travail avec le président Hollande. Prendre ainsi la chancellerie à rebrousse-poil n'était pas la bonne manière. Deux jours après, le 6 février, Mme Merkel donnait aux télévisions françaises et allemandes une interview en commun avec le président Sarkozy, assis tous deux dans des fauteuils si proches que quelques journaux allemands critiquèrent le côté « érotique » de leur tandem. Avec sa sobriété coutumière, la chancellerie souligna les raisons fonctionnelles de leur coopération. Ils éprouvent en fait du respect l'un pour l'autre, pour l'intelligence et l'expérience politique du partenaire. S'ajoute que Nicolas Sarkozy comme Angela Merkel ont souffert tous deux du communisme, au niveau de leurs pères, en Hongrie et en RDA. Mais, surtout, « Nicolas et Angela » ont découvert ce qui les rapproche : leur réalisme, leur allergie à l'idéologie et à l'utopie. Le 6 février, Angela Merkel apporta « *tout son soutien* » à Nicolas Sarkozy, « *parce que nous appartenons à des partis amis* ». Elle fit état quand même d'une certaine « *affection* »⁸ entre eux deux.

Le problème de François Hollande était que, pour coopérer en bonne intelligence, il faut être deux. Il est déjà arrivé que deux leaders allemands et français ne puissent s'entendre. Ce fut le cas de Charles de Gaulle et Ludwig Erhard⁹ ainsi que de Willy Brandt¹⁰ et Georges Pompidou. D'autres, plus tard, ont recollé les morceaux. Mais ce qui aggravait singulièrement le cas de François Hollande, c'était qu'il ne semblait pas avoir reçu l'appui escompté de la gauche allemande. Il avait dit le 5 décembre 2011 à Berlin à ses amis sociaux-démocrates du SPD qu'il voulait gagner les élections « *ensemble* » avec eux, lui en 2012, eux en 2013. Visiblement, il ne les avait pas convaincus de ses chances de succès. Et eux non plus n'ont pas envie de renégocier les traités européens. Ni de remettre en question l'indépendance de la Banque Centrale Européenne. D'ores et déjà, on décela que le SPD éprouvait quelques inquiétudes à l'endroit de Hollande, le jugeant davantage sur la ligne de Die Linke, La Gauche

⁸ Mme Merkel a employé le mot « *Zuneigung* » : inclination, affection.

⁹ Chancelier de 1963 à 1966.

¹⁰ Chancelier de 1969 à 1974.

néomarxiste, que sur la sienne propre. Le SPD s'inquiétait aussi pour l'avenir de l'Europe si François Hollande faisait passer l'esprit partisan avant l'intérêt européen, comme le révélait le refus du PS de souscrire à la règle d'or de l'équilibre budgétaire adoptée partout en Europe.

Le 21 décembre 2011, l'ancien chancelier social-démocrate SPD Gerhard Schröder vint s'entretenir à huis clos avec Nicolas Sarkozy à Paris. Saura-t-on jamais ce qu'ils se dirent ? Schröder a-t-il fait des confidences à Sarkozy pour l'aider dans sa campagne ? L'ex-chancelier de la gauche allemande délivra ensuite un satisfecit au président français dans une interview au *Figaro* : « *Les réformes entreprises par Nicolas Sarkozy vont dans la bonne direction* ». Schröder jugea utile de préciser qu'il n'avait pas rencontré François Hollande. Son intervention prouvait-elle que les idées de Hollande faisaient peur à la gauche allemande ? Pas seulement aux Allemands. La proposition de Hollande de taxer à 75 % les très gros revenus n'a pas soulevé l'enthousiasme des travaillistes britanniques. Dans son livre exceptionnel sur Nicolas Sarkozy, Eric Brunet ¹¹ a cité cette réflexion de Tony Blair : « *Certains jugent que Sarkozy affronte des réformes impopulaires et que, pour être élu, il devra les édulcorer. Je pense précisément le contraire. S'il s'éloigne de ses réformes, il perdra. Il a été élu pour le changement. L'opinion lui pardonnera ou oubliera son prétendu train de vie luxueux et les "scandales" présumés qui, de toute façon, sont grossièrement exagérés. Elle ne lui pardonnera pas d'oublier ce pour quoi elle l'a élu. Non parce que c'est un type bien, mais parce que la France veut retrouver sa grandeur. Ce qui n'arrivera qu'à travers le changement* ».

Finalement, le « sarkozysme » des dirigeants européens serait allé plus loin encore. L'histoire dira s'ils s'étaient entendus entre eux pour boycotter François Hollande. Selon le magazine allemand *Der Spiegel* du 5 mars 2012, la chancelière Angela Merkel, qui avait manifesté publiquement son soutien au président Sarkozy, aurait convaincu ses homologues, le Président du conseil italien Mario Monti, le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy et le Premier ministre britannique David Cameron de refuser comme elle de recevoir le candidat socialiste. Donc, la chancelière allemande aurait été l'instigatrice d'un « complot » anti-Hollande des quatre principaux dirigeants de l'Union européenne, parmi eux les trois leaders des principales économies de la zone euro, Allemagne, Royaume-Uni et Italie. Parue d'abord sur le site Internet du *Spiegel*, la veille de la distribution du magazine dans les kiosques, l'information fut démentie mollement le 4 mars par un porte-parole de la chancelière allemande qui concéda en même temps « *qu'aucune rencontre [avec Monsieur Hollande] n'était actuellement programmée* ». Dès le lendemain, les intéressés

¹¹ Eric Brunet. « *Pourquoi Sarko va gagner* ». Editions Albin Michel. Paris. 2012. Brunet cite ici les Mémoires de Tony Blair, parues en traduction également chez Albin Michel.

et le gouvernement français démentaient eux aussi cette information à double tranchant. Mais non sans ajouter, du côté français, que François Hollande n'avait aucune expérience en matière de politique extérieure, que, hors de France, c'était un inconnu.

Le *Spiegel* qui roule à gauche, avait-il voulu auréoler Hollande des stigmates de victime des conservateurs ? Le magazine de Hambourg qui ne porte dans son cœur ni Nicolas Sarkozy qu'il compare volontiers à Louis de Funès, ni la chancelière Merkel cible de mainte caricature, remit cela le lundi 2 avril 2012, mais procédant cette fois à l'inverse de la fois précédente. La chaîne RMC relata ce jour-là, en se basant sur des informations lancées par le magazine allemand, qu'Angela Merkel aurait eu des contacts secrets avec François Hollande et serait éventuellement disposée à revoir avec lui certains passages du Pacte budgétaire européen. Le tout parce que la chancelière serait pragmatique, ce qu'elle aurait démontré pendant toute sa carrière. Histoire d'accroître la crédibilité de l'information. Certes, que la chancelière ait des contacts secrets avec le principal candidat de l'opposition aurait été la chose la plus normale du monde. En tant que chef du gouvernement allemand, elle doit penser à l'après-élection. Bref, tous les ingrédients du montage étaient là, cousus de fil blanc, y compris celui du « secret ». Or, il était plus qu'improbable que la chancelière ait, à ce stade, donné des garanties sur une renégociation du traité, ne serait-ce parce qu'elle n'était pas seule à pouvoir en décider. Impossible donc de prêter foi à une telle énormité ! Comme si Mme Merkel qui souhaite avec tout son entourage le maintien de la continuité franco-allemande, allait assener à Nicolas Sarkozy un coup de poignard dans le dos. Bien connu pour ses sentiments anti-français et son gauchisme viscéral, le *Spiegel* avait tout simplement lancé à nouveau une information fantaisiste pour aider Hollande en faisant croire que Mme Merkel se préparait à le serrer dans ses bras, car là était le point faible de Hollande. N'en déplaise à Jean-Marc Ayrault, le germaniste du PS, pressenti pour être Premier ministre de Hollande de façon à rassurer outre-Rhin, ¹²Hollande est mal-aimé en Allemagne, alors que nos voisins ont fini par apprécier Sarkozy. ¹³

Le candidat du PS était allé lui-même à Berlin le 5 décembre 2011 quérir le soutien de ses amis du SPD allemand. Et deux mois après à Londres, celle du Labour britannique. Mais cela ne pesait pas bien lourd. « *Qu'il y ait une alliance des conservateurs pour le candidat conservateur en France, c'est bien naturel. Ce que je veux dire à ces dirigeants, c'est que c'est le peuple français qui va décider de son avenir* », expliqua l'élu de la rue de Solferino. Même son de

¹² Mais on peut être sûr que, pour ce poste, il y aura presse au portillon.

¹³ Il a fallu quatre à cinq ans aux Allemands pour cela, mais ils ont fini par y arriver. C'est que les correspondants allemands à Paris recopiaient les journaux français. Visiblement, certains ont enfin réussi à se forger leur propre opinion.

cloche chez son chef de campagne, Pierre Moscovici, qui misait quant à lui sur « *la fierté nationale des Français* » en déclarant que ce n'étaient pas les gouvernements européens qui élisaient le président français, mais les électeurs et électrices dans l'Hexagone. Pas faux, mais vu l'ampleur des problèmes à résoudre à l'échelle européenne, sinon mondiale, il était hasardeux de promettre à ces électeurs de remettre à plat la construction européenne. Qu'il y ait eu manoeuvre ou non, les dirigeants européens ont peur depuis que le candidat socialiste français a annoncé de vouloir revoir le « Pacte budgétaire » en cas de victoire lors des élections. Et qui ne serait pas inquiet ? Ce pacte est le fruit de longues et difficiles négociations. Il est considéré un peu partout en Europe comme la base d'une solution à la crise actuelle. La perspective qu'un président François Hollande le remette en question en cas de victoire irrite les Européens autant que le souhait de Marine Le Pen de voir la France sortir de l'Union européenne si elle était élue présidente.¹⁴ Hollande, pas vraiment connu comme spécialiste des questions européennes, n'est donc pas tout à fait étranger à cette « alliance conservatrice », si jamais elle existe vraiment.

Lors de ses déplacements, Hollande avait rencontré les opposants de la gauche allemande et britannique, mais pas les dirigeants en poste. Comme l'a confirmé Martine Aubry, Hollande avait adressé « *par courtoisie* » une demande officielle d'entretien à Mme Merkel, restée sans réponse. Toujours selon Aubry qui n'a pas rendu service à son camarade en enfonçant ce clou, la chancelière « *a dit qu'elle ne le souhaitait pas* ». Cameron avait, quant à lui, invoqué le protocole pour ne pas ouvrir sa porte au candidat de l'opposition en France. À noter qu'en 2007, Mme Merkel avait reçu Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy. Elle n'aurait donc pas eu de raison protocolaire de ne pas recevoir Hollande. Il faut croire, ou bien que l'estime que portent à Nicolas Sarkozy ses collègues européens s'est renforcée depuis 2007 ou bien qu'ils ont pris connaissance de l'incapacité de son adversaire à faire face avec eux aux difficultés quasi insurmontables auxquelles l'Europe est confrontée. Que disait l'adversaire socialiste de Hollande Jean-Pierre Chevènement ? « *Il ferait un bon président, par temps calme* ». Or les temps sont agités. Nous ne sommes pas encore sortis de la zone des tempêtes bien que les marchés et les agences aient modéré leurs attaques contre la zone euro et que le taux de change de la monnaie européenne remonte la pente. En fait, ces dirigeants européens n'ont fait que suivre l'exemple de Barack Obama qui « votait » lui aussi Sarkozy. Le 4 novembre 2011, au lendemain du G20 de Cannes, donnant une interview croisée avec son collègue français à France 2 et TF1, le président américain avait exalté « *l'amitié de longue date* » entre Washington et Paris, et couvert d'éloges son homologue

¹⁴ Mme Le Pen semble avoir perçu la désapprobation d'une majorité de l'électorat. Depuis le mois de mars 2012, elle n'affirme plus qu'elle abandonnerait l'euro de son propre chef, mais qu'elle soumettrait cette question à un référendum.

français. Selon lui, « *Nicolas a toujours été un partenaire ouvert, qui travaille beaucoup, qui a beaucoup d'énergie. Que ce soit sur des questions économiques, des questions liées à la sécurité, il a été un partenaire absolument essentiel !* »

Cette première fois en tout cas dans l'histoire de la République française, l'Allemagne, notre premier client et notre troisième fournisseur, notre alliée dans la lutte pour le positionnement de l'Europe dans un monde en mutation, n'était pas neutre. Elle savait au printemps 2012 que son propre sort se jouait à l'ouest du Rhin. Car l'Allemagne ne peut pas, elle non plus, forte certes, mais fragile quand même, affronter toute seule le monde actuel. Angela Merkel et Gerhard Schröder seront au rendez-vous avec Nicolas Sarkozy. Le président sortant le sait, même s'il n'insiste pas trop là-dessus pour ne pas choquer parce que l'opinion publique française n'a pas encore assimilé qu'il existe désormais une « politique intérieure européenne ». Dans son interview de 70 minutes vue par 16,5 millions de téléspectateurs le dimanche soir 29 janvier 2012, Sarkozy avait quand même mentionné trois fois avec un compliment l'ancien chancelier Schröder. Le soutien exprès de la droite et celui tacite de la gauche allemandes lui était acquis. Reposons la question : le *Spiegel* avait-il inventé cette conspiration anti-Hollande des dirigeants européens pour faire bénéficier le candidat socialiste français d'un réflexe de « victimisation » ? Les réponses : même si c'était une invention et malgré les dénégations des intéressés, cette information correspondait aux réalités, elle était donc crédible ; elle ne pouvait pas nuire à Sarkozy parce que l'opinion publique en France penche nettement pour la coopération avec l'Allemagne, comme nous le verrons dans ce livre, et qu'une grande partie de l'électorat vote « utile ».

Qu'on les aime ou qu'on ne les aime pas, il faut faire avec les allemands. Nicolas Sarkozy, qui rêvait avant 2007 d'un « *directoire européen* » de plusieurs pays pour succéder au duo franco-allemand et qui avait penché un moment en faveur d'une entente cordiale franco-britannique, est bien revenu de ces visions comme tous ceux qui l'ont précédé en France comme en Allemagne. Nous n'avons pas le choix. Après cinquante ans d'osmose entre nos deux pays, l'Allemagne, ses produits, ses modes, son modernisme, mais aussi hélas ! comme nous le verrons, certaines de ses idéologies, est beaucoup plus présente en France que cela se perçoit de prime abord. Et après tout, comme l'écrivait le journaliste Georges Valance, « *les Allemands ne sont pas toujours très drôles, mais ils ont les moyens d'agir, et quand ils décident d'intervenir, on peut compter sur eux* ». ¹⁵

¹⁵ Dans un éditorial d'*Éclair Pyrénées* du 5 mai 2010.

CHAPITRE 2

Un modèle très idéalisé

La convergence Paris-Berlin, celle de la France et celle de l'Allemagne, est aujourd'hui notre force. L'euro est en quelque sorte le sceau apposé sur la réconciliation franco-allemande. Et l'on n'insistera jamais assez sur ce point dans le débat. « *Au détour de la campagne électorale en France, ceux qui doivent confronter leurs idées, oublient la coopération franco-allemande, comme en est absent ce qui se passe dans un certain nombre de pays, Hongrie, Slovaquie, ce qui va se passer en Russie, et toutes les conséquences que la relance de la zone euro aura sur la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Grèce en particulier* », nous déclarait André Bord, ancien ministre, président de la Fondation Entente Franco-Allemande à Strasbourg fin octobre 2011. Il a suffi de deux mois pour que cela change du tout au tout. Cette relation exemplaire est passée au cœur du débat électoral fin janvier 2012.

À première vue, la relation franco-allemande est en or massif, solide comme un roc, dure comme l'airain, inoxydable comme l'acier. Et les sondages le confirment depuis plus de trente ans. Le 25 janvier 2012, des journaux parisiens¹⁶ publiaient un sondage assez étonnant. Il en ressortait que l'image de l'Allemagne chez les Français était restée globalement positive : pour 63 % d'entre eux, elle était assez bonne et, pour 19 %, très bonne. Pour 25 % des Français, elle s'était même améliorée au cours des semaines précédentes et elle n'était pas du tout écornée par la crise européenne. L'institut de sondage y voyait un « *signe tangible* » que « *le terme d'amitié franco-allemande n'était pas une simple construction politique* ». Des clichés avaient disparu, les Français n'étaient plus que 3 % à associer l'Allemagne « *aux saucisses et à la bière* ». L'image de marque allemande s'articulait désormais autour de son caractère « *sérieux* » (73 %), « *discipliné* », « *travailleur* » et « *puissant* », des qualificatifs qui relevaient quand même de préventions, du moins les Allemands le ressentent ainsi, même s'ils comportent une part de vérité. Car ils mériteraient d'être nuancés : nous remplacerions volontiers « *sérieux* » par « *réservé* » ou bien « *prudent* » et « *discipliné* » par « *rationnel* », « *raisonnable* » ou « *respectueux* ». « *Travailleur* », pas toujours sûr, car l'Allemagne s'est quelque peu « *latinisée* », du fait des congés dans les pays du sud. Quant à « *puissant* »,

¹⁶ « *Les Français plébiscitent l'Allemagne* » par Stéphane Kovacs dans Le Figaro du 25 janvier 2012. Ce sondage avait été commandé à l'Ifop par l'ambassade d'Allemagne à Paris pour l'anniversaire du traité de l'Elysée du 23 janvier 1963.

les Allemands récuseraient ce mot. Ils rejettent l'idée française « d'*Europe-puissance* », lui préférant une Europe « prospère ».

Toujours selon ce sondage, l'Allemagne l'emportait par la gestion de son économie, la lutte contre le chômage, l'éducation, le niveau de vie, la protection de l'environnement, la France ne gagnant des points qu'en matière de protection sociale (59 %) et de libertés individuelles (31 % contre 28 % à l'Allemagne). Cela dit, la protection sociale ne peut être pire en Allemagne qu'en France puisqu'aucun Allemand ne vient se faire soigner chez nous, ce qui n'est pas le cas des Britanniques et, depuis peu, des Italiens. Une analyse fine aurait dit que ces jugements ne correspondaient guère aux réalités, mais l'aveu des Français qu'ils se sentaient socialement mieux protégés que leurs voisins était tout de même intéressant. De la même manière qu'ils croient que tout est « plus cher » en Allemagne où les salaires seraient « plus bas » que chez nous, alors que c'est exactement le contraire. Allez donc dîner dans un restaurant moyen en Allemagne et vous verrez que les plats y sont d'un tiers au moins meilleur marché qu'en France. Mais la vérité fait son chemin puisqu'au final, plus de six Français sur dix jugeaient nécessaire de s'inspirer du modèle économique et social de leur voisin. D'où l'idée qu'il fallait rester associés à l'Allemagne. La solidité des liens entre les deux pays était plébiscitée par 87 % des Français interrogés. Près de la moitié des sondés (43 %) souhaitaient que l'Allemagne soit le partenaire privilégié de la France au sein de l'UE, après n'avoir été que 31 % de cet avis lors d'un précédent questionnaire en avril 2010. S'agissant de qualifier les relations franco-allemandes, tous les termes positifs arrivaient en tête. Mais un « *sentiment de rivalité* » restait latent et l'on avait une « *conception utilitariste* » renforcée de notre relation avec « eux ». On ressentait des regrets à l'égard de l'Europe élargie qui obligeait à soutenir des partenaires trop éloignés de nous économiquement, ce qui renforçait le sentiment de proximité franco-allemand. « *Dans cette crise, concluait l'IFOP, l'UE sert de ciment entre l'Allemagne et la France* ». « *Il ressort de ce discours, notait l'IFOP à juste titre, une sorte d'idéalisation de l'État allemand, alors même que les réformes liées au gel des salaires, à la diminution des charges sociales des entreprises, à l'allongement du temps de travail sont citées* ».

Mais que révélait en réalité ce sondage ? Que l'Allemagne est pour les Français ce qu'ils voudraient que soit la France ! Que les Français éprouvent des sentiments plutôt positifs vis-à-vis d'une Allemagne qu'ils connaissent mal et qui n'est pas tout à fait l'Allemagne réelle et que leurs sentiments ne seraient peut-être pas aussi positifs s'ils la connaissaient mieux, à moins qu'au contraire, ils ne l'apprécient que davantage. En tout cas, l'Allemagne telle qu'elle est au quotidien les surprendrait, car elle est moins disciplinée et travailleuse qu'ils l'imaginent, et que les libertés individuelles et la protection sociale y sont sans doute plus développées qu'en France. En fait, cette Allemagne des Français est

plutôt la France telle qu'elle devrait être, ce désir étant d'autant plus fort que, dans la crise, les choses vont plus mal. Alors le Français moyen se raccroche à son seul partenaire fiable qui, par chance, est en assez bonne santé. C'est l'argument qu'est obligé d'utiliser le président Sarkozy quand on lui reproche de prendre l'Allemagne pour modèle : « *Il vaut mieux s'allier avec le premier de la classe* ». Ce sondage a certainement joué un rôle dans le débat électoral français. Hollande et son équipe ont compris qu'ils ne pouvaient propager des sentiments germanophobes comme ils l'avaient fait fin novembre et début décembre 2011 sans être en désaccord avec une majorité de l'opinion publique. Inversement, Sarkozy et ses proches ne se sont plus privés de souligner qu'ils s'inspiraient du fameux « *modèle allemand* ». Ils ne craignaient plus, le faisant, de se mettre à dos l'opinion française. Pour clore ce point, nous pouvons indiquer que nombre de Français qui étaient partis pour quelques mois ou quelques années en Allemagne, font leur possible pour y rester définitivement en raison d'une qualité de vie supérieure. Ce phénomène s'accroît ces derniers temps.

Dans son allocution télévisée du 29 janvier 2012, le président s'est donc référé au modèle allemand pour justifier la plupart de ses réformes, citant en outre l'Allemagne en exemple pour l'emploi industriel, la régression du chômage, la TVA augmentée et les charges patronales. « *Sarkozy n'a pas le choix. Il ne lui reste qu'à citer des modèles qui ont fonctionné. Il est reconnu que les réformes de Schröder ont bien fonctionné* », disait Hans Stark, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI). Si Sarkozy a mentionné deux fois dans cet entretien le nom de Gerhard Schröder, notamment dans le contexte social, il a attribué l'idée d'augmenter la TVA¹⁷ pour alléger les coûts de production à celle qui l'avait mise en œuvre, Angela Merkel. Il y avait quelque danger à citer les réformes de Schröder parce que ce dernier avait été battu aux législatives de 2005 par Angela Merkel, mais celle-ci avait gagné cette compétition électorale en annonçant qu'elle allait relever la TVA de trois points.¹⁸ De toute manière, une analyse détaillée de ces élections allemandes de 2005 révélerait que Schröder n'avait pas été battu – de justesse – seulement à cause de ses réformes et qu'Angela Merkel n'avait pas gagné en dépit de son projet concernant la TVA.¹⁹

Citer Schröder était, pour le président candidat, évidemment d'un meilleur rapport électoral que mentionner Mme Merkel. Cette référence à un chancelier socialiste lui permettait de marginaliser François Hollande tout en soulignant

¹⁷ Elle passe en France en octobre 2012 de 19,6% à 21,2% et la CSG sur les revenus financiers monte de 2 points, ce qui dégagera 13 milliards d'euros de baisses de charges patronales.

¹⁸ De 16% à 19%.

¹⁹ Voir notre livre « *Angela Merkel, la femme la plus puissante du monde* ». Ed. Jean-Claude Gawsewitch. Paris. 2010.

l'archaïsme de la gauche française. Toujours est-il qu'à partir du mois de janvier 2012, les socialistes français ont évité de s'engager sur ce terrain friable. Ils ont affiché leur désir de placer la relation franco-allemande au-dessus des querelles partisans. « *Elle va au-delà des clivages politiques* », statua Manuel Valls, un des proches de François Hollande. Il leur avait fallu du temps pour s'en apercevoir, mais ce n'était pas, pour les socialistes, le seul danger dans cet important contexte. L'image améliorée du franco-allemand était due surtout aux efforts d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy en vue de la stabilisation de l'Europe et de l'euro. Et à cela, le Parti socialiste n'avait pas du tout participé. Bien au contraire. Il fallait donc détourner le regard des futurs votants de cette absence des socialistes au cœur de la bataille et l'on a estimé sans doute à la rue de Solferino que le silence était d'or sur la question.

Si le PS avait mieux connu la réalité des relations franco-allemandes, il aurait pu, pourtant, formuler des critiques. Car la relation germano-française est belle dans les têtes des Français, mais sa réalité vécue l'est beaucoup moins.

CHAPITRE 3

Pour une action concertée

Rien à dire, bien entendu, au sujet des relations franco-allemandes au niveau gouvernemental qui vont leur train de sénateur, qui pourraient être sans doute rationalisées à l'ère du lien informatique pour éviter des gaspillages et des redondances, mais qui sont satisfaisantes. Bilatérales, elles sont aussi multilatérales, s'inscrivant dans les réunions désormais mensuelles du Conseil européen, lequel fera office de gouvernance de l'UE. On peut même relever au niveau officiel des éléments de gouvernement commun et d'administration partagée. L'Allemagne et la France convergent vers l'action concertée intergouvernementale et vers une confédération étatique. Dans cette optique, la confiance et la compréhension règnent. Mais qu'en est-il à l'étage au-dessous ? La relation franco-allemande ne s'est pas infiltrée dans les populations des deux pays, elle n'est pas vécue, comme le regrette André Bord, ce vétéran alsacien de l'amitié franco-allemande, elle n'est pas « *volksverbunden* », « *enracinée dans le peuple* ». Les deux pays s'éloignent l'un de l'autre. Il semble même que l'intensité des relations franco-allemandes au niveau de la population soit inversement proportionnelle à la fréquence et à la force des relations gouvernementales entre les deux pays.

Les déficiences sont vite identifiées. Pourquoi n'en parle-t-on pas davantage au lieu de se gargariser des succès politiques ? Cela peut paraître paradoxal, mais cinquante ans l'an prochain de coopération semblent avoir fait perdre de vue certains objectifs du Traité de l'Élysée de 1963. Car le président Charles de Gaulle, à l'époque, ne s'était pas adressé seulement à Konrad Adenauer. Il avait harangué la foule, en particulier la jeunesse allemande, à sa manière et dans la langue de ses hôtes. Comme pour donner l'exemple. Pour ne pas parler de la Déclaration franco-allemande de 2003 qui préconisait des relations étroites à tous les étages en encourageant à l'acquisition de la double nationalité allemande et française. Ce point précis recélait un germe de confédération franco-allemande. Certes, la pression du temps et de la crise ont fait que la « com » n'a pas toujours été le premier souci de Nicolas Sarkozy et d'Angela Merkel. Quand ils prenaient la parole derrière ces pupitres que l'on connaît bien maintenant, ils s'adressaient aux marchés financiers plus qu'aux populations. Celles-ci ont pu avoir le sentiment que le travail du président et de la chancelière se déroulait à huis clos, destiné aux initiés. Que préparaient le Français aux Allemands et l'Allemande aux Français ? Inquiétude d'autant plus vive que le citoyen lambda ne comprend goutte à ces matières financières

complexes et qu'il s'est lassé d'assister aux tentatives réitérées de sauvetage de l'euro et de l'Europe. L'attachement à l'euro et à l'Union monétaire européenne a fortement diminué dans les deux pays, selon des sondages, au cours du second trimestre de 2011.

L'Europe est passée après la chute du Mur de Berlin par une phase de « renationalisation » qui n'est pas achevée, surtout pas dans les pays qui avaient été inféodés à l'URSS, de la Hongrie à la Pologne, de la Tchéquie à l'Ukraine. Et si les directoires de l'entreprise France-Allemagne & Co. ont agi de concert, ils l'ont fait sous la contrainte de la crise importée parce que le grand élan qui avait porté l'Europe et le rapprochement franco-allemand à leurs débuts, s'est atténué. Ils ont dû se serrer les coudes. On a beaucoup critiqué en Allemagne, dans les milieux hostiles à l'euro, que la chancière ait dit qu'il n'y avait pas d'alternative à l'Union monétaire, mais elle a eu gain de cause : « *Si l'euro échoue, l'Europe échoue et par conséquent l'idée de l'unification de l'Europe* », avait déclaré Angela Merkel en mai 2010. Mais leurs salariés de France-Allemagne & Co. s'en sont remis à leurs patrons pour que ceux-ci fassent le nécessaire à leur place. Alors, dire, comme l'IFOP, que l'euro est le lien franco-allemand n'est pas faux, mais c'est un peu hasardeux de faire dépendre le tandem franco-allemand du seul euro. Il faudrait qu'il y ait un lien organique à la base. L'insuffisance d'explications accessibles pour Monsieur Dupont et Monsieur Mueller s'est répercutée négativement par de la désaffection envers la monnaie européenne. Selon un sondage *Ifop/France Soir*, en mars 2011, 72 % des Français ne voulaient pas abandonner l'euro. Ils étaient 10 % de plus que dix ans plus tôt à témoigner leur attachement à la monnaie unique. Mais en Allemagne, déjà le prestige de l'euro était en perte de vitesse : son soutien était tombé à 53 % seulement en 2010 après avoir été en 2008, avant la crise, à 78 %. On peut y voir l'effet de la lecture des tabloïdes populaires à gros tirage, *Bild* en tête, puisque plus de 80 % des Allemands diplômés d'université et d'écoles supérieures restaient favorables au maintien de l'euro à la fin de l'année 2010. Mais en France, le dérapage de l'opinion a été plus inquiétant encore.

Un autre sondage *IFOP* pour le *Journal du Dimanche* paru le 31 décembre 2011 a révélé de façon alarmante qu'une majorité des Français estimait que l'euro n'était bon ni pour la France ni pour leur situation personnelle. Les plus de 65 ans tenaient le plus à l'euro, alors qu'ils auraient dû normalement avoir la nostalgie du franc, tandis que les moins de 25 ans étaient sévères envers la monnaie unique, eux qui avaient grandi dans l'Europe unifiée et n'avaient connu le franc qu'une moitié ou le tiers de leur vie. Ce qui prouverait que les jeunes sont plus influencés par les courants d'opinion que leurs aînés (ils sont aussi plus menacés par le chômage). Beaucoup rendaient l'euro responsable de la crise. Deux à trois ans plus tôt encore, les trois quarts des Français étaient confiants dans l'euro alors que près de la moitié des

Allemands étaient sceptiques. Tout cela avait bien vite changé. Le matraquage médiatique et les faillites à répétition de la Grèce, les déboires de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal et de l'Irlande avaient produit leur effet dévastateur. Quand l'Europe célébra le 1^{er} janvier 2012 le dixième anniversaire de la mise en circulation matérielle de sa monnaie commune, ce ne fut donc qu'un cri : « *ambiance morose* », « *le rêve brisé de l'euro* », c'était tout juste si l'on n'envoyait pas des faire-part de décès.

Tout en tenant le partenaire en bonne estime, car les préjugés reculent, Français et Allemands se sont détournés les uns des autres. Les Allemands en chair et en os n'intéressent plus les Français et vice-versa. Or, comme l'a dit un jour André François-Poncet, « *la relation franco-allemande est une plante fragile qu'il faut arroser tous les jours* ». Il faudrait donc y mettre du sien au quotidien ou presque. Or, on n'enseigne plus autant qu'autrefois le français dans les écoles allemandes, y compris dans le Land de Bade-Wurtemberg proche de la France, et les vols low-cost ont éloigné de la France les touristes allemands autrefois si nombreux à visiter notre pays. En dehors des jeunes Français qui veulent avoir visité Berlin au moins une fois dans leur vie, et des fans de Wagner qui vont encore à Bayreuth écouter Lohengrin, les Français ne sont pas intéressés par des voyages touristiques ou culturels en Allemagne. L'Allemagne et son mode de vie sont pour le Français moyen une terre inconnue. Bien peu d'entre eux ont eu l'occasion de vivre ou de travailler chez nos voisins d'outre-Rhin et ce n'est pas là qu'ils vont passer leurs vacances, en quoi ils ont bien tort, car la Forêt-Noire, l'Allgäu en Bavière, les bords de la Moselle et du Rhin, la Lande de Lüneburg, les îles de la Mer du Nord et les plages de la Baltique, Berlin enfin et ses environs, Dresde et la Suisse saxonne, pour ne citer que ces hauts lieux touristiques, sont des endroits superbes. Hôtels et restaurants et bien d'autres choses sont meilleur marché en Allemagne qu'en France. Certains sentent qu'ils sont sous-informés, mais la France pratique comme toujours le nombrilisme et l'Allemagne l'imité depuis sa réunification. En outre, la connaissance concrète de l'Allemagne fait peu de progrès chez les jeunes Français. Depuis environ une quinzaine d'années, dans les écoles, en France comme en Allemagne, l'espagnol se substitue à l'allemand et au français comme si les jeunes avaient des chances de trouver du travail en Espagne (40 % de chômage des jeunes). Les jeunes générations n'ont pas été suffisamment familiarisées avec la vie de tous les jours de leur plus proche allié. Malgré le nouveau programme de l'Office franco-allemand pour la jeunesse, elles ne sont pas assez préparées au travail interculturel. Dans les échanges de jeunes, les groupes nationaux restent entre eux. On ne partage l'existence des familles et des ateliers du pays voisin que trop rarement. L'allemand paraît trop difficile aux Français pour pouvoir être appris et pourquoi un jeune Allemand apprendrait-il le français ? Même en Alsace, le travail transfrontalier diminue et selon de nouvelles études également la connaissance de la langue allemande.

De plus, l'Union européenne n'a pas apporté ce qu'on attendait d'elle. Les institutions européennes classiques, Union européenne et Parlement européen, n'étaient pas suffisamment équipées ni aptes à faire face à la crise économique et monétaire. On peut donc considérer presque comme un miracle que la pratique des années de crise ait montré que l'équipe franco-allemande était en mesure d'amener les autres 15 États membres de l'Union monétaire et les autres 25 États de l'UE, à l'exception de la Grande-Bretagne et l'un ou l'autre hésitant, à soutenir ses compromis. Les peuples admettront-ils un jour et sauront-ils quelle performance ce fut pour Paris et Berlin, au cours des trois à quatre dernières années, et dans un climat d'une telle indifférence, de sauver l'Europe et l'euro et de nous épargner la faillite complète de nos économies comme cela s'était produit en 1929-33 avec les conséquences que l'on sait ? En outre, en créant le G20, les gouvernements ont rendu possible une coordination de l'évolution de l'Europe avec le monde d'aujourd'hui. La France et l'Allemagne ne devraient donc plus hésiter à afficher leur responsabilité pour l'Europe. Face à des nouveaux risques et dangers qui pourraient découler tout autant de la mondialisation des économies que de la radicalisation éventuelle de l'islam dans des régions situées au sud et à l'est de la Méditerranée, il faut renforcer la convergence franco-allemande. Peu importe ce que nous en pensons, nous n'avons pas le choix. Il faut ouvrir de nouvelles voies à la communauté franco-allemande, jusqu'à créer des compétences gouvernementales communes. Tel est l'avis de la Fondation Entente Franco-Allemande de Strasbourg et de l'Union Paneuropéenne de Strasbourg et Munich. Elles ont appelé au début de l'année 2012 à un coude-à-coude franco-allemand encore plus étroit et publié un « *Appel de Strasbourg* ».

Cet « appel » revendique une « *action concertée* » franco-allemande renforcée. « *C'est pourquoi, disent ses signataires, nous considérons qu'il appartient à nos deux gouvernements de prendre, en fidélité à l'esprit du Traité de l'Élysée, de nouvelles dispositions conformes à l'urgence qu'impose la gravité de la situation actuelle. Celle-ci exige, par des actions concertées en permanence entre les deux gouvernements, que des politiques communes soient arrêtées, dans le cadre d'une souveraineté partagée et selon nos règles constitutionnelles et administratives respectives. Conformément à ces règles, les parlements nationaux y seront associés. Les domaines suivants d'actions concertées devront être privilégiés : la coordination économique et les investissements industriels, la recherche et l'innovation ; la politique financière et monétaire et l'harmonisation budgétaire et fiscale ; la politique sociale et de l'emploi ; le développement durable, l'environnement et la politique énergétique ; la politique extérieure et de Défense* ». « *L'appel de Strasbourg* » précise que « *les décisions prises en commun par des Conseils des ministres franco-allemands* » devront être « *bien comprises tant par le peuple allemand que par le peuple français* ».

Cet appel à entreprendre n'est pas vain. Le tandem politique franco-allemand roule encore sur du creux et en silence. On peut rêver du jour où la technologie nous apportera des mini-ordinateurs qu'on se posera sur l'oreille pour se faire traduire simultanément ce que dit l'interlocuteur dans sa langue maternelle. En attendant, on ne peut pas demander au Français moyen d'apprendre l'allemand, et à l'Allemand moyen d'apprendre le français. Seuls les bons élèves le peuvent. Nos deux langues sont difficiles, particulièrement riches, et très différentes. Elles resteront longtemps encore un obstacle au rapprochement et au partage. S'ajoutent des distorsions et des clivages qui nous éloignent de part et d'autre du Rhin. Naturellement, on peut considérer que l'Allemagne nous a sauvés de la faillite, de par la bonne réputation de son économie et de sa gestion, et qu'il faut lui en être redevable. Mais qui aime voir se donner des leçons de bonne conduite budgétaire ? Qui est-ce qui se réjouit d'apprendre un beau matin que le pays voisin a renoncé sans vous consulter à une source d'énergie qui fait la fierté et l'indépendance du vôtre ? Les Français n'aiment pas du tout cela. Mais Helmut Kohl avait bien ravalé sa colère à l'époque quand Jacques Chirac abolit le service militaire en France sans l'en avertir alors que la sécurité était un bien commun. Reste que le duumvirat franco-allemand entraîne l'Europe et que ni Allemands ni Français ne peuvent se soustraire à cette mission. « *Communauté de destin* », aurait dit un jour Giscard d'Estaing à propos du couple franco-allemand. « *La France et l'Allemagne sont les deux ailes de l'Occident. Qui brise l'une empêche l'autre de voler* », a écrit Romain Rolland.

Des mois durant, les médias nous ont arrosés de chutes du CAC 40 et de menaces des agences de notation. Finalement, la nef européenne est sortie du bassin de radoub franco-allemand, en tanguant, mais voiles au vent. Un sprint final entre Paris et Berlin avec un suspense de 48 heures avait fini par produire une solution quasi définitive le 9 décembre 2011. Cette fois, on a planté le bistouri dans la substance en annonçant la création de nouvelles institutions capables de décider et de contrôler au niveau européen au lieu de ne traiter que les symptômes. Et l'on ficèlera le tout dans un traité avec ruban et papier cadeau tout autour. Sur un sofa de l'ambassade de France à Berlin, lors de la présentation en juillet 2010 du livre d'un de ses anciens collègues, Jean François-Poncet, l'ancien ministre allemand Hans-Dietrich Genscher, m'avait fait part de son étonnement en constatant qu'il suffisait que l'Allemagne et la France s'entendent sur un compromis pour que les vingt-cinq autres États membres de l'Union européenne l'adoptent à l'unanimité. Et l'ami Genscher d'étaler un large sourire de satisfaction. Ce politicien chevronné ajoutait qu'il ne comprenait pas les critiques de certains capitaines d'industrie de son pays qui critiquaient la monnaie unique : « *Autrefois, ils venaient nous voir pour se plaindre que l'Italie par exemple ait dévalué.* < *Nous perdons tous nos marchés*

en Italie du Nord >, se lamentaient-ils. Maintenant, ils ont la stabilité monétaire et peuvent planifier longtemps à l'avance leurs exportations. Alors de quoi se plaignent-ils ? »²⁰

Des décennies durant, tous les bons Européens recommandaient à la France et à l'Allemagne, les deux poids lourds de l'UE qui produisent 40 % de son PIB et, avec leurs 140 millions de citoyens, totalisent la moitié de la population de la zone euro, de ne pas traiter de haut leurs partenaires européens afin que ceux-ci ne se sentent pas dominés. Or, il n'en est plus rien : les partenaires demandaient à la France et à l'Allemagne de leur repasser les plats de la « *Cantine Merkel, Sarkozy & Co.* » qu'ils jugeaient, dans leur désarroi, seuls comestibles. Genscher n'était pas seul à s'en étonner. Dans une interview du *Figaro*,²¹ l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder répondit à une question sur le fonctionnement du couple franco-allemand : « *C'est une vieille habitude d'entendre les autres pays membres de l'Union se plaindre d'un diktat franco-allemand. Quand les Français et les Allemands renoncent à s'entendre en amont d'un sommet, les autres États demandent : < Pourquoi ne vous êtes-vous pas mis d'accord ? Cela aurait fait avancer l'Europe >* ».

²⁰ Pouvons-nous recommander à nos lecteurs la lecture de notre interview de Hans-Dietrich Genscher dans la revue « *Politique Internationale* », n° 134 – hiver 2011-2012. « *Allemagne : confessions d'un enfant du siècle* », p. 89. Celui qui fut pendant 23 ans ministre, essentiellement des Affaires étrangères, y donne de précieux conseils de politique étrangère et internationale pour son pays et pour l'Europe et décline les mérites et les devoirs de la relation franco-allemande.

²¹ « *Schröder : <Les réformes de Sarkozy vont dans la bonne direction>* ». Propos recueillis par Charles Jaigu, Marie-Catherine Beuth et Pierre Rousselin. *Le Figaro* du 22 décembre 2011.

CHAPITRE 4

La petite musique germanophobe

Mais les europhobes veillaient. Ils n'en pouvaient plus de voir que Paris et Berlin accordaient sans cesse leurs violons. Ils auraient voulu les entendre grincer. Une vague de germanophobie s'est dressée en France dans certains milieux politiques à l'automne 2011. Des clichés dépassés ont été utilisés comme leviers pour faire échouer les pourparlers Sarkozy-Merkel du début décembre 2011 en vue du sauvetage de l'euro. Cela n'a heureusement pas été couronné de succès, mais un arrière-goût amer est resté.

Dans un premier temps, les adversaires de l'euro avaient osé espérer que les pourparlers échoueraient. On misait sur la Grande-Bretagne gouvernée par une équipe d'europhobes invétérés pour faire de l'obstruction. Mais le coup d'État antieuropéen de la perfide Albion échoua et David Cameron repartit tout penaud sur les berges de la Tamise, ses meilleurs alliés, le Danemark et la Suède lui ayant fait défaut. L'accord qui prévoyait la création d'une union fiscale et d'une gouvernance économique européenne dotée enfin de réels pouvoirs, cet accord une fois conclu au grand dam de ceux en France qui pensaient que Sarkozy se casserait le nez dessus, on répandit alors le bruit que la solution dégagée à ce fameux sommet de Bruxelles ne convaincrerait ni les marchés, ni les Américains, ni les pays émergents, et que la récession qui s'annonçait en Europe allait réduire à néant ce plan de sauvetage. D'autant qu'avec leur sens habituel de l'à-propos, les agences de notation choisirent ce moment-là, comme on l'a vu, pour proférer de nouvelles menaces à l'encontre de toute la zone euro. Mais voilà que le début de l'année 2012 a anéanti ces beaux espoirs des europhobes de tout poil. L'Europe se relève, l'Allemagne et la France vont moins mal qu'escompté. Le couple franco-allemand qu'on avait cherché par tous les moyens à dissocier parce que tout reposait sur lui, reste uni. Les europhobes de droite et de gauche auraient pu s'en douter. Aveuglés peut-être par ce qu'ils lisaient dans leurs propres journaux, ils étaient allés trop loin. Ils avaient pensé que pour faire tomber Nicolas Sarkozy en France, il suffirait de torpiller l'entente franco-allemande.

Ils n'y sont pas parvenus, mais les incorrigibles n'ont pas baissé les bras. Il y a Jean-Luc Mélenchon qui dénonçait au lendemain de l'intervention télévisée de Nicolas Sarkozy du 29 janvier « *une politique à l'allemande* », « *un triste et banal plan d'austérité* » et une « *très mauvaise nouvelle pour les ménages ouvriers* ». Arnaud Montebourg, l'antigermain retrouvait Mélenchon le

surlendemain sur son terrain de combat favori : la dénonciation de l'Allemagne d'Angela Merkel. Il n'en démordait pas : « *Vouloir exporter le modèle allemand, c'est vouloir ruiner toute l'Europe... Si vous écrasez les salaires européens, à qui allez-vous vendre les produits allemands ? ... Les Allemands exportent et construisent des excédents sur le dos de tous les partenaires européens* ». Selon lui, « *la confrontation avec l'Allemagne est inévitable* ». Ou plutôt la confrontation avec la droite allemande : « *Ce sont les droites françaises et allemandes qui, par leur aveuglement dogmatique et idéologique, imposent une cure d'austérité et font payer les classes moyennes et les classes populaires* ». D'où, selon lui, l'initiative de François Hollande de travailler avec ses partenaires de gauche d'outre-Rhin pour proposer un couple franco-allemand alternatif à celui que forment Nicolas Sarkozy et Angela Merkel.²²

Il y a naturellement du vrai dans ce que clame Montebourg, s'agissant notamment des différentiels de prix et des exportations en Europe, mais c'est ce que tentent de corriger justement ceux qui sont aux commandes. Quant à l'alternative du couple de gauche franco-allemand, elle paraît bien utopique encore, nous le verrons. On ressentait là la colère de ceux qui ne sont pas en prise sur le moteur franco-allemand de l'Europe. Alors, comment stopper ce moteur ? Comment le gripper ? Quoi de mieux, pour ce faire, qu'insulter les Allemands ? Il fallait leur faire croire que les Français ne voulaient pas d'eux et qu'ils ne leur avaient pas pardonné ni d'avoir proclamé leur empire dans la Galerie des Glaces de Versailles en 1871 ni d'avoir occupé leur pays de 1940 à 1944. C'étaient là des griefs antédiluviens, mais en France, on aime l'histoire et on y puise, selon les besoins, comme dans une boîte à malices. Et en Allemagne, quand même, beaucoup croient que les Français ont encore des préjugés à leur égard. Le PS décida donc fin novembre et début décembre 2011 alors que se profilait le dernier round des négociations Merkel-Sarkozy, de casser leur entente. Le coup était risqué. La germanophobie n'est plus un sentiment très répandu dans la population française. Selon maints sondages, depuis la fin des années soixante-dix et quatre-vingt, depuis que les tandems « Giscard-Schmidt » et « Kohl-Mitterrand » ont roulé pour l'Europe, celle-ci considère l'Allemagne comme notre alliée la plus fiable. Et cela n'a pas vraiment changé après la réunification de 1990. Bien au contraire, car le Français de base, à la différence de maint élu, a applaudi la chute du Mur de Berlin. Aussi la germanophobie est-elle aujourd'hui une maladie contre laquelle la culture politique française a formé des anticorps, même si dans la vase la plus visqueuse de la nation, on en décèle encore des relents. La réalité, c'est au minimum que les Français adultes admirent les performances allemandes, tout en les jalosant un peu, et c'est au

²² « *Les nouveaux combats de Montebourg. Le député de Saône-et-Loire continue de mettre en garde contre l'Allemagne* » par François-Xavier Bourmaud. *Le Figaro* du 1er février 2012.

maximum que la jeunesse française rêve de Berlin, creuset du monde futur avec sa liberté, sa créativité et la diversité de ses formes d'expression.

Mais la germanophobie a une histoire. Il existe en France une constante culturelle germanophobe, comme on peut le lire notamment dans le livre exhaustif et documenté de Philippe Gauthier : *La germanophobie*.²³ Pour résumer en deux mots la pensée de Gauthier, la haine de l'Allemagne tire ses origines du XIXème siècle et a été perpétuée depuis par une certaine littérature. Doit-on citer parmi les classiques de l'antigermanisme le livre d'Yvonne Bollmann « *Ce que veut l'Allemagne* », ²⁴ au dos duquel on pouvait lire notamment : « *Par la quantité d'euros qu'elle fournit, l'Allemagne diffuse largement ses symboles nationaux – dont la croix de fer* » ? Grossière erreur : la croix de fer n'existe plus, la RFA a créé la croix du mérite fédéral qui ne se gagne pas sur les champs de bataille. On peut citer également, parmi d'autres auteurs qui vivent de la détestation de l'Allemagne, un adversaire de l'Europe unie et de l'euro, Paul-Marie Couteaux. Son livre « *L'Europe vers la guerre* »,²⁵ paru en 1997 peu avant la mise en circulation de l'euro, s'efforçait de démontrer que l'Allemagne glissait à un nationalisme arrogant et agressif. Or cet auteur semble oublier que l'Europe unie est notre meilleure assurance contre la guerre et qu'une guerre sera impossible tant que la France et l'Allemagne feront partie de la même entité, l'Union européenne étant en outre beaucoup plus qu'une simple alliance. C'est au bas mot une confédération.

Ce qui frappe dans tout cela, c'est que la germanophobie n'est qu'une europhobie déguisée. Sa recrudescence durant la crise de l'euro a fait croire aux eurosceptiques qu'ils allaient enfin se débarrasser de cette monnaie maudite, instrument d'asservissement de la France par l'Allemagne. À la veille de la mise en circulation de l'euro, un livre avait paru aux Éditions Odile Jacob avec un titre plus qu'explicite : « *De la prochaine guerre avec l'Allemagne* ». ²⁶ Son auteur, Philippe Delmas, écrivait notamment : « *<la peur de l'Allemagne est un des ressorts essentiels de la politique française>, remarquait Stresemann dès 1926. Soixante-dix ans plus tard, le diagnostic est toujours bon. Depuis la réunification, la France ne peut s'arracher à la hantise de l'inexorable puissance allemande et de son contrôle impossible. Pour les mieux disposés, l'Allemagne est un pays à part dont le comportement échappe à la volonté politique pour être dicté par les lois de la physique : sa pesanteur ramène tout à elle. Pour la majorité et elle est en route vers une politique de puissance que rien n'arrêtera. L'Allemagne révélerait finalement ce qu'elle n'a jamais cessé*

²³ Editions de l'Encre. Paris. 1997

²⁴ Editions Bartillat. Paris, 2003.

²⁵ Editions Michalon. Paris, 1997.

²⁶ Editions Odile Jacob. Paris. 1999.

d'être : la puissance habile et implacable de Bismarck. Et Ralph Dahrendorf, Allemand devenu Anglais et directeur du Collège Royal d'Oxford, de conclure : « L'Europe ne serait elle pas le mot de passe du nouveau nationalisme allemand ? ». Son collègue Martin Feldstein, ancien conseiller de la Maison-Blanche et président d'une grande fondation à Washington, enfonce le clou en écrivant : « La formule du chancelier Kohl "L'Allemagne est notre patrie, l'Europe est notre avenir" sonne comme un aveu. C'est un aveu qui glace... »²⁷

Franchement malveillant et empreint surtout d'une drôle de logique qui consistait notamment, à faire dire aux gens, en l'occurrence à Helmut Kohl, le contraire de ce qu'ils avaient voulu exprimer, un tel raisonnement partait de l'idée que les êtres humains, à commencer par les politiques, n'ont aucun libre arbitre et ne peuvent façonner l'histoire. L'Allemagne et ses citoyens seraient donc condamnés quoiqu'ils fassent par leur essence allemande. Ils n'échapperaient pas à leur destin d'être à tout jamais pour la France une menace. Cette « vision » d'une Allemagne que cet auteur ne connaît probablement pas dans sa réalité quotidienne, était construite sur des sophismes. On pourrait en effet retourner deux fois la phrase de Dahrendorf qu'il cite. La première consisterait à dire que, pour les Français europhiles, la France se projette également dans l'Europe, étant donné que notre pays est impuissant, à lui seul, dans le monde récent tel qu'il est devenu. La France ne peut plus agir qu'à travers l'Europe pour peser face aux grands ensembles émergents. La seconde serait de se dire que si les Allemands transfèrent leur nationalisme sur l'Europe, c'est tout bénéfique pour l'Europe et pour leurs voisins qui partagent l'Europe avec eux. Mieux vaut un nationalisme européen en Allemagne qu'un nationalisme allemand en Europe. Seulement, quoiqu'on fasse, pour des gens comme Delmas, l'Allemagne sera toujours l'Allemagne de Bismarck (et, sous-entendu probablement, d'Hitler).

Loin de toute réalité, ce propos fait de l'Allemagne une entéléchie aristotélicienne, qu'on nous passe le terme, c'est-à-dire une substance métaphysique immuable soustraite à l'action humaine. Pour lors, la France serait-elle éternellement celle de Napoléon ? Ou de Louis XIV ? C'est en contradiction avec l'histoire et la science politique. Elles nous demandent de jeter un regard réaliste sur le monde et d'identifier ses modifications. Mais Delmas va plus loin encore : il diabolise l'Allemagne : « *La peur que suscite l'Allemagne est existentielle : avant sa volonté de puissance et son ambition, c'est son être qui fait peur* ». L'élégance du style, un certain lyrisme abstrait et surtout l'imprégnation du présent par un passé maudit servent à masquer une réalité politique actuelle bien différente du monstre que nous décrit cet auteur et

²⁷ Voir pages précédentes en début de livre.

qui réapparut d'ailleurs sous un autre titre paru un an après chez Grasset : « *Le démon est-il allemand* » du journaliste Michel Meyer.²⁸

La pensée de Delmas et des auteurs antiallemands évolue dans un monde de démons et de cauchemars à partir d'une prémisse qu'ils supposent communément admise, à savoir que l'Allemagne fait peur. Or, nous faisons partie de ceux, nous qui écrivons ce livre, auxquels l'Allemagne et les Allemands ne font pas peur. Bien au contraire, nous aimons l'Allemagne et nous nous sentons rassurés sur son sol, car c'est en France, en Italie, en Grande-Bretagne qu'il y a aujourd'hui davantage d'insécurité et d'incertitudes qu'en Allemagne. Nous rencontrons des Allemands disposés à nous rendre service et à respecter nos désirs, des Allemands qui se taisent poliment quand on médite d'eux en France ou en Grande-Bretagne, des gens qui arrivent à l'heure aux rendez-vous et nous écoutent sans nous interrompre. De prime abord froids et polis, ces Allemands deviennent vite chaleureux quand le contact se noue. Nous qui avons vécu des décennies chez eux, nous ne connaissons que trop leurs faiblesses et leurs remords, leur volonté de se faire aimer en coopérant et leur pacifisme à tout crin qui pose problème parfois à la France, mais c'est toujours mieux que lorsque la guerre était pour eux de la politique continuée avec d'autres moyens. La République fédérale d'Allemagne, l'Allemagne réellement existante, est rentrée dans le rang en Europe. Sa démocratie fonctionne de façon exemplaire depuis aujourd'hui soixante-deux ans. Le but de sa politique extérieure est de nouer des liens de confiance avec ses partenaires et alliés. Elle a tiré la leçon du passé, y compris en matière de géopolitique : le pays qui a des frontières avec neuf États voisins a plus d'intérêt à s'en faire des amis que des adversaires. Elle y est parvenue. Sa politique européenne vise à sauvegarder ce délicat équilibre. Et si les Allemands craignent quelque chose, ce n'est pas la France, encore que les caprices français leur causent quelques soucis, mais c'est d'eux-mêmes qu'ils ont peur. Car les Allemands à la différence des Français ont fait l'expérience de deux totalitarismes, le national-socialisme sous le III^{ème} Reich et le communisme en ex-RDA. Ils sont vaccinés contre la tentation

²⁸ Ce titre est presque la copie du titre « *Le diable est-il allemand ? 200 ans de préjugés franco-allemands* » de Jörg von Uthmann, paru en 1985 aux Editions Denoël. Cet ouvrage dont le titre est l'antiphrase de celui de Friedrich Sieburg « *Dieu est-il français ?* », a été préfacé par André Glucksman qui se demande pourquoi Hitler et Auschwitz ont projeté une telle ombre sur la conscience allemande. Écrit par l'ancien conseiller culturel de l'ambassade d'Allemagne en France, il contient quantité de textes sur le franco-allemand qui sont un régal pour l'esprit et montrent que des Français ont compris l'Allemagne mieux que Delmas et consorts, mais pas toujours sans œillères.

totalitaire.²⁹ On ne peut pas en dire autant de l'ensemble de l'échiquier politique français.

La petite floraison d'ouvrages germanophobes que nous avons mentionnée avait surgi, pour l'essentiel, entre le référendum sur l'euro de 1992 et la mise en circulation de la monnaie unique en 2002 et ce n'était pas, évidemment, le fait du hasard. Ces gens ont diffusé de la germanophobie pour envenimer les relations avec l'Allemagne et torpiller la création de la zone euro. Mais on peut relever aussi qu'au tournant du millénaire, de nombreux ouvrages ont paru qui mettaient en doute la vitalité de la France. Coup sur coup, en 2003, sortirent en France, comme s'ils s'étaient donné le mot, les livres de Jean-Marie Rouart,³⁰ d'Alain Duhamel,³¹ de Romain Gubert et Emmanuel Saint-Martin³² ainsi que celui de Nicolas Baverez³³ qui diagnostiquèrent une sorte de déclin de la France et son incapacité à en prendre conscience pour y remédier. Voilà qui a surpris les Allemands qui étaient eux, en Europe, les spécialistes de l'autocritique. « *Pourquoi est-il si difficile d'être allemand ?* » s'interrogeait le journaliste Ulrich Wickert en 1997.³⁴ Eh bien, voilà qu'il devenait difficile d'être Français. Franco-défaitisme et germanophobie se donnaient la main dans l'Hexagone. De toute évidence, l'Allemagne sert de bouc émissaire chaque fois que la France a des raisons de douter d'elle-même et Dieu sait qu'elle en a aujourd'hui depuis que la crise a servi de révélateur des carences françaises, sous-emploi, désindustrialisation, prix à la consommation élevés et salaires trop bas, déficit colossal à l'exportation, suradministration d'un pays qui commence à peine à découvrir qu'il pratique aussi la libre entreprise. Alors certains désignent le fautif : si ce n'est pas la faute de Sarkozy, c'est la faute de Merkel.

L'économiste Jean-Paul Betbèze, a diagnostiqué un lien entre la dépression française d'un côté, la germanophobie et l'europhobie de l'autre.³⁵ « *Il faut cesser de se faire peur, écrivait-il. La crise est bien présente, on le voit tous les jours, mais les solutions pour la traiter aussi, et on l'oublie trop. On peut toujours critiquer une Allemagne qui serait trop stricte et exporterait (trop ?), mais que serait-on sans son appui ? Un appui qui lui coûte, on le voit*

²⁹ A ce sujet, voir notre interview de l'ancien ministre Hans-Dietrich Genscher dans la revue *Politique Internationale*, n° 134, printemps 2012.

³⁰ « *Adieu à la France qui s'en va* ». Editions Grasset. Paris, 2003.

³¹ « *Le Désarroi français* », Editions Plon. Paris, 2003.

³² « *L'arrogance française* ». Editions Balland. Paris. 2003.

³³ « *La France qui tombe* ». Editions Perrin, Paris, 2003.

³⁴ Traduit en français sous le titre « *Comment peut-on être allemand ?* ». Editions du Seuil, Paris. 2000.

³⁵ Jean-Paul Betbèze. « *La germanophobie ambiante ou la peur refoulée de nous-mêmes* ». *Atlantico. Un vent nouveau sur l'info*. Paru sur Internet, 9 décembre 2011.

de plus en plus, mais qu'elle continue à apporter, s'il aide à changer les comportements pour conforter la maison commune. Car il est évident que l'Allemagne a intérêt au succès de l'Europe, comme nous. Et que ce succès passe par des règles plus strictes dans la dépense publique, notamment dans nos économies matures, exposées, vieillissantes ». Cet éminent chef économiste au Crédit Agricole poursuivait : « La germanophobie qui revient est ainsi, en réalité, une europhobie, avec l'idée que les contraintes de l'euro seraient trop fortes, à moins que ce ne soit l'euro lui-même. Ainsi, pour se défaire du "joug" allemand, rien de tel que de s'affranchir de la monnaie unique, donc de dévaluer. On retrouverait ainsi notre liberté. On reprendrait la suite de nos dévaluations de la monnaie française par rapport au mark, avec ses résultats sur la compétitivité. Regardons notre déficit, regardons l'excédent allemand... et que l'on nous explique que pouvoir dévaluer, c'est la bonne façon pour soutenir l'industrie ! » Et d'en déduire : « Plus profondément, n'est-ce pas une francophobie que l'on voit ici, une peur de nous-mêmes ? Une peur de prendre nos responsabilités, une crainte devant une action plus complexe, une action qui remet en jeu nos habitudes, puisqu'il s'agit de réformes profondes. Pour en sortir, il ne s'agit pas seulement d'arrêter de critiquer les autres pays et nos politiques (comme s'ils ne nous reflétaient pas) et de nous plaindre de ce qui nous arrive. Le monde ne nous en veut pas, il peut faire sans nous : à nous d'être "avec lui". Il faut cesser aussi d'attendre la solution simple et unique, l'inflation (d'où ?) ou bien la dévaluation, alias l'éclatement de la zone euro ». Cet expert conseillait à ses compatriotes de ne pas avoir peur : « Malgré la crise européenne et les tensions au sein du couple franco-allemand, la France ne doit pas avoir peur : les solutions existent, alors cessons de nous replier sur nous-mêmes ».

N'idéalisons pas les Allemands. Il existe chez eux aussi une très petite minorité d'ultranationalistes comme Delmas, Couteaux, Bollman et autres qui considèrent qu'on a fait l'Europe et l'euro pour enchaîner leur pays et le traire comme une vache à lait, en quoi ils ont un peu raison, n'était-ce que l'Allemagne retire de l'Europe, en contrepartie, des bénéfices économiques et politiques substantiels. Mais, attention, s'en prendre à l'Allemagne en ignorant sa réalité quotidienne apporte de l'eau au moulin de ces « *Deutsch-Nationale* », des fossiles que mieux vaudrait ne pas ramener à la vie !

CHAPITRE 5

Des socialistes franchissent la ligne rouge

Au départ, l'écart dans les sondages entre Nicolas Sarkozy et François Hollande en matière européenne était infime, mais clair. Selon un sondage BVA publié le 12 décembre 2011, Sarkozy s'imposait comme le représentant de l'État vis-à-vis du monde extérieur. Un peu plus du quart des personnes interrogées (27 %) estimait que Hollande ferait moins bien que lui en matière de politique européenne, un peu moins du quart (24 %) jugeait qu'il ferait mieux, une majorité de 48 % les renvoyant dos à dos, estimant que le socialiste ne ferait « *ni mieux ni moins bien* ». Alors, pour passer en tête, Hollande devait taper plus fort encore. La gauche s'est creusé la cervelle pour dénigrer l'Europe de Merkel et Sarkozy et pour affirmer que l'image de la France dans le monde s'était dégradée alors que figuraient là justement des actifs de l'actuel gouvernement. Il fallait faire de ce couple idéal un couple infernal.

Des imp(r)udents ont sorti du placard des épouvantails, en pleins pourparlers franco-allemands de l'automne 2011, pour ressusciter dans les médias et les partis français des ressentiments historiquement périmés. Depuis que Philippe Seguin, parti en 1993 en guerre contre l'euro, avait dénoncé un « *Munich social* », et qu'un rédacteur en chef du *Figaro* écrivit que Maastricht, c'était « *Versailles sans la guerre* », on avait éliminé du langage ces réminiscences historiques. Si elles sont revenues, on peut supposer qu'il n'y avait rien de spontané dans tout cela et qu'il s'est agi d'une tentative avérée de sabotage des bonnes relations franco-allemandes. Les europhobes français sont aidés par le fait que la plupart de leurs compatriotes sont des ignorants complets en matière d'Allemagne.

La gauche française et le Front National de Marine Le Pen ont joué en octobre-novembre 2011 la même carte en prenant pour cible tout spécialement l'Allemagne. Comme il fallait s'y attendre, Marine Le Pen s'en est prise à « l'ennemi héréditaire ». Depuis que le bruit court que la réforme de l'Europe en projet sera façonnée conformément au modèle allemand, ce qui est faux, car il s'agira d'un compromis, cette défiance contre l'ennemi d'avant-hier réapparaît comme une de ces bulles nauséabondes qui remontent à la surface des marais. Après le discours prononcé le 1er décembre 2011 à Toulon par le président Sarkozy devant 5000 supporters, Marine Le Pen et Martine Aubry firent feu

simultanément sur le chef de l'État. Dans ce discours, la « convergence » franco-allemande avait pris une grande place. Les lèvres pincées, froides et haineuses, la cheftaine des socialistes reprocha au président de plier aux exigences de l'Allemagne. Martine Aubry est pourtant la fille de l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, un ami personnel d'Helmut Kohl. Mme Le Pen fut encore plus explicite. Quasiment l'écume aux lèvres, elle jeta à Sarkozy qu'il nous préparait avec la chancelière allemande « *une Europe à la schlague* ». Ce mot que n'aurait pas récusé son père Jean-Marie, est emprunté à l'allemand « *schlagen* » (battre). Comme chacun sait, les Allemands ne connaissent que le fouet et le bâton, tout au moins dans l'imagerie du Front National. Mais c'est quand même de gauche qu'est venue la canonnade de préjugés antiallemands la plus nourrie. La chancelière jadis populaire en France, incarna tout à coup les reîtres coiffés du casque à pointe, ce casque de la cavalerie allemande, dessiné à l'origine par un Anglais, qui servit jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale à dévier les coups de sabre de l'ennemi.

Le plus incisif fut sans doute l'ancien candidat aux primaires socialistes, Arnaud Montebourg, qui critiqua la « *politique à la Bismarck* » de Mme Merkel laquelle, selon lui, « *tuait l'euro* ». Et ce au moment où la chancelière allemande mettait au point avec le président français le sauvetage de l'euro ! Il parla aussi de la « *l'annexion de la droite française, pas la droite prussienne* ». Il écrivait dans son blog : « *La politique européenne de Nicolas Sarkozy, désormais assis sur le porte-bagage de la droite allemande, est une politique de faiblesse face à l'Allemagne, qui entraîne l'Europe dans la spirale de la récession. Le moment est venu de combattre ce directoire des droites germano-françaises à domination allemande qui soumettent les pays européens à des choix qui nous mèneront au chaos politique, économique et social* ». Rien que ça ! Son camarade de parti Jean-Marie Le Guen a comparé, quant à lui, Sarkozy au ministre d'avant-guerre Édouard Daladier, qui avait cédé les Sudètes à Hitler en 1938 dans l'espoir trompeur de sauver la paix. Et voilà donc Merkel en digne héritière de Bismarck et d'Hitler. Le journaliste Guillaume Perrault réagit dans *Le Figaro* en célébrant par contraste la retenue des politiciens allemands qui se gardent d'évoquer l'inflexibilité de Clemenceau lors du Traité de Versailles ou la dureté de Louis XIV qui fit dévaster le Palatinat. Et de signaler que les Français semblent être plus querelleurs que les Allemands...

Le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé dut lancer un avertissement : « *Je suis vraiment révolté de voir qu'aujourd'hui, par hargne politicienne, un certain nombre de dirigeants socialistes franchissent la ligne rouge (...) J'en ai froid dans le dos. Le PS prend le risque de faire rejaillir les vieux démons de la germanophobie, c'est totalement irresponsable ! On n'a pas le droit de jouer avec ça. Le programme du PS consiste-t-il à revenir cent ans en arrière ? Depuis le Traité de l'Élysée, la France et l'Allemagne se sont*

réconciliées et tous les présidents, même de gauche, ont privilégié cette relation. Préservons cet héritage. Sinon, tout redeviendrait possible, et même le pire ». Il n'y avait plus guère que des gens de droite comme Nicolas Sarkozy, François Fillon, Alain Juppé, Pierre Lequiller à vanter le modèle allemand et à condamner la germanophobie. Gérard Longuet, lui aussi, déclarait dans une interview³⁶ : « *Les propos d'Arnaud Montebourg et de Jean-Marie Le Guen sont indignes et consternants. Ils traduisent d'abord une méconnaissance totale de ce que sont les relations franco-allemandes depuis dix siècles. L'Allemagne ne se résume pas à Hitler et à Guillaume II. C'est ensuite une faute de tact : on ne peut pas reprocher indéfiniment à l'Allemagne son passé. Ce sont enfin des propos irresponsables : on ne peut pas en vouloir à ce pays d'avoir tiré les conséquences du Traité de Maastricht et d'avoir limité son endettement alors que la France ne l'a pas fait* ».

La question se posera donc pour le candidat socialiste à la présidence de savoir comment il pourrait se présenter, après tout cela, devant Mme Merkel s'il était élu. François Hollande n'osera guère l'embrasser sur la joue comme le fait Nicolas Sarkozy. Il a certes fait mine de corriger le tir, mais sans jamais désavouer ses deux compagnons qui avaient été jadis ses adversaires dans son parti et sont devenus ses plus fermes (r)alliés. Hollande a dit aussi qu'il resterait « *ferme* » en négociant avec Mme Merkel, mais qu'il la « *respecterait* ». À croire que Sarkozy qui a arraché à Mme Merkel la gouvernance européenne et certaines entorses de la BCE à ses statuts, n'était pas ferme dans les négociations. Mais c'est surtout son directeur de campagne qui a ouvert la porte de sortie : « *La gauche, a assuré Pierre Moscovici, ne doit pas ranimer des relents et des sentiments antiallemands... Le couple franco-allemand est plus nécessaire que jamais pour sortir de la crise* ». Naturellement, cela ne plaît pas à la gauche française que cette femme de droite, Angela Merkel, impose à ses partenaires européens (pour leur plus grand bien) une cure d'austérité. La gauche ne cherche-t-elle pas à attirer des électeurs en leur faisant mille promesses financières et sociales ? Mais c'était essentiellement Sarkozy qui était visé à travers Merkel.

Au départ, la chancelière allemande était assez admirée en France, plus peut-être qu'en Allemagne, un sort qu'ont connu la plupart des chanceliers allemands, Brandt, Schmidt, Kohl en tout cas, et Schröder après qu'il ait quitté sa fonction, mais une fois que Mme Merkel a commencé à s'acoquiner avec Sarkozy, alors elle a été happée elle aussi par la hargne. La merkelphobie ne

³⁶ *Le Nouvel Observateur* du 8 décembre 2011. « *L'Allemagne ne se résume pas à Hitler et à Guillaume II. Pour le ministre de la Défense, Gerard Longuet, les attaques de Montebourg et Le Guen contre la politique allemande relèvent d'une opération concertée avec François Hollande* ». Propos recueillis par Carole Barjon et François Bazin.

datait pas d'hier. De cette femme qui en RDA encore, quand elle travaillait sur la physique des quanta, était entrée en relation avec ce qui avait rang et nom dans sa science, dans les limites que lui dictait le régime, et qui parle couramment l'anglais et le russe, Jean-Luc Mélenchon qui fait rarement dans la dentelle, disait en 2010 à la télévision, à une époque où la chancelière ne montrait pas un empressement excessif à remplir le panier percé des Grecs : « *C'est pas une dame de fer, c'est une dame locale, c'est une paysanne d'un coin de l'Allemagne qui ne prend pas ses responsabilités devant l'Europe* ». Quelqu'un taxait déjà à l'époque Mme Merkel d'être « la taulière de l'Europe ». Ce qualificatif, pas nécessairement péjoratif, fit le tour des gazettes. La chancelière a peut-être accroché à son tablier les clés de l'Union européenne, mais elle n'avait pas été d'emblée l'élément moteur du tandem franco-allemand, elle est plutôt son serre-frein. Si l'évidence montre que son comparse Sarkozy ne peut arriver à manœuvrer sans son consentement, il n'est pas moins évident que c'est lui qui a insufflé son dynamisme au tandem. Que si le Français n'avait pas poussé à la roue, pas grand-chose ne se serait fait ! Dès l'automne 2008, nous n'aurions pas seulement senti passer le vent du boulet, nous l'aurions reçu en pleine figure. Aussi les médias français s'en sont-ils donnés à cœur joie contre cette apparente lourdeur germanique que Mme Merkel et ses compatriotes appellent la « culture de la stabilité ». Celle-ci devenait chez certains un « diktat de l'austérité » imposé par cette « Cruella » à ce pauvre Sarko. Le mot « diktat » n'avait pas été lancé par la gauche, mais par le magazine *Valeurs Actuelles* dans un article de David Victoroff intitulé le 1^{er} avril 2010 « *Le diktat d'Angela* » à propos de la volonté de Mme Merkel d'associer le Fonds Monétaire International à l'aide à la Grèce. Cela aurait supposé que pour ne pas subir ce « diktat », la France aurait dû ouvrir davantage son carnet de chèques... On a sa fierté, certes, mais à condition d'avoir les poches pleines.

La gauche s'est bien vite emparée de ce mot clé et nous avons vu les deux hérauts socialistes monter au créneau de la résistance à l'envahisseur allemand. Mais il y a eu pire : sur cet humus, on avait vu à l'époque reflorir une fleur vénéneuse de la vieille désinformation soviétique, à savoir que l'Allemagne se détache de l'Ouest et dérive vers l'Est. Et cela, de façon surprenante, sous la plume d'analystes dont les jugements sont d'ordinaire plus équilibrés. Cette idée s'exprima d'abord dans une interview donnée par André Glucksman à l'hebdomadaire *Welt am Sonntag*. Elle fut reprise plus explicitement dans un article d'Alexandre Adler dans *Le Figaro*. Celui-ci écrivait que la politique économique et commerciale de l'Allemagne conduisait « *de manière accélérée vers une alliance russe, hors de la zone euro, et de laquelle rétrospectivement l'entrée de Gerhard Schröder à la direction de Gazprom était le signe annonciateur* ». Enfin : « (...) *la nouvelle réorientation de l'Allemagne assure le triomphe posthume d'une certaine forme de RDA qu'incarne la chancelière :*

prussienne, autarcique et slavophile ». ³⁷ Mais où tous ces gens allaient-ils chercher tous ces contresens ? Les idées reçues ont vraiment la vie dure. Comme l'a démontré dans un ouvrage monumental l'historien social-démocrate allemand Heinrich August Winkler, toute l'histoire de l'Allemagne, depuis deux siècles, est « *une longue marche vers l'Ouest* ». ³⁸

³⁷ « *Diese Ehe funktioniert nicht mehr* », Interview d'André Glucksman par Alan Posener dans la *Welt am Sonntag* du 2 avril 2010.

« *La lente dérive de l'Allemagne vers l'Oural* » par Alexandre Adler dans *Le Figaro* du 4 avril 2010.

³⁸ Heinrich A. Winkler. *Histoire de l'Allemagne, XIXème-XXème siècle. Le long chemin vers l'Occident*. Fayard. Paris. 2005.

CHAPITRE 6

Brève visite chez le camarade allemand

Le 5 décembre 2011, Angela Merkel est à Paris et met au point avec Nicolas Sarkozy les détails de l'accord sur la future Europe. Le même jour, François Hollande se rend à Berlin pour « plancher » devant le congrès du parti-frère allemand, le SPD social-démocrate.³⁹

Ce congrès a pour mot d'ordre *Demokratie und Gerechtigkeit* (Démocratie et justice), des mots inscrits sur le pupitre d'où va parler le candidat de la gauche française, mais Helmut Schmidt, 94 ans, toujours aussi vif intellectuellement, le ministre président norvégien Jens Stoltenberg et quelques autres leaders sont invités à parler de l'Europe et de l'euro. Pas facile de se distinguer de Mme Merkel et de M. Sarkozy qui partagent visiblement la même passion... Le SPD veut pourtant s'établir premier parti européen d'Allemagne. Ses objectifs sont le renforcement des institutions européennes, la solidarité avec les partenaires, mais aussi le contrôle de la discipline budgétaire et la relance du principe de subsidiarité.⁴⁰ Après l'hymne socialiste « *Nous marchons en rangs serrés* », « *Wir schreiten Seit' an Seite* », le Chœur des Jeunes de Cologne a entonné la 4^{ème} partie de la 9^{ème} symphonie de Beethoven, l'hymne européen.

Le président du SPD, Sigmar Gabriel, prend « l'invité d'honneur » François Hollande familièrement par le bras et le conduit à l'avant-scène. Ce geste fraternel provoque des ovations des 600 délégués du congrès. Gabriel, 52 ans, et son camarade français, Hollande, 57 ans, sourient. Des éléphants heureux... Incarnent-ils l'Europe future, comme Hollande le dira tout à l'heure ?

³⁹ Le Parti social-démocrate d'Allemagne (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, SPD) est le plus vieux parti d'Allemagne, le seul des partis allemands actuels de à avoir existé sous ce nom avant la Seconde et même avant la Première Guerre mondiale. Issu de deux partis antérieurs fusionnés en 1875, il a pris son nom actuel de SPD en 1890. Représenté par deux députés en 1871, il était en 1912 déjà le premier parti du Reichstag. Trois chanceliers du SPD ont gouverné l'actuelle République fédérale d'Allemagne, Willy Brandt, Helmut Schmidt et Gerhard Schröder.

⁴⁰ Inscrit aux Traités de Maastricht et de Lisbonne, le principe de subsidiarité dispose que les instances dirigeantes de l'Union Européenne doivent respecter les compétences des Etats et des régions d'Europe jusqu'au niveau local, compte tenu du fait que ces échelons régionaux et locaux sont plus compétents pour régler les problèmes qui les concernent directement.

« François » que son régime a minci, paraît plus léger que « Sigmar ». L'Allemand est un brin plus grand et nettement plus corpulent que le Français. Il préside le SPD depuis novembre 2009 après avoir été le dauphin de Gerhard Schröder en Basse-Saxe où tous deux étaient nés et avaient vécu. Schröder avait laissé un vide à la tête de ce Land en 1998 quand il monta à Berlin pour devenir chancelier. Né en 1959 à Goslar, enseignant diplômé de son état et chargé de cours dans les universités populaires, Gabriel avait gravi sous la houlette de Schröder les échelons du parti et, à partir de 1999, il a pris le relais comme ministre président de Basse Saxe. Mais il fut battu en 2003 aux élections régionales par le chrétien-démocrate Christian Wulff. Le SPD a depuis longtemps passé l'éponge sur cette défaite de Gabriel.

Sigmar Gabriel arbore un nom d'archange. Si cela ne porte pas chance ! Avec sa bonhomie placide et bien enveloppé comme il l'est, on lui donnerait Karl Marx sans confession. Il s'était racheté en pilotant le groupe parlementaire régional du SPD à Hanovre de 2003 à 2005, date à laquelle on le vit monter à son tour vers la capitale et où il devint ministre de l'Environnement du premier gouvernement Merkel.⁴¹ Là, il enfourcha le thème antinucléaire et brandit *urbi et orbi* l'étendard du « *new deal vert* », secondé par l'ancien bras droit de Schröder à la chancellerie fédérale, Frank-Walter Steinmeier. Que Hollande ait pris des dispositions pour réduire le potentiel nucléaire français doit l'enchanter. Le nucléaire, ça, Gabriel déteste. Mais Mme Merkel a opté pour l'abandon du nucléaire. Ni pour le SPD, ni pour les Verts allemands, l'atome n'est donc plus un cheval de bataille. Avec quoi Gabriel se lancera-t-il dans la course à la chancellerie ? Qui vivra verra. Car beaucoup au SPD pensent qu'il est le plus qualifié pour défier Mme Merkel. Un de ses adversaires, le ministre président de Bavière, Horst Seehofer (CSU),⁴² lui a inopinément rendu service en disant qu'« *en virant à gauche Gabriel a rendu au SPD son âme que Gerhard Schröder lui avait volée* ». Volée bien entendu en faisant à la fin de son mandat une politique de droite.

Les deux rivaux potentiels de Gabriel, Peer Steinbrück et Frank-Walter Steinmeier, se sont pratiquement effacés. Il est désormais le possible candidat chancelier de la gauche allemande pour les prochaines législatives. Avec lui, Hollande était donc en bonne compagnie ce 5 décembre à Berlin. Il s'est mis au

⁴¹ Sous le gouvernement de Grande coalition alliant le SPD à la CDU/CSU avec Angela Merkel chancelière, Frank-Walter Steinmeier vice-chancelier et Peer Steinbrück ministre des Finances.

⁴² La CSU (l'Union chrétienne-sociale) est le parti frère de la CDU (l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne, *Christlich Demokratische Union Deutschlands*) et la représente en Bavière. La coopération des deux partis au plan fédéral est appelée la CDU/CSU. La CDU, présidé par Angela Merkel, a été fondée en 1945, essentiellement par des anciens résistants chrétiens antinazis. Ses chanceliers se sont appelés Konrad Adenauer, Ludwig Erhard, Georg Kiesinger, Helmut Kohl et aujourd'hui Angela Merkel.

diapason en appelant de ses vœux une Europe de gauche : « *Nous avons à changer le centre de gravité de l'Europe. Le ramener davantage vers la gauche* ». Pour clore son allocution, il dira : « *Je ferai tout pour réussir le premier acte en attendant que vous posiez le second en septembre 2013* ». Aller ensemble vers une Europe socialiste ? Ce n'est pas évident. En Espagne, les conservateurs viennent de remporter les législatives ; en Grande-Bretagne, ils sont au pouvoir ; en Italie, on ne peut pas dire qu'avec Mario Monti, la gauche domine ; en Grèce, George Papandreou et son Pasok ont magistralement échoué. En septembre 2008, en Autriche, la gauche a été éjectée du pouvoir. Aux Pays-Bas, la percée du parti ultra-droite de Geert Wilders aux européennes de juin 2009 a défrayé la chronique. En Suède, le centre droit est resté au pouvoir en septembre 2010, mais dépend désormais d'un parti d'extrême droite. Les sociaux-démocrates n'ont repris le flambeau qu'au Danemark en septembre 2011, après une victoire très serrée, tandis qu'en Finlande, en avril 2011, les conservateurs ont remporté une courte victoire, mais pressés sur leur droite par les Vrais Finlandais, nationalistes à tout crin. À peu près partout en Europe, la crise économique et financière favorise la droite, voire l'extrême droite, si l'on en juge par les 19 % d'intentions de vote (et 42 % en milieu ouvrier) en faveur de Marine Le Pen au moment où Hollande parlait, un score jamais atteint par le Front National français avant un premier tour des présidentielles. Entre-temps, l'évaluation du Front National a reculé.

Septembre 2013 est la date prévue pour les prochaines législatives allemandes qui désignent traditionnellement le chancelier ou la chancelière. Naturellement, les atomes crochus idéologiques poussent le SPD plutôt en direction de Hollande que de Nicolas Sarkozy. Mais, premièrement, en Allemagne, les choses ne sont jamais simples. Le SPD n'est pas sûr de pouvoir battre Angela Merkel aux élections nationales de 2013. Il s'est donc réservé l'alternative de former avec elle en 2013 un nouveau gouvernement de grande coalition. Et, deuxièmement, qu'ils soient de gauche ou de droite, les Allemands sont réalistes. On n'était pas certain, à la Maison Willy Brandt de Berlin, siège du SPD, que Hollande gagnerait les présidentielles en France et, comme on va le voir, les camarades allemands ne voulaient pas se fermer la porte de l'Élysée. Aussi bien Hollande avait-il fait de son mieux devant ses hôtes pour afficher une posture d'homme d'État, expliquant, après quelques mots en allemand, souvenirs lointains de sa seconde langue au Lycée : « *Je viens devant vous comme socialiste, j'ai été pendant dix ans le premier dirigeant de mon parti. Mais je viens devant vous désormais comme candidat à la présidence de la République française, conscient des responsabilités qui sont les miennes, dans un moment d'une considérable gravité pour l'euro et pour l'Europe* » (...) « *Comme candidat à la plus haute fonction de mon pays, je veux affirmer devant vous, et à travers vous à tous les Allemands, la force que j'accorde au lien entre nos deux États* ».

Et d'énumérer tout ce que la France et l'Allemagne ont fait ensemble, par-delà les clivages politiques, et que, lui, Hollande poursuivra quand il sera président et pas seulement socialiste. Par ailleurs, sans évoquer explicitement la question, il s'était efforcé de dissiper le malaise créé par les propos germanophobes de ses amis. La relation franco-allemande devrait être vécue, assure-t-il, « *sans dominer, sans obliger, sans contraindre* ». Et de poursuivre : « *Cette amitié franco-allemande nous l'avons toujours voulue dans l'égalité et le respect. Non pas dans l'imitation, la copie, mais dans la reconnaissance de nos atouts mutuels. Non pas dans le déséquilibre, mais dans la poursuite d'une ambition commune. Non pas dans la méfiance, mais dans la franchise* ». Le candidat français cherchait donc à faire comme si les insultes proférées à l'égard de l'Allemagne par ses proches, n'avaient pas voulu exprimer autre chose que ce souci d'égalité. « *Aucun de nos amis allemands ne nous a posé de question. Je leur ai demandé : « Vous avez entendu parler de propos germanophobes ? Ils avaient lu une brève dans les journaux »*, assura de Berlin le député de Corrèze à des journalistes. Heureusement, l'ancien chancelier Helmut Schmidt avait mis en garde les congressistes contre un éventuel isolement de l'Allemagne suite à des excès d'autoritarisme merkeliens, selon lui. Hollande a pu enchaîner là-dessus : « *Ce sont des avertissements qui ne sont pas germanophobes, mais au contraire d'une très grande lucidité. Nous ne pourrions pas laisser les Allemands seuls s'ériger en sages, parfois en juges* ».

Quinze jours après qu'il ait parlé aux camarades du SPD, Hollande se vit assener un camouflet retentissant. Qui plus est, provenant des rangs du SPD. Qui plus est à Paris. Le 21 décembre, Gerhard Schröder vint s'entretenir une demi-heure à l'Élysée avec le président de la République française. Rien n'a filtré de cet entretien, mais Schröder donna séance tenante une interview au *Figaro*⁴³ dans laquelle il approuva sans restrictions la politique de réformes de Nicolas Sarkozy sur laquelle Hollande et ses amis tiraient depuis des mois à boulets rouges. À la question du journal « *Avez-vous vu François Hollande à l'occasion de votre séjour parisien ?* », Schröder répondit par la négative : « *Non et je n'ai pas prévu de le faire. En tant que premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande a travaillé très étroitement avec Oskar Lafontaine. Pas avec moi. C'est pourquoi il n'existe pas de relation entre nous* ». Le quotidien parisien précisait pour ses lecteurs à propos de Lafontaine : « *Rival de Gerhard Schröder au SPD qu'il quittera en 2005 pour fonder "Die Linke" un parti antilibéral* ». ⁴⁴Autrement dit, Schröder associe le nom de Hollande à celui de

⁴³ Dans *Le Figaro* du 22 décembre, interview déjà citée plus haut.

⁴⁴ Die Linke, La Gauche en français, est l'héritier direct du parti communiste SED de RDA. Elle a recruté tout d'abord parmi les anciens cadres de la Nomenklatura est-allemande, mais Lafontaine lui a ouvert les portes de

son pire ennemi. Personne n'a oublié non plus le mot un peu cynique lancé par Schröder quand Lionel Jospin et Martine Aubry firent voter la loi des 35 heures : « *Une excellente nouvelle pour l'Allemagne* ». Schröder voyait lui d'abord l'intérêt de son pays, la brèche qui s'ouvrait aux exportations allemandes. Et Gabriel ? On peut être certain que Schröder s'était entretenu avec Gabriel et sans doute aussi avec son autre homme de confiance Steinmeier avant de se rendre à Paris.

Gageons que les propos de Schröder expliquent le silence glacé qui accompagna certains passages du discours de Hollande devant le SPD. Lui qui s'était attendu à faire un tabac, n'a pas rencontré à Berlin l'écho espéré.

Cela dit, dans son effort de reconquête de la gauche du SPD, l'actuel président du parti, Sigmar Gabriel, a cru bon de donner un petit écho à François Hollande en déclarant à son tour le 7 février devant le présidium de son parti réuni à Potsdam : « *Nos adversaires sont les marchés financiers, notre adversaire est la fracture sociale en Allemagne, et ce sont les sujets qui seront, je vous le garantis, au centre du débat en Allemagne en 2013* ». Imitant le syndicat Ver.di, le SPD a fait tourner des spots vidéo attaquant l'industrie financière et ses activités. On voit par exemple un dessin animé montrant des humains et des maisons que l'on pousse sur une table de jeu comme des pions, sous le mot d'ordre « *Démocratie au lieu du pouvoir des banques* », « *Demokratie statt Bankenmacht* ». Mais un tract cherche à distinguer « *la partie des banques qui triche* » de celle qui « *gère l'épargne des gens* ». Cette « gauchisation » de la ligne du parti n'a pas plu à tous dans les rangs du SPD. La direction du parti précise d'ailleurs que ces spots et un site Internet correspondant datent de 2010 et sont dépassés. L'ancien conseiller électoral du SPD Michael Spreng n'a pas hésité à dire que « *cette campagne débouchait sur le vide* », qu'elle comportait de gros risques selon les démoscopes et experts en communication, ajoutant : « *Le SPD se concentre là sur le mauvais adversaire, car les banques ne font pas candidature à la chancellerie* ». À noter d'ailleurs que Gabriel n'avait pas traité les marchés financiers d'« *ennemis* », mais seulement d'« *adversaires* ».

En 2013, quand Angela Merkel formera un gouvernement de grande coalition avec Sigmar Gabriel, Hollande, s'il était élu, aurait du mal à maintenir le dialogue. De toute manière, la politique étrangère et européenne a été accaparée par la chancellerie, comme en France par l'Elysée.

l'Allemagne occidentale et une partie de la gauche sociale-démocrate l'a suivi après qu'il ait rendu sa carte du SPD, suite à sa mésentente avec Gerhard Schröder.

Que la CGT soit sortie de sa neutralité pour diffuser à un million d'exemplaires des tracts appelant à voter contre Nicolas Sarkozy, est d'un point de vue allemand sidérant, étant donné qu'outre-Rhin, les conflits sociaux, les « *conflits du travail* », comme on dit en allemand, doivent respecter la neutralité politique. « *Avec un deuxième mandat, l'addition serait particulièrement lourde* », a prévenu avant le scrutin le patron de ce syndicat, Bernd Thibault dans *Le Monde* du 3 avril 2012. Le président candidat ne pouvait pas laisser passer cela sans réagir, lui qui avait tendu la main aux syndicats au début de son mandat, puis à nouveau en janvier 2012, pour les inciter à adopter une attitude plus coopérative, en d'autres termes « allemande » ou « scandinave ». Mais la plaie des grandes manifestations syndicales de l'automne 2010, scandant l'*Internationale* de sinistre mémoire et arborant les drapeaux rouges à liseré jaune rappelant l'emblème soviétique, est encore ouverte. Le syndicalisme français aurait été le dernier bastion du marxisme pur et dur si Jean-Luc Mélenchon n'était venu donner un second souffle au PC moribond.

Sonnant la charge contre « *les corps intermédiaires* », Nicolas Sarkozy a donc critiqué « *les permanents* » de la CFDT de l'aciérie Arcelor-Mittal de Florange dans une interview à plusieurs quotidiens régionaux. Ils avaient, selon lui, « *trahi* » la confiance des salariés « *en faisant de la politique au lieu de défendre* » leurs intérêts. Des propos jugés « *dangereux* » par la CFDT. Un adjectif polémique et menaçant. En Allemagne, les syndicats sortent moins de leur rôle. Bien que le SPD soit proche des syndicats allemands, il n'y a pas identité entre eux et le parti. Et cela se répercute sur les relations entre les sociaux-démocrates allemands et les socialistes français. Malgré les apparences, malgré l'appartenance commune à l'Internationale socialiste, il y a plus d'un siècle d'évolutions divergentes. Il ne faut pas oublier que le SPD est, à la différence du PS, un parti réformateur, de la même manière que les syndicats allemands qui ont pris beaucoup de recul par rapport à la vulgate marxiste, se différencient nettement sur ce point de leurs collègues français. On peut remonter pour cela au congrès du SPD à Bad-Godesberg en 1959 (revu en 1989, mais toujours valable dans ses éléments essentiels), qui avait tourné le dos à la lutte de classes et opté pour une participation constructive au gouvernement, mais aussi à de grands ancêtres dont le principal fut Édouard Bernstein (1850-1932). Bernstein est entré dans l'histoire pour avoir lancé à la fin des années 1890 un vaste débat sur la révision du marxisme (appelé le *Bernsteindebatte*) qui intéressa l'Allemagne, mais aussi l'Italie, l'Autriche-Hongrie et, dans une moindre mesure, la France. Ses articles furent ensuite recueillis dans un livre, rapidement traduit en français. Il prônait l'abandon de la théorie marxiste de la catastrophe au vu de l'évolution du capitalisme qui, au lieu de mener à la déroute du système par la chute incessante du taux de profit, accroissait la socialisation des richesses. Il n'y avait donc pas lieu de compter sur une issue révolutionnaire. Il demandait en conséquence à ce que le mouvement socialiste s'engage sur une

voie réformiste en comptant sur les progrès graduels que lui auraient apportés l'action parlementaire d'un côté, et l'action syndicale, de l'autre. Il eut, et ce point est essentiel, le soutien des syndicats allemands.

Début février 2012, Michael Sommer, le président du syndicat unitaire allemand DGB, célébrait dans un entretien avec le journal *Welt Kompakt* sa « *bonne relation de travail avec Mme Merkel* ». Début mars de la même année, la « *troïka* » qui tient les rênes du parti social-démocrate allemand, Sigmar Gabriel, Frank-Walter Steinmeier et Peer Steinbrück, se présentait aux médias, les deux « *anciens* », plus modérés, encadrant le « *plus jeune* », Gabriel, dont le cœur bat plus à gauche, pour donner une déclaration qui avait tout l'air d'un compromis entre les différentes ailes du parti. Leur propos fut interprété comme un virage à gauche du parti parce qu'ils fustigeaient « *le capitalisme financier déchaîné* » et même « *débridé* » et demandaient à Angela Merkel d'injecter de la croissance dans son Pacte fiscal et d'adopter la taxe sur les transactions financières. Mais on pouvait voir aussi dans leur texte une profession de foi en faveur de l'économie libérale, par opposition à l'économie dirigée, en d'autres termes une geste pour rendre compatibles avec l'économie de marché les revendications exacerbées par la crise. Il y allait, disaient-ils, de « *l'avenir de l'Europe* » pour laquelle ils prônaient une « *européanisation de l'économie sociale de marché* ». « *L'économie sociale de marché, disaient-ils, est la forme de société de 99 % de la population contre la soif de pouvoir des 1 % restants* » : une manière à eux de dire que le capitalisme n'était pas la pire des économies, à condition bien entendu de rester « *social* ». L'initiative était responsable et adroite. Elle leur permettait de barrer la route au néomarxisme dirigiste tout en soignant leur profil de gauche. La ratification du Pacte budgétaire européen avec lequel ils étaient fondamentalement d'accord, réclamait la majorité des deux tiers parce qu'en Allemagne, elle implique une réforme constitutionnelle. Par conséquent, Mme Merkel avait besoin aussi des voix des 146 députés sociaux-démocrates et du vote positif des Länder qui appartenaient au SPD. Mais ce baroud d'honneur finira bien par une poignée de main avec la chancelière. N'était-ce pas Gerhard Schröder qui avait labouré le terrain en 2005 pour Angela Merkel en amputant les acquis sociaux ? Et n'était-ce pas le ministre des Finances Steinbrück qui avait ouvert en 2008 le robinet des millions pour sauver les banques allemandes ?

Pour la social-démocratie allemande, Hollande est plus proche de La Gauche que du SPD. Dominique Strauss-Kahn n'avait-il pas accueilli Gerhard Schröder en France et n'était-il pas venu le soutenir dans sa campagne électorale ? Mais le Club de refondation de la gauche européenne qu'avait fondé DSK ne suivait pas systématiquement son chef de file. La politique assez antisociale de Schröder gênait les camarades français. « *Schröder a eu le courage politique de dire à ses concitoyens où se trouvait l'intérêt général, mais*

il a eu tort de revoir à la baisse toutes les prestations de l'État providence pour les adapter aux nouvelles contraintes du marché, résumait à l'époque le secrétaire général de "À gauche en Europe", Olivier Ferrand. *La refondation de la social-démocratie, ce n'est pas seulement l'accompagnement social du libéralisme* ». Ce hiatus franco-allemand qui sépare le SPD du PS ne sera pas évident à surmonter pour Hollande et ce n'est pas Angela Merkel qui l'aidera.

D'autant que le candidat socialiste à la présidence n'a pas une stature européenne. Son tour de piste à Berlin de décembre 2011 n'y a guère contribué. Néanmoins, il a ses partisans tout au moins en France. Selon le sondage BVA pour Orange et la presse régionale publié le 12 décembre 2011, les Français étaient partagés sur l'accord européen du 9 décembre 2011 et une majorité (52 % contre 45 %) donnait raison à François Hollande de vouloir le renégocier s'il était élu président. Mais si l'on regardait le détail, on s'apercevait que 8 sympathisants de gauche sur 10 suivaient le candidat PS à la présidentielle sur ce point tandis qu'à l'inverse, 8 sympathisants de droite sur 10 étaient contre une renégociation. Et l'on comprenait mieux quand on classait les personnes interrogées en fonction de leur instruction : 55 % des cadres approuvaient l'accord contre seulement 36 % des ouvriers.

DEUXIÈME PARTIE

Diviser pour mieux régner

CHAPITRE 1

L'insécable noyau dur franco-allemand

Quand cessera-t-on de nous ressasser les mots « *crise de l'euro* », « *crise de l'euro* »... ? Les médias nous en abreuvent. Et certains partis politiques et politiciens en font leurs choux gras. Veut-on nous donner l'impression que le sol se dérobe sous nos pieds ? Que nos porte-monnaie vont se vider au profit de voisins avides et grippe-sous ? Que l'argent dont nous nous servons tous les jours est de la pacotille ? Qui a intérêt à créer de telles paniques ? À nous pousser à vider nos comptes pour dilapider nos sous ? À acheter des valeurs refuges, pierre, or, voiture, bijoux qui ne feront pas fructifier l'économie ?

La monnaie ne reflète jamais que la bonne ou mauvaise santé d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle ne peut être la cause de la crise. Si vous achetez une voiture neuve et que des bouchons encombrant votre route, accuserez votre nouveau véhicule d'être la cause de ces encombrements ? Non, bien entendu. C'est pourtant ce que font les adversaires de l'euro et de l'Europe. Et celui qui peste sottement contre sa propre voiture pour des problèmes qu'elle n'a pas créés, s'en prend en fait à son constructeur. En l'occurrence, aux personnalités politiques qui défendent la monnaie européenne. La crise de l'euro n'est qu'un leurre. Car l'euro n'est pas malade, au contraire, il se porte fort bien. Il est devenu la deuxième monnaie de réserve du monde. Sur dix ans, sa stabilité a déçu tous ceux qui pensaient le voir dégringoler dès sa mise en circulation. Nous osons affirmer qu'il n'y a pas de crise de l'euro. Que cette crise est un coup de bluff ! Cette crise dont on nous rebat les oreilles n'est pas là où on le prétend.

Seulement, on peut s'attaquer au symbole pour anéantir ce qu'il représente. Stigmatiser l'euro, c'est rejeter le duo franco-allemand, c'est contester le modèle européen, lui couper l'herbe sous le pied. A-t-on le droit de démolir une œuvre historique vitale rien que pour tenter de faire chuter un adversaire politique ? Les dommages collatéraux seraient incommensurables. Ceux qui stigmatisent ainsi le gouvernement sortant, son œuvre commune avec l'Allemagne et vingt-cinq⁴⁵ autres États européens, devraient mesurer les

⁴⁵ En fait 23 plus l'Allemagne et la France après que la République tchèque ait décidé le 30 janvier 2012 à l'instar de la Grande-Bretagne de ne pas adopter le nouveau traité de gouvernance européenne pour des raisons qui demandent à être élucidées et qui ne sont peut-être pas définitives.

conséquences de leur propagande. Dans le climat simplificateur ou amplificateur d'une campagne électorale, on use de mots qui claquent, mais les mots cachent des choses. « *Euro* », cela accroche, mais, nous l'avons vu, c'est l'Europe. Mais aussi « *banques* », « *marchés* », « *fonds* », « *Bourse* » et « *finance* », pour ne pas dire « *capital* » et « *Allemagne* », comme on disait autrefois « *Bundesbank* », des entités auxquelles une certaine propagande est parvenue à donner des connotations négatives ! La fabrique d'épouvantails travaille à plein régime pour faire porter le chapeau à l'adversaire. « *Mon ennemi, c'est la finance* », a lancé François Hollande. Autrement dit, le candidat de la gauche⁴⁶ en France est parti en croisade contre l'argent. Comme au Moyen-âge, quand les Croisés recrutaient des renforts sur la route de Jérusalem, il voulait rassembler autour de lui des troupes fraîches sur la route de Wall Street. D'autant que les adeptes de Stéphane Hessel, cet hôte attitré des congrès socialistes, y occupent déjà du terrain.

Et la masse suivrait peut-être, étant donné que, depuis 1789 et 1793, la France pratique une culture de l'envie et de la jalousie à la différence de l'Allemagne qui a une culture de la productivité et du travail justement rémunéré. Alors évidemment la cible est bien choisie pour faire capoter l'édifice en France : l'euro, l'argent, la finance. Au lieu de vouloir créer de la richesse, ils tentent de s'emparer de la « *pompe à finances* ». Dans notre royaume ubuesque, le mot d'ordre de la révolution a encore cours, selon lequel il suffit d'« *accaparer les accapareurs* » pour être les maîtres du jeu, au lieu de travailler davantage et d'investir judicieusement pour augmenter la fortune du pays. Au début de son mandat, Nicolas Sarkozy avait choisi la seconde voie. Une crise mondiale aussi inattendue que monstrueuse a coupé net sa tentative de faire la modernisation de la France. Mais il en reste pas mal de choses et il a continué jusqu'au bout de son mandat à réformer. Avec le programme de la gauche, on voit ressurgir les archaïsmes, en particulier l'idée marxiste que le gâteau national dans son moule européen est en quantité limitée et que l'on ne peut qu'en redistribuer les parts. Qu'il s'agisse d'emploi, de temps de travail, d'argent et de biens, ils ont en tête cette vision statique du capital accumulé et inextensible. Et surtout, Hollande et ses amis, en hommes du passé, s'imaginent qu'ils peuvent redistribuer ce que la droite a économisé. Mais cette époque est révolue : il n'y a plus rien à redistribuer. Les écologistes sont plus radicaux encore. Ils voulaient arrêter la croissance, renoncer à l'expansion. Maintenant, ils admettent que, tout au moins dans leur secteur, les énergies renouvelables, l'industrie puisse grandir et créer de nouveaux emplois. Mais pour la gauche, globalement, la fortune est inextensible. Il faut donc la partager puisque la part

⁴⁶ Puisque la participation aux primaires socialistes n'a pas été limitée aux adhérents du Parti Socialiste, mais que tous les Français ayant une sensibilité de gauche ont été appelés à y participer, ce qui était d'ailleurs parfaitement inconstitutionnel mais que personne n'a osé contester.

que l'on donne à l'un on l'enlève à l'autre. C'est ce qu'ils appellent la justice sociale. Or, ce n'est pas ainsi que fonctionne l'économie sociale de marché qui est officiellement, selon les traités, le régime économique de l'Europe. Son objectif est plutôt d'aller de l'avant.

L'Union européenne, déjà, est plus que la somme des pays qui la composent. L'euro est plus que l'addition des anciennes monnaies nationales. Si l'on a dépassé depuis longtemps les prédictions catastrophistes de Karl Marx et de Friedrich Engels qui prophétisaient l'effondrement du « *capitalisme* », suite à la paupérisation croissante des uns et à l'enrichissement cumulatif des autres, c'est parce que les échanges entre les nations se sont intensifiés, parce qu'on apprit à coopérer davantage et mieux, et que des gains de productivité et des innovations extraordinaires ont mis un terme à l'exploitation de la main d'œuvre et fortement réduit la pénibilité du travail. Or, en associant l'euro à l'idée de crise et au mythe de l'effondrement du capitalisme, on rejette cette chance qui nous est offerte. On fait mine de nous annoncer des lendemains qui chantent, car il faut vendre du rêve à bon marché pour séduire les électeurs, mais en réalité on part de l'idée que l'apocalypse est inéluctable et que seuls les élus socialistes y survivront en partageant les débris de l'ancienne société. Et l'on prétend qu'il se produira à coup sûr, ce jugement dernier, cette fin des haricots planétaire si l'on reste sur la trajectoire du gouvernement actuel alors que c'est plutôt l'inverse qui se produira si une gauche désuète remplace une droite qui s'est modernisée. Or, personne ne semble voir à quoi nous mène ce genre de propagande et de raisonnement. Déjà, il n'est pas du tout certain que François Hollande ait la carrure du Messie.

Des mois durant, de l'été 2010 au début de l'année 2012, mais surtout depuis l'été 2011, la « *crise de l'euro* » a fait la une des journaux et l'ouverture des 20 h à la télévision. Bonne pioche pour les tirages et l'audience. Évidemment, la presse des tabloïdes n'a rien fait pour soutenir l'euro. L'occasion était trop belle de faire peur. N'est-ce pas une tendance constante des médias que de noircir la situation parce que les mauvaises nouvelles se vendent mieux que les bonnes et parce qu'un journaliste qui n'est pas « critique » ne mérite pas sa carte de presse ? Le jour de la réunion des chefs d'État et de gouvernement d'Euroland à Bruxelles, le 8 mai 2010, quand il y allait de repêcher les Grecs de la faillite,⁴⁷ *Bild*, ce tabloïd populaire allemand qui tire à trois millions et demi d'exemplaires par jour et atteint près de 20 % de la population allemande totale de plus de 14 ans, soit plus de 12 millions de personnes, semblait avoir choisi les pires réflexions de nos gouvernants, en les

⁴⁷ Soi-disant pour sauver la zone euro, mais nous ne sommes pas d'accord là-dessus. Contre ceux qui affirment que la mise en quarantaine de la Grèce ternirait le blason d'Euroland, nous pensons que, sans la Grèce, la zone euro aurait meilleure presse.

tirant du contexte, pour suggérer que l'euro était en train de faire naufrage. Et tous les lundis, le magazine de Hambourg *Der Spiegel* amplifiait ces contes à dormir debout. C'était si choquant que Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing, les grands-pères de l'euro, s'en sont émus et se sont plaints en public de la mauvaise réputation que *Bild* et le *Spiegel*, pour ne citer qu'eux, faisaient à la monnaie européenne.

C'est sans doute à ce moment qu'est née cette formule-choc : « *La crise de l'euro* », quatre mots qui font chic. Elle s'est incrustée dans notre mental, au même titre que « *l'anticyclone des Açores* », « *la faim dans le monde* », « *la mort des forêts* », « *le trou de la sécu* », « *le trou de l'ozone* », « *la maladie de la vache folle* », « *la grippe aviaire* », « *la malbouffe* » et « *le printemps arabe* ». Nous avons intégré là un réflexe pavlovien. L'énoncé des mots « *crise de l'euro* » fait frissonner les bipèdes transis que nous sommes. Vite, ouvrez vos journaux, c'est la panique sur les marchés, votre argent va fondre, c'est l'apocalypse des porte-monnaie quand une formule se banalise ainsi, on ne voit plus ce qui pourrait la déloger de notre cerveau. Le plus grave c'est qu'elle nous empêche de remonter jusqu'aux causes profondes du phénomène. On ne va pas chercher plus loin que l'euro c'est la crise et que la crise c'est l'euro. Ce genre de cliché est coriace.

C'est ainsi que les Açores généreront donc toujours de hautes pressions, que le monde aura toujours faim, que la Sécurité sociale sera toujours déficitaire, que les vaches seront toujours un peu dingues et que l'hiver islamiste n'effacera pas le printemps arabe. Les clichés ont la vie dure. Il arrive que certains dépérissent. On ne parle plus de la grippe aviaire, ce fut une fausse alerte. Le trou de l'ozone semble résorbé, de même que la mort des forêts depuis que celles-ci gagnent de 0,8 million d'hectares chaque année en Europe. Quant à la malbouffe de chez MacDo, elle n'était pas aussi écœurante que l'affirmait José Bové. Mais crise et euro restent indissociables. C'est par un abus de langage que l'euro, l'Europe et tout le saint-frusquin, les marchés, les banques, la finance et une logorrhée de termes techniques en anglais ou d'anglicismes financiers, sont arrivés parmi nous et se sont immiscés dans la campagne électorale française de 2012 pour devenir des pivots du discours électoral. Car les mots-clés servent à déclencher des réactions pour ou contre, plutôt contre. S'il y a crise de quelque chose, il faut bien qu'il y ait des responsables. Comme on n'a plus de sorcières à brûler ni de têtes à couper, on désignera les coupables à l'élimination par le suffrage universel. C'est plus humain et civilisé, mais c'est souvent injuste. Les périodes électorales sont terriblement simplificatrices.

La personnalisation des responsabilités est intimement liée à la politique. Plus on est élevé dans la hiérarchie, plus on sera visé. Pas étonnant dès lors que l'opposition ait crié sur les toits et pas seulement pour la rime : « *La crise de*

l'euro c'est la faute à Sarko ». C'était quand même un peu fort, cette affirmation, mais en période électorale, une crise c'est toujours bon à prendre, car la tuile ne peut tomber que sur la tête du gouvernement sortant. Si quelque chose va mal, les gouvernants en sont automatiquement les auteurs. Et là, on ne fera pas dans la dentelle. Donc « *Sarko* » - « *euro* » - « *crise* »... Mais cette trilogie a fini par s'éteindre. D'autant que l'intéressé était l'homme qui combattait la crise et que cela se voyait. À un certain moment, on a même reproché au candidat de l'opposition de ne faire que de l'antisarkozysme parce qu'il n'avait pas d'idées. C'est alors que le centre de gravité de la prétendue crise s'est déplacé vers d'autres cibles : les banques, les fonds, les riches, la finance. Le Français lambda imagine là des personnages horribles, des rapaces et des harpies, quand ce n'est pas la corruption et l'abus de confiance, la dilapidation de biens sociaux qui forment la trame de maint feuilleton à scandale récurrent dans les médias. À la différence de ce qui se passe aux États-Unis, l'argent a en Europe, en Allemagne et plus encore en France, mauvaise presse, du moins celui qu'on n'a pas dans son porte-monnaie, l'argent des autres et de ceux qui en ont plus que vous. En France, il paraît que l'argent ne fait pas le bonheur et ne peut que générer des crises. Mais ces dictons sont si faux que la sagesse populaire les rectifie automatiquement.⁴⁸

S'il n'y a pas de crise de l'euro, cela ne peut être « *la faute à Sarko* ». C'est logique, non ? Mais qui est-ce qui en veut tellement à l'euro et donc à l'Europe ? Veut-on nous faire croire que tout irait mieux si nous n'avions pas cet ancrage européen ? Admettons, c'est quelque part dommage que l'argent soit le ciment de l'Europe. D'aucuns regrettent que ce ne soit pas la culture. D'autres déplorent qu'on ait construit l'Europe monétaire avant l'Europe politique. Mais la monnaie, c'est ce que nous palpons tous les jours, du moins faut-il l'espérer. C'est une autre sorte de drapeau européen en miniature, celui que nous avons dans nos poches, car la monnaie est aussi un symbole. Pourquoi en avoir honte ? Le passage d'une monnaie qui datait de 1795 à une monnaie lancée en 1999, en circulation depuis 2002, fut certes une coupure historique qui a pu être douloureuse. Les Allemands n'avaient leur D-mark que depuis 1949, et même depuis 1990 seulement pour les Allemands de l'Est. Cela a dû leur peser de s'en défaire. Seulement, les avatars de leur histoire les avaient accoutumés à des changements majeurs. Ce n'était pas autant le cas des Français. Nous n'aimons pas qu'on modifie nos habitudes. Cela nous met parfois de mauvaise humeur. Mais l'euro est néanmoins entré dans nos mœurs comme dans nos poches. Entendez avec quelle facilité les enfants disent « euro » ! Et pourtant le mot n'est pas particulièrement beau, moins doux que franc, moins fort que Mark, moins musical que lire.

⁴⁸ Il ne fait pas le bonheur de ceux qui n'en ont pas.

Le franc, c'était la France seule, c'était chacun pour soi.⁴⁹ Aujourd'hui, c'est autre chose. L'euro est une solidarité volontairement choisie et contraignante. Une discipline aussi que nos voisins allemands nous ont conseillée, car pour eux un sou a toujours été un sou gagné et économisé. On le lustre, on le polit, on évalue sa densité entre les dents. C'est tout juste s'ils ne le font pas encore, les Allemands, comme au temps du mark-or et de la livre tournoi. Il faut surtout que l'argent ne soit pas grignoté par les dettes. Cette Europe de la rigueur, l'Europe à l'allemande, n'est pas au goût de tout le monde. Mais tout commerçant et toute mère de famille savent qu'à la fin du mois, les rentrées doivent être au moins égales aux dépenses, sinon c'est la ruine. Se plaindre de devoir comme eux faire des économies, si c'est ce que l'on reproche aux Allemands, ce n'est vraiment pas sensé. À l'opposé, il y a ceux qui affirment que l'Europe nous coûte cher et qu'on pourrait aussi économiser à Bruxelles. Pourquoi pas ? C'est à envisager, mais ce n'est pas une raison pour abandonner l'euro, voire l'Union européenne. Ceux qui s'imaginent pouvoir facilement jeter l'euro aux orties et réendosser sans problèmes l'habit du franc, oublient non seulement que ce n'est pas techniquement facile, mais aussi que l'euro est le symbole de la paix en Europe après cinq siècles de conflits et de guerres entre ses nations. Alors, laissons ces inepties. Qui dit euro, dit Europe et l'Europe est notre avenir. Qu'on les aime ou qu'on ne les aime pas, nous jouons dans le club euro avec les Allemands et quinze autres nations européennes.

⁴⁹ Du moins pour le franc français, car il y avait encore le franc suisse et le franc belge et que le franc français avait cours aussi en Andorre et à Monaco et même, différemment, en Afrique, avec le franc CFA. Le franc français fut l'unité monétaire (monnaie) unique de la France entre le 7 avril 1795 et le 31 décembre 1998. Cette France du franc germinal, comme on l'avait appelé à sa naissance, se constitua au XIX^{ème} siècle un vaste empire économique en Europe, et hors d'Europe également, dans lequel le franc circulait largement. La Belgique, les Pays-Bas, la Suisse et le Nord de l'Italie y étaient intégrés. Le 23 décembre 1865, fut créée l'Union monétaire latine, sous forme d'une association monétaire définissant les principes d'uniformité monétaire en termes de poids, titre de métal et cours pour les monnaies de quatre pays (France, Belgique, Suisse et Italie) auxquels se joignit la Grèce en octobre 1868. L'Italie et la Grèce sont revenues plus tard à la lire et à la drachme.

CHAPITRE 2

La revanche tardive des postmarxistes

Pourquoi la médisance qui peut, hélas, dans la vie en société séparer les meilleurs amis, ne serait-elle pas pratiquée en politique ? Ainsi les Britanniques font-ils tout leur possible pour nous éloigner, nous Français, des Allemands, comme les Russes ont longtemps cherché à éloigner les Européens des Américains. Si c'était par amour pour nous, passe encore, mais dans l'univers froid de la politique, cette méthode obéit plutôt à la règle « *diviser pour mieux régner* ». La formule date des Romains, grands maîtres en politique : « *divide et impera* ».

Aussi bien des voix britanniques avaient-elles réagi dès le lendemain de la décision spectaculaire de Mme Merkel d'apporter son concours à Nicolas Sarkozy en campagne électorale. Cette preuve de plus de complicité franco-allemande ne leur plaisait pas. Le journaliste anglais David Marsh, un confrère qui a laissé en Allemagne une trace impérissable dans les conférences de presse gouvernementales, écrivait que la chancelière allemande n'entendait pas fournir une aide gratuite à son collègue français et qu'elle espérait bien une contrepartie pour son soutien. De cette façon, soulignait Marsh, elle pourrait, si Sarkozy était réélu, imposer ses vues à la France. Le président français dépendrait d'elle. De toute manière, concluait notre confrère d'outre-Manche, elle n'avait rien à perdre puisqu'en cas de victoire de Hollande, elle ne pourrait plus rien faire pour l'Europe avec la France. Ce raisonnement avait pour but évident de semer la méfiance entre Paris et Berlin.

Les Britanniques méconnaissent la qualité très particulière de la relation franco-allemande. Dans son entretien télévisé avec les journalistes, le 29 janvier 2012, Nicolas Sarkozy avait glissé rapidement sur le soutien que voulait lui apporter Mme Merkel, mais il avait qualifié de « trésor » la réconciliation franco-allemande, legs de Charles de Gaulle et de Konrad Adenauer. Entre la France et la Grande-Bretagne, il n'existe rien de tel. Nous ne dirons pas que le bûcher de Jeanne d'Arc se dresse entre les Anglais et nous. Ni que l'aide fournie par la Grande-Bretagne à la France dans les deux guerres mondiales peut être oubliée. Seulement, l'Entente cordiale franco-britannique date de plus d'un siècle. De Gaulle et Adenauer debout côte à côte dans la cathédrale de Reims en 1963, Helmut Kohl et François Mitterrand se tenant par la main devant

l'ossuaire de Douaumont en 1984, les soldats allemands de l'Eurocorps défilant en 1994 sur les Champs-Élysées ont été des moments très forts et encore assez récents. Rien de tel n'existe dans l'imagerie franco-britannique. Les Anglais pensent que la relation franco-allemande est une simple association politique. Or le respect mutuel et le sens du pardon imprègnent la civilisation européenne depuis que la réconciliation franco-allemande a eu lieu.

À un tout autre niveau pendant la Guerre froide, mais reproduisant ce schéma, les Soviétiques avaient cru pouvoir se glisser entre les Européens et les Américains. Entre l'Europe et les États-Unis, il y eut des divergences, des tensions et des vexations. De Gaulle sortit de l'OTAN en claquant la porte. Néanmoins, aucun antagonisme profond ne put casser la relation euroaméricaine. Tout le monde savait qu'en cas de guerre Est-Ouest, de Gaulle aurait été aux côtés des Américains. Depuis Lafayette, une guerre franco-américaine est inimaginable. En 1917 et en 1944, les USA étaient venus tirer la France des griffes de l'Allemagne en sacrifiant beaucoup de leurs jeunes hommes. En 1948-49, ils ont sauvé Berlin-Ouest de l'annexion par Staline et ont sauvegardé ensuite pendant quarante ans la liberté et la démocratie en Allemagne et en Europe occidentale. Sans le bouclier américain, nous n'aurions pas fait long feu en Europe face à l'armée soviétique. Ce sont des choses qui ne s'oublient pas. Les Soviétiques étaient les mieux placés pour le savoir.

Cela n'a pas empêché ces derniers d'essayer de nous brouiller avec les Américains. Des décennies durant, on nous a seriné que ces cow-boys étaient à l'origine de tous les maux de la terre tandis que l'Union soviétique ne voulait que notre bien. D'innombrables traités ont été publiés pour accréditer cette thèse à laquelle les sections de désinformation du KGB et de la Stasi ont abondamment contribué. Le stéréotype du vilain américain a été greffé dans bien des têtes hexagonales ou carrées. Divers milieux intellectuels se sont focalisés chez nous sur un prétendu impérialisme américain et sur son instrument, l'OTAN, sur son supposé centre de décision, le Pentagone, quand l'épouvantail n'était pas la CIA à Langley. Et ils eurent une bible, « *L'empire américain* », ouvrage majeur du chef du service étranger du journal *Le Monde*, Claude Julien. Ce livre se livrait au cours de l'année fatidique 1968 à une analyse implacable de l'expansionnisme hégémonique des États-Unis.⁵⁰ Beaucoup d'entre nous avaient plutôt l'impression que l'expansion venait du camp soviétique et que les Américains pratiquaient plutôt l'endiguement, le

⁵⁰ Né en 1925 et décédé en 2005, Claude Julien avait participé très jeune à la Résistance et, après des études aux États-Unis avait été correspondant de presse dans ce pays. Personnalité assez inflexible, il dirigea de 1973 à 1990 *Le Monde Diplomatique* qui aurait mérité dès cette époque plutôt le titre de *Monde Révolutionnaire*, d'autant que l'admiration de Claude Julien pour le régime et les idées de Fidel Castro était sans bornes. Il eut une influence déterminante sur la génération de contestataires opposés à l'intervention américaine au Vietnam.

« *containment* », comme l'avait recommandé leur diplomate George Kennan dans l'immédiat après-guerre. Julien allait à contre-courant et cela paraissait à l'époque original et courageux. En réalité, il relatait des contre-vérités.

Une des maladies qui affecte l'intelligentsia de gauche est son incapacité à ouvrir les yeux et à les garder grands ouverts. Elle se complaît dans les Ténèbres, non pas celles de la Bible, avant que la Lumière fût, mais celles de l'aveuglement volontaire dans lequel elle s'est abîmée depuis fort longtemps. Elle préfère le mol oreiller de l'utopie et des chimères, le bercement des illusions, la récitation paresseuse du catéchisme aux réalités. Parfois, un livre paraît, qui déchire le voile, mais l'intelligentsia n'ouvre même pas l'œil gauche, redoutant que son acuité visuelle, déjà bien basse, ne soit blessée par une lumière trop vive. Alors elle préfère le livre qui ne lui sert pas tout cru les vrais dangers auxquels elle est exposée, mais celui qui lui dépeint des dangers imaginaires qui ne peuvent pas lui faire de mal, mais sur lesquels elle bâtira des théories fumeuses. Ce danger imaginaire, c'était à l'époque l'impérialisme américain. Mais le danger réel fut décrit quelques années plus tard par Alexandre Soljenitsyne dans « *L'Archipel du goulag* ». ⁵¹ L'ouvrage magistral de l'ancien détenu des camps soviétiques ne put convaincre les compagnons de route de Claude Julien que la Sibérie était pire que le Texas. Ce n'étaient pas tous des communistes encartés, mais parfois des socialistes et fréquemment des gaullistes. La révélation des crimes soviétiques n'avait guère ébranlé leur foi, mais quelles déception et frustration ont-ils éprouvées quand l'URSS dut admettre sa faillite économique et sociale ⁵² et que le Mur de Berlin tomba ! Il leur fallut concéder que Ronald Reagan puis George Bush senior, ces fieffés réactionnaires, avaient contribué à libérer les Européens de l'Est du carcan marxiste, mais aussi que Mikhaïl Gorbatchev avait compris que le marxisme-leninisme était une fatale erreur. Grâce à lui, le retour à la normale se fit sans verser le sang. Ce fut une grande affliction dans les rangs de l'intelligentsia progressiste. Si nous revenons là-dessus, c'est pour comprendre quel traumatisme avait subi en France il y a vingt ans une gauche qui avait écouté des décennies durant les sirènes du Kremlin.

⁵¹ Alexandre Soljenitsyne (trad. Geneviève Johannet), *L'Archipel du Goulag 1918-1956 : essai d'investigation littéraire* [« Архипелаг гулаг »], t. I, Paris, Fayard, 2011 (1^{re} éd. 1973), 565 p. (ISBN 978-2-213-02412-7), partie 1 & 2.

Alexandre Soljenitsyne (trad. Geneviève Johannet), *L'Archipel du Goulag 1918-1956 : essai d'investigation littéraire* [« Архипелаг гулаг »], t. II, Paris, Fayard, 2010 (1^{re} éd. 1974), 636 p. (ISBN 978-2-213-63345-9), partie 3 & 4.

⁵² Pour ne pas parler de la Chine, du Vietnam, de la RDA qui fut le plus grand échec économique de l'histoire allemande, et vingt ans après de Cuba, tous ces pays maoïstes ou marxistes-léninistes qui sont revenus à l'économie de marché pour échapper à la ruine et à la misère.

C'est pour mesurer aussi quel grand espoir a fait naître chez elle, aujourd'hui, la crise économique et mondiale du « capitalisme », comme elle appelle l'économie sociale de marché, et combien elle chérit cette crise, non pas pour les souffrances qu'elle inflige, espérons-le, mais pour les atouts politiques qu'elle lui apporte. On n'est pas retourné à la case départ, le Bloc soviétique et ses pays frères dans le monde ont disparu, mais quelle aubaine pour nos progressistes quand la seconde grande crise économique et financière (après celle de 1929) éclata en 2008 ! Le balancier de l'histoire revenait à eux, marginalisés depuis de longues années pour avoir misé sur le mauvais numéro. Le capitalisme montrait à nouveau sa vraie nature, cruelle, rapace, odieuse, ruineuse. On l'attendait depuis si longtemps au tournant cette crise finale du capitalisme ! Et qui plus est, elle venait des États-Unis, considérés par les archéos- et les néomarxistes comme le stade suprême du capitalisme financier ! Fleurant encore trop les miasmes du goulag et des prisons de la Stasi, le parti communiste français ne profita guère de cette chance, mais les idées « marxiennes » revinrent à l'honneur. Depuis longtemps, les Verts avaient mis l'écologie à la sauce anticapitaliste. Puis vint sur son vélo, le charmant Olivier Besancenot formé par les camarades cubains. Il nous pronostiquait une gentille révolution, très économe de sang versé. Il fonda un « *nouveau parti anticapitaliste* ». Lui au moins n'avait pas peur des mots. D'autres encore ranimèrent la flamme du grand soir. Un tour de passe-passe substitua au mot communiste, plus très bien vu, le terme de « gauche ». Ce fut « *La Gauche* » (*Die Linke*) en Allemagne et le « *Front de gauche* » en France. Sauf chez Besancenot et maintenant Poutou, le mot « *capitaliste* » fut remplacé par « *libéral* » ou « *ultralibéral* ». Jean-Luc Mélenchon mit son talent de débatteur nerveux au service de la cause perdue. Mais, dans un premier temps, il ne fallait pas effaroucher les âmes sensibles. On verrait bien après...

Donc, si crise il y avait en Europe, c'était l'œuvre du capitalisme apatriote perché dans ses tours de New York, de Francfort et de Paris La Défense. Des puissances, disait-on, que les États ne contrôlaient plus, mais qui dominaient les États, comme l'avaient affirmé Marx et Lénine. Mais il est vrai que la crise était partie de Manhattan. Pour une fois, nous donnerons donc raison à Lénine d'avoir dit que « *le capitaliste tresserait lui-même la corde qui servirait à le pendre* ». C'est ainsi que la maladie américaine, le capitalisme financier, avait contaminé l'Europe. Ce qui ravivait la nostalgie des vieilles luttes prolétariennes. Dans les défilés et assemblées de la CGT, on arbore encore un drapeau rouge à liseré d'or qui rappelle étrangement la bannière soviétique, on chante l'Internationale le poing levé à 45 degrés. Cela fait un peu musée, c'est très historique, surtout quand, à la manière de Trotski, ils refont à titre commémoratif le blocus des gares et des ports, tactique recommandée au bréviaire du grand soir. Les figurants de ces spectacles s'imaginent être dans l'actualité. Ils n'y sont que lorsqu'ils défendent leurs salaires et leurs emplois, cela c'est leur droit et leur

devoir, mais ils brandissent aussi l'étendard fané de la lutte des classes. C'est une lutte fictive contre d'imaginaires gros magnats censés manger la laine sur le dos des prolétaires. Ce scénario a été sans cesse et partout rejoué en France depuis 2008, sinon dans le réel du moins à l'écran, et parfois avec talent, comme dans « *Germinal* ». La version moderne de « *Germinal* » a été tournée elle aussi maintes fois depuis que la crise est là. On regretterait presque que cette tâche n'ait pas été confiée à Michael Moore. On imagine bien son scénario. Une dizaine de banquiers américains allument leurs gros cigares dans un club privé de Manhattan. Ils boivent une rasade de Bourbon et l'un d'eux s'exclame avec un gros rire : « *Well, guys, si nous déclençons une "crise de l'euro" pour embêter la vieille Europe ?* ». Grosse plaisanterie ? Mais non, pas du tout. Ils passent à l'acte. Ils dévaluent le dollar pour tuer nos exportations, ils attaquent nos valeurs en Bourse pour affaiblir nos réserves financières et sacquent notre image de marque avec des mauvaises notes. Des bancs de couleuvres qu'on nous fera gober traversent l'Atlantique en frétilant à la manière des anguilles de la mer des Sargasses... C'est ce que Marx appelait « *les contradictions du capitalisme à son stade ultime* ». De quoi alimenter l'agit-prop et les rêves du Front de Gauche et de Die Linke !

X X X

Mais les choses se passent en général plus élégamment et insidieusement, et surtout d'une autre manière et avec d'autres résultats que ceux prévus par Karl Marx et ses disciples. Prenant la parole le 25 novembre 2011 à Strasbourg devant le cercle des « *Jeunes Européens* », Valéry Giscard d'Estaing nous avait donné une piste : « *L'euro, disait-il, est une grande réussite, ce que ne doivent pas dissimuler les manœuvres de la spéculation financière anglo-saxonne acharnée à l'attaquer pour le faire disparaître, comme témoin gênant de la faiblesse du dollar* ». L'ancien président pointait un doigt accusateur. Non sans raison. Le domaine monétaire est un élément essentiel d'indépendance ou de sujétion.⁵³ Or, le regroupement de pays européen en un bloc monétaire soudé est un facteur d'indépendance. Très conscients du pouvoir de l'argent, les États-Unis cherchent donc sporadiquement à affaiblir la zone euro. Mais dans certaines limites parce que, si une Europe leur faible leur convient, ils ne veulent pas d'une Europe exsangue. L'interdépendance Union Européenne-États-Unis est stratégiquement trop importante et, en définitive, nous partageons à peu près les mêmes valeurs et le même degré de civilisation qu'eux. Les Américains ne peuvent donc pas souhaiter le naufrage de l'Europe. Ce qui ne les empêche pas

⁵³ Les historiens se souviennent du plan aberrant des États-Unis qui tentèrent avec l'AMGOT après le débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944, d'imposer le « billet drapeau », le « *US Occupation franc* », qui visait à priver la France de sa souveraineté monétaire, ce que les occupants allemands eux-mêmes n'avaient pas osé faire. Le général de Gaulle, à l'époque président du Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF), le fit retirer de la circulation à partir du 27 juin 1944, le déclarant « *contrefaçon* ».

de lui donner des coups d'épingle. Ainsi, lors de la mise en circulation de l'euro, en 2001, Washington déprécia sa monnaie pour freiner les exportations européennes et doper les siennes. Ce qui mit à mal effectivement les exportations françaises et autres en direction des États-Unis, affectant par exemple les ventes aéronautiques libellées en dollars. Et ce ne fut pas le seul procédé suspect qu'ils mirent en pratique pour malmener la santé de l'Europe.

Quand, actionnant la planche à billets, les États-Unis pratiquèrent sous Barack Obama une politique de relance par le déficit, le « *deficit spending* » keynésien, l'euro fort leur valut quelques inquiétudes. Tout au long de juin 2010, alors que l'Europe, Allemagne en tête, venait d'opter pour le soutien financier de la Grèce et que l'Allemagne avait fini par convaincre ses partenaires de se rallier à son programme de stabilité monétaire centré sur des économies, des conférenciers américains, parmi eux le Prix Nobel d'économie Paul Krugman et le financier Georges Soros, vieux spécialiste, quant à lui, de la spéculation antieuropéenne, vinrent à Berlin critiquer dans des conférences la politique d'austérité allemande et européenne. Les USA qui avaient fait monter l'euro par rapport au dollar pour brider les exportations européennes, souhaitaient désormais une baisse du cours de la monnaie européenne pour que les Chinois et d'autres ne retirent pas leurs avoirs de la zone dollar et ne les transfèrent vers l'euro. Était-ce la raison qui a poussé Barack Obama à convaincre Mme Merkel de soutenir la Grèce, un plan qui ne pouvait que plomber l'euro ? Ce serait trop machiavélique... Toujours est-il qu'ils ont soutenu la candidature de la Turquie de membre à part entière de l'Union européenne, sachant bien que le rouleau compresseur islamiste turc écraserait l'Europe.

On aurait sans doute tort de voir dans tout cela, soit des lois de l'histoire, soit un plan concerté. Nous n'irons pas jusqu'à dire que les chocs financiers venus de ce qu'on appelle improprement « *le monde anglo-saxon* » fassent partie d'un plan élaboré. D'autant que l'Amérique et sa grand-mère l'Angleterre souffrent comme nous des krachs bancaires et des dérapages boursiers, des récessions et des dettes. L'économie comme la politique comporte une bonne part d'improvisation et se propage par osmose ou imitation. L'influence et la persuasion y prennent une place importante. Quand on ne peut commander aux autres de faire ce que l'on souhaiterait, on essaye de les amener à faire ce qui n'est pas dans leur intérêt. Dans ces conditions, quelle peut avoir été l'attitude des États-Unis face à l'euro ? Sa création n'a certainement ravi ni les Américains attachés à la prééminence du dollar, ni les Britanniques qui ont refusé d'adopter la monnaie unique européenne. Mais la politique américaine vis-à-vis d'Euroland est restée flottante et contradictoire, tantôt hostile, tantôt bienveillante. Le dilemme américain est qu'ils veulent une Europe unie parce qu'elle est plus facile à gérer avec une adresse unique, mais que cette Europe ne

doit pas être assez puissante pour s’émanciper de leur tutelle. Ils ne se sont donc pas opposés à l’unification de l’Europe, mais ils l’ont toujours regardée avec suspicion. Car plus l’Europe est unie, plus elle est forte. L’euro étant le ciment d’unification le plus compact que l’Europe ait inventé, il leur faut affaiblir l’euro.

Ces rivalités entre démocraties n’ont rien à voir avec la théorie marxiste-léniniste des contradictions du capitalisme. Marx a poussé à un degré quasi métaphysique ce qui n’était que libre concurrence. Qu’une entreprise essaye d’éliminer sa rivale du marché, qu’une nation cherche à damer le pion à une autre en matière d’exportation n’est pas une étape d’un mécanisme historique qui se déroulerait selon un plan global tracé à l’avance. Du reste, on l’a vu, l’économie de marché a survécu à ses crises et ses crises l’ont fait progresser en la modifiant au lieu de l’anéantir. C’est ce qui est en train de se produire actuellement. Les acteurs de la pièce ne sont pas téléguidés par la volonté de la Déesse Histoire, ils agissent par imitation en fonction des opportunités. Il n’y a là-dedans aucun déterminisme économique. Plutôt qu’un déterminisme historique dont ils seraient, selon Marx, prisonniers, c’est l’instinct grégaire et la propension à imiter qui poussent les hommes. Les bancs de poissons de la côte du Mexique sont allés se jeter directement dans les nappes de pétrole au lieu de les fuir ou de les contourner. Les humains agissent souvent comme eux, en bande ou en troupeau, sauf certains qui se détachent du troupeau. Nous voulons donc ici marquer la différence entre l’analyse de l’économie libérale très appréciée en Allemagne et la théorie marxiste de la lutte de classes qui imprègne encore la gauche en France.

La gauche postmarxiste a deux travers, d’une part elle croit au déterminisme, à savoir que les choses se produiront comme les classiques de la doctrine l’ont prédit, de l’autre, elle pratique la généralisation. Selon ses adeptes, l’esprit de classe dicte les actes des uns et des autres. Comment alors expliquer que celui qu’ils considèrent comme le suppôt de la finance, Nicolas Sarkozy, impose-t-il aux Bourses et au crédit une taxe sur les transactions financières ? C’est extrêmement gênant parce que cela ne cadre pas avec l’idée qu’on se fait d’un représentant du capitalisme. On trouvera toujours un subterfuge pour expliquer une initiative aussi embarrassante : opportunisme, ruse, tactique, mais sans admettre que les hommes politiques sont souvent plus libres d’agir que la gauche le pense. Quant à la généralisation à outrance, son paradigme ce sont « *les marchés* », ces monstres froids aux contours brumeux censés être l’émanation de la « *haute finance* ». Certains de leurs acteurs ne se comportent pas de façon tout à fait responsable, c’est juste. On a passé des menottes à quelques-uns et l’on s’est entendu pour améliorer le contrôle du système. Mais faire porter le chapeau « *aux marchés* » est absurde. Les marchés ne sont que ce qu’en font les hommes qui les actionnent et ceux auxquels ils s’adressent.

Avant d'aborder quelques erreurs majeures commises par l'économie de marché avant et pendant la crise, nous devons plonger dans l'inconscient historique de la gauche. Car il y a toujours eu quelque chose « avant ». Mais ce legs a été refoulé dans le subconscient ou l'inconscient. On le croit éliminé, on ne sait même plus qu'on en est tributaire, mais le mal est à la racine. Et les partis politiques, les syndicats et les associations investissent une singulière énergie dans l'entretien des sombres feux du passé.

CHAPITRE 3

La persistance des métastases

« *Le marxisme-léninisme a été éradiqué, mais il a laissé des métastases* », nous avait averti un jour le regretté député européen Otto de Habsbourg, président de l'Union Paneuropéenne. Une de ces métastases, et non la moindre, s'appelle dans le jargon marxiste la « *théorie du capitalisme monopolistique d'État* ». Elle mène encore sa petite vie tranquille et presque oubliée dans la gauche européenne. On l'avait remisee dans quelque éprouvette, dans un coin de labo poussiéreux après que l'URSS eut fermé boutique, mais elle s'en est visiblement échappée. Le mouvement Attac par exemple en est porteur, mais elle survit à l'état endémique dans l'ensemble de la gauche. Il suffit d'écouter divers discours électoraux pour identifier sa présence. L'idée-force de cette théorie d'un autre âge consiste en une critique marxiste radicale de l'économie financière. Vous remarquerez que l'on critique moins que jadis l'entreprise, moins l'industrie, moins encore la propriété agricole, mais que tout ce qui est en rapport avec l'argent est en revanche dans le collimateur de la gauche. On ne s'en prend plus expressément au « *capitalisme* », car Papi Marx et Tonton Engels sont démodés, mais au « *libéralisme* », avec son superlatif : « *l'ultralibéralisme* » qui aurait élu domicile dans « *les marchés* ». Non pas dans « *le marché* » au singulier, mais dans un pluriel d'abstraction, « *les marchés* ».

Le dimanche 22 janvier, à la surprise générale, François Hollande proclamait dans son discours de Brest, puis à nouveau le soir du même jour au petit écran : « *Mon ennemi, c'est la finance* ». Des mots surprenants, sortants de sa bouche ! C'était un peu comme si quelqu'un d'autre parlait à travers lui ou à sa place. Pourtant il l'a dit et il a récidivé. Personne ne semble s'être avisé, parce qu'on a oublié, et parce que le candidat de la gauche n'a rien d'un cryptocommuniste, qu'il se faisait l'écho d'une vieille rengaine marxiste. Prenons le mot « *ennemi* ». Les communistes ne combattent pas des adversaires comme les démocrates, mais des « *ennemis de classe* ». Les « *adversaires* » sont des concurrents ou des rivaux, mais aussi des alliés possibles après la bataille, tandis que les « *ennemis* » sont à éliminer matériellement et physiquement, comme la Stasi et le KGB ont si bien su le faire. De même, la généralisation choisie par Hollande, *la finance*... La finance est dans la théorie marxiste le pouvoir des monopoles étatico-capitalistes, c'est quelque chose d'énorme, d'inaccessible, de dominant, qu'il faut combattre. La finance, ce n'est pas l'argent que vous avez placé sur votre livret A, sur votre compte d'épargne logement, ce n'est pas votre assurance vie qui vous servira de complément

retraite. Non, c'est une de ces entités métaphysiques, ou métahistoriques, chères à l'idéologie allemande de Hegel et de Marx, un de ces concepts-chocs dont Lénine et Staline se servaient pour discréditer l'ennemi de classe. La finance, c'est une chose en soi, « *ein Ding an sich* », incontrôlable et porteur de guerres et d'esclavage, une sorte de démon.

Ce n'est pas notre affaire ici de chercher à savoir si la théorie marxiste doit être mise en relation avec la psychopathologie, mais c'est un fait avéré que les états psychotiques engendrent des ennemis imaginaires. Soit dit en passant, le délire agressif de Marx et de Lénine est à coup sûr le fait de deux individus qui s'étaient retranchés de la société de leur époque et qui l'observaient comme le poisson à travers les parois de l'aquarium. Ainsi coupés du monde ambiant, ils ont pu développer des mythes obsessionnels. Marx a appelé sur le ton lyrique du « *Manifeste communiste* » un prolétariat putatif à se battre contre un capitalisme supposé, tandis que Lénine, lui, marqué au fer rouge par l'exécution de son frère,⁵⁴ est passé à l'acte dans un monde détraqué par la guerre et par l'aveuglement des gouvernants de l'époque. Il est curieux que l'on s'interroge sur les névroses d'Hitler et de Staline, mais pas sur celles de Lénine et Marx, pour ne pas parler de Mao Zedong, ces faux libérateurs dont les idées ont engendré des régimes totalitaires. Mais ce n'est pas ici notre sujet et nous nous contenterons de relever que la lutte contre l'hydre financière est une fiction née il y a longtemps de cerveaux désaxés et de personnalités agressives. Naturellement, François Hollande et ses amis n'ont rien à voir avec tout cela. Il n'empêche que, sans le savoir sans doute, ils puisent dans cet arsenal hérité d'un lointain passé.

En utilisant ces termes relatifs à la lutte des classes, le candidat de la gauche française s'était repositionné sans le dire, sans le réaliser peut-être lui-même, sur une lignée marxiste dont l'objectif avoué était de « *surmonter le capitalisme* » et de développer une « *stratégie contre le capitalisme des marchés financiers* ». On relève une similitude oratoire déconcertante entre le marxisme-léninisme classique et ce discours de Brest, lequel a prouvé que Hollande était tributaire d'une idéologie archaïque qui n'était pas tombée du ciel. Et il n'est pas le seul dans sa mouvance à le faire. Les observateurs en ont déduit les jours suivants, sans chercher plus loin, que le candidat voulait pêcher des voix dans la gauche de la gauche et que sa critique ne visait que les banques. On fut étonné néanmoins qu'il passât d'un coup du registre personnel, c'est-à-dire de ses attaques jusqu'alors excessivement centrées sur la personne de son adversaire Sarkozy, à un registre très général, le monde bancaire et boursier... On passait

⁵⁴ Alexandre Oulianov, frère aîné de Lénine, né à Nijni Novgorod le 12 avril 1866, fut arrêté le 1^{er} mai 1887 et pendu le 11 mai 1887 sur l'échafaud dressé dans la cour de la forteresse de Schlüsselburg près de Saint-Petersbourg après avoir participé à une tentative d'assassinat contre le tsar.

de l'antisarkozysme à l'anticapitalisme, du cas particulier au principe général. Nous n'oserions affirmer avoir perçu un relent totalitaire dans ces quelques mots de Hollande. Ce candidat est au fond un brave homme qui s'escrime à jouer un rôle d'homme d'État. On a un peu envie de rire quand il essaye de faire le méchant et monte le ton. Mais l'inspiration qui l'habitait en ce 22 janvier de l'An de Grâce 2012, coulait de source. Au petit écran, comme on lui demandait pourquoi il n'avait pas nommé dans son discours son adversaire Sarkozy, il précisa que son adversaire n'avait « *ni nom, ni visage* ». Au nom de la lutte des classes, en effet, il est possible de désigner n'importe qui comme adversaire à abattre, selon les besoins du moment et de la cause, à condition qu'il soit classé dans une des grandes catégories, « capitaliste » ou « exploiteur ». La lutte des classes, nationale ou internationale, est une lutte contre des entités abstraites. L'ancien professeur de Lettres François Bayrou n'a pas manqué de se sentir interpellé par ces mots : « *Désigner un ennemi dont personne ne connaît le nom ni le visage et dont personne ne pourra vérifier s'il y a victoire ou non contre cet ennemi, c'est pratique, confortable, mais il y a des décisions à prendre chez nous pour que le chômage recule* », indiqua le président du Modem.

Pourtant, ne vous y trompez pas, en attaquant son « *ennemi* » anonyme, le capital financier, Hollande n'avait pas du tout oublié son « *adversaire* » Sarkozy. Le président de la République apparaissait en sous-impression comme le responsable du chômage, de la paupérisation, de l'endettement de la France, du danger nucléaire, sans oublier naturellement l'incontournable « *crise de l'euro* », et il était connu pour ses prétendus liens avec « *le grand capital* » autrement dit « *la finance* », il visait en filigrane son adversaire Sarkozy. Il n'y a pas beaucoup de preuves de liens étroits entre Sarkozy et la « haute finance », et surtout pas de preuves matérielles, seules recevables. Mais un pilonnage médiatique constant avait fait de Sarkozy un émissaire diabolique du « *capitalisme monopolistique d'État* », c'est-à-dire en usant d'un terme usité sous les dictatures un « *ennemi du peuple* ». Est-ce que la gauche prenait vraiment les Français pour des idiots ? Il faut le croire puisque, martelés par la propagande, certains, jusque dans les rangs de l'UMP, pensèrent que Sarkozy n'avait pas réussi à se rendre populaire, que la population ne l'aimait pas. Ses propositions les plus sensées étaient toujours retournées contre lui. Il fallait surtout empêcher les gens de réfléchir sur leur opportunité et leur utilité. Gazettes et militants avaient fait de lui une personnalité tabou et le président le plus intelligent que la France ait eu depuis la guerre (de Gaulle, lui, était au-delà de l'intelligence, c'était un visionnaire), avait dû consacrer énormément d'énergie tout au long de son mandat en une période si difficile à se battre contre cette caricature de lui-même. Il l'avait fait du reste avec talent et humour, en disant par exemple lors de ses derniers vœux du quinquennat à la presse, le 31 janvier 2012, que la France « *était un pays tellement libre que la*

presse n'était pas obligée d'être impartiale », pointant du doigt le fait qu'il y ait autant de livres publiés contre lui « *que de premiers romans* ».

Depuis cinq ans, et même avant, alors qu'il était au Budget puis à l'Intérieur, les gazettes n'avaient cessé de faire de Sarkozy un suppôt du Grand Capital et de la Haute Finance, l'homme lige de ces déités occultes. On lui avait créé un personnage qui n'avait rien à voir avec l'homme réel, un peu comme dans ces procès à sensation où l'accusé est pigmenté de détails ridicules et repoussants par ses accusateurs pour n'être plus à la fin qu'une abjection : il se nourrissait au Fouquet's, il parcourait les mers sur le yacht de Bolloré, il allait chercher des enveloppes chez Liliane Bettencourt, il fréquentait des Bouygues et autres « *friqués* », il fondait des sociétés au Luxembourg, il méprisait le gentil petit peuple des cités qu'il avait qualifié de racaille et voulait éliminer au karcher, et cet ennemi de l'humanité enfin, la pire des choses, portait des Rolex qui faisaient bling-bling à l'américaine et non pas drin-drin comme chez nous. Cette stratégie grossière et infantile du démontage d'un ennemi idéologique tourné en dérision par une accumulation de détails arrachés au contexte ou tout simplement inventés frôlait sans cesse la diffamation, mais l'intéressé avait choisi de ne pas réagir à de telles bassesses colportées par des feuilles de chou de Paris et de province. Pour lui porter le coup final aux présidentielles de 2012, la caricature avait quelques lacunes. Ainsi avait-il été difficile de lui attribuer les tendances autocratiques qui caractérisent nécessairement les serviteurs du capitalisme agonisant. Ne ligotait-il pas la justice ? Non, il lui rendait son indépendance. N'était-il pas un raciste ? Mais non, son grand-père maternel qui l'avait élevé, était d'origine juive. N'était-il pas islamophobe ? Non, il soutenu une révolution tendancielle islamique en Libye et sauvé des chefs d'État musulmans, comme en Côte d'Ivoire. N'était-il pas un foudre de guerre ? Mais non, il retirait ses troupes une fois leur mission accomplie dans le cadre des alliances.

En fin de compte, les campagnes d'agit-prop contre la personne de Sarkozy ont eu peut-être plus de succès dans l'UMP et naturellement au Front National, que dans la gauche française. Jalousies ? Mesquinerie ? Peut-être. Au cours de son intervention télévisée du 29 janvier 2012 suivie, comme nous l'avons écrit, par 16,5 millions de téléspectateurs, il a parlé pendant 1 h 20 d'économie sans perdre un seul auditeur. « *Une grande satisfaction* », a dit le président. Le problème de ses adversaires résidait dans le fait qu'ils n'avaient eu que les médias de gauche comme *Libération*, *Le Nouvel Observateur*, *Marianne*, *Le Monde*, et proches de la gauche, comme *Sud-Ouest* à Bordeaux et *La République des Pyrénées* à Pau, pour ne citer que l'Aquitaine, et leurs propres discours, relayés par les on-dit et la rumeur pour répandre leur fiel. Reste que ces campagnes de dénigrement avaient produit quelque effet. Selon les sondages, sur presque tous les chapitres de la gestion de l'État et de la France,

ainsi que par son aptitude à solutionner la crise, Nicolas Sarkozy dominait François Hollande. Or, le candidat de la gauche a caracolé de longs mois durant en tête dans les intentions de vote, devançant largement le président en titre. La propagande avait fini par persuader une majorité de Français de ne pas aimer Sarkozy même s'ils approuvaient sa politique.

CHAPITRE 4

Deux façons de critiquer

Naturellement, l'économie de marché que l'idéologie marxiste et néomarxiste appelle « le capitalisme », est critiquable. À condition que la critique soit dénuée de présupposés idéologiques. L'économie financière actuelle n'est pas exempte de reproches. Elle a connu une hypertrophie qui l'a fragilisée. Elle s'est détachée de l'économie réelle. Ce qui ne veut pas dire qu'elle soit superflue. Rien ou presque ne peut se faire sans un minimum raisonnable d'argent, la culture comme la vie pratique, la production comme la consommation. L'euro, le dollar et les autres monnaies, en facilitant les échanges, contribuent à la fertilisation réciproque des cultures. Mais un gonflement excessif de la masse monétaire, surtout quand l'argent ne se présentait même pas sous forme de billets, mais sous forme de clics d'ordinateur, a fait perdre la mesure à des personnes qui le manipulaient. Cela a engendré les mouvements spéculatifs sans raison économique. L'imagination créatrice des banques a même rendu possibles des opérations sans argent, comme les ventes à découvert qui sont maintenant interdites en Allemagne et en Espagne, ou comme la spéculation sur la ruine d'États en faillite dont la difficulté à se procurer des capitaux fait monter les taux d'intérêt. Le problème se situe donc non pas dans l'existence des instituts de crédit et des marchés boursiers, mais dans le capitalisme financier improductif et débridé qui s'était développé sans contrôle ni encadrement depuis la fin de la guerre froide. L'économiste allemand Hans Werner Sinn a dénoncé ces excès de l'économie financière dans son livre « *Le Capitalisme de casino* », qui demeure un best-seller à ce jour.⁵⁵

Selon Gilles Dubois, l'économie a été la victime de la politique. Aux États-Unis en particulier, quand la crise a été déclenchée par la chute de la Lehman Brothers, la politique, c'est-à-dire le gouvernement de George Bush, n'a pas saisi la gravité de ses décisions erronées ni la faute qu'il commettait en n'appliquant pas le remède de cheval qui s'imposait. Mais la première bourde provenait de son prédécesseur, Bill Clinton. Tout le monde s'accorde pour dire que la crise financière et économique mondiale a eu pour origine les « *subprimes* », mais le consensus s'arrête déjà là. On ne cesse de nous rabâcher que les banques en étaient responsables parce qu'elles ont vendu des titres

⁵⁵ « *Kasino-Kapitalismus* », publié en allemand en mai 2009 aux Éditions Econ-Verlag, a été traduit en anglais – Oxford University Press. Il n'existe pas en français.

« *pourris* », c'est-à-dire « *titrisé* » des dettes qui ne valaient même pas le papier sur lequel elles étaient inscrites. On peut certes leur reprocher de l'avoir fait, mais les « *subprimes* » n'étaient pas leur invention. Rappelons que c'est le gouvernement US qui, dans un grand élan de générosité et de populisme, les avait forcées à accorder des crédits immobiliers à une tranche de la population qui n'avait manifestement pas les ressources suffisantes pour procéder à des remboursements, et tout cela, pour que chaque citoyen puisse réaliser le rêve américain d'avoir sa propre maison, d'accéder à la propriété immobilière en dépit de toute considération économique et financière. Sur le plan moral, on ne peut qu'approuver ces prêts aux « plus défavorisés », mais était-ce une décision responsable sur le plan économique ? Bien sûr que non. Nul n'ignore qu'on ne peut rembourser des dettes si l'on n'a pas de rentrées d'argent.

Bien sûr, une autre méthode consisterait à construire des logements sociaux, largement financés par l'État. Mais l'État lui aussi doit avoir des rentrées d'argent pour payer les maçons et les plombiers et électriciens qui doivent faire vivre leur famille et rémunérer leurs salariés. Et ce n'est pas l'affaire de l'État de se mêler de maçonnerie et de plomberie. Il doit nous protéger plutôt du terrorisme et, au futur, des missiles du président Ahmadinedjad ou encore des chutes de météorites et des catastrophes naturelles. L'État doit aussi protéger les plus faibles. Notre ami Dubois met aussi à juste titre la crise de la dette grecque, elle aussi, au compte de la politique. Elle résulte selon lui de ce que les investisseurs ont fait confiance aux politiques qui ont admis la Grèce dans l'Union monétaire européenne. C'est exact, les gouvernements et la Commission de Bruxelles avaient pris connaissance du dossier grec et l'ont jugé suffisant pour approuver l'admission d'Athènes. Comment les instituts de crédit qui ont prêté à la Grèce auraient-ils pu douter, alors que de si hautes autorités se portaient garantes à tous les sens du terme ? Incontestablement, les politiques, Jacques Chirac et Gerhard Schröder à l'époque, ont commis des erreurs d'appréciation par pur opportunisme ou par démagogie. De toute manière, les « rois fainéants » Mitterrand et Chirac qui avaient précédé Sarkozy, avaient choisi la voie de la facilité.

Restent les erreurs gouvernementales. Incontestables. Depuis le bouclage du dernier budget équilibré en France, à la fin du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, nos gouvernements ont vécu au-dessus de leurs moyens et dans la plus pure illusion sociale, à savoir qu'on pouvait huiler les rouages en les arrosant de billets. Ce n'est qu'aujourd'hui, après trente ans de « gaspi » qu'un gouvernement s'est enfin résolu en France à prendre le taureau par les cornes. Même si la dette cumulée a augmenté depuis 2007, car on ne peut arrêter sur quelques dizaines de mètres un paquebot lancé à sa vitesse de croisière, surtout pas par gros temps, ce n'est que depuis le quinquennat de Nicolas Sarkozy que le déficit budgétaire a commencé à reculer. En décidant un plan de rigueur à six

mois des présidentielles et des législatives, le gouvernement français a pris un risque sans précédent dans l'histoire électorale de la République. Jusqu'alors, nous avons vécu dans la démagogie financière et c'est du reste ce que fait encore le principal candidat de l'opposition avec ses promesses mirobolantes et sa façon de dire oui à tous les solliciteurs. L'euro a mis les politiques au pied du mur. Ils ne pouvaient plus ni dévaluer ni dépenser à leur guise. Les États nationaux restent budgétairement souverains, mais ils doivent faire montre de vertu.

Les politiques ont donc commis des erreurs, c'est certain, mais nous n'approuvons pas entièrement le plaidoyer de notre ami libéral à la décharge des instituts de crédit. Les banques auraient dû vérifier si les crédits qu'elles octroyaient étaient remboursables. C'est le B A BA de leur métier. On a du mal à imaginer que les banques ne s'étaient pas renseignées sur l'état de santé de leur client. Non seulement elles n'ont pas procédé à cet examen, mais elles se sont revendu les unes aux autres des titres impayés et impayables. Elles et leurs clients qui leur faisaient confiance ont spéculé sur des perspectives de gains déconnectés des réalités économiques jusqu'à ce qu'il ait bien fallu se rendre à l'évidence, à savoir que les titres que l'on avait acquis n'avaient pas de couverture. Alors que les marxistes imaginent que l'État dans le capitalisme est dépendant du secteur financier, nous pensons au contraire qu'en cette occurrence, l'État américain a forcé la main aux banques pour qu'elles acceptent de financer un programme voué d'avance à l'échec, mais susceptible de faire réélire un président. Elles étaient libres de refuser. Elles ne l'ont pas fait. Elles dépendaient mentalement sinon matériellement de l'État. D'autres circonstances semblent avoir entraîné l'économie américaine dans ce maelstrom. La première fut l'apparition d'Internet qui permet la communication permanente et universelle en temps réel. Le monde est devenu un bureau, du coup les jeux comptables se sont multipliés et accélérés. De la même manière que les lignes sur l'écran de l'ordinateur ne sont qu'une réalité virtuelle, les sommes manipulées ne correspondaient plus à des créations de valeur ajoutée. Et la machine s'est emballée. Les quelques traders qui maîtrisaient encore ces jeux hermétiques ont perdu eux-mêmes toute prudence.

Les coûteux excès commis au plus fort de la bulle financière doivent maintenant être épongés, non sans ajustements incontournables tel l'abandon de certaines activités spéculatives. En exigeant des banques fin novembre 2011 qu'elles effacent la moitié de leur ardoise grecque, de toute manière perdue, et, de même, en annonçant fin janvier 2012 la création d'une taxe sur les transactions financières auxquelles le milieu du crédit était vivement opposé, Nicolas Sarkozy a déclaré qu'il était normal que le crédit assume sa part des frais de réparation étant donné qu'il était largement responsable des problèmes. Pour domestiquer la finance mondiale, les États et organismes internationaux,

FMI, Banque Mondiale, doivent ouvrir la boîte noire des marchés, réduire à sa plus simple expression le « shadow banking » des « hedge funds » et interdire certaines activités tels le trading haute fréquence et le marché des dérivés. Mais ce n'est pas parce qu'il y a eu dans le milieu financier des brebis galeuses, qu'il faut abattre tout le troupeau.

XXX

Tout autre est la critique marxiste du capitalisme financier, car elle découle d'un système idéologique *a priori*, assorti d'un objectif politique qui est le remplacement du régime économiquement libéral et politiquement démocratique que nous avons, par un autre système dirigiste et coercitif qui a fait la preuve de son incapacité de 1920 à 1990 en URSS et de 1947 à 1989 en Europe de l'Est (sans parler de la Chine, du Vietnam, de Cuba et de la Corée du Nord). Revenons à cette théorie du « *capitalisme monopolistique d'État* ». Elle tire son origine des thèses de Marx et Engels sur la concentration finale du capital, revue et corrigée par Lénine⁵⁶ et Staline.⁵⁷ Selon ces grands hommes qui ont fait plus de mal à l'humanité que Gengis Khan et Attila, le capitalisme financier devait fusionner dans sa phase finale avec le pouvoir politique. Autrement dit, dans les pays industrialisés non communistes, l'État devenait la marionnette des banques et des trusts. Ainsi la République française, la République fédérale d'Allemagne et surtout l'Administration américaine n'auraient-elles plus été que le moyen de domination d'une oligarchie financière, vouée évidemment à l'exploitation des classes laborieuses au profit des riches. Cette théorie était restée au cœur de la doctrine de la RDA jusqu'en 1989. Elle avait connu un regain quand apparurent autour de 1960 à Berlin-Ouest et en Allemagne occidentale les premiers contestataires gauchistes. La direction communiste de la RDA s'était dépêchée de les alimenter en idées et moyens. Pour Berlin-Est, cette théorie pouvait devenir un formidable instrument de déstabilisation des systèmes politiques occidentaux dans la guerre idéologique. Car, modulée en propagande, elle faisait appel à de bas instincts, l'envie, la jalousie, le ressentiment, l'avidité, la haine des riches et des nantis. C'était du populisme avant la lettre.

Aussi bien, le Comité central du parti pressa-t-il ses ingénieurs de l'âme de développer ces idées pour en faire un instrument de combat contre le système

⁵⁶ Lénine écrivit en 1916 et publia en 1917 son livre « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* » qui développa la thèse du capitalisme monopolistique d'État.

⁵⁷ En 1952, Joseph Staline apporta dans son ouvrage sur les « *Problèmes économiques du socialisme ne URSS* » quelques rectificatifs à la thèse de Lénine. On en retint surtout que le capitalisme monopolistique d'État avait atteint son apogée aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale.

d'en-face. Sous un habillage scientifique, car le marxisme prétendait être une science exacte, elles étaient claires et simples et donnaient, comme toute pensée unique, une clé du monde. Des étudiants qui ont toujours du mal à s'y retrouver dans l'univers complexe qu'ils découvrent au sortir de la puberté, se jetteraient dessus d'enthousiasme. Au besoin, on enverrait des gens les leur expliquer. Pour rendre plus opérationnel le nom à rallonges de cette « *théorie du capitalisme monopolistique d'État* », un titre comme les marxistes les aiment, on abrégé sa formulation en allemand, « *Staatsmonopolistischer Kapitalismus* », en « *Stamokap* ». L'Institut des Sciences sociales du Comité central du Parti communiste de RDA (le SED) produisit rapidement les deux bibles de cette pensée unique, « *L'impérialisme aujourd'hui* » (en 1965) et « *L'impérialisme de la RFA* » (en 1971).⁵⁸ Le mouvement étudiant de Rudi Dutschke s'en saisit avec empressement. Le « *Stamokap* » inspira à la bande à Baader et sympathisants d'attaquer des banques et incendier les grands magasins et de tuer indifféremment des représentants de l'industrie et de l'État.

Diffusé dans des cénacles universitaires, le « *Stamokap* » infecta un temps la jeune gauche du Parti social-démocrate allemand, le SPD. Il impliquait, selon ses prosélytes, l'idée d'une interpénétration des monopoles économiques et des institutions étatiques. Ainsi se constituait, selon lui, dans les sociétés occidentales, une forme de domination économique qui constituait une caste politico-financière parfaitement intégrée, imprégnant tous les secteurs de la société. Où qu'on aille, on avait toujours en face de soi le capitalisme d'État financier. S'ajoutait que l'État renforçait les positions des grands groupes industriels qui l'avaient vampirisé. Il y avait interaction entre l'État et le capital. L'État qui n'était plus l'émanation du pays profond, mais du « *grand capital* » évoluait dans une direction de plus en plus autoritaire liée au « *complexe militaro-industriel* ».

xxx

Les camps de vacances de la Jeunesse communiste est-allemande (et de Cuba) accueillirent de très nombreux jeunes Français et Françaises. La RDA donnait des bourses d'études à des étudiants français. On arborait l'effigie du « Che ». Toute une génération a été marxisée. Beaucoup d'entre eux, devenus enseignants, journalistes, un milieu où autrefois le PC, à présent le PS et les Verts, recrutent, sont devenus des multiplicateurs de la doctrine. En 1972, les sections de Hambourg et de Berlin des Jeunes socialistes (les Jusos) du SPD firent du « *Stamokap* » leur idéologie officielle et en 1977 Klaus-Uwe Benneter, alias Camarade « *Stamokap* », fut élu à la présidence des Jusos. Né à Karlsruhe en 1977, Benneter avait fait ses études de droit à l'Université de Berlin-Ouest, la

⁵⁸ « *Imperialismus heute* » et « *Der Imperialismus der BRD* »

FU, de 1966 à 1971, à l'époque en pleine effervescence révolutionnaire. Il avait adhéré au SPD en 1965, comme il l'a dit, « *pour des raisons tactiques* ». En réalité, Benneter était à l'époque cryptocommuniste. Mais lui et ses amis ne purent ramener le SPD dans le giron du marxisme. La vieille garde veillait. Benneter fut exclu du parti quelques mois à peine après avoir été élu chef des Jusos. Gerhard Schröder lui succéda à la tête des Jusos. Magnanime, Schröder fit réintégrer le camarade défaillant dans le parti en 1983, puis il l'admit en février 2004-novembre 2005 au poste de Secrétaire général du SPD. Benneter jouait au tennis avec Schröder.⁵⁹ On l'écarta en 2005 de la direction de la campagne électorale de Schröder et en novembre 2005, le président du parti, Müntefering, le pria de démissionner de son poste. François Hollande qui fut Premier secrétaire du Parti socialiste français de 1997 à 2008, a eu à coup sûr des contacts pendant un peu plus d'un an avec Benneter, y compris au sein de l'Internationale socialiste.

Il faut espérer que le candidat de la gauche aux présidentielles a davantage écouté le germaniste du PS, Jean-Marc Ayrault, acquis, lui, au réformisme social-démocrate allemand et non pas à la minorité marxisante. Mais pourquoi donc Gerhard Schröder est-il venu rencontrer Nicolas Sarkozy à Paris si peu de temps après que Hollande soit venu parler à ses amis à Berlin ?⁶⁰ Seuls les interprètes savent ce que l'ancien chancelier allemand a dit au président français. Mais ce n'était certainement pas pour le conseiller sur le plan fiscal que Schröder avait fait le voyage. Qu'avait donc l'ancien chancelier de si urgent à dire au président Sarkozy dont il prit ensuite la défense dans un grand quotidien français ? Schröder est un pur-sang politique. Il a de l'instinct et sait des choses. Cette visite ne pouvait pas être le fait du hasard. Avant Benneter, Schröder avait dû supporter un autre néomarxiste à la tête de son propre parti, Oskar Lafontaine, qui lui aussi fut prié par Schröder de prendre la porte. Une fois de plus, le SPD était resté allergique au virus marxiste. Et Schröder de signaler au *Figaro* que Hollande avait connu Lafontaine.

L'Allemagne a été toujours très productive en idéologies comme elle l'a été en philosophie, en poésie et en musique. Il y a eu Proudhon et Jaurès, mais l'idéologie allemande a largement inspiré la gauche socialiste en Europe. Nous ne mentionnerons ici que Rudolf Hilferding (1877-1941), qui fut deux fois ministre des Finances SPD de la République de Weimar et mourut à Paris dans

⁵⁹ Il faut dire aussi que les européennes de juin 2004 sous sa houlette avaient été catastrophiques pour le SPD : 21,4% des suffrages contre 45,1% à la CDU chrétienne-démocrate. Elles préfiguraient la défaite de Schröder aux législatives en septembre 2005.

⁶⁰ Peu après sa visite, le projet de TVA sociale, si mal nommé (il faudrait dire TVA solidaire), fut relancé alors qu'il avait été presque abandonné.

une cellule de la Gestapo. ⁶¹ Il avait écrit un livre traduit en français en 1910 sous le titre « *Le capital financier* ». Admirateur de Marx, Hilferding dénonçait les connivences entre le système bancaire et les grands groupes industriels. Certains syndicats allemands se situent dans sa ligne, en particulier le syndicat des services Ver.di, qui se dit proche du SPD, mais est beaucoup plus à gauche que le parti. Ver.di avait publié en octobre 2007 une brochure intitulée « *Capitalisme financier. La culture à l'état pur de la rapacité* ». ⁶² Elle attaquait notamment les hedgefonds et les private-equity. Des caricatures y montraient des nuées de sauterelles se répandant sur l'Allemagne tandis que leurs auxiliaires en complet-cravate venaient de la mer escortés par des requins. On reconnaissait facilement parmi ces gens des collaborateurs des députés allemands. Les traîtres abattaient les digues protectrices et l'invasion des parasites noyait usines et bâtiments. Ce pamphlet se heurta quand même à des critiques au congrès de Stuttgart de Ver.di. Par delà l'allégorie des sauterelles, il faudrait encore évoquer aujourd'hui outre-Rhin la singulière alliance entre l'extrême gauche et l'extrême droite forgée notamment par l'ex-communiste Jürgen Elsässer, fondateur en 2009 de l'« *Initiative populaire contre le capital financier* ». ⁶³ Elsässer voit dans la crise actuelle une attaque organisée du capital anglo-américain qu'il faut repousser avec tous les moyens de l'État national. Aussi des communistes, ses anciens frères, le considèrent-ils comme un « *populiste de gauche* », un « *déviotionniste* » comme on disait au Komintern. Il est en effet proche à la fois d'Oskar Lafontaine, figure de proue de La Gauche, et des europhobes du journal de la nouvelle droite allemande *Junge Freiheit*. ⁶⁴

Ces idées ne correspondent pas à la tradition républicaine française. Par « *peuple* », « *Volk* », on n'entend pas dans ces milieux les citoyens-électeurs, mais une alliance des « *opprimés* », indépendamment de leur appartenance politique, de leur religion et leur ethnie, les idées en somme qui animent les « *indignés* » de Stéphane Hessel, le vieux gourou de la révolte apatride et universelle. L'hostilité à la démocratie parlementaire et à l'économie de marché rapproche ainsi les extrêmes de droite et de gauche. Seulement, en sortant ces idées des fonds de tiroirs, Hollande avait peut-être commis ce 22 janvier 2012 une erreur décisive. Il avait montré que le PS n'avait pas d'idées propres, qu'il était désarmé face à la crise et qu'il lui fallait ressusciter d'anciens démons. Lui qui passait pour un social-démocrate, pour un « *DSK bis* », l'était-il vraiment ?

⁶¹ La République allemande qu'Hitler fit tomber en 1933 et qui portait le nom de la ville de Weimar où avait été rédigée et adoptée sa constitution en 1919.

⁶² « *Finanzkapitalismus. Gier in Reinkultur* »

⁶³ *Volksinitiative gegen das Finanzkapital*.

⁶⁴ Cet hebdomadaire est proche de la Nouvelle droite d'Alain de Benoist qui est d'ailleurs correspondant en France de *Junge Freiheit*.

En désignant « *la finance* » comme son « *ennemie* », le candidat de la gauche avait révélé son ancrage dans une certaine idéologie qui a depuis longtemps atteint sa date de péremption.

CHAPITRE 5

L'Amérique diffuse des gaz toxiques

Sortons des brumes de l'idéologie et revenons aux réalités. La fameuse crise de l'euro est-elle une fiction fabriquée par des officines américaines ? Sommes-nous victimes d'une opération d'intox venue d'outre-Atlantique ? Quelques cabinets noirs de la haute finance yankee fabriquent-ils des élixirs du diable pour empoisonner l'Europe ? Il ne s'agit pas d'échafauder des théories du complot et subodorer des manigances. Les financiers et les traders de Manhattan ne sont pas tous des illusionnistes imprudents ou des voleurs professionnels, loin de là, et les gestionnaires de la BNP Paribas, de la Société Générale et du Crédit Agricole ne cherchent pas tous à nous plumer. Ils nous aident à acheter des appareils ménagers, des automobiles, des outils de travail, à conserver nos sous sans trop en perdre, à payer nos factures et peut-être même à fonder des microentreprises, alors que les pouvoirs publics nous pressurent d'impôts pour ne pas toujours dépenser leurs recettes à bon escient. Tenons-nous-en aux faits. Tout le monde sait que sans les banques, l'économie ne fonctionnerait plus. L'« ennemi » juré de « la » finance qui faisait à Brest, en janvier 2012, acte de candidature aux présidentielles françaises, n'en a pas moins proposé de relever la rémunération du livret A au-dessus de l'inflation. C'est donc qu'il juge que les instituts de crédit sont utiles à quelque chose. Nous lisions dans le journal gratuit *20 Minutes* du 1^{er} février 2012 une annonce de la Fédération Bancaire Française : « *Les collaborateurs des banques françaises soutiennent l'économie : l'encours des crédits aux particuliers et aux entreprises a augmenté en un an de 90 milliards (+5,3 %) à fin 2011 et dépassé 1 900 milliards d'euros. Les 1 500 milliards de dépôts des Français ont donc servi entièrement à financer l'économie et non des activités spéculatives* ».

Cela dit, nul ne conteste que les gens de la banque défendent la rentabilité de leur entreprise avant celle de leurs clients et qu'ils ne sont pas exempts d'erreurs. Accordons cela au moins aux chasseurs de sauterelles. Dans son programme publié le 26 janvier 2012 qui proposait – exactement comme Nicolas Sarkozy au G20 – de séparer les banques de dépôt et d'investissement, François Hollande restait quand même légèrement en deçà de sa déclaration de guerre à « la finance ». Celle-ci n'était-elle pas comme bien d'autres points de son discours une rodomontade ? Le candidat de la gauche devait bien savoir qu'à moins de changer le système et de revenir à une gestion à la soviétique, sa guerre anticapitaliste était perdue d'avance. « *Les marchés* », si tant est qu'ils

aient une voix, c'est-à-dire tous ceux qui ont un peu d'argent à placer plutôt que de le laisser dormir dans le bas de laine, lui auraient dit : « *D'accord. Nous sommes vos ennemis. Alors, nous ne vous donnons plus d'argent et vous nous remboursez* ». En fait, Hollande reprenait des projets déjà partiellement mis en œuvre par son concurrent pour juguler une activité qui, comme tant d'autres, avait tendance à l'enflure et s'était même un peu emballée dans l'euphorie de l'après-guerre froide. On l'a vu tout au long de la crise : les États et les associations d'États comme l'Union européenne et le G20, ont fait face au « *grand capital* ». Contrairement à ce qu'affirme la vulgate marxiste, menacé et sollicité de toutes parts, l'État en France consacre une grande partie de ses forces à tenir en échec des activités sectorielles envahissantes, industrie, finances, médias aussi. Envahissantes, mais pas dominantes comme l'avait prophétisé Vladimir Ilitch Oulianov, alias Lénine. L'État a encore le monopole de la force publique. Il incarne la souveraineté populaire. Il n'est ni banquier ni entrepreneur.

La pire des choses qui puisse arriver, n'est pas l'interpénétration très fragmentaire de l'argent et de la politique, parfois utile pour relancer des activités, mais c'est plutôt le fait que des PDG d'entreprises et des directeurs de banque se prennent aussi pour des as de la politique. Parfois, on se demande si le dicton « *A chacun son métier* » ne devrait pas être davantage observé. Point ne faut remonter jusqu'au grand sociologue Max Weber ⁶⁵ pour savoir que la politique, en raison de sa complexité, est devenue un métier de gestionnaires du bien public qui exige de longues années d'apprentissage et d'expérience. Ce métier n'est pas à la portée de n'importe qui. Mais l'inverse peut se produire aussi, à savoir que l'on oublie la politique quand on fait des affaires. C'est vrai qu'à partir d'une certaine taille, une entreprise peut devenir presque à son insu un facteur politique. En ne voyant que le business sans tenir compte de la politique, des hommes d'affaires et des industriels, des grosses entreprises et banques, peuvent mettre en péril un pays ou des pays. Ces très grandes entreprises ont des problèmes de visibilité et travaillent souvent au jugé. C'est ce qui s'est passé apparemment quand la crise des « *subprimes* » gangrena le plus grand consortium bancaire de l'immobilier aux États-Unis, provoquant le krach de la Lehman Brothers. Cette méga-banqueroute ressemblait à un « *remake* » du dérapage du Dow Jones le 24 octobre 1929. Les causes étaient similaires et les conséquences auraient pu être aussi terribles. L'effondrement fut provoqué dans les deux cas par des distributions de titres et d'actions sans couverture, autrement dit par de la spéculation.

⁶⁵ Notamment son livre paru en 1919 « *Politik als Beruf* » (littéralement « *La politique comme métier* ») traduit en français par J. Freund, sous le titre « *Le Savant et le Politique* », avec une préface de Raymond Aron, Ed. Plon, Paris, 1959.

À l'époque, la débâcle du New York Stock Exchange avait provoqué la plus importante dépression économique du XXème siècle. Elle s'était accompagnée d'une importante déflation et d'une explosion du sous-emploi. Ses conséquences politiques furent incalculables. Suite à l'effondrement de l'industrie dans la plupart des pays européens et à la dépréciation des monnaies, le chômage de masse fit le lit de partis extrémistes. Grèves, émeutes, batailles de rues se succédèrent, ouvrant la voie à des régimes autocratiques et totalitaires et débouchant pour finir sur la Seconde Guerre mondiale. Tout le monde a vu dans les livres d'histoire l'image de ces hommes de 1929-1930 réduits par millions au chômage sans allocations qui allaient grossir les queues massées devant les bureaux de l'emploi et la soupe populaire. Aux États-Unis, le New Deal de Roosevelt relança par étapes l'activité. En Allemagne, des camions nationaux-socialistes ramassèrent ces désœuvrés. Le parti d'Hitler leur donna à manger et leur mit une pelle entre les mains. Quelques années plus tard, la pelle devint un fusil et on les affubla d'uniformes.

xxx

L'origine de la crise est clairement identifiée. Elle a commencé outre-Atlantique et elle a sévi outre-Manche avant de toucher le continent européen. Les États-Unis comme la Grande-Bretagne qui en ont pâti les premiers, n'ont-ils pas contribué à son aggravation par manque de solidarité avec la zone euro ? N'avaient-ils pas allumé le foyer dès avant la crise des « *subprimes* » par des attaques incessantes contre la monnaie européenne ? Et au cœur de la tourmente n'ont-ils pas attisé l'incendie en poursuivant leur offensive contre Euroland ?

En 2008 comme en 1929, les pouvoirs publics américains laissèrent l'incendie se propager au lieu d'ériger immédiatement un coupe-feu comme l'a fait l'Europe. En Amérique, on n'avait pas suffisamment ni assez vite évalué l'importance du sinistre. Alors que se profilaient le krach de la Lehman Brothers le 15 septembre 2008 et celui de Lehman Brothers Investment Bank, le 18 septembre 2008, l'Administration américaine aurait dû intervenir massivement. Le plan d'assainissement et un rachat partiel par la Barclays Bank britannique ayant échoué, Lehman Brothers se déclara en faillite. Le ministre des Finances américain, Henry Paulson avait accordé son soutien à trois grandes banques, Bear Stearns, Fannie Mae et Freddie Mac, elles aussi en difficultés pour des raisons similaires, et jugea qu'étant donné l'endettement public américain, il ne pouvait aider la Lehman Brothers. Washington pensait qu'elle était tout simplement « *too big to fail* », trop grande pour faire faillite. Mais la vieille dame du crédit d'outre-Atlantique ferma ses portes et licencia séance tenante ses 24.988 salariés. Les dommages immédiats se situèrent entre 50 et 75 milliards de dollars. Lehman Brothers laissait une dette de 200 milliards de dollars. La Barclays britannique et le Nomura Holdings japonais rachetèrent des parties de

l'empire ruiné. Évidemment, les dégâts se propagèrent comme en 1929 par contagion à l'ensemble du crédit mondial, principalement aux États-Unis et en Europe occidentale où l'imbrication était très forte.

Instruits par l'erreur américaine et conscients des risques, les Européens donnèrent une réponse coordonnée à la crise financière américaine. Elle faisait écho au plan Paulson des États-Unis, évalué à 700 milliards de dollars pour relancer l'activité. Car entre-temps, pris de remords et de peur, Washington réagissait. Mais l'idée avait trouvé son inspiration surtout à Londres. Les États-Unis s'inspirèrent ensuite du plan européen. Le Trésor américain annonça qu'il était en train de « *mettre sur pied un programme d'achat d'actions dans une large gamme d'institutions financières* » dans le cadre d'un plan de sauvetage des banques. L'« *unique but* » des autorités avec ce plan, s'excusait-on presque, était de « *restaurer le flux de capitaux vers les consommateurs et les entreprises qui formaient le cœur de notre économie* », déclara Neel Kashkari, l'homme chargé par le Trésor de superviser ce plan. Mais cette décision américaine était venue hélas ! trop tard. En fait, l'injection de dollars n'avait pas eu lieu au bon moment. Si seulement on avait aidé d'emblée Lehman Brothers, tout cela aurait coûté moins cher et évité un séisme planétaire. Néanmoins, grâce à ces mesures de relance, mais surtout grâce au sauvetage des banques en Europe, un « remake » de la grande crise de 1929 fut évité. Les gouvernements européens ont tiré les leçons de l'histoire. France en tête, ils ont réapprovisionné les banques pour qu'elles franchissent cette mauvaise passe sans fermer leurs guichets. Car sans distribution d'argent frais par les banques, l'économie meurt, vous ne pouvez plus rien acheter ni vendre à crédit. Les banques fournissent le sang de l'organisme économique. Cette fois, les gouvernants d'Europe, en tête Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, conseillés par Gordon Brown qui était à ce moment-là aux commandes à Londres, ⁶⁶ont stoppé la chute d'instituts de crédit et la contamination de banque à banque. Ils furent accusés à l'époque d'avoir soutenu le crédit privé avec des deniers publics,⁶⁷ mais beaucoup ont compris entre-temps combien judicieuse fut leur initiative. L'idée s'est imposée qu'à défaut de confiance dans le secteur privé, l'État puisse être dispensateur non seulement de crédit, mais aussi de confiance, deux termes qui sont d'ailleurs parfois synonymes.

Xxx

⁶⁶ Gordon Brown avait été chancelier travailliste de l'Échiquier, c'est-à-dire ministre des Finances, de 1997 à 2007, puis il fut Premier ministre de Grande-Bretagne de 2007 à 2010, chassé ensuite du pouvoir par la victoire des Conservateurs de David Cameron, beaucoup moins favorables à l'Europe que les Travaillistes, voire nettement anti-européens.

⁶⁷ Qui en France ont été remboursés, intérêts et capital, et maintenant les banques paient notamment en annulant la majeure partie de leur créance grecque.

En juillet-août 2011, une deuxième secousse, politique elle aussi, partit encore des États-Unis, non plus cette fois du réseau bancaire, mais du gouvernement lui-même. Ce n'était plus la Maison Lehman Brothers, mais la Maison USA endettée à la mi-mai 2011 à hauteur de 14 294 milliards de dollars.⁶⁸ Le préalable avait été un long bras de fer entre le président démocrate Barack Obama et qui se trouva en défaut de paiement, avec l'opposition républicaine à propos du relèvement du plafond de dette autorisé, au-delà desquels l'État est déclaré insolvable. Un défaut financier des États-Unis aurait eu des conséquences incalculables sur l'économie mondiale. Barack Obama avait même pressé ses adversaires d'agir vite pour « *éviter la fin du monde* ». Le président obtint gain de cause le 4 août 2011. Mais l'ombre jetée par la dégradation de la note américaine sur une économie que l'on croyait invulnérable et sur l'auréole d'un président qui avait fait naître tant d'espérances, fit souffler un vent de panique sur toutes les places boursières. On assista alors à ce que les analystes des crises appellent le « *double plongeon* », le « *double dip* » qui, pense-t-on, est inhérent à chaque crise. Ce n'est qu'après cette réplique que les gouvernements peuvent enfin lutter efficacement contre la crise avec des mesures exceptionnelles.

Sensibles à la conjoncture américaine, les Bourses saoudienne et israélienne furent les premières à reculer, dès le samedi 6 août, respectivement de 5 % et 7 %. Puis les Saoudiens se ressaisirent. Dirigeants politiques et banquiers centraux des principales économies de la planète s'activèrent le dimanche 7 août dans le plus grand secret pour trouver une solution afin d'éviter un « lundi noir ». G7, G20, BCE multiplièrent les contacts téléphoniques. À l'origine du plongeon notamment des Bourses européennes qui dévissèrent au total de 15 % en dix jours sur toute cette période, on diagnostiquait l'énorme endettement des pays de l'Eurozone causé par les opérations de sauvetage et surtout la chute de la croissance européenne. Le mardi 9 août enfin la Bérézina était franchie. Les Bourses remontaient. Mais quelque 400 milliards de dollars avaient été détruits au cours de cet été meurtrier 2011 et à l'automne quand tombent les feuilles mortes et que la confiance est en berne, elles n'étaient pas vraiment remises, toujours sujettes à la déprime et à la volatilité. Les professionnels de la finance extérieurs au continent européen n'avaient toujours pas compris ce qui s'était passé en Europe. La chancelière Angela Merkel qualifiait devant le Bundestag les décisions du sommet européen de Bruxelles du 9 décembre 2011 en vue de la réforme de l'euro de « *réorientation importante* ». Les vices de construction de l'Union monétaire seraient éliminés, assurait-elle. Son partenaire, le président du Parti Chrétien-Social bavarois

⁶⁸ D'aucuns ajoutaient que non seulement le gouvernement, mais aussi que les États fédéraux, les communes et les particuliers américains étaient endettés, totalisant 300 milliards de dollars dans le rouge.

(CSU) Horst Seehofer, estimait de son côté que le succès de ce sommet de Bruxelles était « *un grand pas en direction d'une union de la stabilité* ».

Néanmoins, les marchés restèrent un moment encore sur leurs gardes. Pour la première fois depuis janvier 2011, l'euro retomba en décembre de la même année au-dessous de l'étiage des 1,30 dollar. Après ces nombreux sommets et l'inflation des promesses, les managers des fonds d'investissement et directeurs des banques et assurances voulaient voir des actes, concluait le 15 décembre le *Handelsblatt*. Le commentateur de ce journal, Josef Joffe, ajoutait que les marchés n'avaient pas compris ce qui s'était passé en Europe. Aussi recommandait-il aux professionnels de la finance de ne plus être victimes de leur instinct grégaire. Il conseillait aux magnats de l'industrie financière d'aller consulter leur ophtalmologiste pour être enfin en mesure de lire les bilans des pays de la zone euro. Ce n'est qu'en janvier 2012 que l'on pu observer une légère amélioration boursière et surtout un retour des crédits vers l'Europe à des taux légèrement améliorés pour les emprunteurs. Il est vrai qu'entre temps, l'Union Européenne travaillait intensément à son accord de création d'une gouvernance européenne, assortie de pouvoirs de contrôle budgétaire et fiscal, l'accord précisément que François Hollande voulait renégocier et donc préalablement dénoncer.

CHAPITRE 6

La guerre des notes est déclarée

Comme il est dit dans l'Évangile selon Saint Luc : « *Pourquoi vois-tu la paille qui est dans l'œil de ton frère et n'aperçois-tu pas la poutre qui est dans ton œil à toi ?* », les États-Unis ont semblé n'avoir d'yeux que pour la crise en Europe afin d'occulter la leur. On peut s'étonner que l'Amérique ait été si critique envers une Europe qui avait mieux réagi à la crise qu'elle-même. Or, l'Amérique était mieux armée que l'Europe pour résister, avec un État, un peuple, une langue, un président, un gouvernement, une armée et des institutions financières fédérales. S'ajoutaient sur le territoire américain trois grandes agences de notation financière. Fitch, l'une d'elles, comporte en tant que filiale de MacGrax-Hill une majorité de capitaux français, mais basée aux États-Unis, elle est quand même très américaine. Avec ses 3103 employés, ses 50 bureaux et des observateurs dans plus de cent pays, elle est spécialisée dans l'observation des banques et assurances. Moody's, avec 3500 salariés dans 29 pays, s'est spécialisée dans la prévision et la prévention des faillites. La plus ancienne, Standard & Poor's (S & P), fondée en 1860, est installée au 55 de Water Street, à Manhattan dans l'État de New York. Le métier de ses 10 000 employés et observateurs dans le monde est de surveiller les marchés financiers, mais aussi de tester la capacité de remboursement des États et des instituts de crédit.

Avec de ces unités d'élite à sa disposition, l'Amérique était vraiment armée jusqu'aux dents pour occire les virus de la crise. Mais les agences de notation américaines étaient-elles vraiment à la hauteur de leur réputation ? Elles n'avaient vu venir ni la faillite du groupe énergétique américain Enron en décembre 2001, ni le désastre des « *subprimes* » en 2007-2008, ni l'effondrement de la Lehman Brothers qui en résulta. Des mois durant, elles avaient accordé leurs meilleures notes à des dérivés de crédits qui s'avèrent toxiques et Standard & Poor's, la plus puissante et redoutable, est encore sous le coup d'une enquête de la SEC (U.S. Securities and Exchange Commission), l'agence fédérale américaine chargée de surveiller les marchés financiers, concernant sa notation d'une émission de titres structurés en 2007 (CSO) juste avant l'effondrement du marché immobilier, correspondant au début de la crise die des *subprimes*. Aussi peut-on s'étonner que ces agences soient revenues à la charge contre l'Europe pour lui donner des leçons, pauvre Europe qui n'était pour rien dans les malheurs de S & P. C'est vraiment surprenant et beaucoup d'entre nous voudraient bien voir à quoi cette vaste officine ressemble. Les Français en visite aux USA devraient se rendre à Water Street avec leurs

appareils photographiques ou des micros. Peut-être pourraient-ils demander à des cadres de cette société qui sortent pour fumer une cigarette ou aller acheter un nugget, pourquoi ils sacquent systématiquement la France.

Il y a eu d'abord la guerre larvée. Au mois d'août 2011 quand les titres des banques françaises subirent une chute sans précédent, le recul de la Bourse de Paris fut accentué par une rumeur selon laquelle la Société Générale aurait été menacée de faillite de sorte que la France risquait, du coup, de perdre sa note AAA. Dix minutes après, ces rumeurs mensongères furent démenties, on avait confondu une banque italienne avec la SG, mais l'effet psychologique fut dévastateur et persistant. D'où venait ce faux bruit ? Du journal britannique *Daily Mail*. Il avait publié le 7 août 2011 un article disant que la Société Générale française était au bord du dépôt de bilan. Deux jours après, le journal britannique s'excusait auprès du directeur de cette banque. Mais le mal était fait ! Le 8 août, après une courte reprise, la chute reprit de plus belle, plombant cette fois les valeurs bancaires surtout françaises en raison de leur exposition en Grèce, en Italie et en Espagne. Après avoir subi jusqu'à 20 % de chute sur la place de Paris le jour de la publication du quotidien anglais, la SG perdit 15 % en un jour le 10 août 2011, le Crédit Agricole perdant 12 % et la BNP 10 %. Le cas était assez grave pour que le président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), le socialiste Jean-Pierre Jouyet, un proche de François Fillon, ouvrît une enquête sur ce bruit qui « *avait porté gravement atteinte à l'intérêt des actionnaires* » de la SG. Ancien secrétaire d'État aux Affaires européennes, Jouyet déclara sur I-Télé : « *Il y a eu ces derniers jours des rumeurs infondées qui ont eu lieu sur l'Espagne et sur l'Italie. Il y a eu des mouvements spéculatifs qui ont été repérés* ». Et d'avertir les contrevenants : « *Au niveau européen et au niveau national, en tant qu'autorités françaises, nous allons demander à la police des marchés européens, le CESR-pol, de nous faire le point sur toutes les rumeurs. Sur la base de ces informations, nous ouvrirons des enquêtes sur toutes les rumeurs de cette semaine, sur tous les opérateurs qui ont pu être concernés, que ce soit des opérateurs français, des opérateurs étrangers opérant à Paris, des opérateurs opérant en Europe* ». Le « gendarme boursier » jura qu'il serait inflexible : « *Que ce soient des banques françaises, que ce soient des banques étrangères qui opèrent à Paris, que ce soient des fonds à Paris, à Berlin, à Londres, peu m'importe. Dès que j'aurai des informations de spéculation, dès que j'aurai, par tous moyens, des comportements de marchés anormaux, il y aura enquête et sanctions (...)* On tapera sur les doigts de tous ceux qui se sont mal comportés ». N'empêche que quelques jours plus tard, la Société Générale dévissait en Bourse à nouveau de plus de 12 % et que l'ensemble des marchés accusait le coup avec près de -7 % pour les trois grandes Bourses européennes, Paris, Francfort et même pour Londres qui ne faisait pas partie de la zone euro, mais n'était pas moins touchée.

L'autre cas prit place en novembre 2011. L'agence de notation *Moody's* venait d'infliger un premier coup de canif à la note d'excellence de la France, le triple A, en annonçant qu'elle se donnait trois mois pour déterminer si la perspective « *stable* » de la note était toujours justifiée, au vu de la dégradation de la situation économique de notre pays. Cette annonce avait joué un rôle dans la décision du gouvernement français de préparer un nouveau plan de rigueur prévoyant des économies de 7 milliards d'euros en 2012. Ce plan s'ajoutait à un précédent train de mesures d'austérité adopté fin août censées rapporter 12 milliards de recettes supplémentaires en 2011 et 2012. La France bénéficiait alors de la meilleure note possible de la part des trois agences de notation américaines *Moody's*, *Standard & Poor's* et *Fitch Ratings*, ce qui lui permettait d'emprunter sur les marchés dans des conditions très favorables. Comme par hasard, l'agence de notation *Standard and Poor's* (S&P) commit le même jour, 10 novembre, ce qui fut présenté après coup comme une « *incroyable bourde* », en annonçant par erreur que la France avait perdu son précieux triple A. Elle reconnut ensuite avoir diffusé « *par erreur* » à certains de ses abonnés un « *message* » faisant état de cette dégradation de la note française. « *Ce n'est pas le cas*, rectifia l'agence. *La note de la République française est inchangée à "AAA", assortie d'une perspective stable, et cet incident n'est pas lié à une quelconque activité de surveillance de la note* ». Chaque communication des agences sur la dette des États est scrutée par les marchés et les gouvernements. À la « *bavure* » de S&P, s'ajouta comme par hasard un diagnostic défavorable de la Commission européenne sur les perspectives économiques de la France. Le tout se répercuta sur les marchés, faisant grimper les taux des emprunts contractés par la France de 2,45 % à 3,37 %, ce qui impliquait 2,5 milliards de plus de dépenses par an et accroissait le différentiel de taux par rapport à l'Allemagne. On a du mal à croire que cette bourde (de même que le communiqué de Bruxelles) n'ait pas été intentionnelle. Les agences de notation, qui évaluent pour les investisseurs la capacité des États ou des entreprises à honorer leur dette, sont accusées de dicter leur loi aux gouvernements de la zone euro, qui multiplient les gages de bonne volonté à l'égard des marchés pour ne pas mettre en péril le financement de leur dette. Et leurs verdicts sont terriblement arbitraires.

Les dégradations semblent tomber comme un fait exprès dès qu'on publie une annonce positive en Europe. C'est ainsi qu'une mauvaise note fut décernée à la Grèce par l'agence *Fitch* au lendemain du plan de secours du 21 juillet. Puis le bruit courut dès le lendemain que *Standard and Poor's* allait aussi dégrader la note française, bruit mensonger s'il en fut puisque cette agence avait confirmé le vendredi précédent la note AAA donnée à la France. On a vu aussi l'Italie dégradée à la suite d'un programme d'économies conçu sous Silvio Berlusconi, de même que le Portugal et l'Espagne. D'autres fois, la dégradation prononcée par l'agence tombe au beau milieu de troubles sociaux comme pour accroître la

panique. Ainsi le Portugal fut-il une nouvelle fois dégradé fin novembre 2011 alors qu'il était paralysé par une grève générale. Comment la Bourse ne serait-elle pas détraquée et déboussolée, en proie à une hystérie planétaire ? Le problème ne serait pas aussi grave si les économies et les politiques de notre continent ne faisaient pas face aux agences et aux marchés en ordre dispersé et si la Commission européenne, au lieu de les soutenir, ne s'en prenait pas aux pays membres de la zone euro, soit en démantelant au nom de la pureté néolibérale celles de leurs entreprises qui sont aptes à affronter les géants extraeuropéens, comme ce fut le cas en novembre 2011 avec Volkswagen, soit en provoquant des conflits avec les gouvernements, quand par exemple J.M. Barroso tenta au même moment d'imposer à la chancelière Merkel la création d'eurobonds dont elle ne voulait pas et dont elle avait fini par faire abandonner l'idée à son partenaire Sarkozy.

xxx

Le coup fatal allait être porté à la date bien choisie du 13 janvier 2012 quand Standard & Poor's, ⁶⁹ dégrada d'un coup neuf pays européens qui tentaient de panser leurs plaies et de rebâtir une Europe plus efficace, parmi eux sept pays de la zone euro abaissés de AA+ ou A+ à B ou C et deux pays jusqu'alors notés au top, la France et l'Autriche, rétrogradés de la note AAA à la note inférieure, AA +. Et, pour faire bonne mesure, elle avait aussi abaissé la cotation du « *parachute européen* » ESFS, conçu pour aider les pays membres de la zone euro en difficultés. Enfin, quelques jours plus tard, elle dégrada encore quatre banques françaises. Quel gâchis !

C'était un coup intempestif reçu à la volée. Depuis des mois déjà, tous les regards étaient fixés sur S & P comme le lapin fasciné par le serpent qui va le dévorer. C'est qu'à New York, on fabrique du suspense aussi bien qu'à Hollywood. Les agences avaient annoncé depuis longtemps la dégradation, de pratiquement tous les pays de la zone euro, Allemagne comprise, sauf évidemment la Grande-Bretagne et ses proches. Les responsables français en tête le ministre de l'Économie et des Finances François Baroin eurent beau affirmer qu'ils s'étaient attendus à ce Waterloo financier parce qu'un mois avant, S & P avait déjà envoyé un avertissement, il n'en reste pas moins qu'ils furent pris de court. Le gouvernement français pensait avoir fait le nécessaire pour gagner du temps. Certes, à la fin de la semaine précédente, le CAC 40 français avait perdu 0,71 %, tiré vers le bas par les banques, la Société Générale perdant 9,53 %, BNP Paribas 6,24 % et Crédit Agricole 5,30 % sur cinq séances de Bourse. Les établissements bancaires français rechignaient à se prêter entre

⁶⁹ Les 5 août 2011, Standard & Poor's avait dégradé le gouvernement américain comme cinq mois plus tard la France de AAA à AA+ tandis que les agences Moody's et Fitch maintenaient le triple A des États-Unis comme elles ont maintenu celui de la France.

eux et n'inspiraient plus confiance aux marchés. Mais les Bourses européennes s'étaient tout de même redressées. La baisse de valeur de l'euro permettait d'espérer une relance des exportations européennes, les valeurs industrielles françaises avaient redémarré, Renault et Peugeot notamment qui avaient souffert en 2011, avec des pertes de 38 % et 57 %, commençant à remonter la pente avec des plus de 5,63 % et 5,70 %. Et enfin et surtout, le budget français avait affiché le lundi 9 janvier un déficit 2011 légèrement inférieur à 91,5 milliards d'euros, soit 4 milliards de moins qu'annoncé. La politique de rigueur portait ses fruits. D'ailleurs l'agence Fitch venait de faire savoir que la France conserverait en 2012 son triple A. La « *punition pour bonne conduite* », en quelque sorte, infligée à la France par S & P au moment précis où les valeurs européennes en général et françaises en particulier reprenaient pied, amena l'économiste Alain Minc que l'on sait proche de l'Élysée, à avancer que les agences de notation « *n'étaient pas simplement des pompiers pyromanes, mais des pervers gravissimes* ». Un autre conseiller du président regretta que l'on n'ait pas interdit ces agences dès le début de la crise. Ne s'étaient-elles pas lourdement trompées en 2007-2008 sur l'état du crédit immobilier américain ?

XXX

Une fois le coup de grisou passé, on s'efforça de minimiser l'affaire. En langage gouvernemental français, on admit que cela « *compliquerait les choses* », mais ne serait « *pas un cataclysme* ». La porte-parole du gouvernement et ministre du Budget, Valérie Pécresse, répéta que « *la France était une valeur sûre* ». D'autres Européens ne cachèrent pas leur déception. Comprenant qu'il fallait que Bruxelles vienne pour une fois à la rescousse, le commissaire européen Olli Rehn qualifia d'« *inconsistante* » cette sanction infligée par l'agence au moment où « *tous les pays réagissaient sur tous les fronts contre la crise des dettes* ». Le ministre allemand de l'Économie, le libéral Philipp Rösler, ne se mit pas des gants pour dire que c'était une « *attaque contre l'euro* ». Effectivement, en retirant à la France son triple A, S & P privait le fonds de secours européen EFSF de 20 % de ses contributions, ramenant de 440 milliards à 360 milliards d'euros les réserves avec lesquelles celui-ci pouvait aider des États défailants de la zone euro. Passe encore à la grande rigueur la Grèce, mais si d'aventure l'Italie et l'Espagne avaient eu besoin d'un coup de pouce, cela n'aurait plus suffi. L'Allemagne et les Pays-Bas allaient devoir verser davantage dans ce pot commun. La chancelière se hâta d'indiquer que l'Allemagne ne paierait pas. Elle rappela que dès juillet 2012, le EFSF cèderait sa place à l'ESM plus perfectionné et que celui-ci était bien pourvu en capital. Mais l'analyste de S & P, John Chambers insistait : il faudrait payer davantage ou lever des capitaux. Et quand S & P dégrada aussi l'EFSF, on comprit qu'une volonté précise animait l'agence américaine de tirer sur le lampiste européen et ses affiliés.

Sarkozy et Fillon avaient prêté le flanc à cette attaque en affirmant à plusieurs reprises les mois précédents qu'ils tenaient à la note triple A comme à la prune de leurs yeux. Un mot de Nicolas Sarkozy posait problème. Si le président français s'était refusé à leur jeter la pierre lors de son intervention au petit écran le 2 novembre 2011, il n'en restait pas moins qu'il avait commis l'imprudence de lâcher à sa garde rapprochée, entre deux réunions à Bruxelles quatre jours plus tôt : « *Si nous perdons le triple A, je suis mort* » et de pester contre « *les filous des agences de notation qui nous tiennent entre leurs mains* ». ⁷⁰ Ce n'était que les semaines précédant la dégradation, quand Moody's avait menacé contre tout bon sens de dégrader quinze pays de la zone euro, dont l'Allemagne, que les dirigeants français avaient tempéré leur discours, assurant que même en cas de dégradation, la France ne s'en porterait guère plus mal, que les marchés avaient de toute manière intégré cette perspective. Reste que la décision de S & P allait sans doute encore renchérir les taux d'emprunt sur dix ans pour la France. Les marchés avaient anticipé la dégradation, assurait-on, le taux français était déjà, à 3,075 %, nettement plus élevé que les taux allemands à 1,765 %. Une ascension de ces taux que l'agence pouvait avoir provoquée rendrait encore plus difficile pour le gouvernement français le rééquilibrage budgétaire entrepris énergiquement avec le budget 2012, et la rentrée dans les clous fixés par le Pacte de stabilité européen dès 2013 ou 2014. Plaidant le calme et l'apaisement, Baroin décréta qu'il n'y aurait pas de nouveau plan de rigueur. Tout le monde comprit dès lors que ce serait pour après les élections d'avril et mai.

Au lieu de se montrer inquiet pour son pays qu'il entendait diriger, François Hollande jubila. En déplacement aux Antilles, il déclarait que la dégradation par S & P n'était pas un échec de la France, mais de Nicolas Sarkozy. Sans la moindre élégance, il mit en joue le président de la République comme il l'avait déjà fait peu avant dans une lettre aux Français publiée dans le quotidien *Libération*. Dominique de Villepin usa exactement du même argument. On aurait attendu d'eux une réfutation des arguments de S & P et un plaidoyer pour défendre la France et l'Europe. Mais ces deux-là n'avaient pas la stature d'hommes d'État, quoiqu'ils en disent, ils ne se souciaient pas de la France. Ils voulaient simplement prendre la place de Nicolas Sarkozy. François Bayrou, troisième grand concurrent de Nicolas Sarkozy, fut plus digne et nuancé. Sans attaquer Sarkozy, il signala que cette dégradation était « *un signe des années de dérive et d'échec* » qu'il attribua, dans la continuité de sa démarche, aux précédents gouvernements de droite comme de gauche. On attendait maintenant la suite, car le sort du président qui n'était déjà guère

⁷⁰ Selon le *Canard Enchaîné* du 26 octobre 2011 : « *L'angoisse de la dégradation* ».

brillant, aurait été réglé si les deux autres agences avaient également dégradé la France.

De la part de S & P, c'était faire bien du zèle au plus mauvais moment. Les Européens étaient en train de mettre au point le futur traité de gouvernance de la zone euro. Leur cote sur les places boursières et les marchés se rétablissait péniblement. Et voilà qu'on leur infligeait ce coup de massue. Régulièrement, il est vrai, les agences dégradaient tous les pays de la zone euro dès qu'on essayait de les tirer d'affaire. C'était devenu presque une coutume. Le dernier en date des précédents avait pris place avant même que le couple Merkel-Sarkozy soit parvenu le 9 décembre à une entente sur le contenu du futur traité réorganisant l'Europe. Le jour précis où « *Merkozy* » se rencontrait à Paris pour conclure un compromis en faveur de l'euro, le 5 décembre 2011, *Standard & Poor's* menaçait de dégrader les notes de 15 pays de la zone euro et même de retirer à l'Allemagne sa note d'excellence triple A. Depuis des mois déjà, les trois agences domiciliées aux États-Unis nous avaient accoutumés à menacer les États européens de la perte de leurs bonus au moment même où ceux-ci faisaient des efforts de réformes, demandaient des crédits ou faisaient face à des difficultés internes, genre grèves, contestation et autres. Ne cherchaient-elles pas à empêcher la consolidation de la zone euro et de sa monnaie ? Avec son légendaire humour, le *Canard Enchaîné* titra à sa une le 7 décembre 2011 : « *Pour Standard & Poor's, cet accord Merkozy, c'est de la poudre de Berlinpimpin !* »

Comment n'aurait-on pas suspecté S & P d'avoir voulu aggraver la crise en France et en Europe en jetant de l'huile sur le feu ? Le lendemain de cette action, un ami allemand, haut fonctionnaire du gouvernement Merkel tenu à l'anonymat, nous écrivait : « *L'endettement américain est si exorbitant que S & P devrait dégrader les USA à la note "C". Et naturellement, cette agence de notation ne le fait pas. On peut nous reprocher beaucoup de choses à nous autres Européens, mais il ne faudrait pas nous prendre pour des sots. Le mieux est d'ignorer ces gens qui n'ont jamais vu l'Europe, tout au moins qui n'ont aucune idée de nos modes de fonctionnement, du fonctionnement de l'euro, etc.* » Nous lui répondîmes que ce n'était pas moins étonnant que l'agence ait épargné une fois de plus la Grande-Bretagne qui a un taux de croissance très bas, une inflation deux fois plus élevée et une dette considérable, sans compter la menace de l'Écosse de quitter le Royaume-Uni.⁷¹ La dette du Royaume-Uni dépasse 80 % du PIB. Mais les agences honorent la Grande-Bretagne pour avoir gardé sa monnaie, ce qui est un désaveu indirect adressé à l'euro et une

⁷¹ En 2016, par un référendum prévu en 2014 si tout se passe comme le souhaite le leader écossais Alex Salmond. L'Écosse a 32% de la superficie, 12% de la population et 10% du PIB britanniques.

approbation des pratiques de la Banque d'Angleterre qui achète des bons du Trésor alors que la BCE se voit interdire par les traités européens de voler au secours des États.⁷² Nous nous refusons à évoquer une quelconque complicité entre les agences de notation et la perfide Albion, mais on est quand même surpris de cette indulgence envers ce pays de l'Union Européenne qui a refusé le 9 décembre 2011 d'entériner l'accord sur la réorganisation de la zone euro et a bien voulu en 2012 participer aux négociations, mais à condition que le futur traité sur la gouvernance de la zone euro soit un traité hors Union européenne. Une attitude plus qu'ambiguë !

Nombre d'hommes politiques et d'experts se sont demandé si les agences n'ont pas outrepassé leurs limites. Et comment se faisait-il que leurs verdicts aient une telle répercussion ? Étaient-elles vraiment aussi indépendantes qu'elles le prétendaient ? Jadis fidèles inconditionnels des États-Unis, les Allemands s'émurent. Dans une interview accordée le 11 décembre précédent à la *Welt am Sonntag*, le ministre président de Bavière Horst Seehofer avait déjà donné le ton : « *Les marchés financiers anglo-saxons et la politique financière qui leur correspond pensent traditionnellement d'une autre manière que les Européens. Je voudrais que nous prenions nos distances par rapport à la doctrine financière de Londres et de New York. Cela nous a empêchés jusqu'ici de mettre en œuvre une régulation convenable des marchés financiers. En dehors de l'interdiction des ventes à découvert, rien de conséquent ne s'est passé jusqu'ici. Nous avons besoin d'une taxe sur les transactions financières afin de pouvoir générer en Europe des impulsions à la croissance* ».

On a beau dire que les trois principales agences, dont une seule, *Fitch*, a une majorité de capitaux français, avaient retrouvé leur crédibilité quand *Moody's* avait dégradé en août 2011 la note AAA américaine, leur attitude reste douteuse. Ce n'est pas sans raison que le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble, a appelé de ses vœux la création d'une agence de notation européenne ni que le Commissaire européen aux marchés financiers, Michel Barnier, avait proposé d'interdire dans certains délais la publication de verdicts des agences sur des États en voie de redressement. Fin novembre 2011, le ministre français des Finances, François Baroin fit savoir enfin qu'il envisageait de porter plainte contre *Standard's & Poor's*.

⁷² Mais la BCE a dérogé à cette interdiction en rachetant des titres de la Grèce, de l'Italie et de l'Espagne pour alléger la pression que les marchés exercent sur elles. Par ailleurs, les agences approuvent ainsi indirectement la pratique de la Federal Reserve américaine qui actionne la planche à billets pour faire crédit à l'État fédéral, méthode que la politique de stabilité monétaire interdit en Europe. Vu cet état de choses, les marchés devraient avoir davantage confiance dans l'euro que dans le dollar. Et d'ailleurs la Chine et d'autres se sont mis à acheter des euros., ce qui inquiète les Américains.

CHAPITRE 7

Beaucoup de bruit pour rien

Résumons : Angela Merkel s'efforça de minimiser l'affaire et de noyer le poisson dans des détails techniques. Dégradée par S & P, alors que l'Allemagne avait gardé son triple A, la France conservait un capital de sympathie chez ses alliés allemands. En revanche, à l'annonce de ce coup dur, l'opposition française n'épargna pas Nicolas Sarkozy et tenta d'instrumentaliser le scandale à des fins électorales. C'était comme si S & P avait voté Hollande par anticipation. Ce qu'on a surtout remarqué, c'est que le PS s'était réjoui trop tôt de ce coup porté à la France et à l'euro par leurs contempteurs américains. Sans même attendre l'annonce officielle de la perte du AAA, tant il piaffait d'impatience, le Parti socialiste, par la voix de Jean-Marie Le Guen, avait estimé que « *notre pays allait payer très lourdement les conséquences* » de cette dégradation. Tout le monde comprit que la gauche aurait été prête à sacrifier la réputation du pays si cela avait pu faire tomber le gouvernement. L'élection tournait au coup d'État. Concédonsons que François Hollande et les siens n'appelaient peut-être de leurs vœux qu'une demi-faillite créant assez de mécontentement pour leur apporter des suffrages, mais pas une banqueroute totale qui aurait été au bénéfice de leurs concurrents de la gauche extrême et de l'adversaire commun, l'ultra-droite de Marine Le Pen. Mais il fallait quand même au PS quelque chose de spectaculaire. La soustraction de la note triple A lui offrit une opportunité quasi miraculeuse de porter une estocade au président sortant. Tout le monde tomba sur Sarkozy.

Comme si l'oukase prononcé par S & P était fiable ! Le PS aurait dû se méfier. Mais quand on a les sondages en poupe comme Hollande à l'époque, on toise l'adversaire de haut. Après vingt-quatre ou quarante-huit heures, certains experts reprirent quand même leurs esprits et se risquèrent à des avis non conformistes. Tel l'un d'eux qui s'étonnait sur *France Info* le 16 janvier au matin du curieux *timing* de la décision de S & P. Elle tombait à un moment où le taux de change de l'euro avait nettement baissé, ce qui rendait les produits européens meilleur marché et plus faciles à exporter, chose qui ne pouvait pas enchanter les Américains, relevait-il. Elle venait en outre à un moment où les taux d'intérêt réclamés aux Européens pour leurs emprunts avaient reculé. Le lundi 16 janvier, la France put placer un crédit à court terme à un taux inférieur à celui du mois précédent. Donc, S & P cherchait à faire monter ces taux pour appauvrir la France. Sans compter l'attaque directe contre l'Europe quand S & P dégrada aussi le ESFS de AAA à AA+. Étant donné que les États en meilleure

posture financière auraient été alors appelés à verser davantage dans le fonds, cela ne pouvait qu'aviver les tensions entre pays européens et notamment entre la France, dégradée, et l'Allemagne, non dégradée quant à elle, estimait ce spécialiste. « *Standard & Poor's verse de l'huile sur le feu* », estima cet expert. On se serait attendu à ce que le journaliste lui pose la question de savoir comment il était possible qu'un institut privé basé à New York puisse faire et défaire des gouvernements européens et décider de l'avenir de la zone euro.

Tout cela s'était passé durant le week-end suivant ce fatal vendredi 13, le jour de la gifle américaine. Le lundi 16, dans la journée, la cacophonie prit fin parce que l'agence Moody's, suivie de l'agence Fitch, déclarait maintenir la note triple A de la France. Moody's surtout jugeait « *stable* » la perspective de la dette française et estimait que le pays restait assez solide pour rembourser sans problème les intérêts de ses emprunts. Moody's et Fitch maintenant donc le triple A, meilleure note possible pour emprunter à bas taux sur les marchés financiers, les hérauts de l'antisarkozysme rabattirent leur caquet. Sans doute les deux consœurs avaient-elles mesuré tous les dégâts que pouvait occasionner la note de S & P et la haine de la France ne les aveuglait pas comme les gens de Water Street. Jean-François Copé de noter « *le silence assourdissant* » qui se fit à gauche quand les deux autres agences donnèrent leur verdict divergent. « *L'annonce de Standard & Poor's avait donné lieu par contre à un concert de délectation à gauche alors qu'il ne s'agissait pas d'une bonne nouvelle pour les Français. Les mauvaises nouvelles pour la France seraient-elles plus réjouissantes pour le PS que les bonnes ?* », se moquait le secrétaire général de l'UMP. En visite à Madrid, le chef de l'État eut le triomphe discret, lui qui s'était préparé la veille pour la fin du mois de janvier 2013 à une sorte de discours du 18 juin du genre : « *La France a perdu la bataille de la note, mais pas la guerre des sous* ». Des propos fiers pour galvaniser ses troupes sous la mitraille. Mais, coup de chance, le combat cessa faute de litige.

On a pu mesurer à cette occasion combien Euroland et ses États membres étaient fragiles. S & P aurait pu tuer la bête européenne déjà grièvement blessée, si ses deux consœurs s'étaient rangées à son avis. Nicolas Sarkozy aurait-il pu, sans triple A, parler encore l'unisson et agir de concert avec Angela Merkel ? Toujours classée triple A, l'Allemagne aurait donné encore plus le ton dans les pourparlers comme le demandait à la chancelière tout une frange de la droite allemande. Or parler à égalité était plus que jamais primordial dans cette phase de mise au point du nouveau traité européen qui allait sceller dans les trois mois la gouvernance de la zone euro pour la création de laquelle Sarkozy se battait pratiquement depuis trois ans. Euroland, ce grand ensemble monétaire et économique en formation, susceptible de concurrencer les marchés du dollar et de la livre, a donc senti passer le vent du boulet. Preuve que l'euro était dans le collimateur, S & P qui ne pouvait pas arguer que l'Eurozone restait passive,

avait déploré dans les attendus de son verdict que les mesures de redressement de la zone euro arrêtées par le sommet européen du 9 décembre 2011 soient venues trop lentement et qu'elles soient insuffisantes. Il était même question d'un « *échec* » de la concertation européenne. Des mots choisis pour couper l'herbe sous le pied au recentrage de l'Europe, avec, de surcroît, un traitement différent de l'Allemagne et de la France pour mieux dissocier les deux principaux architectes de l'Europe unifiée. Une fois de plus, la preuve fut faite que l'Europe n'avait pas les moyens d'influencer l'économie américaine tandis que les États-Unis avaient conservé le pouvoir d'intervention extérieure qu'ils possédaient depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Ils profitent, tout comme les Britanniques, de la dispersion des États d'Euroland dont souvent les intérêts divergent, du comportement chaotique des Italiens, de la suffisance des Allemands et des Espagnols et de l'individualisme arrogant des Français, rétifs à tout ce qui pourrait être consensuel. Quand le monstre de Manhattan a ouvert ses crocs, en France ce fut quasi automatiquement « *la faute à Sarko* ». Au lieu d'aller manifester devant la bouche de l'enfer à Water Street, ils sont tous tombés à bras raccourci sur le chef de l'État ! Les camarades socialistes remerciaient presque S & P de leur avoir offert sur un plateau d'argent le bouc émissaire présidentiel. « *Il n'est plus le président protecteur* », scanda la mère fouettarde de service, Mme Le Pen. De Hollande à Dominique de Villepin ce ne fut qu'un cri : « *Haro sur le Sarko !* ». Jusqu'à Christine Boutin, l'incolore candidate du parti chrétien-démocrate,⁷³ qui déclara que « *Nicolas Sarkozy était maintenant au pied du mur* », tous attribuèrent la faute de cette sanction venue d'outre-Atlantique au président de la République, faisant ainsi la preuve de leur incapacité d'analyse et montrant incidemment leur manque de carrure. On se serait cru dans une basse-cour tant pleuvaient les coups de bec. Seul le candidat du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, osa du haut de son Himalaya idéologique, défier le Léviathan en personne. « *Notre adversaire ce sont les financiers* », déclara-t-il. Il lança un appel à « *résister* » à « *la guerre de la finance contre la France* ». Il demanda que la France « *rende les coups* » en faisant payer aux milieux financiers leur ostracisme. Peut-être voulait-il dire : « *Il faut rendre les coûts* », car il recommandait de reprendre ce qu'on nous volait.

Le Commissaire européen au Marché intérieur et aux Services, Michel Barnier, réagit lui aussi, mais plus en douceur. Il osa mettre en doute la légitimité de cette dégradation, s'étonnant par exemple que l'agence ait taxé la France et une grande partie de la zone euro au moment où Euroland s'appliquait à stabiliser la monnaie unique, laquelle d'ailleurs ne se portait pas trop mal. Ce

⁷³ Christine Boutin s'est ralliée à Nicolas Sarkozy le 13 février 2012, suivie par le centriste Hervé Morin et par Frédéric Nihous, président de Chasse, pêche et tradition.

n'était pas la première fois, ajouta Barnier, que le moment choisi pour porter un coup tombait plutôt mal pour les intéressés, comme si le choix des dates n'était pas le fait du hasard. Pourquoi l'agence n'avait-elle pas attendu une année pour voir si les décisions de la zone euro faisaient leur effet ? Barnier émit l'idée d'interdire aux agences dans certains délais de noter des pays en voie de sauvetage. La France et l'Autriche étaient descendues de AAA à AA+, de la même manière que, le 5 août précédent, les États-Unis d'Amérique. Cette dégradation de la note américaine avait restauré la réputation de l'agence, lui conférant une auréole d'objectivité. Mais en janvier 2012, la ficelle était trop grosse pour n'être pas visible. Comme l'écrivait Gaëtan de Capèle dans l'éditorial du Figaro ⁷⁴ « *en affaiblissant un des piliers de la zone euro, S & P déstabilise encore un peu plus un édifice déjà très branlant. Ce qui, au passage, permettra dans quelques jours de s'interroger gravement sur la fragilité de l'euro et, parions-le, d'annoncer de nouvelles mises sous surveillance. C'est ce que l'on appelle les prophéties auto réalisatrices des agences de notation, dont on veut nous faire croire qu'elles sont de simples thermomètres* ». D'autres commentateurs en Europe s'étonnèrent par exemple de voir que l'Italie, quels que fussent ses problèmes, avait la même note chez S & P que le Kazakhstan, ce qui frôlait l'absurde, et, plus sérieusement, de voir la Grande-Bretagne qui était en plus fâcheuse posture que la France, conserver son triple A.

Pourquoi ne s'est-il pas trouvé quelqu'un pour dire : « *La France peut ignorer le verdict d'une officine étrangère non élue, dépourvue de toute légitimité démocratique, sans compétence avérée et qui a déjà commis de terribles erreurs* » ? La France n'est-elle pas la cinquième puissance industrielle du monde, la troisième puissance nucléaire, l'un des premiers pôles de l'histoire de la civilisation ? N'a-t-elle pas, depuis 1958, des gouvernements stables et des institutions qui fonctionnent à peu près bien ? Pourquoi ne pas répliquer à Standard & Poor's : « *De quoi tu te mêles ? Vade retro Satan !* » Mais non ! On a préféré écouter les sorcières de Wall Street. On leur a fait écho. Parce que nous sommes devenus le ventre mou du monde, que trente ans de pratique du « *politiquement correct* » ont annihilé l'esprit critique et le droit de parler qui étaient l'essence de notre culture française ! Parce que les Français ne sont plus des veaux comme l'avait dit de Gaulle, mais qu'ils sont devenus à force de s'adapter au « *politiquement correct* » des moutons de Panurge. Un seul, dans l'opposition, avait osé sortir du troupeau et parler vrai : « *Et alors, on s'en f... Ce n'est pas une agence de notation qui gouverne la France* », lança-t-il. C'était l'iconoclaste Mélenchon avec son toupet habituel. Le seul au centre et à gauche qui avait compris qu'il fallait défendre l'indépendance de la France.

⁷⁴ « *Après Standard & Poor's* » par Gaëtan de Capèle à la une du Figaro du 14/15 janvier 2012.

CHAPITRE 8

Les pyromanes craquent des allumettes

Cela se voyait gros comme une maison à l'attitude de Hollande que Standard & Poor's n'était pas seule à appeler de ses vœux la faillite de la France et l'agonie de l'euro. La gauche française n'avait-elle pas provoqué à l'automne 2010 des semaines durant presque des émeutes contre le report à 62 ans (seulement !) de l'âge de la retraite que Mitterrand avait abaissé de 65 à 60 ans ? Ne s'était-elle pas prononcée contre l'inscription dans la constitution de la règle d'or de l'équilibre budgétaire ? Sarkozy avait eu beau jeu de lancer aux socialistes qu'ils sacrifiaient l'intérêt du pays à des considérations partisans. Dans un élan d'union sacrée, les droites et gauches allemandes et espagnoles avaient voté, quant à elles, le report à 67 ans de l'âge de la retraite et l'adoption de la règle d'or dans l'intérêt de leur pays. On peut opposer ce comportement à celui irresponsable de la gauche française qui ne misait que sur la conquête du pouvoir selon le principe « *ôte-toi de là que je m'y mette* » en oubliant tout le reste. Il fallait à tout prix que l'édifice France se lézarde pour que l'on ait des chances d'être élu. Ce qu'on appelle la politique du pire.

Aussi, à l'automne 2011, des marchands de mauvaises nouvelles se mirent-ils à arpenter les rues de France et d'Europe. Divers Drs Diafoirus pronostiquaient la mort imminente de l'euro, chacun offrant sa recette pour sauver le patient *in extremis*. L'un d'eux, le grand penseur mondial Jacques Attali, n'hésita pas à monter au créneau pour y entonner le chœur des mauvais prophètes. L'ancien conseiller de François Mitterrand clama début décembre 2011 que la France avait déjà perdu *de facto* aux yeux des agences de notation américaines sa note d'excellence, le triple A. Lisons ce qu'il disait le 25 novembre 2011 au journal gratuit *20 Minutes* qui lui demandait « *s'il fallait tabler sur la perte par la France de son AAA que les marchés semblaient avoir déjà anticipée ?* ». Attali savait cela beaucoup mieux. Il rectifia son interlocuteur : « *La question est la suivante : Est-ce que l'euro existera toujours à Noël ?* ». Et de donner la réponse à sa propre question : « *Il y a plus d'une chance sur deux pour que la monnaie unique ne soit plus là ou du moins qu'elle soit en train de se défaire* ». Terrifiant, n'est-ce pas ? Comme on n'avait attendu que lui pour éviter la catastrophe, le directeur de *Planet Finance* qu'il est, indiquait le traitement, le seul, le sien : « *Il reste une seule solution qui est de mettre en place un plan à trois niveaux. D'abord, en urgence, permettre à la*

Banque Centrale Européenne de racheter des obligations d'État. Ce que toutes les banques centrales font sauf la BCE, si ce n'est de manière homéopathique. Deuxièmement : faire un accord entre pays européens sur le contrôle par les autres du déficit budgétaire de chacun. C'est-à-dire perdre de la souveraineté au bénéfice des autres et pas des marchés. Troisièmement : mettre en place une réforme des traités pour permettre à l'Europe d'avoir dès à présent des recettes fiscales et de pouvoir prêter des eurosbonds (obligation émise par l'Europe). Voici les trois étapes. Le premier peut se faire en cinq minutes, le deuxième en une semaine, le troisième en six mois. Mais il faut lancer les trois en même temps. Sinon, on va au désastre. Soit on fait quelque chose avant le 9 décembre, date du prochain sommet des dirigeants des pays de l'Union européenne, soit l'euro est menacé dans son existence même ».

Monsieur Attali voulait donc sauver l'euro avant Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, incapables sans doute de régler la question comme des grands. Mais le plan de rigueur conçu par le gouvernement ? Croyait-il à cette panacée ? « *S'il le dit...* rétorqua le grand concepteur socialiste, avec une pointe de mépris. *Mais je pense que malheureusement, ce n'est pas possible. La Commission pour la libération de la croissance que j'ai présidée a montré qu'il fallait trouver 90 milliards d'euros d'économies entre 2011 et 2013. Seuls 25 milliards ont été trouvés. On est très loin du compte. Évidemment, il y aura un nouveau plan avant la présidentielle* ». Pourtant, Jacques Attali s'est trompé. Il n'y eut pas de plan de rigueur avant la présidentielle. C'est ce qu'annonça Nicolas Sarkozy le 29 janvier à la télévision. L'ex-président de la Banque Européenne de Développement (BERD) Attali récidiva le jour où S & P annonça « *par erreur* » la perte du triple A de la France. Pour lui, son AAA, la France l'avait déjà perdu *de facto* compte tenu de l'écart record entre les taux d'emprunt d'État consentis à la France et ceux, plus favorables, consentis à l'Allemagne. « *Quand on regarde le taux de l'emprunt d'État à 10 ans (supérieur à 3 %) et l'évolution du spread France-Allemagne (écart sur les emprunts d'État à dix ans passés de 40 à 120 points de base), la dette française correspond à une note AA* », ajouta-t-il. Plus sévère encore que S & P, il n'accordait même pas un AA + à la France.

La ministre française du Budget, Valérie Pécresse, ne l'entendit pas de cette oreille : « *Des propos de ce type sont irresponsables, car ils sont faux : aujourd'hui, nous faisons tout pour garder ce triple A. Dire que le triple A est déjà perdu, se réjouir déjà du pire, c'est irresponsable* ». La ministre ajouta que c'était aussi « *démobilisateur pour des Français à qui nous demandons de faire davantage d'efforts* ». « *La France a toujours démontré sa capacité à respecter strictement ses objectifs et je ne vois aucune raison pour qu'elle ne fasse pas de même cette fois-ci* », estima de son côté le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, récusant l'idée d'une dégradation de la note française. « *Les deux inquiétudes au niveau du budget de l'État, nées cet été sont en passe d'être*

résolues », fit-il valoir dans une interview au *Figaro*. « *L'augmentation des fonds propres des banques françaises d'ici mi-2012 (de 8,8 milliards d'euros) se fera sans entrée de l'État au capital. La deuxième hypothèque concernait la contribution de la France au Fonds européen de stabilité financière. Il est clair désormais que le montant des garanties apportées par chacun des États ne sera pas relevé, ce qui exclut donc a priori tout endettement additionnel pour l'État* », défendit-il. Mais, au moins, cette affaire S & P avait-elle fourni l'occasion aux adversaires de Sarkozy de se mettre à découvert.

xxx

Ces annonces auto réalisatrices ne se réalisent pas toujours, car les gouvernements sont des chats échaudés. Ils ne réalisent pas ce que leur annoncent ou leur préconisent des oiseaux de mauvais augure. Les milieux hostiles ou amorphes extérieurs à l'Europe ont en revanche plutôt tendance à suivre les mauvais conseils. C'est pourquoi l'agence S & P suivit l'idée d'Attali un mois et demi plus tard, sans oser aller aussi loin. Le directeur de Planet Finance avait toutefois lancé un débat extrêmement nocif et préjudiciable à la monnaie européenne. Il s'agissait de savoir si l'euro allait survivre à l'année 2011. Quand la trêve des confiseurs débute-t-elle ? Aux fêtes de fin d'année ? Ou avant, en décembre ? Assez probablement au premier ou au deuxième dimanche de l'avent. C'est à peu près ce moment que choisit en 2011 un improbable courtier japonais du nom de Nomura pour distiller goutte à goutte dans les médias du venin antieuro sous couvert de vendre une panacée miracle. Il se serait agi, tout simplement, de remplacer l'EURO par l'ECU. Cela commença par quelques petites dépêches çà et là. Visiblement, cet acteur des marchés avait de la surface et de l'entregent. C'étaient des tirs de préparation contre Euroland, en attendant le pilonnage final.

Acronyme de European Currency Unit, l'écu, monnaie virtuelle, avait été utilisé comme unité de compte pour les institutions européennes et les banques centrales des pays membres de l'Union européenne, ainsi que comme monnaie de placement et d'endettement sur les marchés financiers avant la mise en circulation de l'euro. Sans doute ce bon apôtre venu du Soleil Levant pensait-il que prier les pays membres de l'Union monétaire européenne de revenir à leurs anciennes monnaies était trop leur demander, qu'on ne pourrait jamais remettre en service les anciennes presses à billets, mais que les Européens se laisseraient davantage convaincre si on leur proposait de remplacer l'euro par l'écu, un euro allégé en quelque sorte. Facile : il aurait suffi de changer quelques lettres : euro = écu. On pourrait même garder l'abréviation €. L'important pour l'inventeur de cette géniale idée était à coup sûr de pousser à l'abandon de l'euro. Le vent de panique qui s'en suivrait suffirait à faire couler l'Europe. Personne ne se demandait qui était Nomura.

C'est vrai, qui était-il ? Pas un inconnu. Ce broker exotique s'était déclaré preneur quand la Lehman Brothers avait fait faillite aux USA à l'automne 2008. Quand s'effondra la vieille dame du crédit d'outre-Atlantique, jetant à la rue 24.988 salariés, laissant une ardoise de 200 milliards de dollars, dont 50 à 75 milliards à régler sur le champ, la Barclays britannique et le Nomura Holding japonais rachetèrent des parties de l'empire ruiné. Apparemment, ce dépeçage des dépouilles est d'un bon rapport, un peu comme pour les ferrailleurs qui achètent de vieilles voitures, de vieilles machines et appareils à la casse.⁷⁵ Encore faut-il qu'il y ait casse ! Et qu'on puisse acquérir les débris à bon marché. Animé bien entendu des meilleures intentions du monde vis-à-vis de la zone euro, le Japonais espérait sans doute pouvoir phagocyter ses restes après son explosion ou son implosion, c'est tout comme.

C'est sur ces entrefaites que le quotidien *Le Monde* publia le 21 décembre 2011 à la meilleure place possible, en haut à gauche de sa « une », un article intitulé en grandes lettres « *CES ENTREPRISES QUI SE PRÉPARENT À LA DISPARITION DE L'EURO* ». Le sous-titre était encore plus explicite : « *Discrètement, certaines grandes sociétés internationales commencent à se prémunir contre ce risque et à l'intégrer dans leur stratégie* ». ⁷⁶ Un grand titre du *Monde*, c'est du sérieux ! On pouvait lire en première page qu'« *en novembre 2008* » le département de recherche économique de la banque UBS estimait que le sujet d'une sortie de l'euro, voire d'une implosion de la devise commune, considérée comme « *inenviable* » ou « *folie de spéculateurs* », fait flores et devient « *gestion raisonnable des risques* ». Et cerise sur le gâteau, on apprenait que c'était du confidentiel : « *De l'industrie aux voyageurs, plusieurs groupes français et européens se sont pliés à l'exercice, même si la plupart s'en défendent publiquement* ». Donc le lecteur du *Monde* obtenait des révélations. En passant, la banque UBS nous interpelle. Pour ceux qui ne le sauraient pas, UBS est suisse, avec ses sièges principaux à Bâle et à Zurich. Elle est spécialisée dans l'investissement et la gestion de fortune. Elle a des succursales dans une cinquantaine de pays et notamment dans plusieurs grandes villes des États-Unis, en tout premier à Manhattan, État de New York. C'est intéressant de savoir qu'UBS avait été particulièrement affectée par la crise américaine des *subprimes*

⁷⁵ Pour reprendre un outil prometteur, le groupe de services financiers Nomura n'hésite pas à tailler dans ses propres effectifs. Ainsi annonça-t-il une réduction de mille emplois sur 4 500 à Londres, en raison de difficultés dans la reprise des activités de Lehman Brothers en Europe. Pour obtenir le deal, le Japonais s'était engagé à reprendre plus de 8 000 ex-employés de Lehman Brothers en Asie-Pacifique, en Europe et au Moyen-Orient, ainsi qu'au centre mondial basé à Bombay.

⁷⁶ Titre de l'article ci-dessus en première page et à l'intérieur : « *L'explosion de la zone euro est désormais plausible. Certaines entreprises et nombre d'économistes travaillent à ce scénario, impensable il y a encore quelques mois* ». Par Claire Gatinois avec Anne Michel et Francine Aizicovici. *Le Monde* du 21 décembre 2011.

au cours de laquelle elle enregistra des sorties nettes de 226 milliards de francs suisses et une perte de 19,697 milliards de francs suisses en 2008. Elle fut recapitalisée trois fois à hauteur de 6 milliards de francs suisses et aidée par la banque centrale de son pays, la Banque Nationale Suisse (BNS) qui lui avait racheté des actifs toxiques pour 39,1 milliards de dollars au cours de la même période. Donc, vraiment, la référence idéale.

Ouvrons la page intérieure du journal. Faisant bien informé, le quotidien réitérait son avertissement : « *De propos imprudents en maladroites politiques, les dirigeants de la zone euro ont bel et bien fini par laisser penser que ce qui était inenvisageable il y a quelques mois est aujourd'hui possible. L'explosion de la zone euro fait désormais partie des scénarios qu'explorent certains chefs d'entreprise* ». Et de citer le PDG du groupe Legrand dans les *Échos* de l'avant-veille qui confirmait étudier tous les scénarios ainsi que le voyageur britannique TUI Travel et sa maison mère allemande TUI qui avaient, eux, envoyé à leurs hôteliers grecs « *une lettre contenant des dispositions de paiement en cas de retour à une autre monnaie que l'euro* ». Certes, que la Grèce soit mise en congé de l'euro était tout à fait envisageable, souhaitable même, mais cela ne signifiait pas pour autant l'abandon de l'euro dans les seize autres pays membres d'Euroland. Une dizaine de jours plus tôt, les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro, réunis à Bruxelles, avaient approuvé un plan de renforcement de la zone euro et stabilisé l'argent européen. Tel n'était visiblement pas l'avis du *Monde*. Sans doute, le président de BNP Paribas disait au journal qu'une « *telle hypothèse* » (la sortie de l'euro) « *ne faisait pas partie de ses scénarios* ». La Société Générale la considérait aussi comme « *inenvisageable* ». Mais comment leur faire confiance quand on avait lu que la plupart des sociétés « *se défendaient publiquement* » de miser sur l'abandon de l'euro ? D'ailleurs, ils « *préfèrent le laisser croire* », précisait *Le Monde*, mais « *dans l'ombre, des économistes de grands établissements financiers simulent les effets d'une implosion de l'union monétaire pour répondre aux besoins... de leurs clients, des investisseurs, des traders, ou des entrepreneurs* ». Cela se passe de commentaire.

Alors sortit de « l'ombre » le *deus ex machina* de cette conspiration : « *Nikan Firoozye, économiste chez Nomura à Londres* ». Nomura and the City... C'était vraiment très british. Et ce Dark Wador de la finance en guerre contre la Galaxie Euro n'y allait pas de main morte : « *Ceux qui ont de la trésorerie nous demandent dans quelle banque il serait préférable de déposer leur argent, au cas où* ». « *Au cas où* » n'était pas entre guillemets, mais il fallait comprendre : au cas où l'euro se volatiliserait. On apprenait que ce talentueux M. Firoozye avait « *corédigé une note tentant d'explorer les subtilités juridiques d'un éclatement de l'union monétaire en novembre* ». Comme mieux vaut avoir deux témoins pour être crédible, *Le Monde* citait encore le livre de Jean Pisani-

Ferry « *Réveil des démons : la crise de la zone euro et comment nous en sortir* » (Éd. Fayard, 2011), qui avait dit quand même qu'« *envisager une hypothèse, ce n'était pas la souhaiter* ». Effectivement, on peut envisager l'invasion de la Terre par les Martiens sans la souhaiter, mais c'est de la science-fiction. Seulement, venant de Londres, l'élimination de l'euro n'était pas du tout de la science-fiction. Et puis enfin, l'article du *Monde* sortait son meilleur atout : « *Le Financial Services Authority, le régulateur du secteur financier britannique, n'a-t-il pas demandé aux banques de la City de se tenir prêtes à affronter un tel danger ?* ». Plus loin : « *Les économistes étudient depuis des mois, parfois des années, l'hypothèse d'un démantèlement de l'union monétaire* ». C'était ce que venait de tenter David Cameron en refusant de voter au sommet européen de Bruxelles en faveur des nouvelles mesures de contrainte budgétaire et fiscale assumées par les autres pays de l'Union européenne. C'était encore ce que le Premier ministre conservateur britannique s'entêtait à faire en souhaitant participer à la préparation du traité appelé à codifier ces décisions, mais en exigeant que ce traité (s'il y avait traité, car on s'acheminait plutôt vers un accord) soit conclu en dehors de l'Union européenne. Telle est la stratégie britannique de toujours : « *to be within and at the same time without* », être dedans et en même temps en dehors.

Autrement dit, ces rumeurs n'étaient qu'une tentative de déstabilisation d'Euroland en provenance de la City londonienne et des gens de Nomura implantés dans ses murs. Inutile de dire que l'autorité du journal *Le Monde* réussit à imposer du moins parmi des confrères que l'euro était condamné, créant ainsi le climat de sauve-qui-peut souhaité par les Anglo-Japonais. Au début du mois de janvier, interviewée par *Europe 1*, la présidente du Medef, Laurence Parisot se vit poser la question par Jean-Pierre Elkabach de savoir si les entreprises de son syndicat se préparaient à la sortie de l'euro. Indignée, la représentante du patronat français répliqua : « *Pas du tout. Nous sommes conscients de l'atout que constitue l'euro pas seulement comme moyen de paiement, mais comme avènement d'une civilisation. Quelques banques anglo-saxonnes viennent démarcher les entreprises françaises. Quelques catastrophistes avaient annoncé la fin de l'euro pour 2011 et nous sommes en 2012. Le Medef a choisi le camp de la compétition* ». *Le Monde* n'est pas un journal antieuropéen que l'on sache. Son « *papier* » antieuro n'était qu'un article parmi d'autres, mais il avait eu les honneurs de la « *une* ». Comme par ailleurs, *Le Monde* soutenait la candidature de François Hollande, on a pu comprendre pourquoi les « *Hollandais* » se sont congratulés quand Standard & Poor's a tenté de discréditer la France et de casser l'Union monétaire européenne. Il a fallu que Moody's et Fitch restaurent la réputation de l'économie française pour que tous ces gens passent en immersion profonde. Nicolas Sarkozy sauta dans la brèche en taxant d'« *indécente* » cette volte-face. Cela dit, la défiance reste indiquée : le 14 février 2012, Moody's communiquait que la note française reste sous

surveillance, tendance négative. De là à ce que la France fût dégradée à la veille des présidentielles ou des législatives pour créer la pagaille, il n'y avait qu'un pas.

TROISIÈME PARTIE

De l'isolationnisme à la démolition

CHAPITRE 1

Croient-ils vraiment en sa victoire ?

Revenons encore sur le discours de François Hollande devant le SPD. Il avait fait de son mieux pour gagner la confiance de ses camarades allemands et ce qu'il leur a dit à leur congrès n'était pas stupide. Mais en réchauffant l'argument de la justice sociale et celui de l'engagement européen, il enfonçait à Berlin des portes ouvertes. Le SPD est acquis à ces idées. Seulement, il y avait trop de grandiloquence française dans son propos. Les Allemands, qu'ils soient de droite ou de gauche, n'aiment pas les propos solennels, ils ont tendance à considérer les Français et les Italiens comme des beaux parleurs qui figurent ensuite aux abonnés absents dès qu'il s'agit de passer à l'acte. Qu'est-ce donc que ce « *pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance* » que Hollande a proposé aux sociaux-démocrates allemands pour l'Europe ? Il en avait déjà parlé une fois à Bruxelles. N'est-ce pas la copie d'un document déjà connu ? N'existe-t-il déjà depuis plus de dix ans un « *pacte européen de stabilité et de croissance* » que le SPD comme la CDU/CSU ont approuvé ? Il a, au moins, lui, l'avantage d'avoir été « *made in Germany* », ayant été écrit par Helmut Kohl (CDU) et son ministre des Finances Theo Waigel (CSU) lors du lancement de l'euro, il y a plus de dix ans.

Donc, rien de neuf rue de Solferino pour solutionner la crise. On n'a fait que reprendre les anciennes proclamations. Lancer aux sociaux-démocrates allemands qu'on ajoutera à la croissance et à la stabilité de la « *gouvernance* » ne les a pas arrachés à leurs sièges. Ce qui leur importe, en revanche, c'est qu'on accélère le rythme pour aller dans ce sens. Or, François Hollande a été assez contradictoire. D'un côté, il a fustigé les lenteurs de la zone euro en disant : « *Confrontée à la défaillance de la Grèce il y a dix-huit mois, elle s'est montrée incapable de réagir avec rapidité et efficacité à la pression des marchés. Chaque sommet européen a été conclu par des communiqués de victoire, à chaque fois démentis quelques jours plus tard par les doutes des places financières. Les instruments qui ont été introduits, notamment le Fonds européen de stabilisation financière, sont apparus insuffisants et tardifs. Les eurobonds ont été écartés. Les gouvernements de nos deux pays portent une responsabilité dans ces attermoissements, ces frilosités, ces hésitations. Le résultat est que la spéculation, loin de fléchir, s'est amplifiée. D'où la tentation de la fuite en avant* ». Mais en même temps, il s'en est pris au Fonds Européen de Stabilisation Financière, le FESF, qui était chose acquise pour les Allemands,

sociaux-démocrates inclus, et il a laissé entendre qu'il procéderait à la « *révision des traités pour mettre de la discipline dans les politiques budgétaires* ». Remettre à plat les traités, non seulement ferait perdre un temps précieux, mais serait très mal accueilli par les marchés. Leur sanction pourrait être dévastatrice. Pour les sociaux-démocrates allemands, comme pour les amis d'Angela Merkel, le nouveau traité de gouvernance européenne et d'harmonisation fiscale et budgétaire sera définitif.

Pourquoi le camarade Hollande propose-t-il une telle chose, ont dû se demander ses auditeurs ? Leur inquiétude a dû être grande quand il a insisté un peu plus loin sur la préservation de souveraineté budgétaire, la discipline budgétaire n'ayant jamais été à leurs yeux une spécialité française. Qu'il ait souligné que la France n'accepterait pas d'être dépossédée de son droit de voter son budget, en cela il ne se différenciait pas de Sarkozy, mais ce n'était peut-être pas l'endroit pour soulever cette question. Le SPD est favorable à une Europe supranationale et à une mutualisation de la politique budgétaire ainsi qu'au contrôle des recettes et des dépenses des pays membres de l'Union. Si leur camarade français n'accepte pas qu'on lise ses livres de comptes, comment le croiraient-ils quand il leur promet de ramener le déficit français à moins de 3 % du PIB d'ici la fin de son quinquennat s'il est élu ? Lénine a dit : « *La confiance c'est bien, le contrôle c'est mieux* ». Les sociaux-démocrates allemands ne lisent peut-être plus Lénine, mais ils lisent leurs excellents journaux et savent qu'en France les caisses sont aussi vides que chez eux et que ce sera encore plus difficile de les remplir en France qu'en Allemagne. Car les Allemands, de gauche comme de droite, veulent savoir où va leur argent. S'ajoute que le SPD veut aller le plus vite possible vers une Europe plus contrôlable. Tout ce qui freinerait cette évolution le dérange. Il ne peut lui avoir échappé que François Hollande a fait part dans son pays de son intention de renégocier le projet de traité conclu au niveau du Conseil européen le 9 décembre 2011, cet enfant malaimé du couple Sarkozy-Merkel. Le traité a été approuvé par la quasi-totalité des pays membres l'UE et pas seulement par les États membres de la zone euro. Et le candidat français voudrait le renégocier, obtenir moins de contrôle, moins de rigueur ? « *Sur la crise, Hollande ne propose rien. À l'entendre, il veut renégocier le nouveau Traité européen, mais il fait rigoler tout le monde dans les capitales européennes* », s'est moqué Nicolas Sarkozy.⁷⁷

Le SPD avait donné quelques jours plus tôt carte blanche à Mme Merkel par un vote massif au Bundestag, en approuvant notamment l'augmentation du Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF). Et quand il s'est agi fin mars 2012 de renforcer le pare-feu européen de l'EMS qui doit succéder cet été au

⁷⁷ « *Les secrets de la stratégie Sarkozy* » par Bruno Jeudy, dans *Le Journal du Dimanche* du 8 janvier 2012.

FESF, le SPD a de nouveau donné son accord de principe sous condition de quelques aménagements. Quant à sa décision de rejeter l'héritage européen de « Merkozy » et de renégocier le Traité européen que Hollande a confirmée entre temps dans les propositions 11, 57, 58, 59 et 60 de son programme du 26 janvier, voilà qui ne peut que faire dresser les cheveux sur la tête des dirigeants du SPD. Une renégociation reviendrait à repousser l'adoption du traité aux calendes grecques. Résumons : François Hollande a affirmé que la procédure de ratification du futur traité réorganisant l'Europe et ses finances retardera son adoption pendant de longs mois. Mais on a trouvé des procédures accélérées. Le traité pourra être mis en vigueur quand une dizaine d'États membres l'auront ratifié. Si Hollande était élu et que la France se retire de ce traité, serait-il pour autant caduc ? Absolument pas. La France serait alors isolée en Europe et coupée de l'Allemagne qui tient beaucoup à ce traité. Satisfaction n'a pas été donnée à Mme Merkel sur tous les points, mais c'est aux yeux des deux principaux partis allemands un compromis viable qui rassurera le monde extérieur sur la solidité de la zone euro. Il y a fort à parier que sur ce sujet européen vital, Angela Merkel et Sigmar Gabriel se parlent en catimini et que les votes du SPD en faveur de la chancelière à propos des questions européennes ont ouvert la voie à une union sacrée de leurs deux partis. Il y va de la survie de l'Allemagne et de l'Europe. Comment expliquer cette union nationale qui est possible en Espagne et dans d'autres pays européens, Allemagne en tête, alors qu'en France, l'opposition cherche à couler le navire France pour que Sarkozy et son équipage sombrent avec lui ?

On aurait pensé qu'en France, la crise ramènerait l'opposition à la raison et au sens des responsabilités. Que le PS au moins se poserait comme le SPD outre-Rhin en parti de gouvernement. Mais, dopées par le recours aux « primaires », les questions de personnes ont pris dans cette formation le pas sur le réalisme. La sarkophobie aveugle le PS et les Verts. Sarkozy est d'autant plus haï qu'il a fait bouger les lignes dans le pays après deux à trois décennies de stagnation. En Allemagne au contraire, les initiatives d'Angela Merkel, sa fermeté face aux partenaires européens ont été appréciées par ses partisans comme par l'opposition. Ses compatriotes estiment à présent qu'elle a bien fait de serrer le frein des processus européens, car elle a ainsi en fin de compte, en gardant son sang-froid réussi à imposer à ses partenaires le principe de la rigueur budgétaire européenne. Les sociaux-démocrates allemands ne peuvent donc approuver le refus de François Hollande d'adopter la « règle d'or » de l'équilibre budgétaire qui sera inscrite au nouveau Traité européen et qu'ils ont votée, eux, pour leur pays. Lors du mini scandale qui a fait mordre la poussière en décembre-février 2011-2012 à un proche de Mme Merkel, le président de la République Christian Wulff, à propos du financement de sa maison et divers petits privilèges que ce politicien s'était octroyés, le président du SPD, Sigmar

Gabriel, s'était prononcé à la surprise générale plutôt pour le maintien en fonctions du président défaillant. Et pour montrer qu'il avait la carrure d'un homme d'État, Gabriel a estimé que la démission de Wulff en 2012 après celle du très intègre Horst Köhler en 2010, pourrait provoquer une crise souveraine. Ce geste de bonne volonté calculé signifiait de toute évidence : « Mme Merkel, nous voulons coopérer avec vous ». Finalement, Wulff a quand même dû démissionner et Mme Merkel s'est ralliée au candidat de la gauche, l'ancien dissident est-allemand Joachim Gauck, un geste de conciliation en sens inverse.

S'ajoutant à la Saxe-Anhalt, la Saxe et la Thuringe, trois Länder de l'ex-RDA gouvernés à présent par des grandes coalitions SPD/CDU, un autre Land s'est rallié à ce modèle de gouvernement : le Land-ville de Berlin. En Sarre aussi on a évolué vers ce modèle. Il semble bien que la législature 2013-2017 soit d'ores et déjà orientée dans ce sens. Pour combattre les effets de la crise, mieux vaut former une alliance des grands partis, pensent les Allemands, attachés à leur culture du consensus : 53 % d'entre eux appellent de leurs vœux cette « cohabitation à l'allemande ». Sans doute les sociaux-démocrates espèrent-ils sans trop y croire qu'ils pourront obtenir le poste du chancelier et que le vice-chancelier serait alors chrétien-démocrate. Mais, pour le moment, Mme Merkel caracole très loin en tête du personnel politique. Aussi ont-ils les yeux fixés sur elle. Et Mme Merkel ne croit pas, elle non plus, à la victoire de Hollande. Elle n'a pas ouvert sa porte au candidat de la gauche française. Après son tour de piste devant leur congrès de Berlin, les sociaux-démocrates allemands ont-ils douté, eux aussi, de l'aptitude de Hollande à vaincre Sarkozy ? Ont-ils jugé que le challenger ne « faisait pas le poids » ? Croient-ils en sa victoire ? Ou bien se préparent-ils comme Angela Merkel à un second mandat de Nicolas Sarkozy ? On peut estimer que le couple « *Merkozy* » est bien rodé après avoir eu pas mal de ratés d'allumage et qu'il devra mener à bien les réformes de l'Europe entreprises depuis trois ans avant de passer le témoin à d'autres équipes. S'ajoute que la situation actuelle des finances publiques n'est pas rose et que personne normalement ne devrait se presser au portillon pour assumer les coupes sombres et les coupes claires qui seront incontournables.

CHAPITRE 2

Divergences programmées avec l'Allemagne

Jacques Delors disait : « *Les Allemands ne croient pas tous en Dieu, mais ils croient tous à la Bundesbank* ». Que la Banque centrale européenne ait perpétré les méthodes de la Bundesbank et qu'elle ait conservé son indépendance, est ce qui les rassure le plus dans l'Union monétaire. Pour les Allemands qui considèrent que le rôle de la Banque centrale est de préserver la stabilité monétaire et l'équilibre des flux financiers, il ne peut être question de faire de la BCE un organisme de création d'emploi et de relance conjoncturelle. Ceci a toujours été chez eux, comme c'est logique, du ressort du pouvoir politique élu. C'est déjà tout à fait extraordinaire que la chancière ait accepté les entorses aux statuts de la BCE qui ont consisté depuis 2010 à soutenir des pays défaillants comme la Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, alors qu'il était interdit à l'organisme que pilotait à Francfort Jean-Claude Trichet d'intervenir pour combler des trous dans les budgets des États membres. Mais, si elle ne l'avait pas fait, les investisseurs auraient perdu confiance et retiré leurs pions d'Europe. Plus qu'une bailleuse de fonds, la BCE a été ainsi créatrice de confiance. Le successeur de Trichet, l'Italien Mario Draghi, a certes abaissé très modérément les taux d'intérêt pour rendre l'argent plus « facile ». Il a aussi prêté aux banques dans une phase transitoire à un taux privilégié de quelques 1 % qui leur permet de faire des bénéfices substantiels afin de rembourser le coussin de leur fonds propres. Les instituts de crédit se sont trouvés en effet dans une position délicate au moment où on leur demandait d'effacer une partie de leur ardoise grecque tandis que la Bourse et les agences les attaquaient sur leur soutenabilité. Par la taxe sur les transactions financières, les pouvoirs publics européens qui alimentent la BCE rentreront partiellement dans leurs fonds une fois que les banques se seront stabilisées.

Mais ce ne sont, du point de vue allemand, que des mesures exceptionnelles. Toujours est-il qu'il ne peut être question que le traité issu de l'accord du 9 décembre 2011 soit remis sur le tapis. Ce serait un coup grave porté à l'Europe et à la confiance des Européens dans la parole de notre pays, si la France dénonçait un accord que tous, Royaume-Uni excepté,⁷⁸ ont approuvé.

⁷⁸ Et Tchéquie, nous l'avons vu.

Le dicton « *Pacta sunt servanda* », « *Il faut respecter les traités* » régit la bonne marche des relations internationales. Trop de traités ont été rompus dans l'histoire allemande jusqu'en 1945 pour que nos voisins ne soient pas devenus allergiques à ces pratiques qui leur ont finalement coûté très cher. Ainsi donc ce projet de renégociation de Hollande était-il un plan tiré sur la comète, une annonce creuse ? « *Touche pas à la BCE !* », diront les Allemands. Dans le secteur politique et non pas monétaire, il existe depuis 1992 un Pacte européen de stabilité et de croissance qui peut être enrichi de dispositions sociales supplémentaires pour tenir compte de l'affaissement des économies européennes, mais qui prévoit déjà tout ce que Hollande faisait semblant de découvrir. Or, le candidat proposait ni plus ni moins que de se servir de la monnaie comme levier de la politique économique et sociale. C'est-à-dire, en fin de compte, d'imprimer des billets pour les donner en aumône à ceux qui en avaient plus ou moins besoin, politique qui, selon les partenaires allemands, mène tout droit à la dépréciation monétaire et à une misère généralisée.

C'était revenir aux pratiques européennes d'avant l'introduction de l'euro et dudit Pacte, à une politique qui a été pour beaucoup dans l'endettement des pays européens et l'amplification de la crise. Enfin, le candidat socialiste proposait aussi en ce mémorable 26 janvier, de « *créer des euroobligations* », appelées aussi « *enrobonds* ». Il était là en accord avec ses partenaires du SPD et, dans une certaine mesure avec l'UMP, à ceci près que le gouvernement français a convenu avec la chancelière allemande que ces titres communautaires d'emprunts européens ne verraient pas le jour tant que l'UE ou la zone euro ne pourraient vérifier que les États membres tiennent leur comptabilité en ordre. Émis collectivement, Allemagne incluse, les « *enrobonds* » permettraient en effet d'abaisser les taux d'intérêt auxquels les États membres d'Euroland peuvent se financer sur les marchés. Mais si des États gaspilleurs accumulaient les déficits, l'Allemagne, la Hollande et subsidiairement la France, devraient payer davantage pour maintenir le taux des enrobonds à un niveau supportable. L'Allemagne ne veut pas être contrainte à des dépenses qui obèreraient ses comptes sans qu'elle puisse s'y opposer. Cela peut se comprendre. Jusqu'ici, ce sont les électeurs-contribuables qui doivent garder par leurs votes ou d'autres formes de contestation le contrôle des recettes et des dépenses fiscales au lieu de s'en remettre pour cela à des États étrangers qu'ils n'ont pas élus. Aimeriez-vous que votre voisin prenne votre argent durement gagné pour se payer du bon temps à vos frais ? Aimeriez-vous que des sangsues se fixent sur vos veines et qu'il vous soit interdit de vous en débarrasser ?

Ce que proposait là Hollande était un système de pillage des réserves allemandes. Des réparations de guerre différées en somme. Inutile de dire que Berlin n'accepterait jamais cela. D'ores et déjà, les Allemands ont le dos au mur.

Les assauts contre leur pactole (qui n'en est pas un étant donné leur énorme dette cumulée) sont légion au prétexte que leur pays a été contre toute attente le grand bénéficiaire de la monnaie unique, avec le handicap que son économie florissante a aspiré les moyens de paiement des économies les plus faibles à la périphérie de la zone, voire celles qui étaient en peu en retrait de la sienne, comme l'économie française. L'idée a fait son chemin que l'organisme le plus sain pompait le sang des individus anémiés, aggravant ainsi leur faiblesse. Voilà un effet de l'euro auquel on ne s'était pas du tout attendu. On pensait au contraire que la locomotive allemande tracterait les autres toujours plus haut, vers le sommet. Au contraire, elle les a enfoncés. Il faut donc compenser cela par des mécanismes de stabilisation, des crédits en faveur des canards boiteux de l'Union. C'était presque grotesque au cours des derniers deux ans de voir l'économie connaître un boom en Allemagne alors que la France peinait à sortir de la crise et que d'autres États de la zone euro luttaienent pour la survie. Les Allemands ne devraient pas s'étonner que cela ait suscité des jalousies, voire de l'hostilité chez certains voisins.

Au lieu de cela, ils se sont considérés comme les victimes de la zone euro. Dans certains milieux allemands où le souverainisme a progressé, on n'a plus appelé pendant de longs mois l'Union Monétaire européenne que l'« *Union des transferts* », c'est-à-dire un organisme qui n'avait d'autre but que de transférer l'argent de la bourse des Allemands dans le porte-monnaie des autres, alors que ladite Union Monétaire continuait à favoriser le commerce allemand en Europe. Plus grave encore était le fait que ce second miracle économique allemand ne soit pas mis en relation avec la politique du gouvernement Merkel. Pourtant, depuis que Mme Merkel est arrivée au pouvoir en 2005, le nombre des chômeurs en Allemagne a reculé de quelque deux millions malgré le passage dévastateur de la crise qui avait contracté le PIB allemand de 5,1 % en 2009. En 2010, la croissance allemande est repartie à la hausse pour atteindre 3,5 % en 2011, un taux nettement supérieur à celui de tous les autres pays européens. Fallait-il être jaloux de l'Allemagne ? « *La réponse est simple, nous avons rattrapé l'an dernier et cette année ce que nous avons perdu en points de croissance l'année précédente. Je vous rappelle que nous avons eu un recul sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, bien plus marqué qu'en France. Il s'est donc agi en quelque sorte d'une correction. Mais ce qui est plus important encore que la croissance allemande, c'est celle des pays de la zone euro qui font actuellement face à des problèmes d'endettement et de chômage élevés. L'Allemagne et la France constituent l'ancrage de la stabilité en Europe. Il faut*

*qu'elles le restent. Nous devons tout faire pour aider ceux qui ont des problèmes plus aigus à les régler ».*⁷⁹

Concrètement, l'Allemagne est bien obligée de prendre en considération les desiderata des Européens, car l'Europe absorbe 60 % de ses exportations. Les responsables allemands en tirent la conclusion que « *ce qui est bon pour l'Europe est bon pour l'Allemagne* », sage reconnaissance de l'interdépendance de nos économies. L'Allemagne ne peut ni ne veut s'émanciper de l'Europe, ni à plus forte raison de la France. Économiquement et surtout politiquement, il n'est pour elle « *hors de la France point de salut* ». Nos deux économies cumulées produisent 40 % du PIB de la zone euro et 30 % du PIB de l'Union européenne et nos populations totalisent 140 millions de personnes, soit la moitié de la population d'Euroland, tendance déclinante pour l'Allemagne, croissante pour la France. Si l'Allemagne a besoin de la France comme garante pour imposer sa politique aux Européens, elle n'a pas non plus à rougir du niveau économique de la France comme associée. Comme l'indiquait Wolfgang Schäuble, il y a au final égalisation : sur une base 100 en 2008 (début de la crise), la croissance allemande cumulée s'établira environ à 102 fin 2012, à peu près exactement comme celle de la France à la même date. Pas besoin donc, du côté français, d'éprouver des complexes d'infériorité ! Ce qui distingue peut-être l'Allemagne de la France, c'est son aptitude à se construire des piliers industriels et commerciaux solides. Elle y est parvenue par le maintien de sa compétitivité industrielle, surtout à l'échelon des PME et des TPE, par des sacrifices passagers sur les salaires et par la rigueur budgétaire (en pleine crise en 2011, 1 % seulement de déficit budgétaire). Sa rigueur peut aller jusqu'à la rigidité, une rigidité signée Merkel que ses compatriotes ont recommencée à apprécier (63 % d'opinions favorables pour la chancelière début 2012 et seulement 36 % pour son parti la CDU), et qui reste inflexible sur le rôle de la BCE et des fonds de sauvetage européens qu'elle refuse de gonfler. Et puis, une augmentation modérée des salaires, car il y avait encore de la marge, a permis de relancer la conjoncture alors que la demande extérieure faiblissait comme presque partout dans le monde et principalement en Europe.

En Allemagne comme en France, plus encore en Allemagne qu'en France où la majorité au pouvoir a connu des défaites électorales en série au niveau régional en 2010-2011, alors que l'économie du pays vivait une reprise sensationnelle, il semble bien que la population dans sa majorité attribue au gouvernement les échecs et refuse de lui accorder le bénéfice des progrès. Est-ce un simple problème de communication ? Il semble bien que cela réponde à une mutation plus profonde de l'électorat, gagné par une sorte d'irrationalité

⁷⁹ Dans *Politique Internationale*, n° 133/2011, p. 11/12.

qu'entretient le dévoiement de la communication politique. On ne fait plus confiance à la classe politique. On veut lui faire payer l'apparition des problèmes au lieu de lui donner la chance d'appliquer des solutions. Pour pallier ce danger qui peut mettre en péril les républiques, il faudrait que le combat politique soit moins émotionnel, moins encombré d'attaques personnelles, plus rationnel en somme. C'est sur ces tendances que surfait François Hollande. Un ami allemand, diplomate proche du gouvernement de Mme Merkel et grand connaisseur de la France dont il parle couramment la langue, nous écrivait : « *Entre nous, mon opinion privée sur Hollande est la suivante : s'il ne croyait vraiment qu'à une partie de ce qu'il dit et qu'il a vraiment l'intention de le mettre en pratique, il serait en tant que président un drame pour la France, un danger pour les relations franco-allemandes et un malheur pour l'Europe. Sa thèse en faveur d'une renégociation des relations franco-allemandes est à mes yeux du populisme creux. Le traité de l'Élysée contient tout ce dont nous avons besoin, il faut simplement que nous lui donnions vie et l'accomplissions dans sa plénitude. C'est exactement ce que Merkel et Sarkozy cherchent à faire en ce moment* ». ⁸⁰

L'introduction de l'euro a été une bonne chose sur le plan politique, mais sans politique économique commune, c'était une aberration. La question est maintenant de savoir si les pays qui ont adhéré à la monnaie commune sont disposés à jeter les bases d'une politique économique commune. On est en droit de se poser la question quand on voit les difficultés du « couple » franco-allemand pour trouver un consensus. Le premier pas consisterait certainement à définir quel genre de politique on veut voir la zone euro appliquer, à savoir une économie sociale de marché comme en Allemagne, qui protège certes les plus faibles, mais surtout rémunère les actifs en fonction de leurs performances passées, présentes et futures ? Ou bien une politique d'assistanat, y compris pour des personnes qui n'ont jamais travaillé sur le marché européen, direction vers laquelle la France se dirige de plus en plus ? Quant à l'« *État providence* » comme l'ont pratiqué les pays du nord de l'Europe, il exige trop de dépenses en l'état actuel des budgets. S'ajoute qu'il faut éviter les distorsions de concurrence suite à des différentiels de fiscalité portant sur la production ou la consommation, encore que certaines traditions nationales ne puissent être éliminées du jour au lendemain et que certaines régions moins développées ou secteurs d'avenir prometteurs puissent bénéficier d'exemptions ou de facilités

⁸⁰ « *Entre nous: Meine private Meinung zu Hollande ist: Wenn er auch nur einen Teil von dem meint (und umzusetzen gedenkt), was er sagt, wäre er als Präsident ein Trauerspiel für Frankreich, eine Gefahr für die deutsch-französischen Beziehungen und ein Unglück für Europa. Seine These, es bedürfe einer neuen vertraglichen Grundlage für die Deutsch-französischen Beziehungen ist in meinen Augen inhaltsleerer Populismus. Der Elysée-Vertrag enthält alles was wir brauchen, wir müssen ihn nur voll ausfüllen und leben. Merkel und Sarkozy bemühen sich derzeit, genau das zu tun* ».

consenties par tous les États membres. Ce serait le cas notamment de l'agriculture qui représente une réserve stratégique en cas de pénuries, ainsi que du secteur primordial de l'énergie, lequel doit préserver une certaine indépendance de l'Europe, difficile à défendre étant donné la pauvreté du sous-sol européen en combustibles fossiles à bon marché. Malheureusement, aucun homme ou femme politique ne semble disposé à soulever la question. Or, il est évident que la situation actuelle ne peut pas continuer. Le problème est qu'un choix de politique économique implique un choix politique et qu'aucun État n'acceptera de se voir imposer sa politique par d'autres États. Cela dit, la proposition de réduction de la dette de l'Allemagne soutenue par la France, avec la définition de chantiers prioritaires dans les secteurs de l'éducation, de l'innovation et de la santé semble aller à cet égard dans le bon sens. Un État qui laisserait son déficit filer serait passible de sanctions pouvant aller jusqu'à la suppression de toute subvention communautaire.

CHAPITRE 3

Isolement, étiolement, risque mortel

Quand les chocs financiers arrivent de New York, quand Brasilia ou Ryad n'achètent pas comme prévu nos avions ou nos réacteurs, quand le robinet du gaz russe ne reste pas grand ouvert en plein hiver et que des pirates stoppent des tankers approvisionnant l'Europe, quand notre économie traîne la patte et que le chômage progresse plus vite que le PIB, quand tous ces malheurs nous tombent dessus, il ne faut pas attendre longtemps pour voir surgir les europhobes : « *Nous vous l'avions bien dit, c'est la faute à l'euro. Abandonnons cette monnaie de pacotille. Revenons au bon vieux franc...* » Ces pisse-vinaigre surgissent de partout comme des vers à la pluie, sortant des trous où ils fuyaient dans les années de vaches grasses. Il a suffi d'une crise, la première, pour que la tentation du repli sur soi s'empare des Français. Il suffit, mais voyons, de fermer les écoutilles, de laver notre linge sale en famille, de brûler les euros dans l'âtre ancestral pour nous chauffer les mains, de nous évader de l'Union Européenne et de revenir à la France de Colbert et de Vauban. À nous la liberté, ne sommes-nous pas Français et frondeurs de nature ? Nous irons nous réfugier sur nos terres profondes en suçant nos racines, nous irons, comme disait Voltaire, « *brouter nos herbes et boire le lait de nos vaches* ». La pratique de l'autarcie rappelle pourtant de bien mauvais souvenirs à l'Europe : le IIIème Reich, le Comecon, la RDA pour l'Allemagne, frontières obturées !

N'est-ce pas ce que nous recommandent les isolationnistes du Front National, du Front de Gauche et tous les autres frontistes songe-creux et idéologues passéistes ? À la fin, quand la France sera improductive, famélique, méprisée de tous, parce qu'elle se sera coupée du reste de l'humanité, il ne nous restera plus qu'à vendre l'Alsace aux Allemands, le Pays basque français aux Espagnols et la région PACA aux Italiens, comme les Grecs ont vendu leur port du Pirée aux Chinois et envisagent de brader leurs îles. Ces soldes sont d'ailleurs en bonne voie. Combien d'entreprises, d'hôtels, de vignobles français sont déjà passés sous la coupe de capitaux exotiques, non pas parce que nos frontières sont ouvertes, mais parce que nous n'ouvrons plus de nouvelles frontières, parce que nous ne conquerrons plus de marchés, que nous jouissons de nos RTT, que nous faisons grève pour un bout de chandelle, sacrifiant des millions d'euros à des combats d'arrière-garde ? Mais peut-être ces élections présidentielles et législatives de 2012 auront-elle été le dernier baroud d'honneur des isolationnistes ? Le combat politique s'est tellement internationalisé que le

clivage droite-gauche en pâté. Il a tendance à s'effacer au profit de celui de « mondialisation » (les réalistes) et de « démondialisation » (les utopistes). Les seconds nous conseillent de quitter la scène mondiale et de rentrer bien au chaud à l'ombre de nos clochers. Et, pourquoi pas, de renoncer momentanément à l'Europe ? Mais on ne peut plus refaire ce qu'on a défait. On n'échappera pas à la concurrence mondiale. Nous devons parcourir les chemins de la planète en quête d'alliés et de clients. Il nous faudra lacer nos chaussures cloutées, saisir notre bâton de pèlerins et mettre dans la poche de notre parka ce passeport européen unifié couleur bordeaux que les Russes et les Chinois, les Américains et les Africains commencent à connaître.

À l'autre bout de l'échiquier politique, il y a ceux qui nous pressent tout simplement de scier la branche sur laquelle nous étions hier perchés, de dilapider nos atouts, de brûler nos dernières cartouches. Il y a Eva Joly, la chiromancienne norvégienne à lunettes rouges qui incite au suicide une France qu'elle hait. Voter pour elle et sa sœur volubile Cécile Duflot. ne serait-ce pas tomber de Charybde en Scylla ? Ces dames, auxquelles s'ajoute la haineuse Martine Aubry et la colérique Ségolène Royal, ambitionnent des portefeuilles ministériels et, pour la dernière, le « perchoir » de l'Assemblée nationale. Joly à la Justice, Aubry au Travail et aux Affaires sociales, Duflot porte-parole du gouvernement, évidemment. Elles nous poussent à voter François Hollande parce que c'est dans leur intérêt. Passons sur les microscopiques Dupont-Aignan et autres Poutou ou Cheminade qui ont tout simplement pollué la campagne avec leurs fadaïses et fantaisies. Mais tous, sauf, bien entendu, le tenant du titre, Nicolas Sarkozy, nous recommandent « le changement ». Le PS colle des affiches en faveur du « changement ». Tellement ressassé, ce mot a fini par bourrer le crâne de beaucoup de Français. « L'alternance » - tel est le terme correct en politique - est certes une des lois de la démocratie. Mais encore faut-il qu'elle soit justifiée. Faut-il changer rien du « moins bien qu'espéré » pour tomber dans le « pire que lui » ? Le contraire du « changement » est la « continuité ». Or, dans le monde qui est le nôtre, confronté à une instabilité angoissante, un minimum de « continuité » peut-être momentanément un avantage vital. Il faut à l'intérieur mener à bien les réformes engagées, en Europe consolider la stabilité et envers le reste du monde entretenir la confiance. Tel est le sens de la « continuité ». Sous Jacques Chirac, le mandat présidentiel a été réduit de sept à cinq ans, apparemment, pour obtenir des votes concordants aux présidentielles et aux législatives, ce qui est une hypothèse mais non une certitude. Sous Nicolas Sarkozy, il a été décrété qu'un président ne peut accomplir pour de deux mandats. Ce n'est pas créateur de stabilité. Bref, dans la crise que nous traversons et au moment où les clignotants mondiaux hésitent à passer au vert, la « continuité » est, au minimum pour les cinq prochaines années, préférable au « changement ». Changer relève pour le moment du

caprice. « La France s'ennuie » nous dit-on. Alors changer pour changer ?

Evidemment, dira-t-on, François Hollande est un modéré et, avec lui, le changement serait anodin. Aucun danger chez Hollande de dérive totalitaire. Certes, mais d'aucuns le jugent mou et indécis. Il faut redouter les réactions en chaîne, ces machines infernales qu'une pichenette met en route et que personne ne peut plus arrêter quand elles se sont emballées. Hollande pourrait n'être qu'une transition vers le « plus pire » si la France se retrouvait isolée et misérable suite à une politique utopique ou inconséquente. Or, le « ras-le-bol » de certains, notamment parmi les jeunes (certes 25% en faveur de Hollande, mais 26% en faveur de Marine Le Pen et 16% en faveur de Jean-Luc Mélenchon en forte progression chez les 18-24 ans selon un sondage CSA publié par *Le Monde* le 10 avril 2012), « l'ennui » éprouvé par d'autres après une campagne électorale que l'on a sottement qualifiée de « frivole » sans en mesurer la portée et enfin la disparition des familles politiques à l'heure de la télécratie, peuvent inciter à voter pour « le changement » quel qu'il soit, rien que pour tenter la chance. Comment le bon Lafontaine avait-il vu cela quand il imagina les vertes rainettes qui s'ennuyaient tellement qu'elles eurent l'imprudence de choisir celui qui allait les dévorer ? « *Les grenouilles se lassant / De l'état démocratique, / Par leurs clameurs firent tant / Que Jupin les soumit au pouvoir monarchique ! / (...) Le Monarque des Dieux leur envoie une grue, / Qui les croque, qui les tue, / Qui les gobe à son plaisir ; / Et grenouilles de se plaindre ; / Et Jupin de leur dire : Et quoi ! votre désir / A ses lois croit-il nous astreindre ? / Vous auriez dû premièrement / Garder votre gouvernement ; / Mais ne l'ayant pas fait, il vous devrait suffire / Que votre premier Roi fut débonnaire et doux : / De celui-ci contentez-vous, / De peur d'en rencontrer un pire* ». Pour les Verts, l'Europe n'est qu'une fuite en avant. Quand la France sera détruite, on ira en Europe... La désorganisation comme modèle de société fait des adeptes parmi les immatures.

A-t-on seulement évalué les conséquences du retour au féroce jacobinisme, centralisateur et spoliateur, que prône Jean-Luc Mélenchon ? On voit où le « centralisme démocratique » qu'il veut ressusciter en faisant de l'Etat un Moloch tout puissant, a mené sous Robespierre et sous Lénine, sous Mao et sous Castro. Leurs pays décimés et affamés ont dû, tôt ou tard, faire leur Thermidor. Mais après de terribles souffrances, des goulags et des balles dans la nuque ! Sait-on encore, pour envisager une autre forme de « changement », que la « candidate antisystème », Marine Le Pen, a emprunté l'idée de « sortir du système » aux précurseurs du national-socialisme. Ceux-ci luttèrent dans les années vingt et au début des années trente contre « le système », c'est-à-dire, à l'époque, contre la république allemande éphémère érigée après la défaite allemande de 1918. On sait à quoi ce déni de démocratie a abouti sous Mussolini et sous Hitler. Mais Marine Le Pen ne sera ni présidente ni Premier ministre. Les

Français ont été trop meurtris par l'Occupation nazie et le gouvernement de Vichy pour ne pas se méfier du FN tout en appréciant certaines vérités qu'il leur assène. Il en va tout autrement du leader du Front de Gauche. La France n'a jamais connu la « dictature du prolétariat » à la sauce soviétique ou maoïste. Là, elle n'est pas immunisée. Mélenchon peut jouer un rôle clé dans un futur gouvernement de François Hollande. Comme Premier ministre ? Il lui présenterait pour son soutien sa facture, bien plus lourde à coup sûr que celle des Verts qui ont obtenu de Hollande malgré leur anémie un groupe parlementaire et la quasi-extinction du parc nucléaire français sans rien de solide pour le remplacer.

Aux europhobes se sont joints les germanophobes qui veulent casser une alliance forgée de longue date et qui a fait ses preuves pour nous protéger contre nos propres démons et nous abriter des vents mauvais venus d'ailleurs. Et les sarkophobes ont battu le rappel, ravis de pouvoir exploiter, eux aussi, cet effet d'aubaine. N'oubliez jamais cela : quand tomba la méchante note de S & P, en un fatal vendredi 13 janvier 2012, ce fut un déchaînement d'indignation de toute la classe politique, non pas contre cette agence, comme l'aurait voulu la logique, mais contre le gouvernement : « *humiliation* », « *désastre* », « *échec* », etc. Les ondes et le petit écran n'avaient plus assez de mots pour disqualifier les efforts de ceux qui depuis trois ans luttèrent contre la crise. On a vu apparaître ainsi une conjonction d'intérêts entre ceux qui voulaient prendre la place de Nicolas Sarkozy et ceux qui ne souhaitaient pas que l'euro et l'Europe se renforce, entre la gauche et l'extrême droite. Comment un État comme la France qui n'est pas encore une république bananière, peut-il se laisser perturber par des agences de notation et par d'autres organismes non gouvernementaux et étrangers à buts commerciaux ou idéologiques ? Les Français qui étaient armés par leur culture pour n'être pas les dindons de la farce, seraient-ils devenus crédules ? Ne voient-ils pas que certaines soi-disant expertises sont cousues de fil blanc ? Le bon sens n'est-il plus chez nous la chose du monde la mieux partagée ? Ont-ils oublié « *le scepticisme martial et joyeux de Rabelais* » que célébrait Diderot ; et Descartes, « *ce cavalier français qui partit d'un si bon pas* », selon Péguy, et puis Voltaire qui porta l'esprit critique à sa perfection ? Pour ne pas parler de bien d'autres de leurs classiques qui ont laissé une trace dans notre histoire et restauré la démocratie et la liberté de penser après la Terreur de Robespierre, après les erreurs de Napoléon, après les massacres de la Commune et de la Grande Guerre, après Vichy et l'Occupation, et l'on en passe. La France est toujours revenue à la raison, à la tolérance et à l'ouverture et beaucoup de ceux qui avaient lu Marx et Mao sont revenus à Romain Rolland et à Jean Giraudoux. Dans un article du *Figaro Magazine* tout à la gloire de ses compatriotes, Denis Tillinac notait que « *depuis une décennie, on caricature (nos) ascendants, en esclavagistes, colonialistes, collabos, tortionnaires et xénophobes*

incurables », ⁸¹ mais que les Français, estimait-il, cocardiers comme ils le sont et amoureux de leur pays, ne s'en laissent pas compter pour autant. N'était-il pas trop optimiste ? Sauf en sport et en cuisine, nous avons perdu le goût de la victoire. Avons-nous vraiment envie de redresser la barre ? S'auto-accuser et s'autoflageller, se plaindre et se lamenter, attendre des secours principalement de l'État au lieu de se prendre en main, n'est-ce pas devenue notre seconde nature ? Ne préférons-nous pas toucher des allocations au lieu de créer des entreprises ? ⁸² Même si les caisses sont vides, il y aura toujours quelque argent à gratter, espère-t-on, surtout si le pays a un fisc performant. Et au mieux on plumera « les riches ». Trente ans de travail de démoralisation ont diminué nos défenses immunitaires. Sans tomber aussi bas que les Allemands de 1929-33 qui n'attendaient plus que l'homme providentiel pour les tirer de la misère et de l'indignité et qui auraient suivi n'importe quel charmeur de rats, nous sommes devenus vulnérables, prédisposés à gober des mirages, à être éblouis par la poudre aux yeux, à aduler hâbleurs et marchands de vent.

Les Lumières, c'étaient la libération de l'esprit et le refus de l'argument d'autorité. Il suffit aujourd'hui que quelqu'un monte à la tribune, s'empare des micros et dise qu'il fera mieux que les gouvernants du moment, pour que beaucoup le suivent. Les démagogues jouent sur le velours. Cela leur est d'autant plus facile que la France est en campagne électorale permanente. Tout devient thème à racolage électoral. La crise est devenue notre *fatum*. Ce n'est plus certain que nous préférons ceux qui luttent contre elle pour restaurer prospérité et liberté, à ceux qui se proposent de l'accompagner par des programmes d'assistance. Nous ne vivons plus qu'en projection, à la poursuite des marchands de rêve. Une sorte de science-fiction qui usurpe le titre de futurologie, nous prédit des malheurs apocalyptiques sur la planète tout en nous faisant croire que tout ira mieux un jour chez nous à condition de pratiquer l'alternance. Comme la course à la présidence a pris en France la place des jeux du cirque de la Rome antique, à peine un président est-il élu que ceux qui auraient voulu l'être à sa place se hâtent déjà vers les *starting-blocks* et guettent le président en titre dans l'espoir de le voir s'effondrer. Ils anticipent sa chute, fébrilement, anxieusement, lui faisant des crocs-en-jambe et lui décochant des traits au lieu de l'aider dans ses efforts de redressement du pays. Nous vivons, de toute manière, dans un roman d'anticipation où les vêtements d'hiver envahissent les étalages dans le courant de l'été et les vêtements d'été dans le courant de l'hiver, où les œufs de Pâques se pondent en janvier et où le Père

⁸¹ « *Le bonheur d'être français* » par Denis Tillinac, auteur du « *Dictionnaire amoureux de la France* ». *Le Figaro Magazine* du 7 janvier 2012.

⁸² Ne faudrait-il pas dire plutôt les partager avec les familles nombreuses de centaines de milliers d'immigrants attirés par l'Eldorado européen ?

Noël attelle ses rennes en septembre. Les prochaines élections débutent quand on ferme les urnes des précédentes. Communales, cantonales, régionales, renouvellements partiels entretiennent cet état de fébrilité anticipatrice. Au lieu de gouverner, l'élu doit aller serrer des mains de futurs électeurs. Et la crise crée une tension supplémentaire. À l'instar du réchauffement climatique qui nous prédit un avenir de tempêtes et cataclysmes, cette crise qu'on nous dit devoir durer jusqu'en 2020 (tel est l'avis d'Angela Merkel) ou jusqu'aux calendes grecques (sauf si la Grèce est renvoyée sur le banc de touche), est devenue une massue électorale dont chacun peut user sauf, bien entendu, le gouvernement, car il faut bien que quelqu'un soit responsable des souffrances du peuple. Raison pour laquelle ses adversaires nous promettent d'éliminer le mal vivre et de nous rendre heureux.

CHAPITRE 4

Allez voter à France intox

Les deux camps, gauche et droite, ont donc dû s'affronter sur ce thème dans la campagne électorale française. C'était tentant pour la majorité politique de se faire rassurante : « *Nous maîtrisons la crise avec l'aide de Dieu et d'Angela Merkel* », et de galvaniser les énergies : « *Nous nous en tirerons tous ensemble par un effort collectif* ». Et pour l'opposition de sonner le tocsin : « *C'est plus grave qu'ils disent, le gouvernement nous cache la vérité* » ou bien « *Le gouvernement prétexte la crise pour occulter qu'il a claqué votre argent en faisant des cadeaux aux friqués* ». C'était devenu un refrain.⁸³ Mais ce n'était qu'à moitié pensé, car, si les mesures fiscales et autres réformes du gouvernement français comme celles de tous les gouvernements européens en place n'avaient pas porté leurs fruits et avaient même dû, pour quelques-unes, être retirées, c'est que la crise venue d'Amérique avait grippé la croissance et découragé les investisseurs. Et que, de toute manière, les réformes n'agissent pas immédiatement. « *Il y a dans les démocraties développées un problème de fond. Les réformes sont difficiles et leurs effets bénéfiques n'interviennent que des années plus tard. Cela crée un décalage entre la décision et son résultat. Et dans cet intervalle, la démocratie peut vous sanctionner. Je sais de quoi je parle, car j'en ai fait l'expérience* », déclarait l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder en faisant allusion à sa propre défaite électorale en septembre 2005.⁸⁴

Au journal de 20 heures de France 2, le 10 avril 2012, face à David Pujadas, l'incontournable Jacques Attali, auréolé des diplômes de toutes les Grandes Ecoles de France et de Navarre (ou presque), y est allé de ses prophéties : « *Dans cette campagne électorale, il n'y a pas assez de débats sur la dette, sur la crise économique et financière, bref sur les mauvaises nouvelles qui expliquent la montée en puissance de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon. Soit que le « président sortant » ne veuille pas parler de son bilan, soit que le candidat de la gauche ne veuille pas annoncer les désagréments qu'il devra infliger aux Français s'il est élu. Les candidats ne peuvent annoncer que du positif* », a-t-il dit en substance. Et « *Cassandre* » Attali d'enfoncer le clou :

⁸³ On ne dit plus les « *riches* » ou les « *nantis* » mais les « *friqués* ». Cela percute mieux.

⁸⁴ Dans une interview du *Figaro* le 22 décembre 2011 (voir plus loin note).

« Nous sommes au bord de la faillite. A partir de septembre prochain, les cadres de l'armée et les fonctionnaires ne seront plus payés que sur emprunts. Nous perdons des millions d'euros à chaque minute qui s'écoule. La Banque Centrale Européenne n'a donné que juste un peu de temps à l'euro ». Des mots qui n'étaient pas faits pour rassurer les Français. Assenant aux téléspectateurs le coup bas de la dette qui les attend au tournant, grimaçante et féroce, Attali prédisait pour l'été et l'automne suivants, après les présidentielles et les législatives, « un état des lieux » et « de nouveaux impôts », la situation financière étant, à son avis, beaucoup plus catastrophique qu'on le dit. Comme toujours, il avait la solution : « Ou bien nous allons vers une Europe plus intégrée, ou bien l'euro va disparaître ». Malgré son intelligence et sa culture, Attali est resté socialiste dans l'âme. Il oubliait l'essentiel : pour sortir de la crise et de la dette, il faut doper la croissance, créer des entreprises, du travail, de l'innovation. L'innovation, dans cette crise, c'est que l'opposition en France a fait l'impossible dès 2010 pour l'aggraver de façon à faire chuter prématurément le gouvernement avant que des mesures anticrise aient produit leur effet. L'opposition n'a ni la maîtrise des dépenses ni celle des décisions, mais elle peut paralyser le pays et décourager l'effort par l'obstruction et la démoralisation. C'est allé des manifestations de l'automne 2010 contre la réforme des retraites et du blocus des ports français à la même époque, à la campagne germanophobe du Parti socialiste à l'automne 2011 et aux diverses revendications de créations de postes, de demandes de subsides et autres prébendes pour les « invisibles » et les « sans-voix » parmi lesquels, Stéphane Hessel aidant, le PS se cherche une clientèle. On ne se serait donc pas étonné que les syndicats étudiants et lycéens, aient déclenché peu avant les présidentielles ou les législatives des manifestations pareilles à celles qui avaient fini par faire trébucher Dominique de Villepin il y aura bientôt six ans.⁸⁵

Des lycéens, des lycéennes plus nombreuses et plus résolues encore que les garçons, sont toujours prêts à descendre dans la rue, pancartes et banderoles en mains, hurlant des slogans vengeurs. Ces attroupements spontanés convoqués sur Twitter et Facebook qui se volatilisent aussi vite qu'ils se sont formés, relèvent de la pratique du « *flashmob* ». Rien de plus facile que d'organiser aujourd'hui des marches et des attroupements. On l'a vu en Tunisie et en Égypte, puis en Russie. En Iran et en Syrie, les manifestants se sont heurtés à la terreur et aux armes. En Libye, ils ont conquis le pouvoir de haute lutte avec l'aide militaire de la France et de la Grande-Bretagne. À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas si la rue se soulèvera avant ou pendant les scrutins d'avril, mai et juin en France. Ou bien après les élections si,

⁸⁵ Le contrat de première embauche jeunes que proposait Dominique de Villepin existe en Allemagne depuis les années 50, en plus avantageux pour les salariés.

d'aventure, le gouvernement Sarkozy était réélu. Ceux qui n'aiment pas Nicolas Sarkozy, y compris dans son propre parti, affirment qu'une fois élu, il devra faire face à la rue. Mais rien n'est moins certain. À l'automne 2010, de nombreux Français voulaient manifester pour afficher leur soutien au gouvernement. Ce sera encore possible. La France est un pays tendanciellement insurrectionnel où un cinquième pouvoir que Montesquieu n'avait pas plus imaginé que le quatrième, s'est constitué en 1968, pour réapparaître depuis les années quatre-vingt. À côté de l'exécutif, du législatif et du judiciaire, auxquels le quatrième pouvoir des médias est venu se joindre, ce cinquième pouvoir est la rue.

Le bon temps est passé où les scrutins hexagonaux étaient centrés sur le franco-français. Outre-Rhin, surtout depuis la réunification de la RFA avec la RDA, ils tournaient toujours autour du germano-allemand. Deux décennies durant, les Allemands, tous au plaisir d'avoir recouvré leur unité nationale, ont fait de l'introspection, comme contaminés par cette maladie française. Maintenant, face au défi de la crise, on ne peut plus se complaire devant sa propre image, si belle fût-elle, on ne peut plus être introverti. Il y a fracture et c'est toujours du pain béni pour l'opposition. Mais il faut savoir la manier, l'exacerber, lui jeter un os en l'excitant comme un chien méchant qu'on va lâcher sur le type qu'on n'aime pas. Seulement, attention aux regards indiscrets ! Parce qu'en Europe, on n'est plus jamais seul. Les Allemands, de l'autre côté du Rhin, veillent. Comme le nain Alberich dans la légende des Nibelungen, ils gardent leur trésor que des voisins reluquent. Ils ont le cuir épais, les Allemands, pas facile de les démonter, mais des pachydermes peuvent s'énerver si on les titille trop. Et alors, cela fait des dégâts, ces grosses bêtes !

En affirmant qu'il y avait quelque chose de pourri au royaume de la monnaie unique, Hollande et ses amis étaient devenus eux-mêmes une partie du problème. La gauche a toujours des problèmes avec l'argent. Tout d'abord, elle doit faire semblant de ne pas en avoir. Un socialiste doit vivre modestement, voire chichement. Face à un Sarkozy qui voulait que tous les Français s'enrichissent et améliorent par l'effort leur pouvoir d'achat, le socialiste cultive la détestation ancestrale de l'argent, si jacobine, si catholique, si française : *« S'attaquer aux lobbys et à la corruption, cogner là-dedans, ça m'a donné un grand plaisir. La relation malsaine à l'argent, je ne supporte pas »*, disait Michel Sapin, l'ami de trente-cinq ans de François Hollande, après l'adoption de sa loi sur le financement des partis, la « loi Sapin ».

Selon le père du miracle économique allemand, Ludwig Erhard, l'économie est à 50 % de la psychologie. Cet adage s'applique plus encore à la monnaie qu'à l'économie en général. L'utilité et la qualité des services et des

produits, c'est du concret. En revanche, une monnaie dépend de la confiance qu'on met en elle *a priori*. Certes, elle incarne la production et le patrimoine du pays ou du groupe de pays qui l'utilise, elle symbolise même le prestige de celui qui la frappe. Mais, si l'on réussissait à nous faire perdre confiance dans l'euro, son blason se ternirait automatiquement. Si l'on nous disait que l'euro n'a plus d'avenir et que l'économie tournait mieux sans lui, si l'on nous disait que l'Europe va se disloquer, alors l'euro mourrait. Inversement, si l'euro implose, l'Europe explose. Or, il n'y a guère de domaine où l'intox fonctionne mieux qu'en matière monétaire. Des eurosceptiques de tout acabit sont à l'œuvre pour nous persuader de nous défaire de l'euro. Ces terribles simplificateurs nous disent qu'il suffira de revenir aux anciennes monnaies nationales pour que tout aille mieux. Écoutez-vous ces tentateurs ? Vous savez pourtant que les problèmes ne changeraient pas d'un iota, ils seraient même pires avec n'importe quelle autre monnaie qu'avec l'euro. Des dévaluations en cascades videraient les livrets A et plomberaient le niveau de vie. Seules les grosses entreprises exportatrices en profiteraient. On aimerait bien que la gauche modérée en France tienne ce langage aux europhobes. Mais non, peu lui chaud que ces derniers soient pour elle des adversaires potentiels ! Obéissant au principe selon lequel « *les ennemis de mes ennemis sont mes amis* », elle ne les a pas contredits. Ils apportaient de l'eau à son moulin. Tout était bon pour prendre Sarkozy à revers.

CHAPITRE 5

Victimisme et dolorisme, deux mamelles de la gauche

La gauche politique ne peut échapper à son habitude de dénigrer ce qui se fait de bien quand cela n'a pas poussé sur son humus. Prenons un exemple. Le 19 janvier 2012, les principaux leaders syndicaux sortaient d'un sommet social à l'Élysée au cours duquel le président Sarkozy avait lâché du lest, quelques centaines de millions en faveur de la formation professionnelle et de l'aide aux chômeurs. Devant les caméras de la télévision, les syndicalistes se dirent dans l'ensemble assez satisfaits. L'un ou l'autre, comme Bernard Thibault, souligna naturellement sa divergence avec Sarkozy sur l'origine du chômage, mais admit qu'on avait mis quelque chose sur la table pour améliorer la situation des gens dans la crise. Parce que ces dirigeants syndicaux pensaient concrètement, connaissant les souffrances des salariés, il leur fallait rapporter des améliorations concrètes à leur base.⁸⁶ Devant les caméras, Jean-Marc Ayrault parla alors pour le Parti socialiste. Ayrault, en principe, n'est pas un idéologue. Issu d'un milieu modeste, ancien professeur d'allemand, il est passé par le moule marxiste, mais il s'est rallié au « *réformisme social-démocrate à l'allemande* ». Mais là, devant France 2, il souligna contre toute évidence que ce sommet social n'avait pratiquement rien apporté et que ce n'était qu'une manœuvre tactique de Sarkozy. Il faut avoir été un sacré idéologue pour pratiquer un tel déni des réalités.

Comme l'a diagnostiqué dans un livre qui a fait sensation en Allemagne, le journaliste du *Spiegel* Jan Fleischhauer,⁸⁷ l'idéologie de la gauche est une sorte de dolorisme négationniste. Seule sensible à la misère du monde, elle veut s'arroger ensuite le titre de réparatrice de tout ce mal qui règne dans la société et dans le monde. On a la fibre sociale ou on ne l'a pas. « *Le malheur*, précisait Fleischhauer dans une interview, *c'est que ce mouvement utopiste ne peut jamais dire quand ses efforts en vue de faire un monde meilleur prendront fin (...) Ils sont possédés par l'idée d'avoir la bonne pensée et d'être*

⁸⁶ Comme on verra dans les toutes dernières pages de cet ouvrage, ils ont changé d'avis entre-temps pour des raisons purement électoralistes, désireux d'éliminer un président qui fait mieux qu'eux en matière sociale.

⁸⁷ Jan Fleischhauer. *Unter Linken: Von einem, der aus Versehen konservativ wurde*. Editions Rowohlt, Reinbek bei Hamburg 2009, ISBN 978-3-498-02125-2.

formidablement révolutionnaires. Cette attitude est curieusement immature et juvénile. C'est quand même un peu ridicule de ne pas pouvoir s'avouer à soi-même qu'on a accédé à des positions qui vous confèrent un pouvoir considérable ». Homme de gauche à l'origine, élevé par des parents membres du parti social-démocrate SPD, Fleischhauer a viré de bord et estime que dans la crise que nous traversons, on ne peut que devenir conservateur. Le conservateur est celui qui dans l'inondation s'efforce de sauver les meubles en les portant au premier étage. Ce n'est plus le moment de planter des fleurs dans le jardin.

Ce sauve ce qu'on peut, c'est ce qu'ont fait Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. Mais la gauche les accuse d'être responsables de l'inondation comme s'ils étaient maîtres de la pluie et du beau temps. Dans son livre *« De l'urgence d'être réactionnaire »*,⁸⁸ le journaliste du *Figaro* Ivan Rioufol va plus loin encore que Fleischhauer. Il accuse la gauche d'avoir procédé à un détournement, à une inversion en sorte, c'est-à-dire d'être devenue le contraire de ce qu'elle prétend être : *« Vous vouliez dire : aimer ; vous avez glissé un b de trop, à trop vouloir vous dire depositaires du bien. Vous avez écrit abîmer »*. Pour lui, la gauche est une entreprise de démolition qui se présente à l'enseigne d'un atelier de construction. Il les apostrophe : *« Vous, les démolisseurs qui n'avez pas mis trente ans pour mettre la France plus que millénaire dans cet état de dépression et de dévastation. C'est bien là votre seule performance. Parce qu'il fallait être dans l'air du temps, vous vous êtes acharnés à détruire et à faire disparaître plutôt qu'à consolider et à rebâtir ce qui méritait de l'être, en vous présentant comme généreux, tolérants, ouverts, branchés, modernes, futés, futuristes »*. Le langage est virulent, pas dans le style feutré et poli de la droite conservatrice européenne qui a appris à se taire, à ne pas choquer, à être *« politiquement correcte »*. Pas étonnant que Rioufol, avec ce ton nouveau et innovant, ait obtenu le prix *« Langue de vipère »* de la chaîne RTL. On retiendra entre autres de son analyse que la tendance au déconstructivisme est inhérente à une gauche qui a besoin que les choses aillent mal pour pouvoir s'en plaindre. Ils ne supportent pas non plus d'être en présence de choses que d'autres ont faites. Il leur faut les défaire même si elles sont profitables et utiles. N'est-ce pas l'attitude de François Hollande qui se promet de résilier un traité international confectionné à grand-peine pour le renégociateur ? Avec la théorie du « gender », ils sont même allés jusqu'à déconstruire les identités sexuelles que nous a données Mère Nature. Ces projets de déconstruction dans la situation plus que périlleuse du monde actuel font peur.

⁸⁸ Ivan Rioufol. *De l'urgence d'être réactionnaire*. Presses Universitaires de France. 2012. Voir son blog : <http://www.blog.lefigaro.fr/rioufol>

Quand on se plaint de tout, pourquoi ne pas se plaindre aussi de Mme Merkel et son Allemagne qui réussit si bien ? Pourquoi ne pas faire des Français les victimes d'une Allemagne qui tente de les dominer ? Ici, le victimisme de la gauche et de l'extrême gauche rejoint l'europhobie des souverainistes de l'ultra-droite. Quelqu'un dont nous ne partageons pas toutes les idées, Daniel Cohn-Bendit lui-même s'en est ému : « *Montebourg sombre dans le nationalisme au clairon qui ne sert qu'à raviver des sentiments qu'on croyait définitivement derrière nous. C'est du mauvais cocorico. Il fait du Front national à gauche* ». Mais il faut comprendre la rage des socialistes face à la politique constructive de la « Merkelzy » qui commençait à porter ses fruits. Ils voyaient émerger une nouvelle terre au milieu du Rhin sur laquelle flottait le double drapeau franco-allemand. Seulement, sur cette île, ni François Hollande ni Marine Le Pen ne pouvaient accoster. Les uns et les autres cherchent donc par des campagnes de « com » bien agencées et par des coups de gueule tonitruants à rompre la coordination de plus en plus étroite entre une France qui donne moins dans la gloriole que jadis et une Allemagne qui a fait son « *mea culpa* » comme aucun autre pays au monde. C'est ainsi qu'a pu être réalisée la compatibilité de l'interface franco-allemande. Après des ratés à l'allumage dans la lutte contre la crise mondiale, cette connexion « colle » si bien aujourd'hui qu'on a fabriqué un néologisme pour la désigner.

Quels qu'en soient les motifs, cette relation est étonnante. A-t-on jamais vu entre deux pays une telle confiance ? Pour l'essentiel, ils sont soudés par la raison et l'instinct de survie, car seule l'Europe unie, cimentée par l'euro et d'autres gadgets utiles, peut sauvegarder notre niveau de vie et notre liberté, voire les améliorer, dans un monde qui cherche à nous tiersmondiser. Il arrive que les mariages de raison deviennent des mariages d'amour. C'est un peu ce qui se passe, limité à la politique, entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel. Le parallélisme de leur baromètre politique est stupéfiant. Au cours des années 2009-2010, les cotes de Merkel et de Sarkozy avaient subi, chacune dans son pays respectif, une érosion progressive puis une chute vertigineuse. On les disait tous deux à bout de souffle et acculés à la démission. Le bruit courait aussi qu'ils ne se supportaient plus l'un l'autre. Et voilà que leur lutte pour le sauvetage de l'Europe et de l'euro dans une situation presque désespérée, s'est avérée payante. Jamais la chancellerie n'a été aussi forte que depuis l'automne 2011, disposant de majorités considérables au Bundestag et obtenant que son parti, la CDU, jusqu'alors en chute libre, réintègre les gouvernements de plusieurs Länder, dont celui, essentiel, du Land de Berlin. En janvier 2012, malgré l'affaire Wulff montée en épingle par un tabloïde à grand tirage, la cote

de la CDU remontait encore.⁸⁹ Quant à celle du président français, elle a, au même moment, rebondi spectaculairement dans les sondages malgré les gesticulations de ses adversaires de gauche et d'extrême droite pour dénigrer sa personne et son action. Comme quoi, la crise économique et financière peut couler des gouvernements, mais elle peut aussi en sauver d'autres. Mais l'Allemagne d'aujourd'hui quasi exempte de chômage n'est plus celle des années 20 et 30. Mme Merkel a un autre souci, très différent : comment faire accepter à ses électeurs que les impôts, fruit de leur travail, soient dilapidés en faveur de banques et d'entreprises déficitaires, surtout si elles se trouvent dans des pays qui n'ont pas rempli leurs devoirs de bons gestionnaires ?

Qu'une crise puisse servir un politicien au lieu de le démolir et surtout que celui qui demande à ses concitoyens de se serrer la ceinture gagne des voix parmi ceux-ci, n'est-ce pas paradoxal ? Sarkozy et Merkel ont réussi ce tour de force parce que leurs peuples ont compris en majorité que les États qui s'unissent sont le rempart contre la crise. En Allemagne comme dans d'autres pays, Espagne, Italie, Grèce, les partis s'acheminent vers une union sacrée contre la crise. En France, on n'en prend pas le chemin, pas seulement pour des raisons électorales. Question de mentalités. En s'affirmant comme combattant anticrise, Nicolas Sarkozy a réussi au cours de l'année 2011 à renouer avec l'imaginaire français alors que François Hollande, quoique le devançant encore dans les sondages, était jugé sans impact sur l'économie. C'est aussi en imposant à l'Europe l'austérité allemande comme panacée anticrise qu'Angela Merkel a regagné des points dans son pays. Elle a appris par l'échec de la RDA qu'il faut créer des services et des produits utiles avant de boucher les trous avec l'argent volé au peuple. D'abord le travail, ensuite la bonne table et non pas l'inverse comme le promettent les socialistes. Et il semble bien que Nicolas Sarkozy en fin de quinquennat ait adopté sa méthode. Qu'est-ce qu'un homme d'État ? C'est un personnage qui, acculé à une situation apparemment sans issue, donne le meilleur de lui-même pour son pays. Cette situation peut être une guerre, une catastrophe ou une crise. Il peut alors entrer dans l'histoire. Sarkozy et Merkel ont acquis dans la crise une stature d'un homme et d'une femme

⁸⁹ Au début du mois de février 2012, selon l'Institut Infratest Dimap, Angela Merkel battait tous les records de popularité des chanceliers allemands avec 85% de résultats positifs à la question de savoir si « elle représentait bien l'Allemagne à l'étranger » ; 73% des Allemands interrogés l'estimaient « honnête » ; 69% disaient qu'elle était une « bonne chancelière ». Ces bons résultats résultaient essentiellement de son attitude dans la crise. La CDU d'Angela Merkel était en janvier 2012 selon l'institut Forsa à 36% (elle passait à 38% début mars 2012, selon le Politbaromètre ARD) dans les intentions de vote, ses alliés au gouvernement les libéraux FDP à seulement 3% après 14% en 2009, et dans l'opposition : le SPD socialdémocrate à 27%, les Verts à 15%, La Gauche néomarxiste à 7% et le Parti des Pirates à 7%, les 5% restants étant dispersés.

d'État et c'est là que le bât blesse François Hollande et ses amis. La force de frappe cumulée de la « Merkozy » a tout d'abord endigué la crise et puis elle a empêché la débâcle quand celle-ci a frappé à nouveau.

CHAPITRE 6

La stratégie de la démolition

Pour mettre en œuvre son programme, François Hollande aurait dû s'équiper d'un pic et de dynamite. À peine Nicolas Sarkozy annonçait-il une mesure que le candidat de l'opposition annonçait qu'il la supprimerait. Il n'y allait pas de mainmorte. Si l'on songe aux précautions qu'avait prises l'UMP en arrivant au pouvoir en 2007 pour amender et remanier sans les supprimer diverses dispositions de ceux qui l'avaient précédée, là, c'était différent, on allait visiblement assister à une vraie démolition. L'après-Sarkozy serait un peu comme ces grands ensembles que l'on dynamite à la base et qui s'écroulent dans un grand nuage de poussière et un fracas du tonnerre. Qui n'aurait pas voté Hollande pour pouvoir assister à pareil spectacle ? Quand on songe que l'UMP n'avait fait qu'édulcorer les 35 heures avec des heures supplémentaires défiscalisées, au lieu de radier cette loi d'un trait de plume, ou qu'elle n'avait osé porter l'âge de la retraite que de 60 à 62 ans au lieu de 67 comme dans des pays voisins, on croyait rêver.

Ce que François Hollande promettait à son électorat était vraiment du grand spectacle. Comme nous l'avons vu, il se proposait de remettre à plat le Traité européen. Sûr que cela ferait du bruit et du tapage ! Sa remise en question du leadership nucléaire français qui donnait à l'industrie et aux foyers un courant électrique relativement payable et nous mettait quelque peu à l'abri de la fluctuation des hydrocarbures ; la révision du quotient familial qui faisait de la natalité française la plus vigoureuse d'Europe ; le retour partiel à la retraite à 60 ans qui aurait pour effet immédiat le déclassement de notre pays par les agences de notation et, par voie de conséquence, des taux d'intérêt en hausse ; le retrait de l'augmentation de la TVA dont chacun savait pourtant qu'elle n'aurait pas de répercussions sur les prix étant donné la tendance déflationniste ; et l'on en passe encore. Le changement par la déconstruction au lieu d'un bond dans le futur était considéré comme socialiste, progressiste, novateur.

Mais il fallait bien que le challenger Hollande réagisse vu que la maîtrise des événements était en train de lui échapper. Il retombait donc dans le travers classique de la gauche qui a gardé, à la différence des conservateurs, un petit air révolutionnaire consistant à chambouler un maximum d'acquis dans l'illusion qu'il en sortira du neuf. Campagne électorale aidant, son parti et lui étaient allés très loin dans le dénigrement du couple Sarko-Merkel. Pour casser ce couple

infernale à leurs yeux, ils avaient essayé, sinon de couler le vaisseau *France*, du moins de creuser des brèches dans sa coque, espérant que ses avaries entraîneraient par le fond l'équipe au pouvoir et peut-être aussi l'autre navire de la flotte arborant pavillon noir-rouge-or. Avec les attaques que l'euro subissait à partir de l'étranger extraeuropéen, venant en particulier de la finance anglo-saxonne, ils jouaient sur le velours. Mais la limite fut marquée par un sondage du *Figaro*. À la question du jour « *L'Allemagne est-elle un modèle à suivre ?* », 60,82 % des lecteurs répondirent « *oui* » contre 39,18 % « *non* ». Ce n'étaient certes que les lecteurs du *Figaro*, mais on ne pouvait être certain que la perspective du « *grand soir* » où l'on brûlerait sur des bûchers ardents tout ce qu'avaient fait les prédécesseurs, serait au goût de tout le monde. Pendant ce temps, Sarkozy montrait qu'il avait l'ambition chevillée au corps de moderniser la France. Il savait dramatiser cette entreprise, comme il ne l'avait jamais fait à ce point durant son quinquennat, et cela intéressait tout de même une grande partie de la population, tout au moins les gens qui lisent tous les jours les pages politiques ou économiques d'un journal, qui regardent le journal de 20 h à la télévision et réfléchissent à des solutions au lieu de pester contre les gouvernants. Les autres appartenaient au Front National et au Front de Gauche. Eux auraient applaudi la grande démolition, la dénonciation des pactes, l'abolition de tous les droits et l'expropriation des expropriateurs. Mais était-ce bien à ces gens que pouvait s'adresser Hollande ? Ils étaient perdus pour lui. Ou bien était-ce à ceux qui avaient inscrit parmi les droits de l'homme le droit à la paresse ? Était-ce encore à ceux qui en accordant la retraite à un âge de plus en plus précoce à des gens qui vivaient de plus en plus vieux, allaient appauvrir le savoir-faire et la continuité des techniques dans l'industrie française ? On comprenait que les mécontents chroniques et les laissés pour compte aient des velléités destructrices, mais l'opposition ne prenait-elle pas un risque en promettant de tels ravages ?

Par la création de faillites et par la mobilisation consécutive, une stratégie de ce type peut faire reculer la France, et maintenant l'Europe, dans la compétition internationale. En revanche, paresseux et béats, enfin assistés sociaux, les Français auraient donné à leurs bienfaiteurs des majorités assurées pour dix, vingt ou trente ans, si, du moins, les caisses avaient été pleines pour les faire vivre aux frais de la princesse. Pareillement, l'ouverture toute grande des frontières à l'immigration avec vote et éligibilité des étrangers à la clé, aurait fait fondre le pays comme un morceau de sucre, mais ramené bien des municipalités dans le giron de la gauche.⁹⁰ Et quand, sous prétexte de justice sociale et en exploitant l'allergie des Français à l'argent des autres, on aurait mis les capitaux

⁹⁰ L'idée de faire voter les étrangers non naturalisés à l'échelon local vise aussi, selon une étude de la Fondation Terra Nova, proche du parti socialiste, à compenser la perte des milieux ouvriers par la gauche.

en fuite, la désindustrialisation aurait atteint des records. Au moins aurait-on pu se divertir en bloquant les ports et les raffineries, ce à quoi on s'est exercé en 2010 tandis que des cheminots CGT tentaient (mais sans succès) de bloquer les voies ferrées (nous les avons vus faire à la Gare Saint-Jean de Bordeaux). Plus les choses vont mal, mieux se porte la gauche. Du moins tant qu'elle n'est pas au pouvoir. Telle est la stratégie qui inspire souvent encore des syndicats français encore abonnés aux idées de Trotski.

Il ne faudrait pas croire que les Français soient sourds à ces stimuli populistes. Au début de l'été 2010, près des trois quarts d'entre eux étaient favorables au report de l'âge de la retraite de 60 à 62 ans, envisagé par le gouvernement Fillon. Après les manifestations syndicales massives qui, à l'automne suivant, emplirent les rues et le petit écran pendant des semaines, une grande majorité de nos compatriotes avait viré de bord, ils étaient devenus hostiles à cette réforme. C'est certes légal et légitime de manifester contre une décision que l'on refuse, mais cette fois-là les manifestations furent disproportionnées par rapport à l'enjeu. Heureusement, le gouvernement a eu le cran de ne pas céder à la rue qui réclamait de plus en plus clairement sa démission. Il a suffi d'un déferlement massif de protestataires pour faire croire aux Français que l'apocalypse était proche si l'on condamnait des gens dont l'espérance de vie a augmenté de 65 % en un siècle (de 48 à 79 ans de 1900 à 2000, en 2009 81,1 ans) à travailler deux ans de plus.⁹¹ Personne ou presque n'a vu l'artifice, nul n'a saisi que l'objectif des organisateurs des cortèges n'était pas l'âge de la retraite, sur laquelle au fond tout le monde était d'accord, mais de créer un précédent en utilisant la rue pour faire annuler une loi déjà votée par le Parlement et faire tomber ainsi le gouvernement qui l'avait proposée au vote.

Aujourd'hui, les Français sont 42 % en milieu ouvrier à adhérer aux critiques du Front National, critiques souvent justifiées, mais sans alternatives crédibles. Allemagne exceptée où l'on a comprimé les salaires (mais à un haut niveau) et assoupli le droit du travail alors qu'il était encore temps, à peu près tous les États d'Europe et les États-Unis souffrent de chômage. Partout, la dette cumulée s'est creusée. Celui qui peut persuader les braves gens que seule la France souffre de sous-emploi et perd de l'argent, a déjà à moitié gagné. Comme la faute de cette misère ne peut incomber qu'aux responsables du pays, il suffira de montrer qu'ils sont corrompus, vénaux et gaspilleurs pour qu'on les prie de faire leur valise. Avec une justice qui ne rêve que de mettre les politiques en garde à vue sinon sous les verrous, l'affaire est vite expédiée. Certes, dans notre système, le Parlement ne joue pas son rôle de contre-pouvoir, étant avant tout un

⁹¹ Rappelons que Pierre Mauroy et François Mitterrand avaient ramené l'âge de la retraite de 65 à 60 ans contre les réserves exprimées dans leur gouvernement par Jacques Delors et Michel Rocard.

fournisseur de majorité. Mais est-ce normal que des juges non élus par le peuple cherchent systématiquement à faire tomber les gouvernements ?⁹² L'étroitesse de vues du grand public facilite la focalisation sur « les affaires ». Malgré les progrès des moyens de communication de masse, malgré le Journal télévisé encore trop franco-français (Nicolas Sarkozy avait souhaité au début de son quinquennat voir à la télévision 30 % de programmes européens, or on en est loin), chacun ne voit midi qu'à sa porte. Comme ce sont les catégories les plus défavorisées qui s'intéressent le moins à ce qui passe hors de nos frontières, celles-ci sont une proie facile pour les « hyper » de toute obédience et pour ceux qui cherchent à faire accroire que les politiciens sont tous des voleurs. Pour lors, les ingrédients sont là pour mobiliser les masses en cas de crise et les brancher sur un mythe, un sauveur. « *Les gens sont des gnous*, disait récemment à la télévision un vieil acteur intelligent, Michel Galabru. *Ils suivent le troupeau* ».

N'oublions jamais le XXème siècle, ce temps des mouvements totalitaires. Le monde a changé depuis, nous l'avons dit, et nous sommes tous des chats échaudés, les Allemands nettement plus que les Français d'ailleurs, et pour cause, mais, comme l'a dit Bertolt Brecht, « *le ventre est encore fertile qui a engendré cela* ». Naturellement, Lénine et Staline, Mao et Pol Pot, Hitler et Mussolini sont bien morts et jusqu'ici un seul homme est revenu tout seul de la mort, mais c'était un dieu. Mais nous avons entendu un jour le président de la République allemand Roman Herzog dire dans un discours commémoratif qu'il prononçait au camp de Bergen-Belsen que « *le totalitarisme peut prendre des formes dont nous n'avons encore aucune idée* ». Alors il faut être vigilant et se défier de ceux qui ne connaissent plus de limites quand seul leur importe de se mettre en vedette. Certaines personnes aiment fomenter la révolte et créer des mouvements contestataires unanimistes, peut-être pour compenser les rancœurs qu'ils ou qu'elles ont accumulées contre leur papa, leur époux ou épouse, leurs profs ou leurs patrons ou la société en général. Que savons-nous des motifs d'une Ségolène Royal ? N'a-t-elle pas appelé à l'automne 2010 la jeunesse lycéenne à l'insurrection ? Olivier Besancenot n'était-il pas allé chercher un modèle pour la France à Cuba ? Et n'a-t-on pas l'impression qu'Éva Joly en veut à mort à une France qui supporte mal son accent norvégien et qui lui a infligé des souffrances qu'elle est seule à connaître ?

À quoi cela servait-il de seriner sur tous les tons comme le faisait François Hollande que Sarkozy était la seule et unique source de tous nos malheurs ? Cette diabolisation n'était-elle pas lassante ? À ceux qui pensaient que les Français n'étaient quand même pas sots et qu'ils ne donneraient pas dans le

⁹² En France, 80% des juges et 75% des journalistes seraient à gauche. Il n'en va pas autrement en Allemagne, en tout cas pour les journalistes.

panneau et que ce genre d'argumentation se retourne contre celui qui l'utilise, on aurait pu répondre qu'un célèbre praticien de la propagande, Joseph Goebbels, avait dit qu'il suffisait de répéter un mensonge suffisamment de fois pour qu'il devienne une vérité. C'est vrai que les slogans répétitifs finissent par s'enraciner dans la tête de ceux qu'ils canonisent. Voyez la pub. Presque tous la jugent fastidieuse, mais elle est efficace, sans quoi les entreprises ne mettraient pas tant d'argent dans ce poste de leurs budgets. Mais il ne faut pas mélanger les genres. Les cibles de l'ultra-droite et celles de la gauche et de l'extrême gauche ou des Verts ne sont pas les mêmes, si l'on excepte le président de la République qu'ils veulent tous éjecter pour prendre sa place. Qui n'a pas rêvé de ce poste agréable qu'occupe Nicolas Sarkozy, avec sa marge de liberté, sa notoriété et l'immunité qu'il confère, même si ce n'est pas en France un des mieux payés et si son titulaire affirme qu'il travaille énormément ?

Mais le très vénérable et si respectable Parti socialiste français pouvait-il être certain que la stratégie de la démolition, la politique du pire, serait pour lui payante ? Elle profiterait sans doute davantage au Front National, cet enfant illégitime de François Mitterrand,⁹³ qu'aux socialistes. Il y a en fait un parallélisme certain entre les idéologies extrêmes. Comme le disait récemment Daniel Cohn-Bendit en pensant aux Verts allemands : « *Cela me ferait peur si les Verts avaient la majorité des deux tiers, je penserais tout de suite à émigrer* ». ⁹⁴

⁹³ L'exemple le plus criant de favoritisme au bénéfice du FN fut celui des élections législatives du 16 mars 1986 dont la proportionnelle, habilement décidée par François Mitterrand pour diviser la droite, avait amené dans l'hémicycle du Palais Bourbon 35 députés du Front National (avec 9,7% des suffrages exprimés). Fort de cette présence, le FN progressa de moitié à l'élection présidentielle suivante en 1988 : 14,4%.

⁹⁴ Cité par « *privat-depesche* » du 18 janvier 2012. Postfach 15 01 13, D-53040 Bonn.

QUATRIÈME PARTIE

Éloge du capitalisme allemand

CHAPITRE 1

Le marché, clé du succès allemand

Si l'on recensait les formules les plus fréquentes utilisées par la langue française au cours des dernières années, celle de « modèle allemand » serait certainement parmi les privilégiées. Popularisée par l'ouvrage de Michel Albert paru en 1991, *Capitalisme contre capitalisme*, la formule du « capitalisme rhénan » est une variation sur ce thème. On s'est gargarisé en France de cette formule, on a célébré cette forme d'économie de marché qui pourtant n'était pas la seule en Allemagne, parce que Hambourg a eu son modèle d'excellence et d'innovation, soutenu par le commerce, que la Bavière a réalisé sa mutation d'économie agraire devenant un creuset de la recherche appliquée et que Berlin peine à retrouver son rôle de grande cité administrative, mais bat tous les records du tourisme et de l'industrie hôtelière. Francfort s'est tourné vers l'économie financière et la Ruhr a renoncé à n'être que charbonnages et aciéries. Bref, l'Allemagne est toujours plus complexe que le pensent nos compatriotes qui s'accrochent parfois au premier schéma venu pour la décrypter faute d'y avoir vécu et travaillé. Mais nous n'avons pas la prétention de donner ici une analyse exhaustive du modèle économique allemand. Contentons-nous d'un constat sûr et certain : l'Allemagne est à peu près le seul pays d'Europe à avoir brillamment réussi sa sortie de crise, à s'être extrait de la glu du chômage et de la décroissance. Elle est plus forte aujourd'hui encore qu'avant 2008 alors qu'en France la désindustrialisation a progressé et le chômage a augmenté malgré tous les efforts et les réformes du gouvernement de François Fillon pour relancer l'activité.

S'il en est ainsi, les causes ne peuvent pas être exclusivement économiques. Elles doivent tenir à la mentalité allemande, ce mélange de fiabilité dans les engagements et d'exactitude dans les détails, mais aussi au régime politique et social d'un pays qui a tourné résolument le dos au marxisme et à la lutte de classes et, comme tout le monde le sait en France, a le culte du consensus. Alors qu'en France on aime le pugilat. Mais il s'agit en Allemagne d'un consensus sur des thèmes déterminés. L'un d'eux est l'économie de marché dotée d'amortisseurs sociaux qui jouit en Allemagne d'une confiance profonde. Pendant ce temps, la France persiste dans des comportements désuets, avec des syndicats qui recourent à la grève quasi permanente et des partis obsédés par des reminiscences idéologiques, le gaullisme dirigiste et étatiste de l'après-guerre à

droite, le socialisme égalitariste et niveleur à gauche. Plus libéral qu'étatiste, Nicolas Sarkozy avait démarré en 2007 avec l'ambition de changer la mentalité française, de rendre aux Français le goût de l'effort personnel et de l'initiative. Sans la crise qui a cassé son programme, il aurait pu donner à son pays un élan comparable à celui qui avait suivi le retour au pouvoir du général de Gaulle, en 1958. Mais la France a davantage célébré la révolte psychédélique de 1968 que l'effort créateur de 1958. Notre pays préfère les mirages aux réalités. Face à une épreuve, l'Allemagne se mobilise et chacun accepte les sacrifices collectifs s'ils ont un sens. En 2000, il n'avait pas fallu longtemps à Gerhard Schröder pour comprendre que Lionel Jospin et lui n'avaient pas la même vision du monde et l'échec électoral de Jospin en 2002 confirma son impression. Schröder adopta des mesures terriblement impopulaires pour relancer la croissance dans son pays. Devenue la lanterne rouge de l'Europe, l'Allemagne devait changer sous peine d'échouer sur la touche. Ce qui lui a permis de résister mieux que tous les autres pays européens à la grande crise économique et financière et de tenir à bout de bras la monnaie européenne qui sans elle aurait sombré.

Les Allemands sont réalistes et leurs résultats sont étonnants. Avec la relance de la croissance chez nos voisins, en 2010 et au début de 2009, la demande de main-d'œuvre a progressé comme jamais auparavant et cette tendance s'est maintenue. La croissance allemande se tassera un peu selon l'Institut d'Économie de Berlin (DIW),⁹⁵ à 1 % en 2012 pour remonter à 2,4 % en 2013, donc supérieure aux taux français de 0,7 % ou 0,5 % prévus en 2012. Après une légère remontée en 2012 de 7,3 % à 7,5 %, suite à un dernier trimestre 2011 assez faible, le chômage redescendra à 7 % sur toute l'année 2012 et à 6,7 % en 2013. Un pourcentage très satisfaisant, d'autant que le nombre des demandeurs d'emploi va repasser sous le seuil psychologique de 3 millions de personnes sur 82 millions d'habitants et que ce taux de quelque 7 % reflète surtout l'inactivité dans des régions déshéritées de l'ex-RDA ruinée par des décennies de planification socialiste, tandis que dans le Sud-ouest et le Sud, de la Rhénanie-Palatinat à la Bavière en passant par le Bade-Wurtemberg, les demandeurs d'emploi ne chiffrant qu'à 4 % et 5 % de la main d'œuvre, un chômage frictionnel équivalant au plein emploi. Accepté par les syndicats et les salariés, le travail à temps partiel sans licenciement (on pourrait dire aussi « à chômage partiel ») a évidemment contribué à ces bons résultats. Dans la construction, le commerce, la gastronomie et dans la santé, on cherche des collaborateurs. Un bon tiers des firmes réclament à cor et à cri des spécialistes. De nombreux jeunes ingénieurs et techniciens espagnols, par exemple, travaillent en Allemagne. Le chômage des jeunes en quête de travail s'établit à seulement 12 % alors qu'il est autour de 20 % en France et proche de 40 % en

⁹⁵ Orienté plutôt à gauche, proche du SPD.

Espagne. Il est vrai que l'Allemagne avait été pendant la crise le seul pays d'Europe où le chômage des jeunes avait diminué. Selon un communiqué récent des Chambres de commerce et d'industrie allemandes (le DIHK), il n'y aura même pas de baisse de l'emploi en 2012, mais il faut au contraire prévoir une création de 250 000 postes. Près d'un cinquième des entreprises a l'intention de recruter et 70 % veulent maintenir leurs effectifs au niveau actuel.

Nous pourrions évoquer ici d'autres symptômes de réussite, en matière de commerce, de tissu industriel, de chaînage de PME et d'investissements dans la recherche, encore que les Allemands eux-mêmes n'en soient pas satisfaits et ne cessent de dénoncer les ombres à leur tableau. « *On ne verra pas chez nous la beauté d'un tableau, mais on cherchera toujours la petite ombre qui gâche l'ensemble* », nous disait Mme Merkel à propos de ses compatriotes. Mais les Allemands sont fiers de leur réussite, ils sont fiers d'avoir retrouvé leur rang de premiers de la classe en Europe et s'ils ne s'en vantent pas trop, conformément à leur règle du profil bas, ils y mettent une pointe d'orgueil national. Longtemps, ils ont été des géants économiques et des nains politiques (ces deux formules sont un peu exagérées, mais elles correspondaient à quelque chose). Ils revendiquent maintenant un pouvoir de codécision à la hauteur de leur puissance économique et financière, ce qui a changé pour la France les données de la politique européenne. Ce n'est plus guère qu'en matière militaire, avec une population qui admire son armée au lieu de s'en détourner comme l'Allemagne, par son taux de natalité supérieur à celui de tous les autres pays européens et surtout de l'Allemagne, et enfin grâce à la sauvegarde de son potentiel de nucléaire civil qui lui garantit une énergie à relativement bon marché, alors que l'Allemagne s'est détournée du nucléaire sans évaluer les suites, que la France peut se targuer d'être en meilleure position que ses meilleurs alliés. Seulement, la politique et l'Administration en France, avec des modes de fonctionnement trop hiérarchiques et un mode de recrutement des élites, trop élitiste et enclin au bourrage de crâne, freinent l'essor du pays plus que le manque de matières premières et la concurrence des pays émergents. On peut se poser des questions qui dérangent. Par exemple, pourquoi n'y a-t-il jamais de fuites de capitaux en Allemagne en cas d'alternance politique, contrairement à la France ? La réponse est : parce qu'il y a consensus entre les partis sur la politique économique et fiscale (à l'exception du parti néocommuniste Die Linke bien entendu). Dans le même ordre d'idées : les investisseurs étrangers continuent d'affluer parce qu'il n'y a jamais de changements radicaux en matière fiscale et que la continuité est donc assurée quel que soit le gouvernement. Chez nous au contraire, les Maurois, les Jospin, les Aubry et consorts menacent de tout chambouler s'ils arrivent au pouvoir. Pour comprendre ce que la gauche française n'a jamais compris, il faut se référer à Tony Blair, l'ami anglais retiré des affaires de Nicolas Sarkozy, qui disait qu'il n'y a pas de politique économique de droite ou

de gauche, mais seulement une bonne et une mauvaise politique. À la manière marxiste-léniniste qui a fait la preuve flagrante de son incapacité à créer de la prospérité et de la richesse, la gauche française aspire consciemment et inconsciemment, selon les cas, à rendre les réalités économiques et sociales conformes à l'idéologie.

L'échec de la RDA a encore renforcé chez les Allemands l'attachement à la liberté d'entreprise. Un bon exemple est le nouveau président de la République fédérale, le pasteur Joachim Gauck, ancien dissident est-allemand. Il a la réputation d'être un homme courageux et honnête. Bien qu'il ait été candidat à la présidence des sociaux-démocrates et des Verts, il y a deux ans, il passe pour être au-dessus des partis. Sur un point essentiel, il s'écarte même des socialistes purs et durs et des écologistes très idéologisés d'outre-Rhin qui ont soutenu sa candidature. Gauck est devenu en se battant contre le régime communiste de RDA un adversaire résolu de tout dirigisme et étatisme. C'est un partisan inconditionnel de « la liberté » y compris de la liberté d'entreprise, alors qu'une partie de la gauche allemande, heureusement très minoritaire, considère l'économie libérale et les marchés comme l'ennemi numéro un. Or, personne ne semble avoir prêté attention à un phénomène politique majeur qui est peut-être la clé de la réussite allemande, à savoir la très forte proportion de membres du parti libéral allemand FDP occupant des postes de ministres fédéraux de l'Économie. Depuis que le premier d'entre eux, Hans Friederichs géra de 1972 à 1977 ce portefeuille, ils ont été huit ou neuf sur dix-huit à occuper ce poste, dans l'ordre : Otto comte Lambsdorff qui dirigea l'économie allemande de 1982 à 1984 avec une brève interruption en 1982 ; Martin Bangemann de 1984 à 1988 ; Helmut Haussmann de 1988 à 1991 ; Jürgen Möllemann en 1991-93 ; Günter Rexrodt de 1993 à 1998 ; puis à nouveau Rainer Brüderle en 2009-2011 ; et enfin Philipp Rösler depuis 2011. À noter qu'avant d'arriver au gouvernement fédéral, Rainer Brüderle avait été pendant de très longues années ministre de l'Économie de Rhénanie-Palatinat. Car au niveau des Länder aussi, les ministres de l'Économie adhérents du parti libéral, le plus attaché de tous à l'économie de marché, abondent. Actuellement, le FDP participe aux gouvernements des Länder de la Hesse, de Basse-Saxe, de Saxe, de Schleswig-Holstein et de Bavière. Sauf en Schleswig-Holstein où le ministère de l'Économie est détenu par un chrétien-démocrate CDU, Jost de Jager, dans quatre de ces Länder, les portefeuilles de l'Économie sont entre les mains de libéraux FDP qui s'appellent Dieter Posch, Jörg Bode, Sven Morlok et Martin Zeil. Et, tout à fait primordial, c'est rassurant pour nous autres, Européens, que Werner Hoyer, ancien ministre adjoint des Affaires étrangères allemandes et membre éminent du parti libéral FDP, soit depuis le 1^{er} janvier 2012 président de la Banque Européenne d'Investissements (la BEI).

Fondé en 1948, le parti libéral allemand a été plusieurs fois associé à des gouvernements fédéraux, entre 1949 et 1956, 1961 et 1966, 1969 et 1998 et enfin depuis 2009, scrutin auquel il avait remporté 14,6 % des suffrages, aidant Angela Merkel à reconquérir un second mandat pour la chancellerie. Ayant été associé à des majorités sociales-démocrates SPD et chrétiennes-démocrates CDU/CSU, c'est le parti qui s'est maintenu le plus longtemps au gouvernement allemand et qui fut donc au fil des décennies l'un des garants de la fidélité à l'économie sociale de marché créée par Ludwig Erhard, le père du miracle économique de l'après-guerre. S'il est proche du Nouveau Centre français, comme il le fut des Giscardiens, le FDP n'a pas vraiment d'équivalent en France, mais sa doctrine de rationalisme éclairé, inspirée du Mouvement des lumières, lui donne une coloration assez française. Le FDP qui compte actuellement 68 000 adhérents n'est qu'un poids plume comparé au SPD et à la CDU, mais son influence doctrinale est réelle, car il représente avant tout les PME qui sont le tissu de la santé économique allemande. Dans tous les gouvernements, le FDP a défendu les droits de la personne, s'insurgeant contre les écoutes téléphoniques, les perquisitions à domicile, ainsi que contre tout durcissement des lois pénales, sauf bien entendu en cas de meurtre. Ce parti dont la jeune direction a commis quelques faux pas, mais plus récemment engrangé des succès, avait connu en 2011/2012 une éclipse politique, sa cote tombant au-dessous des 5 % fatidiques, mais il est en train de remonter la pente.

Son poids lourd bavarois, le ministre de l'Économie de ce Land, Martin Zeil, a pris la tête en effet d'une opération risquée en s'opposant au refinancement par les pouvoirs publics du groupe de distribution Schlecker en faillite. Il y va de 3 000 filiales et de 11 200 emplois, surtout féminins, ce qui n'a pas manqué de soulever un vague de protestations contre le manque de cœur de ce libéral pur et dur. Zeil s'est même opposé à la création d'une société de transfert qui aurait garanti à ces futures chômeuses pendant six mois 80 % de leur salaire et une formation en attendant qu'elles retrouvent un emploi. Comme les ministres FDP de Basse-Saxe et de Saxe se sont associés à son refus, le principe de l'égalité de traitement de toutes les entreprises a été appliqué. Naturellement, ces décisions ont provoqué de vives protestations syndicales, le président du syndicat des services Ver.di, Frank Bsirske s'en prenant à « l'égoïsme » du parti libéral, accusé par lui de chercher à se refaire une santé politique sur le dos des pauvres gens. Le parti chrétien-social bavarois CSU, associé pourtant au FDP au gouvernement de Bavière, a fait mine de se fâcher avec son petit coalitionnaire, refusant de « comprendre ses motifs ». La mesure était cruelle à première vue, mais deux aspects du problème sont passés quasi inaperçus. Le premier est que personne ne semble s'être posé la question de savoir si les contribuables devaient venir à la rescousse d'une entreprise privée en difficultés. Car les deniers publics ne sont que l'argent des contribuables. Le

deuxième est tout simplement le fait que le chômage est inexistant en Bavière et dans le sud de l'Allemagne, qu'il est très bas en Allemagne de l'Ouest et recule partout, de sorte que les ouvrières de Schlecker n'auront dans l'ensemble guère de mal à se reclasser. En mars dernier, le nombre des sans-emploi a encore reculé de 82 000 en Allemagne, baissant à 3,028 millions, 7,2 % en moyenne, tiré vers le haut par des Länder de l'est et par Berlin (13 % de chômeurs à Berlin, mais en net recul). Mme Merkel (CDU) et son ministre de l'économie Philipp Rösler (FDP) ont rappelé ses devoirs à l'Agence du travail. Toujours est-il que le FDP a estimé qu'on n'aurait pu subventionner une société de transfert pour garantir une transition aux salariés en difficultés que si l'Allemagne avait été frappée d'un chômage de masse, ce qui n'est pas le cas.

Nous pourrions rappeler des cas historiques de grandes entreprises sauvées par l'État en Allemagne, ce qui est une atteinte à la sacro-sainte loi de la concurrence. Un des cas les plus célèbres a été celui de l'entreprise de construction et de travaux publics Philipp Holzmann, un groupe historique rhénan créé en 1849. En novembre 1999, elle enregistrait un trou de 2,4 milliards de marks dans sa comptabilité. Il fallut licencier successivement 28 000 puis 10 000 salariés. Manifestations, occupations des lieux, le conflit défraya la chronique. Le chancelier Schröder se saisit du dossier, se rendit sur place, et collecta un prêt bancaire d'un milliard assorti d'une garantie d'État de 250 millions. Philipp Holzmann était sauvée. Gerhard Schröder fut le héros de la classe ouvrière. Mais le mal était profond. En 2002, la faillite était définitive. Un nouveau trou de 1,5 milliard d'euros béait. La vente du groupe « par appartements » à des investisseurs nationaux et internationaux permit de sauver 7 000 emplois. À noter que la faillite totale rencontra un écho médiatique moins abondant que le sauvetage momentané par le chancelier social-démocrate. Au cours de la grande crise de 2008-2009, le gouvernement allemand a respecté les engagements passés envers ses partenaires européens et a arrosé de subventions les banques en difficultés et même des entreprises du secteur automobile. Mais, en mai 2009, Karl-Theodor zu Guttenberg (CSU) s'opposa au versement d'une aide au groupe Opel qui aurait pu aller jusqu'à 4,5 milliards d'euros et qui ne garantissait pas le sauvetage définitif de l'entreprise sur un marché alors en déclin. Finalement, les investisseurs privés et actionnaires durent secourir Opel. Guttenberg, alors bien en cour à l'époque, avait agi en libéral, dans le respect des lois du marché. L'économie allemande mise sur la réussite de préférence à l'assistanat, sur la rentabilité contre les subventions à fonds perdus.

Si nous rompons une lance ici en faveur de ce modèle allemand qui a ses faiblesses, mais qui a fait ses preuves, ce n'est pas pour des motifs platoniques ou idéologiques. L'économie de marché que l'on peut appeler « capitalisme » est peut-être, pour parodier un mot de Churchill sur la démocratie, le pire des

systemes, mais il n'y en a pas de meilleur. L'économie n'est en effet rien d'autre que l'échange de biens et de marchandises entre des acteurs indépendants. Tout autre système n'est que contrôle politique, surcharge administrative, bureaucratie accaparatrice, la mort de l'innovation et de la créativité, la grisaille et la misère que l'on a connues dans les pays de l'Est de 1945/47 à 1990 et en Union soviétique pendant plus de soixante-dix ans. Sans doute, la rentabilité des entreprises et celle des États qui sont finalement soumis aux mêmes lois mathématiques, imposent des sacrifices. Les politiques doivent apprécier le niveau supportable pour les populations et aider les plus faibles. On frôle quelquefois la révolte. Peut-être les échauffourées qui ont émaillé l'adoption par le parlement grec des plans d'austérité successifs imposés par l'Eurogroupe et le Fonds Monétaire International, étaient-elles provoquées par la politique de restrictions budgétaires européenne, encore que beaucoup d'argent ait coulé dans le gouffre financier athénien et que les casseurs n'aient pas été inspirés par les mêmes motifs que la majorité de la population grecque ? Mais, pour ne citer qu'eux, les dégâts infligés à la ville de Francfort le samedi 31 mars 2012 par des extrémistes de gauche lors d'une manifestation soi-disant anticapitaliste résultaient, eux, du climat entretenu par une certaine propagande envers un système économique et financier qui a ses faiblesses, comme toute création des hommes, mais auquel nous devons de vivre dans un certain confort social et économique, sanitaire et médical, culturel et démocratique. Sous une dictature policière et dans une économie sous contrôle, de tels excès ne seraient pas possibles. Des bâtiments symboliques de Francfort ont subi des déprédations, parmi eux la Banque Centrale Européenne. Le coût dépassera pour la ville un million d'euros qu'on aurait pu employer plus utilement. Le mouvement « occupy Francfort » qui s'inspire du mouvement « occupy Wall Street » américain, avait préparé le terrain. Mais les responsables de ce climat pour une fois « délétère », sont surtout les tribuns de la gauche qui appellent à l'émeute soi-disant sociale et matraquent sans réfléchir « la finance », pour ne pas parler du pamphlet d'une déficience intellectuelle insondable commis par le vieux Stéphane Hessel et vendu à des millions d'exemplaires parce que les médias l'ont monté en épingle dans notre monde sans repères. Ce texte indigent s'inspire des idées marxisantes du Conseil national de la Résistance de 1944-45 qui ont fait entre-temps la preuve de leur inefficacité. Avec cela, tout est dit. Il n'est pas étonnant que les trente petites pages simplistes de Hessel aient captivé une jeunesse déboussolée qui n'a comme exutoire que la violence et la drogue. Le Manifeste communiste de Karl Marx était d'un tout autre calibre et à une autre époque.

CHAPITRE 2

Ce candidat qui voulait taxer les riches

Vingt ans après la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'économie soviétique, face à la prospérité de l'Allemagne réunifiée et à la reprise de la croissance aux États-Unis et au Japon, malgré les terribles épreuves traversées par ces pays, on est en droit de s'étonner que d'aucuns ressortent des tiroirs les vieux grimoires des classiques du marxisme pour en faire leurs livres de chevet. Certes, le vocabulaire a changé, formant un écran de fumée devant la vieille sorcière léniniste qui remue sa sauce dans l'ancien chaudron. On dit « libéralisme » ou « néo-libéralisme » et non plus « capitalisme ». On dit « La Gauche » ou « Front de Gauche » et non pas communisme. Il n'y a plus guère qu'en France, pays conservateur entre tous, surtout à gauche, que l'on ait encore un parti « communiste » et que l'on rêve de « socialisme ». On parle d'encadrement et non plus de planification. Car ces termes ont été dévalorisés par l'effondrement des régimes de l'Est européen et même discrédités par leur caractère totalitaire. Mais, comme nous l'avons vu, la grande crise de 2008 a rendu l'espoir aux éternels léninistes, castristes ou maoïstes qui s'étaient sentis abandonnés. Taper sur le capital est toujours payant. Faute d'avoir lu la théorie de la plus-value chez Marx, on peut toujours tabler sur l'envie et la jalousie ancrées au cœur des « masses » si tant est que celles-ci existent encore.

En proposant à l'antenne de TF1 début mars 2012 de taxer à 75 % les revenus supérieurs à 1 million d'euros, ⁹⁶François Hollande avait réalisé un nouveau coup de populisme dépassant son attaque contre « *la finance* ». Et il a réussi puisque, selon un sondage Sofres réalisé la même semaine six Français sur dix l'approuvaient. C'est qu'il est difficile en France de défendre les « *nantis* », l'argent ayant mauvaise réputation dans notre pays depuis plus de deux siècles. Dans la Gaule, le proverbe latin « *pecunia non olet* » n'a pas cours. Chez nous, l'argent pue. Surtout l'argent des autres. L'argent forcément de ceux qui en ont trop. Les salaires abusifs et parachutes dorés de quelques dirigeants d'entreprises défrayaient tellement la chronique et Nicolas Sarkozy avait dû annoncer sur France 2 des restrictions aux départs à la retraite dorés. Mais la

⁹⁶ Aux dernières nouvelles et selon le programme socialiste du 4 avril 2012, ce ne seraient plus, semble-t-il, que 64%. Bref, tout cela n'est pas excessivement clair.

proposition de Hollande changeait la donne politique en allumant tous les clignotants traditionnels de son camp. Virage à gauche toute ! Sa proposition revenait 1. à une expropriation déguisée, donc à une opération marxiste qui fut d'ailleurs saluée par le Front de Gauche en France et par Die Linke en Allemagne ; 2. à bouter hors de France les gros investisseurs et consommateurs de luxe français. Déjà que les Saoudiens autres Qatariens rachètent l'immobilier français et les Japonais et Chinois nos châteaux et vignobles, cela libèrerait de l'espace...

Ce tournant de Hollande avait pour but manifeste de consolider la reconquête de la gauche socialiste et néomarxiste. Or, cette mesure spectaculaire ne rapporterait en fait que 200 à 250 millions au fisc français, c'est à dire pas grand-chose, mais son effet serait dévastateur. Loin de colmater la dette, elle « désenrichirait » ce pays en situation de faillite qu'est la France. Une fois de plus, la preuve était faite ce n'est pas en taxant « *les riches* » qu'on fait de l'argent, même si une certaine morale le requiert, mais en créant un impôt sur une large assiette, comme la TVA ou la CSG. Rappelons en outre que les dix premières fortunes de France font vivre 700 000 salariés et que Bernard Arnault, l'homme le plus riche du pays, à la tête du groupe LVMH, génère 80 000 emplois. Les bonnes âmes qui prêchent l'égalitarisme, oublient que les riches aujourd'hui ne vivent pas de leurs rentes, mais créent des emplois. Nous ne sommes plus dans le capitalisme du XIXème siècle et du début du XXème s'ils ont vraiment existé. Les patrons du CAC 40 emploient 4,35 millions de personnes, dont 1 million en France. Et parmi les 500 plus grosses fortunes de France, on compte 165 self-made-men ou women, soit 33 % du total.

« *Le programme de Hollande est plus proche du nôtre que de celui des sociaux-démocrates* », déclarait Klaus Ernst, président adjoint de Die Linke, La Gauche néomarxiste allemande qui fraye avec Jean-Luc Mélenchon. Mais ce n'est pas tout « *Si l'euro survit à la Grèce, il pourra encore échouer avec François Hollande* », ironisait le quotidien de droite *Die Welt* tandis que le *Spiegel*, à gauche, jugeait que « *le candidat socialiste (français) est tout simplement trop à gauche* » pour la plupart des sociaux-démocrates allemands, même si Sigmar Gabriel cherche à rester à l'unisson avec lui, donnant des coups de barre à gauche pour s'assurer le soutien du noyau dur du SPD. Le fait est que François Hollande était plus proche d'Oskar Lafontaine, ancien président du SPD de 1995 à 1998, qui avait claqué la porte de ce parti en 2005 pour s'acoquiner avec les néocommunistes de l'ex-RDA. Lafontaine et Hollande ont commercé des années ensemble quand le Français était secrétaire général du PS.

De son côté, Peer Steinbrück, ancien ministre SPD des Finances et possible candidat chancelier, a qualifié de « naïf » le souhait de Hollande de

renégocier le Pacte de stabilité européen. Il voulait poser la question à Hollande : « *Pensez-vous qu'il soit possible de revoir ou de renégocier tous ces accords encore une fois ? Et je lui dirai : si c'est ce que vous croyez, vous êtes naïf* ». Au cœur du SPD, on considérait des pans entiers des 60 points de programme de Hollande comme « *totalelement utopiques* », même si la gauche du parti lui exprimait encore sa solidarité, au vu notamment de ses bons sondages. Peer Steinbrück et Frank-Walter Steinmeier, chef du groupe parlementaire SPD, déploraient tous deux les prises de position de François Hollande sur l'âge légal de la retraite, eux qui avaient décidé avec Angela Merkel de le porter à 67 ans, vu le déclin démographique allemand.⁹⁷

Les sociaux-démocrates allemands qui se sont débarrassés depuis longtemps de leur surmoi marxiste et ne savaient pas où classer François Hollande, rejoignaient ainsi les travaillistes anglais qui savent depuis longtemps ce qu'il faut penser des socialistes français : étatistes, interventionnistes, passésistes. Et surtout, ils ne comprenaient pas que Hollande veuille découdre ce qui avait été tricoté en France et en Europe. Angela Merkel n'avait-elle pas assumé les réformes de l'agenda 2010 de Gerhard Schröder et Tony Blair n'avait-il pas admis que Margaret Thatcher lui avait aplani le terrain ? Pourquoi renier tout ce qui a été fait de bien avant, même si c'est l'œuvre d'un adversaire politique ? Pourquoi une telle haine des réformes sarkozystes ? Après la supertaxation annoncée par Hollande, François Bayrou a eu le meilleur mot de la fin avec la formule : « *Le déconomètre fonctionne à plein tube* ».

Il a bien semblé en effet que Hollande n'avait pas pris le temps, une fois de plus, de réfléchir, et qu'il avait improvisé sa proposition en cours d'émission sans s'être concerté au préalable avec son parti et ses experts économiques et financiers. Visiblement, Jérôme Cahuzac, chargé du budget dans l'équipe de campagne du PS, n'était pas au courant et ne savait qu'en dire ni qu'en penser. Cela n'avait pas enchanté non plus la « *Frankfurter Allgemeine Zeitung* » (FAZ)⁹⁸ qui contestait les dénégations des permanents du parti socialiste français. Et ce confrère allemand de s'étonner en rappelant que le taux d'imposition prévu au programme de Hollande jusqu'alors était de 45 % pour les revenus supérieurs à 150 000 euros. Or, signalait ce journal sérieux d'outre-Rhin dans un graphique,

⁹⁷ « *Hollande inquiète le SPD allemand* », par Patrick Saint-Paul, *Le Figaro* du 2 mars 2012 et, le même jour, « *Dangerous or not dangerous ?* » par Paul-Henri du Limbert. Même journal, même jour : « *Pour vaincre la chômage et la pauvreté, il faut des riches* », par Jean-Philippe Delsol et Nicolas Lecaussin, administrateur et directeur du développement à l'Institut de recherche économique et fiscale (Iref).

⁹⁸ « *Hollande für 75 Prozent Spitzensteuersatz* » et « *Einsame Spitze* », *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 29 février 2012, pages économiques.

le taux maximum d'imposition est en France actuellement à 46,8 % à partir de 79 830 euros annuels contre 47,5 % en Allemagne pour les revenus à partir de 250 730 euros. Ainsi la France deviendrait le pays le plus « taxateur » d'Europe, loin devant la Suède (57 %). On pouvait lire entre les lignes que l'argent s'évaderait de France si Hollande était élu. Chaque fois que l'État a surtaxé les plus riches en 1922-24, 1936-37, 1981-87, le produit de l'impôt qu'ils payaient a baissé. Parce qu'ils se sont organisés autrement. Qu'ils sont partis à l'étranger ! Ou qu'ils ont fermé boutique.

La *FAZ* observait début mars 2012 que l'écart entre Sarkozy et Hollande au premier tour était en train de fondre. D'après Ifop-Fiducial, estimait le quotidien allemand, Hollande était tombé à 28,5 % des intentions de vote et Sarkozy à 27 %. Mais au second tour, Hollande aurait 11 eu points de plus que Sarkozy. Toutefois, les experts savaient qu'on ne pouvait absolument pas préjuger du second tour. Tout dépendrait des reports. Mais second tour il y aurait pour les deux principaux candidats, prévoyaient la plupart des médias français et européens ainsi que les analystes électoraux. Roland Cayrol, directeur de recherche à la Fondation nationale des Sciences politiques, estimait notamment que les électeurs étaient cette fois « *davantage attentifs à des candidats de gouvernement* » parce qu'ils étaient « *taraudés par (...) la façon de se sortir de la crise* ». ⁹⁹ François Bayrou et Marine Le Pen, quant à eux, qui se prétendaient au-delà des partis traditionnels, comme Bayrou, ou en-dehors du « système », comme Marine Le Pen, étaient victimes de la bipolarisation de la campagne depuis l'entrée en lice de Nicolas Sarkozy à la mi-février alors que le président sortant réduisait (non sans mal) l'avance de son challenger socialiste et surtout reconquerrait le troupeau des hésitants dans son propre camp, ce à quoi il parvint assez rapidement. Début mars 2012 on pouvait dire que l'électorat de Sarkozy de 2007 lui était à nouveau acquis. Ainsi deux camps s'affrontaient, une droite, une gauche, avec naturellement des surges centristes et vers les extrêmes pour toutes les deux.

Et la *FAZ* de revenir sur le projet de Hollande de renégocier le Pacte fiscal européen mis au point par Sarkozy et Merkel, qui visait à limiter les déficits budgétaires excessifs en Europe. Cette perspective effrayait vraiment nos voisins allemands. « *Est-ce que le chef du SPD, Sigmar Gabriel, se laissera inspirer maintenant par Hollande, lui qui a déjà imité l'attaque du Français contre la Finance ?* », questionnait un éditorialiste de la *FAZ*. Gabriel avait tenté de se démarquer de la retraite à 67 ans que son parti avait pourtant acceptée. Hollande était-il contagieux ? Cela préoccupait les Allemands, de même que l'improvisation et l'imprévisibilité de ses décisions, chose que détestent nos

⁹⁹ « *Le vote utile pèse beaucoup* », Interview de Roland Cayrol dans *Aujourd'hui* du 3 mars 2012.

voisins. Visiblement, le PS cherchait à donner de Hollande l'image d'un homme réfléchi qui ajustait ses propos sur ceux de ses conseillers. Or, il semblait bien que, paniqué par la remontée de son rival, Hollande piétinât, il déclamait en criant, sa voix s'éraillait, il tirerait sans viser et surtout sans vérifier si son arme était chargée. En harcelant son rival par des kyrielles de réformes et de propositions qu'il était sans cesse forcé de contester (à chaque jour un nouveau sujet) et en ne réagissant à ses imprécations qu'au compte-goutte (Sarkozy : si je devais répondre à toutes les sottises, j'y passerais mes journées), le président en exercice qui utilisait encore les leviers du pouvoir, cherchait à faire perdre pied à un adversaire qui ne jouait pas dans la même cour que lui.

CHAPITRE 3

La toujours imminente et très improbable crise finale

Annoncée il y a quelque cent cinquante ans par Karl Marx, le prophète barbu de Trêves et de Londres, et son bienfaiteur de Wuppertal Friedrich Engels, la crise du capitalisme n'a pas encore eu lieu. Les émules l'attendent comme les Témoins de Jéhovah la fin du monde. Malheureusement pour les marxistes, de crise en crise, de récession en récession, l'économie de marché n'a cessé d'améliorer son fonctionnement en se transformant. C'est que, n'étant pas un dogme comme l'économie socialiste planifiée et n'étant pas enfermée dans un corset de fer idéologique, elle porte en elle-même ses forces de réparation et de convalescence. C'est son apocalypse, pourtant, que nos amis de la gauche nous annoncent sans toujours la nommer, quand ils nous dépeignent notre situation comme désespérée et prêchent la sinistrose. Ils ont des mots boutons-pression qui déclenchent cette désespérance quand on les actionne. Nous l'avons vu, l'un d'eux est le mot « banque ». C'est tout juste si le mot n'est pas associé à « holdup ». Non que la banque puisse être victime d'un holdup. Non, ce serait à les croire la banque qui vous inflige le holdup quand vous lui confiez votre argent.

Jamais on n'a autant détesté les banques que ces trois à quatre dernières années. Pourtant, on les aurait bien pleurées si elles avaient fermé portes et guichets sur nos sous. Au lieu de nommer les véritables responsables des crises, on s'en prend donc aux banques. Certes, elles ont probablement pris une part de responsabilité en ne voyant pas le feu couver et en l'attisant ensuite, mais ce ne sont pas elles qui l'ont allumé. Vous avez peut-être tous perdu comme nous quelque argent qu'elles avaient placé sans vous le dire dans des obligations ou actions qui ont fait le plongeon. Vous n'aurez perdu que de petites sommes, 100, 200 euros, environ, mais vous pouvez imaginer la tête de votre banquier, déjà gêné de vous annoncer la mauvaise nouvelle, quand il a dû dire à d'autres qu'ils avaient perdus des centaines de milles. Ce n'est que normal qu'on les critique, car, après tout, elles sont responsables des sommes qui leur ont été confiées par leurs clients. Ce n'est pas comme l'État qui n'est pas, lui, responsable. Or *in fine*, les banques étaient au départ responsables d'avoir appliqué les instructions

des politiques de leur pays. Si elles ont dérapé ensuite, c'est leur affaire, mais les politiques avaient commis les erreurs initiales.

N'en va-t-il pas de même pour les fonds qui ont été accusés de tous les maux de la terre. Personne ou presque personne ne dit que la plupart de ces capitaux appartiennent à des fonds de pension et que leur seul objectif est de faire fructifier le capital qui leur est confié et qui servira plus tard à payer les retraites des petits épargnants. Ce ne sont pas les riches qui placent leur argent dans ces fonds, mais bien le petit commerçant, le petit artisan, le petit ouvrier dans les pays qui ne connaissent pas la retraite par répartition. Si ces fonds n'existaient pas, il reviendrait alors à l'État d'assurer le paiement sous quelque forme que ce soit. On objectera que les États ont dû injecter des milliards d'euros et de dollars dans les banques pour que le système perdure. C'est probablement exact, mais à qui la faute, aux banques ou aux politiques qui leur ont imposé l'octroi de crédits à des personnes qui, de toute évidence, étaient dans l'incapacité de les rembourser ? N'était-ce pas normal, du moins aux États-Unis, que l'État répare son inconscience économique ? Le problème, c'est que l'Europe a aussi été contaminée et que ce n'est ni la faute des politiques européens ni celle des banques européennes... Nous avons longuement évoqué la crise des « subprimes » aux USA qui fut le détonateur de la crise. Soit dit en passant, l'autre crise majeure récente, celle de l'endettement des États en 2011 n'était pas, elle non plus, une crise du capitalisme, mais une crise politique. Elle avait été déclenchée, comme la première, par la trop grande confiance des investisseurs dans les politiques. Les premiers avaient cru que les seconds avaient vérifié en bonne et due forme que les conditions d'entrée de la Grèce dans la zone euro étaient remplies et les seconds n'avaient pas regardé dans les caisses de la patrie de Platon et Aristote. Mais cela, on ne l'entend pas ou plutôt on n'aime pas l'entendre.

S'ajoute que l'économie d'État, le XXème siècle l'a prouvé, n'est pas rentable, car l'économie, nécessairement, c'est la loi de l'offre et de la demande, naturellement sous contrôle de la loi pour réprimer les excès, déviances et malhonnêtetés. Mais l'État ne peut pas tout prévoir, surtout pas les besoins des gens ni les innovations des ingénieurs. Beaucoup d'activités humaines ressemblent à la génétique. Les mutations sont aléatoires. Certaines vont dans le mauvais sens. Les plus utiles sont retenues quand elles améliorent la vie. Certaines ne le sont pas. Ainsi le fax a-t-il été inventé en Allemagne, mais il fut fabriqué au Japon et vendu par ce pays aux utilisateurs. Dans les années 1970, la France avait une énorme avance en informatique avec le minitel. Pourtant aujourd'hui pas un seul ordinateur utilisé en France n'est fabriqué dans notre pays. Là peut-être, l'État pourrait intervenir, repérer les innovations porteuses, les encourager et les promouvoir. Mais ce n'est pas lui qui inventera et

fabriquera. La France souffre probablement d'un excès d'étatisme dans la formation de ses élites. Trop peu de chefs et de cadres supérieurs de l'économie ont gravi les échelons de l'entreprise qu'ils dirigent et ne se sont mêlés à leur personnel, comme c'est très souvent le cas en Allemagne. Ils ont été plutôt parachutés dans les structures après avoir intégré l'ENA, l'X, Centrale, HEC et autres creusets de super-fonctionnaires. Ils sont donc trop respectueux des réglementations et décrets, ils sont trop imbus de leur réussite initiale au « concours » et n'ont plus guère à gagner des galons sur le tas avec un tel billet d'entrée en poche. Ils n'ont, comme souvent nos diplomates que l'on mute dès qu'ils commencent à connaître un pays, qu'une perception fragmentaire du monde extérieur. Comme les diplomates, ils ont peur de trop réussir et d'être stigmatisés ensuite. Car la réussite fait des jaloux, nous ne l'avons que trop souligné. Surtout en France. L'inconvénient, c'est que le monde a changé très vite ces dernières années, que sa configuration et ses façons de faire ont été bouleversées, y compris dans l'industrie et les affaires. Aussi cherche-t-on vainement les belles entreprises françaises nées de la mondialisation. Où sont nos Microsoft, Google, Facebook, Zara, Ikea, Nokia ou SAP ? Les grandes entreprises qui font la gloire de la France dans le monde sont toujours les plus anciennes : Oréal, Total, Accor... En France, il n'y a pas de « *bébé de la mondialisation* », écrit l'ancien journaliste et créateur de « Footprints Consultants » Philippe Manière, auteur du livre iconoclaste : *Le pays où la vie est plus dure* (Grasset, 2012).

Confier le bien-être matériel au seul État serait dangereux. Car il y aura toujours des bureaucrates qui voudront imposer leurs vues. Comment sauraient-ils ce que les gens désirent ? Des bibliothèques ont été écrites pour comparer l'économie libérale et l'économie dirigée. Nous nous tiendrons à une ou deux observations élémentaires. Premièrement, un dicton allemand dit que « *le papier a de la patience* ». C'est-à-dire qu'on peut coucher sur le papier des systèmes et des prévisions qui font plaisir à leur auteur et séduisent peut-être des lecteurs par leur logique apparente. C'est ce qui s'est passé avec le marxisme qui n'était rien d'autre que le « *jus de crâne* » d'un homme pourvu, certes, d'un puissant cerveau, mais qui a cru penser le monde à partir de sa tour d'ivoire. Ses pronostics ne se sont pas réalisés et ceux qui ont voulu les réaliser par la force, parce que les choses ne se passaient pas comme ils l'avaient appris, ont souvent commis des crimes. Deuxièmement, la nature humaine, la société humaine ne sont ni prévisibles ni déterminables et l'économie de marché qui progresse en souplesse selon le principe de « *l'essai et de l'erreur* » est beaucoup plus performante que l'économie planifiée. Ses gaspillages sont en fin de compte beaucoup moins massifs que ceux de l'économie planifiée qui, en outre, manque de dynamisme. Avec leur goût de tout prévoir, d'organiser le futur parce qu'on avançait selon eux d'étape en étape vers un but final, la société sans classes où

tout le monde serait gentil, heureux et rémunéré selon ses besoins, les épigones de Marx ont bloqué les évolutions et ramené des sociétés à l'âge de la pierre. Est-ce qu'on peut savoir ce que seront les besoins de l'homme en 2060 ou en 3050 si l'homme en a encore ?

À peine avaient-elles été formulées que les prédictions de Marx déjà ne se réalisaient pas. Dans son livre « *L'argent des Français. Les chiffres et les mythes* »¹⁰⁰ le regretté Jacques Marseille, mort prématurément, avait essayé d'extraire le réel des couches de mensonges reçus (comme il y a des habitués des réceptions officielles), assis (comme il y a des fonctionnaires assis), acquis (comme il y a des avantages acquis), convenus (comme il y a des politesses convenues). Il est question dans son ouvrage de la « *richesse d'une nation* », à savoir celle que forment les Français, non pas des causes de cette richesse, mais des réalités qui l'attestent et surtout des chiffres qui la mesurent : « *En un peu plus d'un siècle (...), le revenu par habitant de la France est passé, en monnaie constante, d'un peu plus de 2200 euros à un peu moins de 22 000 euros. Dans le même temps, toujours, le temps de travail a été divisé par deux. Autant dire que le "prolétaire" a vu son pouvoir d'achat multiplié par dix et son temps de travail divisé par deux* ». ¹⁰¹ Or, ces faits sont occultés par les discours sur la pauvreté croissante des Français, simple variante de la loi d'airain de Marx, qui voudraient que tout gain en capital soit prélevé sur le salaire des ouvriers. En 1884, Zola, en 1955, Thorez, à la fin des années 1950, des intellectuels du PCF, en 1975, les économistes du *Nouvel Observateur*, tous ont affirmé *mordicus* que la pauvreté progressait, que le revenu moyen des ouvriers ne cessait de baisser depuis 1826, que les riches devenaient plus riches et les pauvres plus pauvres, alors que, au moment où Zola publiait son enquête, le salaire annuel moyen des ouvriers avait augmenté en vingt ans de plus de 33 % (en monnaie constante, évidemment) ; qu'en 1955, le salaire annuel moyen des ouvriers a augmenté en 10 ans de 60 % (toujours en monnaie constante) ; que, de 1970 à 1975, le salaire annuel moyen des ouvriers a augmenté de 25 % (en monnaie constante) et que la part du travail dans la valeur ajoutée totale est passée de 68 % en 1955 à 71,4 % en 1975 et que la part du capital a baissé de 32 % à 28 %. Le paupérisme a donc été vaincu en France, sans doute dès Napoléon III (1849-1870), mais tout le monde fait comme si ce dragon mugissait encore, près de déchirer des proies innocentes. Ne nous ressasse-t-on pas aujourd'hui que les chiffres des revenus s'écartent de plus en plus comme les deux branches d'un ciseau, les riches toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres ? Car, une fois de plus, il faut que le slogan initial de Sarkozy « *travailler plus pour gagner plus* » ait été démenti par les faits. Certes, nous sommes en récession, certes la crise a écrasé

¹⁰⁰ Editions Perrin, Paris. 2009.

¹⁰¹ Introduction, page 13.

l'élan qu'il voulait donner au pays dans les premiers mois de son quinquennat, mais il y a des gens qui ont suivi son mot d'ordre et en ont récolté les fruits. Pourquoi, sans cela, y aurait-il autant de microentreprises si l'initiative et le goût de l'effort gagnant avaient été éradiqués par le malheur ? Une télévision misérabiliste nous montre d'une part les SDF et les malheureux dont nous ne nions certes pas l'existence, ni la nécessité de les aider par charité et solidarité, et, d'autre part, les riches, industriels, sportifs, acteurs couverts d'or et de paillettes, mais on montre beaucoup moins l'immense classe moyenne qui vit dans des conditions que Louis XIV aurait considérées comme le paradis.

Pour établir ces faits, Jacques Marseille s'était appuyé sur les statistiques de l'administration fiscale (déclarations du revenu imposable depuis 1917, taxes diverses, recettes de la TVA et de la TIPP) et des notaires et des conservateurs des hypothèques (les successions depuis 1830), ainsi que sur une critique des « indices » utilisés. Ainsi, le PIB ne mesure rien d'autre que les échanges ayant donné lieu à une facturation. L'indice probant est le revenu annuel par habitant, qui peut être mesuré, en monnaie constante (euros de 2007 ou francs de 2001), depuis qu'existe un appareil statistique fiable. L'augmentation régulière depuis un siècle et demi de ce revenu annuel par habitant est confirmée par l'augmentation du patrimoine moyen des Français, lequel, en 2007, avoisine 150 000 euros, soit un million de francs. Mais la télévision nous parle souvent des surendettés, à ce qu'on dit de plus en plus nombreux. Or, « devenir millionnaire », qui fut longtemps le rêve de beaucoup de Français, est devenu la réalité banale du début du XXI^e siècle ; et ce patrimoine moyen actuel, en monnaie constante, équivaut au patrimoine moyen des 10 % des Français les plus riches de la Restauration (1814-1830). De fait, ce qu'avèrent les chiffres, c'est l'inexorable réduction des inégalités depuis un siècle et demi, que dissimule mal la définition « relative » de la pauvreté.

En effet, en France, sont considérées comme pauvres les personnes dont les revenus sont inférieurs de 40 % au revenu médian. Autrement dit, même si tous les Français doublaient ou tripleraient ou centuplaient en quelques années leurs revenus et leur patrimoine, il y aurait toujours 20 ou 30 % d'entre eux qui, bien qu'ils vécussent dans l'opulence, seraient tenus pour « pauvres », parce que leurs revenus sont inférieurs de 40 % au revenu médian ! Il suffit qu'il y ait des riches pour qu'il y ait des pauvres ou tant qu'il y aura des riches, il y aura des pauvres. Quand on n'occulte pas les faits, leur répartition dans l'information et le discours est si fragmentaire et sectoriel que les minorités économiques et sociales, psychologiques et comportementales, prennent largement le pas sur la majorité dite « silencieuse ». Mais l'esprit de tolérance est tel que la gauche peut inscrire à sa bannière la défense de minorités et recueillir leurs suffrages sans que nul n'y trouve à redire. Elle peut aussi abonder dans leur sens d'une manière

qui normalement serait choquante. Vous croyez peut-être que nous pensons au mariage des homosexuels et à leur droit d'adopter ? C'est beaucoup moins choquant que l'approbation par Hollande du piratage informatique (son opposition à la Loi Hadopi) pour s'attirer les suffrages des primo-électeurs. Tout le monde sait qu'il s'agit là de vol alors que, du point de vue des mœurs, l'esprit de notre époque ne s'oppose pas à ce que chacun trouve son bonheur à sa manière, du moment qu'il ne trouble pas l'ordre public. Ce recentrage de l'optique sur l'infiniment petit et le marginal a favorisé l'éclosion d'une gauche qui ne représente plus la majorité des citoyens, mais une coalition de minorités et qui est elle-même, à sa direction, une minorité intellectuelle avec très peu d'interférences dans l'économie. C'est encore plus criant chez les écologistes que chez les socialistes, lesquels touchent encore un électorat flottant. Ces propos peuvent choquer nos amis de gauche, mais la droite représente aujourd'hui le peuple et elle est plus souvent que la gauche issue du peuple.

CHAPITRE 4

Le changement climatique

Délire collectif, fait médiatique, opération d'intox, la crise de l'euro existe dans le virtuel seulement, mais le virtuel est de plus en plus la réalité de notre époque. Née avec Internet et entrée de plain-pied dans la crise, la génération Y des 18 à 25 ans ne vit plus pratiquement que les yeux braqués sur « l'ordi », et le « smartphone » greffé à la main, et beaucoup de gens de la génération X qui les a précédés, s'y sont mis eux aussi. Peut-être fallait-il chercher là une raison du désamour pour l'euro chez les jeunes. La crise de l'euro est devenue un spectre électronique et informatique, et, effectivement, des armées de traders décident tous les jours de par le monde en cliquant sur leur ordinateur le cours du jour des actions et des monnaies. C'est le « trading haute fréquence » que nous avons évoqué plus haut. Dans ces conditions, il fallait bien que la monnaie devienne une valeur spéculative, au lieu d'être un étalon de mesure du prix des biens et services, et qu'elle soit, de plus, un instrument d'influence, un enjeu de la propagande. Ce n'est donc pas étonnant que la campagne électorale en France ait relancé des polémiques sur l'organisation de l'Eurozone, mais les poussées de fièvre sont suivies d'accalmies et c'est un peu ce qui s'est passé au début de l'année 2012. Quand on navigua tout à coup en eaux calmes à partir de la mi-décembre 2011, que le cours des actions se stabilisa en Bourse et que l'on constata que les taux d'intérêt requis pour les emprunts allemands, français et autres avaient été plus favorables en 2011 qu'en 2010, les médias furent à court de grain à moudre.

Comment s'était achevée l'« annus horribilis » 2011 ? Finalement, pas trop mal pour la plupart d'entre nous, excepté ceux qui perdaient leur emploi, excepté ceux auxquels les prix des loyers interdisaient de se loger, excepté la petite minorité qui avait faim et froid, en tout quelques centaines de milliers de personnes. Sur 65 millions de Français, cela faisait une misère encore marginale. Bien que la crainte de perdre son triple A ait quelque peu altéré l'humeur en France au cours du mois de décembre 2011, les nouvelles du front financier n'avaient guère pesé sur les fêtes de fin d'année 2011 ni sur la fête des Rois de 2012. Les Français apprécient le foie gras et le champagne. Ils en profitent tant qu'ils peuvent se le payer. La fièvre boursière était retombée, les flux de capitaux vers l'Europe n'allaient pas fort, mais ce n'était plus comme en été 2011, quand les mauvaises nouvelles tombaient en avalanche. Le duo franco-allemand et le conseil européen couraient après le feu, le seau d'eau à la main,

toujours à moitié plein, sans la grosse lance à incendie dont ils auraient eu besoin pour l'éteindre, mais ils étaient en train de se réorganiser, instruits par leur infortune. Un conglomérat comme l'Union Européenne n'avait pas pu réagir aussi vite que des pouvoirs centraux comme États-Unis ou la Chine et surtout pas que les places boursières qui travaillent à la vitesse de la lumière. On disait que le temps de l'économie n'était pas celui de la politique. Néanmoins, la Banque Centrale européenne avait fait le nécessaire dans l'urgence en achetant de titres des États membres en difficultés. On attendait maintenant l'intégration économique de l'Europe, « *la gouvernance* ».

À la fin de l'année, les Européens étaient parvenus à circonscrire le sinistre et à tracer les plans d'une gouvernance économique et monétaire européenne plus performante et plus rapide assortie d'une obligation de rigueur budgétaire. Le léger recul de l'euro sur le marché des changes n'était pas non plus une mauvaise chose, en tout cas pour les autres pays que l'Allemagne, parce qu'il leur permettrait de réduire leurs prix de vente hors zone euro. Le risque d'inflation étant presque inexistant, l'euro moins cher allait stimuler les exportations. L'année 2012 commença plutôt bien pour la France et l'Europe et, par conséquent, plutôt mal pour l'opposition. Les si haïssables « marchés » accueillirent avec bienveillance une émission d'obligations à court terme du Portugal et de l'Allemagne. Un mois plus tôt, l'Allemagne elle-même avait eu du mal à obtenir de l'argent sur les places financières. Que le pauvre Portugal obtienne une telle marque de confiance était encourageant. Le 4 janvier, ces deux pays émirent sur les marchés obligataires sous forme d'emprunts d'État à trois mois et demi, respectivement pour 1 milliard d'euros, le Portugal, et pour 5 milliards d'euros, l'Allemagne. Les investisseurs réclamèrent un taux d'intérêt de 4,346 % au Portugal, contre 4,873 % au début de décembre précédent, et l'Allemagne obtint son argent au taux bas habituel de 1,93 %. De plus, les sommes prêtées furent également satisfaisantes, le Portugal ayant obtenu le montant requis et l'Allemagne s'étant vu allouer 5,4 milliards d'euros par les prêteurs. Ce n'était pas la ruée vers l'or, mais la preuve que les marchés recommençaient à faire confiance à l'euro après les décisions du sommet européen de décembre 2011.¹⁰²

Avec des hauts et des bas, sans faire de grands bonds, les marchés ne perdirent pas confiance dans Euroland, même après la dégradation de plusieurs de ses États membres par Standard & Poor's le 13 janvier 2012. La France et plusieurs autres pays purent placer sans problèmes des obligations sur les marchés, à des taux favorables. Des emprunts sur deux ans de l'Allemagne ne se

¹⁰² Dans une interview du *Figaro* le 22 décembre 2011 (voir plus haut note 21. « Schröder : <Les réformes de Sarkozy vont dans la bonne direction> »)

virent placer en janvier 2012 qu'à 0,17 % au lieu de 0,29 % précédemment ; ceux de la France à 1,05 % après 1,58 % ; ceux de l'Espagne, sur trois ans, à 3,38 % après 5,19 % ; et ceux de l'Italie à 2,74 % après 5,95 %. Bref, les attaques des agences de notations n'avaient pas nui aux principaux pays de la zone euro. S'ajouta la formidable reprise du Dax allemand : 13 % de gains en seulement six semaines. Durant les 24 années d'existence de cet indice allemand des valeurs, le Dax n'avait jamais connu un tel début d'année. N'était-ce pas étonnant ? Plus question d'un morcellement ou d'une implosion de la zone euro ! Plus question de la mort de l'euro ! Les investisseurs américains et britanniques revenaient vers l'euro. Les entrepreneurs britanniques faisaient confiance à la monnaie européenne. Cette merveilleuse embellie a tenu aussi à la pratique de la Banque Centrale européenne qui a prêté sur trois ans quelque 500 milliards d'euros à environ 500 banques du continent au taux dérisoire de 1 %. Celles-ci ont pu acheter des obligations italiennes et espagnoles qui leur garantissaient des taux allant jusqu'à 7 %. Assez pour se refaire une santé et provisionner des fonds propres, comme on le leur demandait. C'est ainsi que l'on peut dire que la crise financière serait résorbée, n'était-ce la Grèce en proie aux flammes et à l'autoflagellation. Une Grèce pour laquelle il faudrait peut-être créer un statut spécial de quarantaine...

L'avenir se présentait donc plutôt mal pour l'opposition française malgré la récession qui s'annonçait, avec abaissement des prévisions de croissance à 0,5 % en France comme en Allemagne et un taux de chômage qui atteindrait probablement 10 % en France au moment des présidentielles et des législatives.¹⁰³ Ce n'était pas brillant et le président sortant ne pouvait se reposer sur des lauriers. Mais la faillite était écartée et le candidat de l'opposition ne pouvait se présenter en sauveur d'un pays détruit, naturellement détruit par le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Cela aurait bien arrangé ses affaires. On aurait même pu imaginer l'éviction du président et de son gouvernement pour incapacité sans même devoir procéder à des élections comme en Grèce et en Italie. En tout cas, le coup de balancier électoral aurait pu propulser l'opposition au gouvernement comme en Espagne, étant donné que les électeurs désignent un autre gouvernement, quel qu'il soit, quand les choses vont mal, comme si le changement arrangeait tout à lui seul. Le candidat socialiste avait attendu en piaffant la dégradation de la note AAA de la France, il l'avait obtenue pendant trois jours, puis à son grand dam, elle avait fait pschitt. Un petit coup d'estoc de S & P en mars ou avril 2012 à seulement quelques semaines du scrutin aurait mieux arrangé ses affaires. En tout cas, le verdict solitaire de Standard & Poor's s'avéra n'être qu'un pétard mouillé. L'autre angle d'attaque de Hollande devait donc être le couple Sarkozy-Merkel. Mais là aussi, il y avait un problème : les

¹⁰³ contre 7,3% prévus pour l'année en Allemagne,

attaques germanophobes des camarades du candidat socialiste avaient fait plutôt mauvaise impression. On ne pourrait pas les renouveler. De plus l'alliance franco-allemande semblait inoxydable. Par delà une politique commune bien rodée, les liens commerciaux étaient tels qu'un recul des achats allemands à la France se répercuterait immédiatement sur l'emploi et le commerce dans l'Hexagone tandis qu'un défaut de paiement français affaiblirait l'économie allemande.

Cela, Sarkozy et Merkel le savaient l'un comme l'autre. Ils étaient prêts à défendre becs et ongles leur duumvirat dont dépendait l'avenir de l'Europe. Hollande avait pu s'apercevoir que son parti en tentant de les diviser avait mordu sur du granit. Les socialistes cherchaient le talon d'Achille. Attali avait voulu rendre un petit service au PS en dégradant lui-même la France de sa note triple A avant même que S & P y ait procédé. Le génial conseiller avait en même temps tenté de couler le projet de gouvernance européenne, supputant que l'Allemagne ne voudrait plus cogérer les problèmes avec une France bancale. Mais le torpillage du porte-avion « *Françallemagne* » n'avait pas provoqué son naufrage. Le blindage était impénétrable. On ne pouvait dissocier la France et l'Allemagne. Alors Hollande recentra son tir sur son adversaire principal. Il se mit à tirer en rafales, parlant sur un ton saccadé, canardant toutes les initiatives du président de la République qui faisait tous les jours son périple de la France industrielle. Sa voix s'enroua peu à peu comme une mitrailleuse qui s'enraye. Parlant à Brest, le 30 janvier 2012, de l'augmentation de la TVA annoncée la veille par le président, François Hollande la jugea « *inopportune, injuste, infondée et improvisée* ». Cette cascade d'adjectifs témoignait surtout de l'impuissance d'un candidat qui n'avait que des mots. « *Il invente un mot tous les jours* », lança Sarkozy. Le président candidat jouait sur le velours, provoquant les rires de ses auditeurs. On ne riait plus de lui à présent, mais de l'autre. Et pourquoi Sarkozy aurait-il hâté les choses ? Il était en tant que président tous les jours au petit écran sans devoir respecter un minutage de candidat en campagne. Et de prendre Hollande de court par des cascades de décisions qui obligeaient ce dernier à modifier sans cesse le contenu de ses discours. Peu à peu, les sondages désastreux pour lui au départ, tournèrent en sa faveur. Début avril, selon un sondage Ipsos, il devançait pour la première fois Hollande aux intentions de vote au premier tour, 29 % contre 27 %. Au second tour, Hollande regagnait largement le terrain perdu, d'autant que 80 % des partisans du Front de Gauche avaient décidé de reporter sur lui leur voix le 6 mai. Mais près de la moitié des électeurs étaient encore indécis. Sarkozy était parti de très bas. Cinq années de matraquage médiatique avaient fait leur effet. Les sondages donnaient fin janvier et début février 2012 Hollande encore largement gagnant devant lui. Il avait beau se démener, il ne progressait pas. Son intervention télévisée tellement suivie du 29 mars ne lui avait rapporté qu'un

demi-point dans les sondages. Cependant, il captait l'attention. Des millions de téléspectateurs suivaient ses démonstrations au petit écran, sans zapper.

Un phénomène inattendu s'était produit à l'arrivée des grands froids, fin janvier. La température ambiante n'avait pas changé qu'à la colonne de mercure. On était passé d'une fin d'année morose à un début d'année plus serein. Ce n'était pas partout sensible. Cela ne faisait même pas l'objet d'un entrefilet dans les gazettes. Mais rappelez-vous la tristesse de ce sondage *IFOP* pour le *Journal du Dimanche* sorti le 31 décembre 2011 qui avait révélé la déception des Français concernant la monnaie unique dont on fêtait le dixième anniversaire. À présent, la perspective de la mort à crédit de l'euro semblait manquer aux éditorialistes. Forcément, les mauvaises nouvelles se vendent mieux que les bonnes. Les articles très défaitistes parus en décembre avaient sans doute contribué à la baisse du potentiomètre. Des voix pessimistes s'étaient également fait entendre dans les milieux hautement qualifiés. Témoin Hans-Werner Sinn, président du Centre allemand de recherche économique et directeur de l'Institut d'Économie IFO à Munich, qui estimait lui aussi que « *malheureusement, ça ne s'était pas aussi bien passé avec l'euro que ce que nous aurions pensé* ». « *L'euro, poursuivait-il, est en crise existentielle en ce moment. Certains pays ont fait monter leur inflation avec du crédit bon marché avant la crise et avant l'euro. Ils se retrouvent aujourd'hui avec des salaires et des prix beaucoup trop hauts, ils ont perdu leur compétitivité et accusent des déficits de commerce extérieur énormes, qu'il faut bien financer* ». ¹⁰⁴

Naturellement, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, divergea fortement : « *L'euro est stable et, après le dollar, c'est la monnaie de réserve la plus importante du monde* ». ¹⁰⁵ Et son collègue de l'Économie, Philipp Rösler, de positiver lui aussi : « *L'Europe doit serrer les rangs pour réussir dans la concurrence avec les marchés américains et asiatiques. C'est pourquoi ce fut une bonne décision de créer notre monnaie commune* ». Pour Sergueï Afontsev de l'Institut de l'économie mondiale, l'euro était devenu « *un catalyseur puissant de développement du commerce au sein de l'Union européenne et un instrument important de développement du commerce entre les pays de l'UE et le reste du monde. C'est une monnaie de réserve qui pendant une période assez longue a fortement concurrencé le dollar* ». « *En dix ans d'existence de l'euro sous la forme de billets et de pièces, nous n'avons assisté qu'à une seule crise importante de cette monnaie* », rappelait Iouri Danilov, directeur du centre de développement des marchés boursiers, comme si la crise était déjà derrière nous. « *L'histoire des autres monnaies, ajoutait-il, montre que*

¹⁰⁴ Voir notre interview de Hans Werner Sinn dans *Politique Internationale*, n° 133/automne 2011

¹⁰⁵ Voir notre interview de Wolfgang Schäuble dans le même numéro de *Politique Internationale*.

les dix premières années de leur existence ont été marquées par des troubles plus graves et que certaines monnaies ont même succombé. » Mais cet économiste mettait un bémol à son appréciation : « *L'Allemagne a acquis des débouchés supplémentaires, mais cela a porté le coup de grâce aux économies des États périphériques.* » La zone euro traversait certes une crise qui était loin d'être surmontée, mais de nombreux économistes estimèrent à cette occasion que l'euro se défendait plutôt bien. On aurait pu laisser le mot de la fin à Thomas Mayer, économiste en chef de la Deutsche Bank à Francfort, qui disait au *Handelsblatt*, le jour anniversaire, qu'un effondrement de l'Union monétaire mettrait en jeu l'unification historique de l'Europe. Devait-on sauver l'Union Monétaire uniquement pour des raisons politiques ? Les appréciations étaient assez nébuleuses. Beaucoup d'experts parlaient d'une crise de l'euro pour dire au même moment que l'euro allait s'en tirer. Ce dixième anniversaire fut l'occasion de prendre un peu de recul.

Bref, subrepticement, comme le courant sous la glace, l'ambiance changeait. Les Chinois commençaient à mesurer les limites de leur croissance. Les Russes manifestaient contre le pouvoir pour la première fois depuis la Révolution d'octobre. Les islamistes avaient remporté à raison de 71 % des suffrages les élections en Égypte, mais les signes d'instabilité se multipliaient dans ce grand pays. Les États-Unis où la croissance revenait à petits pas et où le chômage reculait, étaient accaparés par les prochaines élections. Et, enfin, l'Inde achetait à la France 126 chasseurs-bombardiers Rafale et divers menus produits de son industrie, ouvrant ainsi une alternative à la Chine. Tout ceci pour dire que la fameuse crise européenne sur laquelle tous avaient pointé le doigt, passait à l'arrière-plan. Il faut préciser aussi qu'on l'évoquait nettement moins dans les journaux en tant que telle. Elle apparaissait désormais en filigrane des débats électoraux. La sombre nuée s'estompait un peu, comme quoi la crise avait été largement une création des médias. Quand on ne croit plus à la crise, celle-ci est déjà à moitié résorbée. C'est peut-être ce qui s'est passé en ce début d'année 2012, nous avons eu une sortie de crise virtuelle en attendant la sortie réelle.

CHAPITRE 5

Pris à la gorge par la dette

Début février 2012, quand Marine Le Pen talonnait encore Nicolas Sarkozy, François Hollande avait toutes les chances de succéder à ce dernier. En cas de 2002 inversé, contre Marine Le Pen, il aurait gagné haut la main. Tels étaient les calculs à la rue de Solferino. Car cette fois, Sarkozy n'avait pas réussi à capter l'électorat du Front National. Nonobstant quelques inepties majeures, comme plonger la France dans l'autarcie par la fermeture des frontières, ou sortir de l'euro ou utiliser deux monnaies parallèles, Marine Le Pen aurait pu profiter de l'ignorance de nombre d'électeurs en matière financière et des rancœurs envers l'euro et la bureaucratie bruxelloise que d'autres éprouvaient. Mais l'idée d'abandonner l'euro la privait de tout un électorat qui, sans cela, aurait adhéré à son analyse. Fait de bric et de broc, ouvriériste et populiste, le programme de Marine Le Pen mordait sur les classes populaires. Crédité en janvier 2012 par les sondages de 19 % des intentions de vote, mais peut-être plus, car 31 % des Français, 42 % en milieu ouvrier, approuvaient ses thèses, elle semblait avoir des chances d'arriver au second tour. Vers février 2012, sentant que ses coups de boutoir contre l'Europe étaient plutôt impopulaires, elle cessa d'annoncer qu'elle retirerait la France de l'Union Monétaire et proposa de soumettre l'appartenance à la zone euro à un référendum. Façon élégante de dire que l'on conserverait peut-être la monnaie commune sans avoir à se dédire.

Deux autres candidats, François Bayrou (Modem) et Jean-Luc Mélenchon (Front de Gauche), récoltaient de leur côté les voix perdues par Sarkozy, par Hollande et par l'égérie des Verts Éva Joly. En ménageant la chèvre et le chou et en dénonçant la dette, le premier avait effectué une remontée spectaculaire, à 14 %, le double de son score des dernières présidentielles. Mais il retomba à 10 % à trois semaines des présidentielles. Le second avait gagné du terrain à quelque 7 % en rassemblant une extrême gauche éparpillée en quête d'un havre et grâce à son talent de débatteur. Puis il passa à 10 % et enfin à 14,5 % début avril, distançant Marine Le Pen d'un demi-point. Le calcul de Bayrou était de recueillir les voix des indécis qui étaient légion et des précieux pour qui l'engagement de droite ou de gauche était trop vulgaire, les voix de « bobos » qui seraient allés normalement aux Verts si ceux-ci avaient eu une meilleure candidate qu'Éva Joly. Quant à Mélenchon, personnalité exceptionnelle, il voguait sur la crise et mobilisait des foules sur les places publiques. *Qu'il se*

trouve chez nous, en 2012, près de 15% des Français disposés à voter en faveur d'un homme qui estime que « la seule question et celle du partage des richesses » sans se demander un seul instant comment on pourrait bien les produire ; qui pense que la crise de notre système de protection sociale est une légende urbaine ; que la dette et les déficits sont une pure invention du grand capital pour exploiter les prolétaires ; qu'il suffit de confisquer le salaire des riches pour enrichir les pauvres ; ou que la régularisation des de tous les clandestins est la solution, voilà qui est tout de même extravagant... » écrivait Alexis Brézet dans « *Le Figaro Magazine* » du 6 avril 2012. Ce journaliste revenait sur la fascination qu'exerçait Mélenchon sur l'opinion publique : « *Que tant de commentateurs tombent en pâmoison devant le talent oratoire, l'habileté médiatique et la culture politique du nouveau tribun de la plèbe, sans examiner le moins du monde son projet, comme si les mots et les programmes étaient sans importance aucune, voilà qui est tout bonnement confondant... Et qui, quoiqu'on en dise, éclaire d'un jour cru les failles de la candidature Hollande, ainsi que les contraintes inédites qui vont peser sur lui* ». Et de conclure : « *Jean-Luc Mélenchon en tout cas, dopé par son succès annoncé, et animé d'une solide inimitié contre Hollande, fait déjà monter les enchères. (...) Dans le programme de Mélenchon, il n'y a que l'embarras du choix .. des catastrophes.* » Atteints, selon notre confrère, de « Mélenchonite aiguë », les Français prouvaient hélas ! une fois de plus qu'ils « *ont un faible pour les grandes gueules, les beaux discours et les bruyants cortèges, le concert d'admiration qui, ces temps-ci, accompagne, sur l'air de « La Carmagnole », la marche triomphale des petits-enfants de Joseph Staline et de Léon Trotski.*

Hollande avait utilisé le marqueur en annonçant la taxation des riches à 75 % et cela ne lui avait pas apporté des voix du Front de Gauche, et Sarkozy avait mordu sur le programme du FN en critiquant des pratiques musulmanes par la voix de son fidèle Claude Guéant et en annonçant un référendum sur l'immigration. Mais cela ne lui avait pas apporté des voix du Front National. Si Marine Le Pen n'avait pas réussi à recueillir les 500 signatures de maires requises pour se présenter, alors, Sarkozy aurait à coup sûr gagné, car le Front National vole plus de voix à l'UMP que le Front de Gauche et les Verts au PS. Mme Le Pen fit beaucoup de cinéma à propos de ces signatures, mais elle les obtint malgré des difficultés réelles ou simulées de dernière heure. Il y eut donc de mi-mars à début avril un moment de flottement. De toute manière, on était sûr que ces présidentielles se joueraient « dans un mouchoir de poche ». Sarkozy lui-même avait dit à ses proches que son score de 2007, 53 % contre 47 % à Ségolène Royal, était exceptionnel et que ce serait cette fois du 51 % contre 49 % dans la bonne tradition républicaine. Et le leurre principal n'était-il pas dès lors dans les sondages qui donnaient Hollande très largement gagnant au second tour ?

Sous la Vème République, à une seule exception près, les Français ont toujours élu un président de droite. Sarkozy n'avait donc aucun intérêt à jouer au gauchiste. D'autant que la droite est morcelée entre l'UMP et le Front National. Seulement, il s'avère que l'électorat a préféré des « gars sympathiques » genre Pompidou, Chirac et Mitterrand, aux hommes d'État compétents ayant le profil de Nicolas Sarkozy, mais jugés « loin du peuple » comme Raymond Barre, Giscard d'Estaing et Édouard Balladur. Compte tenu de cette dérive à droite de l'électorat dans l'isoloir, Hollande aurait dû aussi repenser son programme et sa stratégie très gauchisante (« *faire payer les riches* » et « *plus d'acquis sociaux* »), mais il n'en était rien. Il avait essayé des mois d'opérer sans programme en prétextant que l'UMP n'avait pas encore officiellement de candidat et qu'un débat n'était donc pas possible. Néanmoins, en tant qu'opposition, il lui incombait d'indiquer aux Français la façon dont il entendait mener les affaires de l'État s'il arrivait au pouvoir, comme le faisaient la plupart des autres partis tels le FN et le Front de Gauche. Quelques propositions bizarres étaient venues, comme une vague proposition de réforme des quotients familiaux dont personne (ni même, apparemment, les dirigeants socialistes eux-mêmes comme on l'aura compris) ne put très bien saisir la portée, la pertinence et la nécessité, on relèvera que, jusqu'à la mi-janvier 2012, une seule proposition concrète avait été faite, à savoir l'embauche de 60.000 personnes à l'éducation nationale, sans toutefois en expliquer l'objectif ni, surtout, le mode de financement. La raison semblait être que le gros des militants socialistes, les cadres régionaux du PS même, se recrute dans l'Éducation nationale, un creuset que celui-ci se partageait avec les Verts. Ce faisant, le PS cessait d'être un parti du peuple, il devenait une représentation catégorielle de certains milieux professionnels. Une sorte de club des intellectuels de gauche.

Raison peut-être pour laquelle Hollande ne pouvait guère obliquer vers le centre et le centre droit. Ses soixante propositions dévoilées 87 jours avant le premier tour des présidentielles ne modifièrent pas son orientation. Elles prévoyaient 20 milliards de mesures nouvelles financées par l'impôt et le jour de leur publication, François Fillon et François Bayrou relevèrent sans s'être consultés que le mot « économies » n'y figurait pas. Le candidat de la gauche ne sortait pas des sentiers battus du socialisme entre le « *plus de justice* » et « *les riches paieront* ». Seulement, les « *richesses à partager* » n'étant pas suffisantes, il faudrait accumuler plus de dettes pour faire face à toutes les dépenses. Hollande était donc certainement conscient qu'un président de gauche se verrait ainsi très rapidement confronté à un choix cornélien : soit appliquer une politique dite de la droite libérale pour se maintenir, et en conséquence mécontenter son électorat avec moult grèves et manifestations, soit appliquer une politique de gauche et risquer d'être rapidement amené à démissionner sous

la pression de la rue parce que la situation économique se dégraderait de façon dramatique. Faut-il rappeler que, dans ce cas, les premiers touchés seraient les classes dites défavorisées ?

En effet, depuis la crise du (sur)-endettement des États, le poids des marchés financiers (un terme générique qu'il conviendrait encore de définir) sur les politiques économiques des États allait en s'accroissant. Les dettes de la plupart des États étant devenues, au fil des temps et des politiques de redistribution, astronomiques, ces derniers sont obligés de recourir à des emprunts de plus en plus importants sur les marchés financiers pour pouvoir continuer de fonctionner. Or, comme les exemples de la Grèce, de l'Espagne et de l'Italie l'ont démontré, ils ont des difficultés à trouver des prêteurs, qui sont de par nature et à juste titre très attentifs à la capacité de remboursement de leurs débiteurs. Ils n'ont donc d'autre choix que de se financer à des taux d'intérêt d'autant plus élevés que la probabilité d'un remboursement diminue, ce qui accroît encore leur dette. Vu l'endettement de la France, il n'était donc pas difficile de s'imaginer que la marge de manœuvre du nouveau président, quel qu'il soit, serait extrêmement limitée sur le plan économique et financier. S'il se lançait dans de nouvelles dépenses inconsidérées, il serait obligé de contracter des emprunts supplémentaires, ce qui aurait pour effet que la dette, déjà astronomique, augmenterait encore plus et que la probabilité de remboursement se dégraderait de plus en plus. Les taux des intérêts à payer seraient en conséquence de plus en plus élevés jusqu'à ce que, au bout du compte, l'État ne trouve pratiquement plus de prêteurs. Augmenter la dette pourrait ainsi entraîner la faillite de la France et pour lors la fin de l'euro. Aucun plan de sauvetage européen, aussi important soit-il, ne pourrait alors y remédier. Ceci peut paraître pessimiste et regrettable, mais c'est la loi du marché. De même qu'il est vain de s'opposer à la mondialisation, il serait absurde de tenter de gouverner contre « *les marchés* ». Et François Hollande ne s'était-il pas mis « *la finance* » à dos en la qualifiant d'« *ennemie* » ?

Certes, certaines personnalités politiques, notamment à gauche, déclarent pouvoir les « *réguler* », mais toute tentative sérieuse en ce sens risquerait d'être vouée à l'échec. Les États n'ont pas le pouvoir de forcer quiconque à leur prêter des fonds. Qu'on le déplore ou non, les marchés et les agences de notation sont situés hors du territoire national et échappent à l'emprise des pouvoirs publics français, italiens, espagnols et autres qui voudraient bien les ligoter. Vu le poids des bourses de New York, de Londres, de Tokyo, ce sont ces pays, en tête les Américains, qui donnent la mesure. Les deux principales agences Moody's, Standard & Poor's, sont américaines et la troisième, Fitch, est installée en territoire américain malgré sa majorité de capitaux français. Comme l'économie n'est pas une science exacte et qu'elle est sujette à humeurs et influences, on

peut douter, nous l'avons vu, de leur impartialité. Mais pour le moment, en attendant d'avoir soit une agence européenne placée sous la coupe de la BCE, soit de leur retirer le droit d'évaluer des États pour confier cette compétence au FMI dont la direction est plus représentative et équilibrée, nous devons faire avec. La dégradation de la note AAA et AA+ de la France entraînera nécessairement l'adoption d'un nouveau plan de rigueur par le gouvernement, quel qu'il soit, sorti des urnes en mai et juin 2012. Les socialistes ne pourront faire de cadeaux. Comme le Pactole des « riches » a ses limites, toutes les catégories sociales assujetties à l'impôt et tous les consommateurs devront se serrer la ceinture. La perspective n'a rien d'enivrant.

Or, les temps ayant changé, la politique des trois singes qui ne veulent rien voir, rien entendre, rien dire, ne devrait plus être payante, Nicolas Sarkozy et François Fillon l'avaient bien compris, eux, et ils misaient sur un discours de vérité qui devait normalement porter ses fruits. Ils misaient sur la compréhension d'une majorité de Français suffisamment alarmés par les rigueurs de la crise pour préférer celui des deux camps qui ne leur dissimule pas la dure vérité à celui qui leur vend du rêve. À la manière de Gerhard Schröder qui avait opté aux trois quarts de son second mandat pour une politique de droite et se mit à dos la gauche de son parti et les syndicats, Sarkozy devait nécessairement mécontenter quelques-uns des siens, effrayés par les risques qu'il prenait, et pousser la gauche dans ses retranchements en annonçant une réduction drastique des déficits et la recherche de soutiens de croissance qu'il allait devoir chercher dans les réserves, réductions de dépenses de fonctionnement, licenciements de serviteurs de l'État, de licences de téléphonie, de biens immobiliers publics et augmentation impopulaire et pourtant sans grande incidence de la TVA. Cela, ce n'est pas Schröder qui l'avait fait, mais Franz Josef Strauss et son successeur Edmund Stoiber qui avaient vendu des participations d'État pour financer la métamorphose de la Bavière, région agricole arriérée, en ce qu'on appelle « *l'Isar Valley* », cette Silicon Valley allemande qui connaît aujourd'hui la richesse et le plein emploi.

Tandis que dans les années 80 du siècle dernier les électeurs faisaient encore confiance aux politiques de leur camp et votaient en fonction de leurs affinités respectives de droite ou de gauche, à l'heure de l'Internet, les électeurs d'aujourd'hui ont accès à une multitude d'informations et sont devenus de ce fait beaucoup plus critiques, y compris vis-à-vis de leur propre camp. À l'exception de quelques nostalgiques ou irréductibles comme les membres du Front de Gauche avec leur figure emblématique Jean-Luc Mélenchon, les électeurs voient vite si les promesses qui sont faites pourront ou non être tenues. Plus que jamais donc, le discours de vérité s'impose sous peine de ne pas paraître crédible. Fini le temps où les promesses n'engageaient que ceux qui les recevaient, comme le

disait Charles Pasqua. Ce n'est donc pas sans raison que le Président de la République et le Premier Ministre déclarèrent tous deux à la fin de l'année 2011 que les déficits devaient être ramenés à un niveau raisonnable en diminuant de façon drastique les dépenses et en précisant, au passage et à juste titre, que les endettements astronomiques n'étaient pas dus aux marchés, aux banques ou aux agences de notation, mais aux politiques sociales des dernières décennies. Ce message se retrouva dans les vœux de Nicolas Sarkozy pour 2012 et dans sa déclaration de janvier 2012 à Berlin. Il était déjà présent dans une allocution de François Fillon en novembre 2011.

CONCLUSION

Sarko sous le feu des médias

Mais il n'y a pas que les marchés. Il y a aussi l'État que la crise a revalorisé quand les banques et les entreprises étaient en perdition. Or, pour les Français, l'État c'est Sarkozy. Concernant la direction du pays, selon un sondage Opinionway pour *Le Figaro* et la chaîne LCI publié le 1^{er} février 2012, Hollande était devancé par Nicolas Sarkozy dans tous les domaines qui touchaient aux fonctions régaliennes d'un chef de l'État. Pour diriger le pays, 39 % faisaient confiance à Sarkozy contre 32 % à Hollande ; pour lutter contre l'insécurité 41 % étaient en faveur de Sarkozy contre 19 % seulement favorables à Hollande ; pour lutter contre l'immigration clandestine, 43 % misaient sur Sarkozy plutôt que sur Hollande (11 %) et même pour réformer la France, Sarkozy (34 %) dominait Hollande (30 %) ainsi que pour la faire sortir de la crise, Sarkozy avec 31 % d'opinions positives et Hollande à 26 %.¹⁰⁶ Aucun changement notable dans cette appréciation deux mois plus tard. Toujours selon Opinionway publié dans *Le Figaro* du 10 avril 2012, 46% des Français jugeaient Sarkozy plus apte à « prendre des décisions difficiles » que Hollande (26%) ; plus décidé à « lutter contre l'immigration clandestine » (Sarkozy 45%, Hollande 14%), plus ferme dans « la défense des intérêts de la France à l'étranger » (Sarkozy 43%, Hollande 28%) et plus disposé à « lutter contre l'insécurité » (Sarkozy 42%, Hollande 20%). Hollande (46%) n'était mieux placé que Sarkozy (18%) que pour « améliorer le système éducatif » et pour « augmenter le niveau de vie et le pouvoir d'achat » (Hollande 36%, Sarkozy 16%). Enfin, Hollande (37%) était jugé mieux à même de « rassembler les Français » que Sarkozy (19%). Toujours est-il que ce sondage donnait l'impression que Sarkozy était en bonne voie dans la reconquête des Français. Sans doute la gauche s'était-elle attendue à ce que ce président si peu conventionnel et si réformateur amasserait au cours de son quinquennat des atouts susceptibles de la condamner à éloigner d'elle cinq ans de plus la fonction présidentielle qu'elle avait perdue depuis 1995.

¹⁰⁶ Hollande ne dominait que pour l'amélioration du système éducatif et de l'école : 44% contre 21% à Sarkozy, ; pour faire baisser durablement le chômage : 27% contre 21% à Sarkozy ; et pour rassembler les Français : 38% contre 18% à Sarkozy.

Une belle performance après cinq ans au cours desquels on avait fait tonner le canon des principaux alliés de la gauche française : les médias que d'autres appellent la « médiacratie ». Étant donné que 80 % des journalistes français sont à gauche ou penchent à gauche, ce ne fut pas très difficile d'établir cinq années durant un tir de barrage contre l'intrus. Lui qui était parti en guerre contre les vieilles lunes françaises de l'étatisme outrancier et de la réglementation abusive qui faisaient de notre pays une Soviétie en miniature, avec sa nomenklatura sortie des grandes écoles et son système d'autorecrutement des élites, dut combattre jusque dans son propre camp les ennemis du changement. Il a incontestablement fait bouger les lignes. On dira un jour que ce fut un grand réformateur qui aurait pu aller plus loin si les Français l'avaient compris. Mais les effets des réformes ne se font sentir que des années après. N'en déplaise au Front National et au PS qui n'ont de cesse de dénoncer les demi-mesures du gouvernement et les réformes qu'il a dû retirer, 70,55 % des promesses ont été tenues, comme l'a démontré Éric Brunet dans son livre déjà cité.¹⁰⁷ Ce coup de balai et de plumeau dans une France où les araignées avaient tissé leurs toiles et où les feuilles mortes se ramassaient à la pelle, ne fut pas au goût de tous, surtout pas dans les rangs des vieux gaullistes soucieux de préserver l'Héritage du Général (qui pourtant avait voulu, lui, comme Sarkozy moderniser la France – il y a donc erreur et Sarkozy est plus porche de la pensée de De Gaulle qu'on le pense) ni parmi les gauchistes issus de la Résistance dont le parangon est encore Stéphane Hessel dont la révolte distillée sur 32 pages lamentables, mais à la portée du dernier des cancre, appelait sur les barricades les nostalgiques des Francs Tireurs partisans et du Conseil National de la Résistance et ses ordonnances soviétoïdes et totalitaires.

On peut déduire du nombre de lecteurs de ce tract pitoyable, des millions en plusieurs langues, la France détenant le record, que le niveau intellectuel du peuple de gauche a plutôt régressé par rapport aux boursiers de la III^{ème} République. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la répétition incessante des mêmes slogans, des mêmes mots, ait fini par programmer une majorité de nos concitoyens en conformité avec le logiciel sarkophage. Parmi ces mots, on relève ceux de « Fouquet 's », de « Rayban », de « Rolex », de « Bolloré », de « Bettencourt » et autres « Karachi ». Ces boutons pression sémantiques agissent sur le psychisme des sujets programmés comme la clochette de Pavlov qui faisait saliver les chiens. On se les dit d'un air entendu en ébauchant un clin d'œil ou un demi-sourire. Tout le monde sait. À quoi s'ajoutent les titres de canards déchaînés accolés à son nom : le « président-voyou » (d'après *Marianne*), « cet homme dangereux » (le *Nouvel Observateur*), « fin de règne »

¹⁰⁷ Eric Brunet. « *Pourquoi Sarko va gagner* », ouvrage cité plus haut dans l'introduction.

(*Le Point*), « le président qui fait pschitt » (*L'Express*), « Carla la Pompadour de l'Élysée » (encore *Marianne*). Mais pourquoi pas Benghazi ? Pourquoi pas Tbilissi ? Pourquoi pas Yamoussoukro et Abidjan ? Pourquoi pas Bétancourt (comme Ingrid) ? Et pourquoi pas les cités reconstruites, les territoires libérés des campements sauvages qui entraînent le 14 septembre 2010 une commissaire européenne illuminée, la Luxembourgeoise Susanne Reding, à comparer les expulsions de Roms avec les déportations nazies de la Seconde Guerre mondiale ? Mais elle ne fut pas seule à utiliser cette image. Michèle Delaunay, députée de Bordeaux, mariée à un Allemand, n'hésita pas à comparer Sarkozy à Hitler pour avoir menacé de déchéances de la nationalité française pour les tueurs de policiers, de gendarmes et de « tout autre représentant de l'autorité publique ». Il fallait compter aussi avec Cécile Duflot pour assimiler un confortable transport de Roms vers leur pays d'origine, la Roumanie, avec prime de départ et aide économique, avec la Rafle du Vélodrome d'hiver à Paris en juillet 1942. Ces bonnes dames savent-elles seulement de quoi elles parlent ? Sont-elles capables de comprendre ce que furent la dictature nazie et l'Occupation ?

Ce président Sarkozy dont on veut tellement avoir la place, aura été le chef d'État français le plus caricaturé, le plus calomnié de l'histoire de France, si l'on excepte peut-être Henri IV et Louis XVI ou Napoléon III. On s'est gaussé de sa petite taille (mais bien des grands hommes étaient petits et, n'en déplaise à Chirac et Villepin, une haute taille n'est pas une preuve de génie), de son nez grand (comme celui du Béarnais Henri), de ses grandes oreilles (vous trouvez ? Bien des femmes lui trouvent un visage viril et attachant), de sa démarche (mais, pour quelqu'un dont la croissance aurait été freinée par une polio, Sarko est un sportif étonnant), et, pour clore ce chapitre, de sa diction suave d'avocat (mais son aisance d'élocution est un atout que ses adversaires lui envient). À quoi se sont ajoutées parfois ses origines hongroises du côté de son père (devenu français après avoir été chassé par les communistes staliniens) et juives du côté de son grand-père maternel (un homme extraordinaire, un chirurgien grec qui avait épousé son infirmière savoyarde, et qui, devenu Français de cœur, a élevé le petit Nicolas dans l'amour de la patrie et de de Gaulle). Sur ce dernier point, sauf quelques dérapages du côté de Jean-Marie Le Pen, ses adversaires ont été quand même assez prudents. Reste que l'amalgame a répandu de lui une bien méchante caricature.

Comme ses origines aristocratiques, par son père, ne collaient pas avec le côté « bling-bling » qu'on lui a attribué, encore que son mépris de « l'establishment » avec ses manières feutrées et son hypocrisie invétérée aient contribué à le marginaliser, d'aucuns ont répandu le bruit que son titre était usurpé. Sa particule hongroise est au contraire d'excellente qualité, obtenue de

la meilleure façon par un ancêtre paysan anobli par son roi pour s'être distingué vaillamment à la bataille contre l'envahisseur turc. On ne peut en dire autant des particules de MM. Giscard d'Estaing et de Villepin ni de celle de Mme de Fontenoy. Il fut un temps où l'on n'appelait plus Sarkozy que « le petit », par référence à Napoléon III dit « le petit » (par comparaison à Napoléon 1^{er}). Certes, son entrée en scène, en 2007, n'avait pas été une aussi émouvante mise en scène que la rose de Mitterrand au Panthéon, mais au moins n'avait-il pas préparé un spectacle. Il n'eut en somme que la *Marseillaise* de Mirelle Mathieu. On ne dit rien en revanche de son courage physique quand il était allé négocier au péril de sa vie avec le ravisseur d'une classe d'enfants de Neuilly ou quand il répliqua du tac au tac, comme monsieur tout le monde, Français moyen, l'aurait fait, à des voyous qui l'invectivaient. « La racaille », « le karcher », tout cela a été déformé, sorti du contexte. Et bien des Français auraient aimé avoir sa présence d'esprit pour lancer comme lui à un des « minus habens » qui battent le pavé ce « Casse-toi, pauvre con ! » bien placé. Le mauvais goût a atteint des sommets au 1^{er} de l'an 2011 quand on a fait endosser à Sarkozy le frac du valet du célèbre sketch « *Diner for one* » et à Angela Merkel la robe de sa maîtresse. Preuve qu'on ne savait plus quoi inventer pour le calomnier. Car le rapport entre le président français et la chancelière allemande avec cette piécette britannique, n'était pas évident. Mais on nous dit que ce pastiche a eu un certain succès en Allemagne. Il est vrai que là aussi les boutons pression sont installés depuis longtemps par la presse allemande. Le Spiegel n'a-t-il pas ressassé qu'avant de rencontrer Sarkozy, la chancelière s'était fait montrer Dom Salluste, le personnage incarné par Louis de Funès dans « La folie des grandeurs » ?

Mme Merkel n'a jamais confirmé cela et d'ailleurs elle connaissait Nicolas Sarkozy depuis longtemps déjà avant son élection à la présidence. Depuis Daumier qui avait transformé Louis-Philippe en poire et Klaus Staeck qui utilisa le même procédé pour Helmut Kohl, il y a toujours eu des caricatures de personnalités politiques dans les gazettes françaises. Le *Canard Enchaîné* s'en est donné à cœur joie. Ainsi Sarkozy fut-il, des années durant, représenté sous les traits d'un diable au visage pointu agrémenté de deux cornes par un dessinateur qui signait « cabu ». Étant donné la présence de femmes issues des milieux de l'immigration dans son premier gouvernement et ses propres origines, on n'a pas pu faire de lui un fasciste. Aussi l'a-t-on démonisé. Comme personne n'a encore vu le diable de près et qu'on ne sait à quoi il ressemble, ce n'était pas trop difficile. Donc, il n'a pas eu la chance de Mitterrand qu'on avait déifié ou divinisé. Dans le *Canard*, tout ce qui concernait Carla Bruni-Sarkozy, a été également raillé. Non seulement dans un pseudo bloc-notes débile que ce journal lui fait écrire, mais aussi en occultant tout ce que la première dame de France a pu faire de bien, elle qui n'a rien d'une sottise. Car toute personne approchant Sarkozy ne peut être que bête et méchante. En juillet 2008, le

troisième CD de Carla Bruni avait grimpé rapidement en tête du hit-parade, mais le *Canard* parla d'un échec. On ne pouvait lire non plus nulle part que le bénéfice de sa vente allait à des organisations humanitaires. Le pire avait été bien entendu l'affaire du texto publié en février 2008 par le *Nouvel Observateur*. Il s'agissait d'un prétendu SMS adressé soi-disant par Nicolas Sarkozy à son ex-épouse Cécilia lui disant qu'il quittait sa future, Carla, si elle revenait. Cécilia elle-même confirma qu'elle n'avait jamais reçu un tel message. Après des excuses du rédacteur en chef de l'hebdomadaire, Sarkozy retira la plainte qu'il avait introduite en justice contre l'auteur de ce faux.

Des mois après que l'affaire Clearstream, montée pour détruire la réputation de Sarkozy avant sa première candidature à l'Élysée, ait été élucidée par les juges, alors que sa cote dans les sondages montait à la fin de l'année 2011 et au début de l'année 2012, ses détracteurs en robes noires firent circuler de vagues soupçons comme quoi il aurait « su » à l'époque que la campagne d'Édouard Balladur de 1995 avait été financée avec des rétrocommissions du marché sur les sous-marins, passé à l'époque avec Karachi, affaire qui s'était conclue tragiquement par la mort de onze spécialistes français dans un attentat à l'explosif dans capitale pakistanaise. Comme il n'y a aucune preuve, et qu'il n'y en aura jamais, et que, dans l'enfer pakistanais, il est plus que probable que cet acte de violence se soit inscrit dans longue liste des attentats presque quotidiens de fanatiques contre des Occidentaux, le dossier devrait être un jour classé. S'est ajouté que l'examen des comptes de la campagne balladurienne de l'époque ne permettait pas de conclure à des malversations ni de prouver concrètement que le jeune Sarkozy avait « su ». Ce dossier mal ficelé rappelait étrangement la campagne de dénigrement qui avait sali la réputation d'Helmut Kohl en 1999-2000, quand, après la défaite électorale de l'ex-chancelier en 1998, les amis de Gerhard Schröder avaient voulu ternir le lustre d'un homme qui faisait de l'ombre à leur patron. Kohl paya une amende pour une peccadille et fut absout sur le fond par la justice, certes, mais, comme d'autres en pareil cas, beaucoup plus tard.

Il en est chaque fois ainsi : la dénonciation d'un scandale fait les manchettes de la presse et la une du journal télévisé, mais sa fin en queue de poisson figure dans un entrefilet. Et encore bien beau si les médias la signalent. Pour faire bonne mesure, on a réchauffé en janvier 2012 contre Nicolas Sarkozy les propos de la providentielle ex-collaboratrice de Liliane Bettencourt qui prétend l'avoir vu partir du logis de l'inconcevable douairière avec une enveloppe contenant un montant naturellement très précisément indiqué pour financer sa campagne électorale de 2007. Cette scène frôlant le vaudeville, sinon la grosse farce, était une petite suite du feuilleton Woerth-Bettencourt, une série genre Dallas dont le haut fonctionnaire Éric Woerth tenait le rôle du grand

méchant « J. R. ». À cette époque, les syndicats contestaient la réforme des retraites ficelée précisément par Woerth. Alors là, à l'automne 2010, on n'avait pas besoin de verres grossissants pour voir le lien entre une opération de déstabilisation de ce serviteur de l'État et la contestation de sa réforme dans la rue. Nous ne préjugeons pas des conclusions de la justice sur le dossier Bettencourt, ce n'est pas notre affaire, mais nous constatons une étrange simultanéité entre une actualité politique et une mise en cause personnelle du principal intéressé et de son président. Sauf à faire de la fiction, le journaliste, l'auteur ne doit pas assener sa vérité, mais il lui faut identifier les faits et les réalités en épiluchant la gangue d'intox qui les enveloppe.

Sous les sarcasmes, Nicolas Sarkozy semble avoir tenu bon. « *Quand je ne serai plus là, a-t-il lancé un jour à des journalistes, vous direz : ah, c'était le bon temps quand il était là ! Au moins, nous avons quelque chose à dire !* » Pour lui, en revanche, ce ne fut pas toujours le bon temps. Mais l'homme est réactif, c'est un battant. Alors que sa popularité était au plancher, il mena le 7 mai 2008 une attaque frontale contre la presse. Comme aucun journaliste n'en faisait cas, il énuméra lui-même, non sans se moquer, ses propres mérites, puis il déclara : « *Dans un pays où il n'y a plus d'opposition, la presse s'arroge les fonctions de l'opposition* », ajoutant qu'à son avis, on ne l'attaquait pas pour des raisons idéologiques, mais pour des raisons commerciales. C'est vrai que la boue dont on l'a aspergé, a toujours fait monter les tirages. Il faut croire que les lecteurs, une bonne partie d'entre eux au moins, aiment s'y vautrer. Et le président de reprocher aux rédacteurs de ne pas rendre compte des initiatives positives du gouvernement, ainsi que des sondages positifs, mais en revanche d'avoir fait silence sur l'attitude infâme de Ségolène Royal qui avait refusé de payer ses collaboratrices. Il attaqua aussi dans ce contexte des journaux proches de lui comme *Le Journal du Dimanche* de son ami Lagardère et visa enfin *Marianne* qui avait écrit sur sa photo en grandes lettres : « *M... encore quatre ans !* » Deux ans plus tard, il s'en prit au cours d'une interview télévisée à un trio d'éminents journalistes du petit écran, en leur démontrant, dates et heures à l'appui, qu'ils avaient privilégié des informations sans consistance qui le desservaient, lui, en occultant d'autres nouvelles plus favorables à son gouvernement. Le service de presse présidentiel avait visiblement bien préparé ce coup-là et Sarkozy put pour conclure avec le sourire. Mais il n'avait encore rien vu, car en 2010, la rue relayait la presse, les manifestants portant des pancartes et des marionnettes faisant de lui un pantin, un épouvantail, bref l'homme à abattre. Les bouffeurs de Sarko, n'ont pas désarmé. Souvenez-vous de cette poupée vaudou arborant le visage du président, vendue avec des épingles et un petit mode d'emploi pour le prix de 14,95 euros. En 2009, elle

était en tête des ventes sur amazon.fr. L'intéressé a pu s'en inquiéter.¹⁰⁸ Sur Internet, longtemps, on a pu voir un montage montrant le corps de Sarkozy ensanglanté. Comme si ce n'était pas un appel du pied à quelque Ravailac !

Nicolas Sarkozy avait conquis la présidence d'un pays dont les gouvernants avaient laissé des verges qui ont servi à le faire battre. Pour ne pas se faire mal voir, ils avaient longtemps ignoré l'ampleur de la dette et, quand ils l'ont découverte, ils l'ont cachée pour ne pas faire peur. Il leur est arrivé de poser des emplâtres pour couvrir des pustules qu'ils auraient dû exciser. On a eu peur de contester des « acquis » qu'on affuble comme trop de choses du qualificatif galvaudé de « sociaux ». Les gens de pouvoir ont espéré que les choses finiraient par s'arranger d'elles-mêmes et qu'un demi-traitement faisait moins mal qu'un traitement complet. Sarkozy et les siens n'ont pas totalement éradiqué, quand ils étaient encore en « état de grâce », les fautes commises par leurs prédécesseurs, radier la semaine de 35 heures, remettre la retraite à 65 ans ; ils n'ont pas érigé de barrage solide à des déferlantes de migrants qui n'ont de commun avec nous que d'être des êtres humains ; la justice est restée assez laxiste envers des petits et des grands délits ; on distribue énormément de pilules du bonheur sur ordonnances médicales à des gens qui n'en ont pas besoin ; et aucune sanction n'est prise contre ceux qui dégradent la beauté des immeubles et salissent les rues avec leurs chiens, leurs crachats, leurs cigarettes, surtout dans le Grand Sud français. Certes, il a eu des progrès : le service minimum empêche de paralyser totalement le pays par la grève, et la loi, les rues par la manif ou la prière (la prière musulmane collective qui choquait tant les Français a été interdite). Il y a eu bien d'autres réformes, plus importantes.¹⁰⁹ Mais on ne s'étonnera pas que des mouvements radicaux dénoncent les lacunes et les oublis pour contester une république qui n'est plus à leurs yeux que « le système ». Le gouvernement actuel a compris, il admet avoir commis des erreurs, il doit les corriger, c'est bien parti. Il faut commencer par le trésor public, côté recettes, surtout côté dépense. On a pu douter parfois de la volonté de nos politiques et économistes de remettre l'économie et la finance sur les rails. Ceci n'est certes pas dû à ce qu'on aurait élu des incapables, loin de là. Le problème résidait plutôt dans le fait que personne ne voulait savoir la vérité sur les véritables origines de ces crises et en tirer les conséquences. Et cela dure depuis trente ans. Alors, une voie royale s'est ouverte à la désinformation. Après avoir vu maintes émissions télévisées, entendu de nombreuses émissions de radios et lu pléthore d'articles et d'ouvrages sur la crise mondiale et l'euro, après avoir discuté avec des responsables, on s'aperçoit que la monnaie n'est pas en crise, mais qu'il

¹⁰⁸ Voir Eric Brunet. *Pourquoi Sarko va gagner*. P. 23 et 172.

¹⁰⁹ Voir le site www.eurbag.eu, rubrique Allemagne-France, *Les réformes de l'ère Sarkozy : quatre axes forts et quinze priorités*.

s'agit de toute autre chose. Il était temps que l'on appelle un chat un chat et enfin, le gouvernement Sarkozy-Fillon a choisi de parler vrai. Il l'avait souvent fait, mais on ne s'en était pas aperçu. C'est un peu tard, mais pas impossible.

Dans les années 1930, des sauveteurs autoproclamés avaient surgi aux deux extrémités du champ politique, avec les suites catastrophiques que l'on sait. Après l'année zéro 1945, la présence américaine a protégé l'Europe occidentale des tentatives d'annexion staliniennes et poststaliniennes, car si le mal nazi avait été à peu près totalement extirpé, le communisme avait repris de la vigueur. Par deux fois, les Américains sont donc venus nous sauver des deux aberrations européennes, le fascisme et le marxisme. Par-dessus le marché, la réconciliation franco-allemande a donné un nouvel élan à l'Europe, elle en a fait une Europe totalement différente de celle des siècles précédents. Mais voilà que l'économie, florissante dans le monde occidental dans l'après-guerre, se dégrade par paliers depuis 1974, depuis « *le choc pétrolier* ». Une récession mondiale se profile. Attention : les situations compliquées attirent les terribles simplificateurs. Les incorrigibles zéloteurs des idéologies totalitaires refont surface. Ils attendent l'accomplissement de la prophétie comme une éclipse de Lune. Vingt-ans déjà après l'écroulement du système soviétique et après le ralliement d'autres pouvoirs communistes à l'économie de marché, voilà que les idées de l'exilé barbu de Londres font un comeback remarqué tandis que, de l'autre côté, l'hyper nationalisme prolifère, soi-disant pour nous protéger des contagions transfrontalières, transatlantiques, transgéniques, de nous-mêmes enfin. Comme tous ces gens n'ont pas un concept sérieux et pensé, ils retirent les vieux manuels des fonds de tiroirs et tous usent du même moyen pour métamorphoser la démocratie en dictature : faire endosser à ceux qui nous gouvernent la responsabilité de nos malheurs, faire d'eux des coupables, à Sarkozy la lamentable crise de l'euro, à Merkel la méchante rigueur budgétaire, à Obama l'espoir déçu en un monde meilleur ! Les antennes de télévision crient haro sur les toits. Les journaux dégoulinent de scandales. Ils impliquent toujours ceux que nous avons élus et dont, pourtant, nous étions plutôt satisfaits.

Un peu de politique-fiction

Francfort-Berlin, 7 mai 2012. François Hollande est élu président de la République française. À Berlin, on rentre la tête dans les épaules. Que va-t-il advenir de l'Europe ? Du tandem Merkozy si bien rodé ? Angela Merkel a convoqué ses fidèles dans son bureau de la chancellerie. À Francfort, Mario Draghi a réuni le directoire de la BCE. Acquis au monétarisme, les responsables de la Banque Centrale européenne attendent de voir si le nouveau voudra changer les statuts de la BCE, transformer le bastion de l'euro en planche à billets. Tous se perdent en conjectures. Angela se fait donner des psychoportraits du nouveau maître de l'Élysée. Inexpérimenté en matière internationale, jamais auparavant en charge de gouvernement, indécis et incertain. Il a tout dit et le contraire. Des tribunes, il n'a cessé de crier son opposition à Nicolas Sarkozy, comme si c'était un programme... On n'aime pas du tout cela ici. Qui crie n'a sans doute rien à dire. Selon un dicton allemand, « qui crie, a tort ». Tout le contraire de Mme Merkel. Et de Sarkozy. En revanche, rien sur le fond, si ce n'est l'embauche de 60.000 nouveaux fonctionnaires et 75 % d'impôts, sinon plus, sur « les riches ». Mais à Londres, il a tiré de son chapeau la carte libérale. Eh bien, cela promet de beaux jours !

Depuis des mois, on était à l'écoute des informations de Paris. Dès le début de la campagne, la chancelière s'était fait donner heure par heure tous les détails par son conseiller diplomatique, marié à une Française et bien branché sur l'Élysée. La veille au soir, le personnel politique et financier allemand a suivi minute par minute les résultats qui sont finalement tombés comme un coup de massue sur les partisans du président sortant, consternés et sans voix : Hollande 51,01 %, Sarkozy 48,99 %. La gauche en liesse s'est crue revenue en 1981. La télévision allemande a filmé la foule déferlant sur la Concorde et la Bastille avec des drapeaux mêlant le tricolore au rouge vif. Terré rue de Solferino avec sa garde rapprochée, Hollande souriait béatement, plus soucieux que content, comme surpris de sa victoire. Comment honorer les engagements ? Réunis au Café de Flore autour de Laurent Fabius, les électrons libres du PS se congratulaient. Présente parmi eux, Ségolène Royal rêvait du Perchoir. Écrasant une larme, elle se déclarait à France 2 très heureuse « en tant que femme ». Mélenchon, Poutou, Joly ont proclamé dans des interviews fracassantes la victoire du peuple sur le capital et la finance. Sortie de sa cachette, Marie-George Buffet a lancé un tonitruant : « Expropriions les expropriateurs ». Dans la foule, quelques personnes brandissaient de petites guillotines avec l'inscription « 1789 : le roi, 2012 : la finance ». Ébahis, les journalistes étrangers tentaient de s'y retrouver.

Décidément, ces Français étaient des gens bien imprévisibles. Impossible de les comprendre si l'on n'en fait pas partie. Le spectre de Robespierre a repassé le Rhin. Les Européens doivent absorber le choc.

La presse allemande a donné beaucoup d'ampleur aux événements. Hier, c'était : « La France retient son souffle ». Aujourd'hui : « La France a basculé ». La France ? « Pour la première fois, la politique européenne et internationale était au cœur de la campagne en France. Les Français ne l'ont pas remarqué, sinon ils auraient voté Sarkozy. Ils n'ont pas regardé au-dessus du rebord de leur assiette », lâche un des conseillers de Mme Merkel. Toute l'Europe pratique l'austérité pour reprendre la main, mais les Français ne parlent que de redistribution des richesses quand ce n'est pas carrément de prendre aux riches, mais lesquels ? Un propos de Mélenchon inquiète nos voisins : « La France reprend elle-même son destin en mains. Elle est le phare de l'espoir qui ramènera les naufragés du capitalisme et du paupérisme au port de la redistribution ». Vrai maître de la situation, le leader du Front de Gauche a laissé entendre que c'est lui qui a gagné l'élection, que la vraie gauche entrera au gouvernement « pour pallier toute dérive et s'assurer que ni la finance ni les marchés ne dicteront la politique de la France ». « Ni l'Allemagne » a crié quelqu'un. « Oui, le peuple français a retrouvé sa souveraineté », a répliqué l'orateur, mais plus intelligent que les autres, il a tenté de calmer le jeu. La France a fait « le choix du bon sens », a-t-il dit, visiblement pas totalement convaincu. « C'est bien pour ne pas les effaroucher que j'ai accepté de ne pas aller à un meeting de Nicolas, s'interroge Mme Merkel. Ai-je eu tort ? » « Maintenant que nous avons le gâchis, devons-nous couper les cordages qui nous arriment à la France ? », surenchérit un de ses proches.

Voyant le combat quasi désespéré de Sarkozy contre les médias et la gauche, Mme Merkel lui avait proposé son appui. Elle n'a pas reçu Hollande, à l'instar des chefs de gouvernement britannique, italien et polonais. Et d'Obama. Il fait peur. Pour être à l'ouest, ça, il l'est. Par populisme, il ignore ou veut ignorer la crise, ce qui revient au même. Sous ses airs tranquilles, c'est un brise-tout. Mélenchon, c'est un marxiste. On connaît. Hollande, lui, veut tout annuler, tout renégocier. Goethe appelait cela « l'esprit qui toujours nie ». Que va-t-il rester des années de travail pour s'entendre avec Sarkozy, pour lui faire entériner une BCE apolitique et avaler de notre côté toutes ses couleuvres, comme cette gouvernance européenne ! Hollande va-t-il restaurer l'étatisme, le dirigisme, le colbertisme, ces épouvantails français honnis en Allemagne ?

10 mai 2012. Hollande a été reçu sur le parvis de la chancellerie. Finies les embrassades. C'était plutôt froid. Mme Merkel ne lui a pas mâché ses mots. On ne renégocie rien. L'autre a pris un air pincé, pas à l'aise du tout. « Qu'il

m'appelle Mme Nein s'il veut ! L'Europe est notre bien le plus précieux ». Le lendemain, la chancelière a dit à son ministre sans portefeuille : « Je vais aller consulter le vieux ». Il lui en a coûté, mais Helmut Kohl, compatissant, lui a rappelé qu'à l'époque, c'est lui qui avait été élu après Mitterrand, et non l'inverse, qu'on parlait d'« eurosclérose » alors qu'il y a maintenant un gros acquis européen à défendre devant la menace internationale. « Hollande n'arrive pas à la cheville de mon défunt ami Mitterrand », a dit Kohl. Depuis l'élection du socialiste à la charge suprême, le monde économique est dans l'expectative. La Gauche va-t-elle remporter les législatives ? Devra-t-elle composer avec le puissant Front de Gauche, porté au pouvoir par les « indignés », les « invisibles », les « sans-voix » (on n'ose pas dire les « sans-culottes ») ? Mélenchon et Laurent piaffent d'impatience. Vont-ils saigner à blanc la France ? On parle déjà de projets draconiens sur les successions et sur les avoirs des classes moyennes ? Leur Conseil constitutionnel invalidera ces spoliations, mais a-t-il autant de poids que notre Cour constitutionnelle allemande ? se demande Mme Merkel.

Depuis des semaines déjà les investisseurs quittent la France. Le Front de la Gauche dénonce l'origine sociale des leaders du PS. Le richissime Fabius entre dans le collimateur. On parle de Julien Dray et d'autres. Heureusement, les frasques de Dominique Strauss-Kahn occultent la fortune de son épouse. Le PS s'était insurgé « pro forma » contre le versement en une seule fois de « rémunérations différées » depuis 2003, soit 16,2 millions d'euros, à Maurice Lévy, PDG du groupe Publicis, mais c'est impossible d'effacer les allusions de Nathalie Kosciusko-Morizet aux « mouvements de capitaux » sur les comptes d'Élisabeth Badinter, figure emblématique de la Gauche « caviar » et « héritière de son père », Marcel Bleustein-Blanchet, fondateur de ce groupe. Mme Badinter « est propriétaire de 10 % » de Publicis, avait dit la ministre, « je crois qu'elle a touché 85 millions d'euros de dividendes, elle a une fortune qui a été évaluée en 2010 à 652 millions d'euros (ce sont des chiffres publics) en augmentation de 27 millions d'euros par rapport à 2009. 27 millions d'euros en un an ». Et le « Canard Enchaîné » a remis cela en écrivant que Mme Badinter a vendu pour 18 millions d'euros d'actions.

Bref, la lutte de classes mine l'entente entre gauche et ultragauche. Mme Merkel ébauche un sourire : « Chez nous, Mme Badinter serait la bienvenue ». Elle se rappelle la fameuse exclamation de son prédécesseur Schröder, lors du passage aux 35 heures en France : « Voilà une excellente nouvelle pour notre économie ». Certes, la France ne peut rivaliser avec l'Allemagne, mais, quand même, une France en ruines, c'est mauvais, c'est dangereux. Nous payons déjà assez pour la Grèce ! Et puis l'Europe a besoin de continuité, surtout

maintenant. Le sourire s'efface. Il y a de la panique dans l'air, mais, quand on gouverne un grand pays, il faut afficher le calme et la sérénité.

Ce bon Gabriel, président du parti social-démocrate allemand (SPD), est venu à Paris témoigner sa solidarité à Hollande, mais dans le cadre de l'Internationale socialiste et pour la forme. Les rapports transmis par l'Ambassade à Berlin ont informé Hollande, dans un style tout diplomatique certes, mais pas moins clair sur le fond, que la Gauche française et lui-même passaient pour « ringards » aux yeux des socialistes allemands et que ces derniers se méfiaient d'eux.

Six mois plus tard. Tandis que l'Allemagne affiche une santé économique insolente, en France, la croissance est en berne. Le chômage augmente de façon inquiétante de même que la dette parce que les investisseurs internationaux réclament des taux d'intérêt de plus en plus élevés. Sans emploi, des jeunes diplômés français s'expatrient vers l'Allemagne qui a besoin de personnels qualifiés. Ils reçoivent à Stuttgart et Munich des cours d'allemand accélérés.

Contrairement au bruit que faisaient courir les amis de Hollande, ce temps de latence n'a rien arrangé entre Paris et Berlin. L'Allemagne menace même de quitter la zone euro pour créer une zone euromark rétrécie. Le bruit court à Paris que l'Imprimerie fédérale a déjà des stocks d'euromarks dans ses coffres. « Balivernes », rétorque un journal de Francfort. « C'est Versailles à l'envers », écrit un rédacteur en chef parisien. Hollande est tout à fait isolé en Europe. Les membres de la zone euro n'ont rien voulu renégocier. Cela ne peut s'éterniser. L'Allemagne ne peut, comme Atlas, porter seule, sans la France, le grand euro sur ses épaules...

La chancelière a reçu une demande signée Hollande de renégociation du Pacte fiscal signé avec la France et les membres de l'UE. « *Mais ce sont eux qui nous avaient réclamé ce pacte à cors et à cris !* », lui rappelle son fidèle Wolfgang Schäuble, abasourdi. « *Si Paris veut en sortir, grand bien leur fasse. J'y perds mon latin* », tranche Mme Merkel excédée. « *Nous pourrons nous tourner vers l'Italie* », intervient le ministre des Finances, toujours désireux de sauver l'Union monétaire. Les réformes de Monti commencent à porter leurs fruits. La France va de toute manière rétrograder en Europe

La direction du SPD prépare un vilain coup à Hollande, à savoir une union sacrée avec Angela Merkel pour gouverner avec elle à partir de 2013. La Gauche néomarxiste allemande tente alors de provoquer une scission du SPD. Elle est seule en Allemagne à partager les vues du gouvernement français. Mais elle est très minoritaire. On a vu ce que cela donnait en RDA.



Dépôt légal : Avril 2012
ISBN PDF : 978-2-824-20080-4

Voter en temps de crise, pas facile ! Ça passe ou ça casse. Mais les Français doivent mettre leur bulletin dans l'urne.

Or, depuis les débuts de la IVème puis de la Vème République, jamais une crise internationale aussi violente n'avait heurté la France et l'Europe. Un an à peine après avoir accédé à la présidence, Nicolas Sarkozy a dû avec les siens se vouer à réparer les dégâts.

La France s'en est mieux tirée que d'autres, amorçant aussi des avancées européennes et internationales considérables. Elle est en bonne voie.

Beaucoup reste encore à faire pour celui qui a l'ambition d'une France forte dans une Europe puissante.



La Bourdonnaye

Edition numérique